



# Document d'Enregistrement Universel

2025





# DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2025



Le Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 28 avril 2026 auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), en sa qualité d'autorité compétente au titre du Règlement (UE) n° 2017/1129, sans approba-

tion préalable conformément à l'article 9 dudit Règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au Règlement (UE) n° 2017/1129.

*En application de l'article 19 du Règlement (UE) n° 2017/1129, le présent Document d'Enregistrement Universel doit être lu et interprété conjointement avec le Document d'Enregistrement Universel 2023 et le Document d'Enregistrement Universel 2024, déposés auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.*

*Document d'Enregistrement Universel 2024 :*

- Le document incorporé par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et publié sur le site internet de l'Émetteur ([https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres) sous les onglets « Résultats » puis « 2024 »). Le rapport de gestion du Conseil d'Administration, les Comptes Consolidés et le rapport des Commissaires aux Comptes sur ces derniers figurent respectivement aux pages 37 à 124, 125 à 178 et 179 à 181. Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés figure aux pages 216 et 217.

*Document d'Enregistrement Universel 2023 :*

- Le document incorporé par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et publié sur le site internet de l'Émetteur ([https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres) sous les onglets « Résultats » puis « 2023 »). Le rapport de gestion du Conseil d'Administration, les Comptes Consolidés et le rapport des Commissaires aux Comptes sur ces derniers figurent respectivement aux pages 37 à 120, 121 à 174 et 175 à 177. Le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés figure aux pages 214 et 215.

*Le Document est mis à la disposition des actionnaires au siège social de DELTA PLUS GROUP situé ZAC la Peyrolière – BP 140 – 84405 Apt Cedex et peut également être consulté sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et sur le site Internet de DELTA PLUS GROUP ([www.deltaplusgroup.com](http://www.deltaplusgroup.com)).*

## **DELTA PLUS GROUP**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.679.354 €  
SIÈGE SOCIAL APT (VAUCLUSE), ZAC LA PEYROLIÈRE  
334 631 868 RCS AVIGNON



# DELTA PLUS



## Le mot du Président

*Chers actionnaires, chers partenaires,*

*Protéger les femmes et les hommes au travail est la mission fondatrice de DELTA PLUS GROUP. Dans un monde du travail en constante évolution, où les exigences réglementaires se renforcent et où la sécurité s'impose plus que jamais comme une priorité non négociable, cette mission constitue à la fois notre boussole et un moteur durable de notre développement.*

### **2025 : résilience et construction**

*L'année 2025 a une nouvelle fois été marquée par un environnement macroéconomique, géopolitique et monétaire exigeant. Dans ce contexte, DELTA PLUS GROUP a démontré la solidité de son modèle et sa capacité d'adaptation. Le Groupe a réalisé un Chiffre d'Affaires de 389,6 M€ et maintenu une rentabilité opérationnelle solide, avec un résultat opérationnel courant de 44,4 M€, soit 11,4 % du Chiffre d'Affaires. Nous avons également amélioré notre génération de trésorerie, et préservé une structure financière robuste. Ces résultats traduisent la résilience de notre organisation, la pertinence de nos choix stratégiques et l'engagement de nos équipes.*

*Nous avons poursuivi avec discipline l'exécution de notre feuille de route : montée en gamme de l'offre, renforcement de l'approche clients prescripteurs, investissements dans les outils de pilotage et intégration de nos récentes acquisitions. Ces opérations illustrent notre volonté de renforcer notre positionnement sur des segments à plus forte valeur ajoutée, d'élargir notre expertise produit et de consolider notre présence internationale.*

*Au-delà des résultats financiers, en 2025, les accidents du travail ont reculé de 40 % en trois ans. Nos consommations énergétiques ont diminué de 9 %, et nous avons réalisé notre premier bilan carbone Groupe. Ces avancées reflètent une culture d'entreprise profondément ancrée dans nos valeurs (curiosité, respect, écoute et fiabilité) ainsi que l'engagement de nos 3 748 collaborateurs, qui font rayonner DELTA PLUS GROUP dans plus de 110 pays.*

### **2026 : poursuivre nos actions en vue du prochain cycle de croissance**

*Nous abordons 2026 avec ambition et vigilance. Dans un environnement toujours marqué par de fortes incertitudes géopolitiques, nous poursuivrons avec discipline le déploiement de notre feuille de route. Notre objectif est de renouer avec une croissance organique progressive, portée par l'évolution de nos marchés, les actions commerciales engagées et la montée en valeur de notre offre. Nous continuerons également de renforcer nos positions dans les zones les plus porteuses et d'examiner, avec rigueur et sélectivité, les opportunités de croissance externe susceptibles de soutenir notre développement. Cette trajectoire s'appuiera sur notre agilité opérationnelle ainsi que sur une structure financière solide, qui demeure un atout essentiel pour accompagner la croissance du Groupe dans la durée.*

*Enfin, je tiens à vous remercier chaleureusement collaborateurs, fournisseurs, clients, partenaires et actionnaires, pour votre engagement, votre confiance et votre fidélité. Votre contribution à notre activité et à notre développement participe chaque jour à la réalisation de notre mission : protéger les femmes et les hommes au travail. C'est ensemble que nous poursuivrons notre ambition de faire de DELTA PLUS GROUP une marque de référence sur le marché des E.P.I. et E.P.C.*

**Jérôme Benoit**

*Président du Conseil d'Administration*





**DELTAPLUS**



# MODÈLE D'AFFAIRES

## NOS RESSOURCES

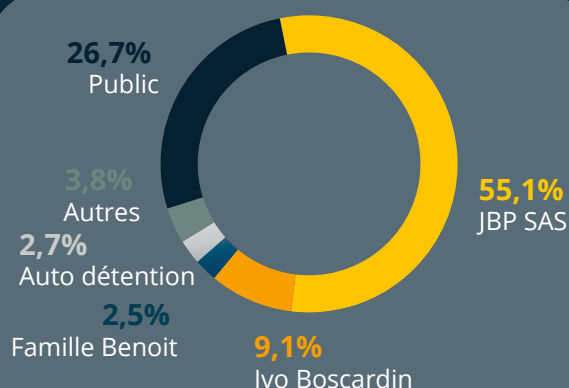


### ▲ Présence sur le territoire

18 sites de production, 20 entrepôts  
2 plate-formes logistiques asiatiques  
2 plate-formes logistiques européennes  
49 filiales dans 32 pays



### ▲ Capital permanent



### ▲ Capital humain

1 groupe familial & indépendant  
3 748 collaborateurs  
49 filiales  
86% de collaborateurs à l'international

#### Comité de direction

78% d'hommes  
22% de femmes

#### Gouvernance

1 actionnaire majoritaire



### ▲ Croissance organique & externe

11 acquisitions finalisées au cours des 5 dernières années (de 2021 à 2025), soit près de 30% du chiffre d'affaires de 2025



### ▲ Capital sociétal & environnemental

Intégration de l'éco-conception dans nos cahiers des charges

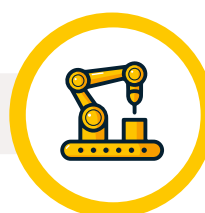
1 croissance qui s'appuie sur des pratiques de développement durable et social

1 vision et une orientation qui priorisent la durabilité sur le long terme

## NOTRE A



### CONCEPTION



### FABRICATION



### PRÉCONISATION

1 proximité clients à travers le monde avec l'accompagnement au quotidien des distributeurs et utilisateurs grâce à nos experts

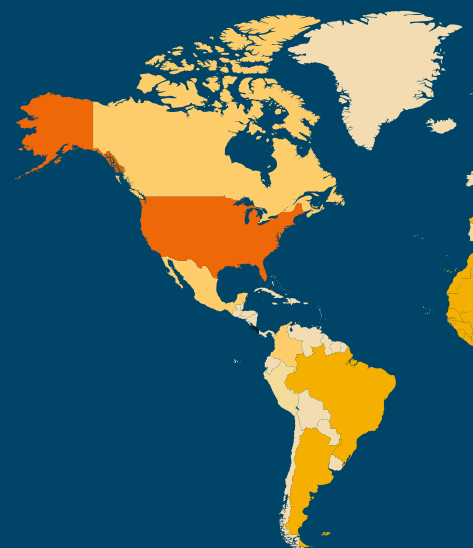
+ de 1 100 modèles  
+ de 7 200 références



En chiffre d'affaires

+

-



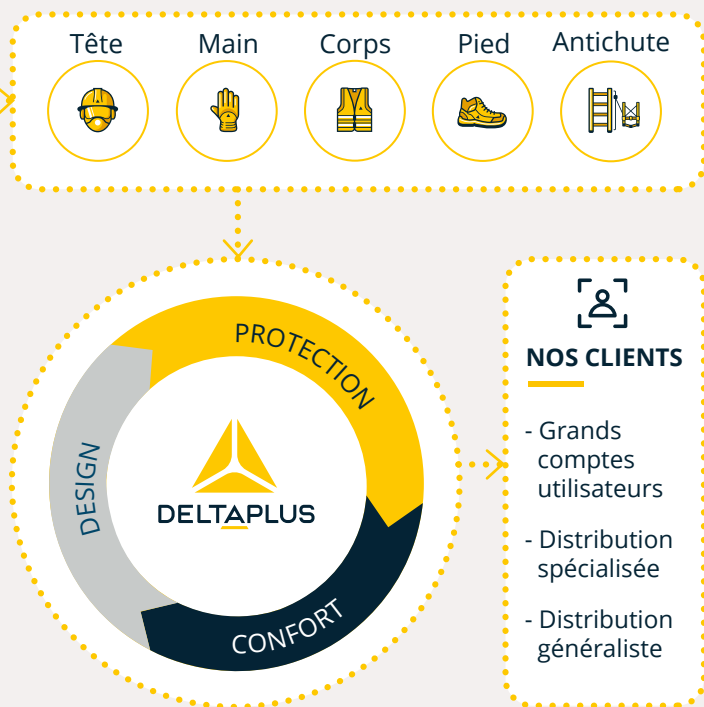
## NOTRE MISSION

Protéger les hommes  
et les femmes au travail

## NOS VALEURS

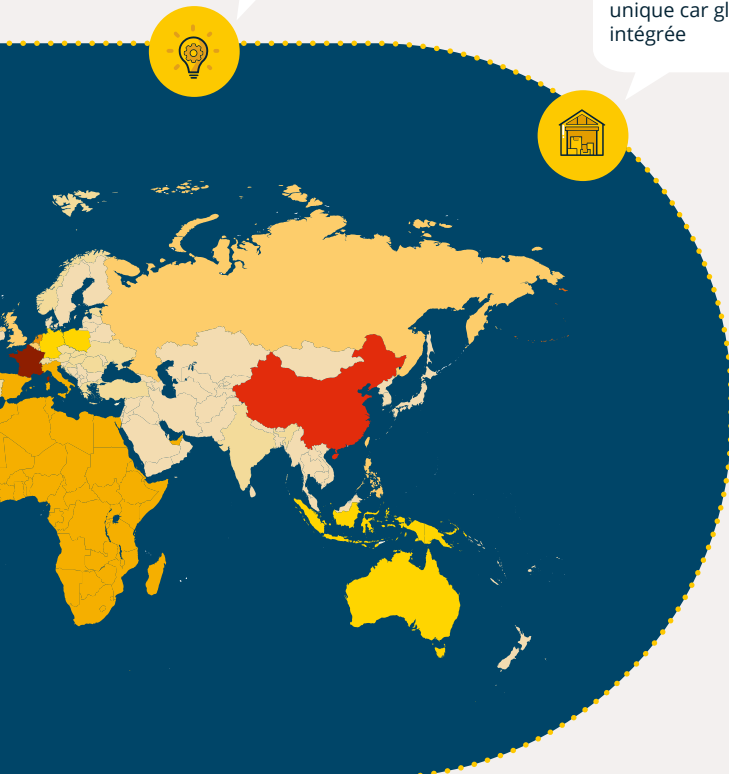
Curiosité, respect,  
écoute, fiabilité

## ACTIVITÉ



1 offre globale couvrant  
les 5 grandes familles d'équipements  
de protection individuelle et des  
systèmes de protection collective

1 service de référence  
dans le métier,  
notamment via une  
organisation logistique  
unique car globale et  
intégrée



## NOTRE CRÉATION DE VALEUR



### Classement de Delta Plus

- ▲ **1er** fabricant français d'EPI
- ▲ Placé dans le **top 5** des leaders européens
- ▲ Placé dans le **top 10** des leaders mondiaux



### ▲ Clients

- Offre globale
- Proximité & service
- CA 389,6M€



### ▲ Fournisseurs / Partenaires

- Développement du CA
- Solidité financière
- 241M€ achats



### ▲ Salariés

- Développement des collaborateurs
- Forte activité de recrutement
- Masse salariale de 88,4M€



### ▲ Actionnaires

- Croissance rentable
- Récurrence des résultats
- Dividendes 5,5M€
- Résultat 27,8M€



### ▲ Société

- Défense de nos valeurs
- Impact positif sur nos territoires d'implantation
- Impôts 8,9M€

# SOMMAIRE

## PARTIE I : PRÉSENTATION DU GROUPE DELTA PLUS ..... 9

### CHAPITRE I : PRÉSENTATION DU GROUPE DELTA PLUS ..... 10

1.1. HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ .....	10
1.1.1. Raison sociale et nom commercial de l'Émetteur .....	10
1.1.2. Lieu et numéro d'enregistrement de l'Émetteur .....	10
1.1.3. Date de constitution – Durée de vie de la Société .....	10
1.1.4. Siège social, forme juridique et législation applicable à l'Émetteur .....	10
1.1.5. Événements marquants dans le développement de l'Émetteur .....	10
1.1.6. Liste des filiales importantes de l'Émetteur (au 31/12/2025)....	12

### CHAPITRE II : APERÇU DES ACTIVITÉS ..... 14

2.1. PRINCIPALES ACTIVITÉS .....	14
2.1.1. Conception, développement, production et distribution de produits de protection de la Tête.....	15
2.1.2. Conception, développement et distribution de produits de protection des Mains .....	15
2.1.3. Conception, développement et distribution de produits de protection du Corps.....	15
2.1.4. Conception, développement, production et distribution de produits de protection des Pieds.....	15
2.1.5. Conception, développement, production et distribution de produits de protection Antichute.....	15
2.1.6. Autres activités .....	16
2.1.7. Répartition actuelle entre production interne et production externe .....	16
2.2. PRINCIPAUX MARCHÉS .....	16
2.2.1. Marché des E.P.I. et réglementation européenne .....	16
2.2.2. Structure du marché des E.P.I. ....	17
2.2.3. Stratégie de DELTA PLUS.....	18
2.2.4. Principaux Clients.....	19

### CHAPITRE III : CHIFFRES CLÉS ..... 20

3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES .....	20
3.2. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT ET RÉSULTAT NET ET APPROCHE BILANCIELLE .....	22
3.3. COURS DE BOURSE.....	23
3.4. RÉMUNÉRATION DE L'ACTIONNAIRE.....	25
3.5. DONNÉES BOURSIÈRES.....	25
3.6. AGENDA DE L'ACTIONNAIRE (dates prévisionnelles) .....	25

### CHAPITRE IV : INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES..... 26

4.1. INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES .....	26
4.1.1. Bilans pour les périodes annuelles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros).....	26
4.1.2. Chiffres d'Affaires annuels .....	27
4.1.3. Compte de résultat pour les périodes annuelles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros)....	28
4.1.4. Tableau des flux de trésorerie pour les périodes annuelles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros).....	28
4.2. INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES.....	29

4.2.1. Bilans pour les périodes semestrielles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros).....	29
4.2.2. Comptes de Résultat pour les périodes semestrielles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros).....	30
4.2.3. Tableau des flux de trésorerie pour les périodes semestrielles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros) .....	30

### CHAPITRE V : INFORMATIONS SUR LES TENDANCES..... 31

5.1. RÉTROSPECTIVE 2025.....	31
5.2. CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE L'ÉMETTEUR.....	32
5.3. RESTRICTION(S) À L'UTILISATION DES CAPITAUX INFLUANT SENSIBLEMENT SUR LES OPÉRATIONS DE L'ÉMETTEUR.....	34
5.4. SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES.....	34
CHAPITRE VI : INVESTISSEMENTS .....	36
6.1. INVESTISSEMENTS HISTORIQUES (en milliers d'Euros).....	36
6.2. INVESTISSEMENTS RÉALISÉS AU COURS DU DERNIER EXERCICE .....	36
6.3. INVESTISSEMENTS RÉALISÉS DEPUIS LA CLÔTURE DU DERNIER EXERCICE.....	36
6.4. INVESTISSEMENTS À VENIR .....	36
6.5. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT .....	37
6.6. BREVETS.....	37

## PARTIE II : RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025 ..... 39

### CHAPITRE I : RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025 PRÉSENTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 13 JUIN 2025 ÉTABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ..... 40

SECTION I. RAPPORT DE GESTION.....	41
SECTION II. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	51
SECTION III. PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	58

### CHAPITRE II : ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION ..... 62

## PARTIE III : COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025 ET ANNEXES ..... 123

### CHAPITRE I : COMPTES CONSOLIDÉS ..... 125

### CHAPITRE II : NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS..... 130

#### NOTE 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE GROUPE DELTA PLUS – DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ ..... 130

#### NOTE 2 : FAITS MARQUANTS..... 130

#### NOTE 3 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES..... 132

3.1. Base de préparation des états financiers .....	132
3.2. Hypothèses et estimations.....	132



3.3. Secteurs opérationnels.....	133
3.4. Règles de consolidation.....	133
3.5. Regroupements d'entreprises.....	134
3.6. Conversion des comptes des filiales dans les économies hyperinflationnistes.....	134
3.7. Conversion des comptes des filiales exprimés en monnaies étrangères.....	134
3.8. Transactions libellées en devises.....	134
3.9. Écarts d'acquisition.....	135
3.10. Immobilisations incorporelles.....	135
3.11. Immobilisations corporelles.....	135
3.12. Droit d'utilisation.....	135
3.13. Impairment test.....	136
3.14. Autres actifs financiers.....	136
3.15. Instruments financiers dérivés.....	137
3.16. Stocks.....	137
3.17. Créances et dettes.....	137
3.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	137
3.19. Capital.....	138
3.20. Passifs financiers.....	138
3.21. Impôts.....	138
3.22. Avantages au personnel.....	138
3.23. Paiements fondés sur des actions.....	139
3.24. Provisions non courantes.....	139
3.25. Chiffre d'Affaires.....	139
3.26. Soldes intermédiaires.....	139
3.27. Produits et charges financiers.....	140
3.28. Résultat par action.....	140
3.29. Distribution de dividendes.....	140
NOTE 4 : FACTEURS DE RISQUES.....	140
4.1. Risques financiers.....	140
4.1.1. <i>Risque de liquidité</i> .....	140
4.1.2. <i>Risque de taux d'intérêt et couverture</i> .....	142
4.1.3. <i>Risque de change et de prix de matières premières</i> .....	142
4.2. Risques liés à l'activité du Groupe.....	143
4.2.1. <i>Risques liés à la conjoncture mondiale (politique, économique, et sanitaire)</i> .....	143
4.2.2. <i>Risques liés aux clients</i> .....	143
4.3. Risques juridiques liés à la réglementation applicable.....	143
4.4. Risques environnementaux.....	144
4.5. Risques relatifs aux procédures judiciaires et d'arbitrage.....	144
NOTE 5 : ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE.....	145
5.1. Informations relatives au périmètre de consolidation.....	145
5.2. Modifications du périmètre et autres informations.....	146
5.3. Filiales exclues du périmètre, malgré une participation supérieure à 10 %.....	146
NOTE 6 : COMMENTAIRES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	148
6.1. État des immobilisations incorporelles.....	148
6.2. État des immobilisations corporelles.....	150
6.3. Droits d'utilisation.....	152
6.4. Test de perte de valeur des écarts d'acquisition.....	154
6.5. Autres actifs financiers.....	156
6.6. Instruments financiers dérivés.....	157

6.7. Stocks.....	157
6.8. Créances clients et autres créances.....	158
6.9. Trésorerie.....	159
6.10. Capital.....	160
6.11. Paiement en actions.....	160
6.12. Passifs financiers.....	160
6.13. Engagements donnés aux salariés.....	162
6.14. Provisions non courantes.....	163
6.15. Instruments financiers par catégorie.....	163
6.16. Impôts.....	163
6.17. Ventilation du Chiffre d'Affaires.....	166
6.18. Produits et charges opérationnels non courants.....	167
6.19. Résultat financier.....	168
6.20. Charges par nature.....	169
6.21. Charges de personnel.....	171
6.22. Résultat par action.....	171
6.23. Dividendes.....	171
6.24. Engagements donnés et reçus.....	172
6.25. Regroupement d'entreprises.....	173
6.26. Parties liées.....	173

NOTE 7 : INFORMATIONS SECTORIELLES.....	175
---	-----

NOTE 8 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	176
---	-----

CHAPITRE III : RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS.....	177
---	-----

<b>PARTIE IV : COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2025 ET ANNEXES.....</b>	<b>181</b>
--	------------

CHAPITRE I : COMPTES SOCIAUX.....	182
-----------------------------------	-----

CHAPITRE II : ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX.....	185
--	-----

CHAPITRE III : RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS.....	196
--	-----

<b>PARTIE V : INFORMATIONS BOURSIÈRES ET CAPITAL.....</b>	<b>199</b>
---	------------

CHAPITRE I : FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION.....	200
---	-----

CHAPITRE II : SALARIÉS.....	201
-----------------------------	-----

CHAPITRE III : PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	201
---	-----

CHAPITRE IV : OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS.....	201
---	-----

CHAPITRE V : INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR.....	202
---	-----

CHAPITRE VI : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE CAPITAL SOCIAL.....	204
---	-----

CHAPITRES VII : CONTRATS IMPORTANTS.....	210
--	-----

CHAPITRE VIII : INFORMATION(S) PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATION(S) D'EXPERTS ET DÉCLARATION D'INTÉRÊT.....	210
---	-----

CHAPITRE IX : DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC.....	211
--	-----

CHAPITRE X : INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS.....	211
--	-----

<b>PARTIES VI : PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL.....</b>	<b>213</b>
--	------------

CHAPITRE I : PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DU CONTRÔLE DES COMPTES.....	214
--	-----

CHAPITRE II : RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES.....	216
--	-----



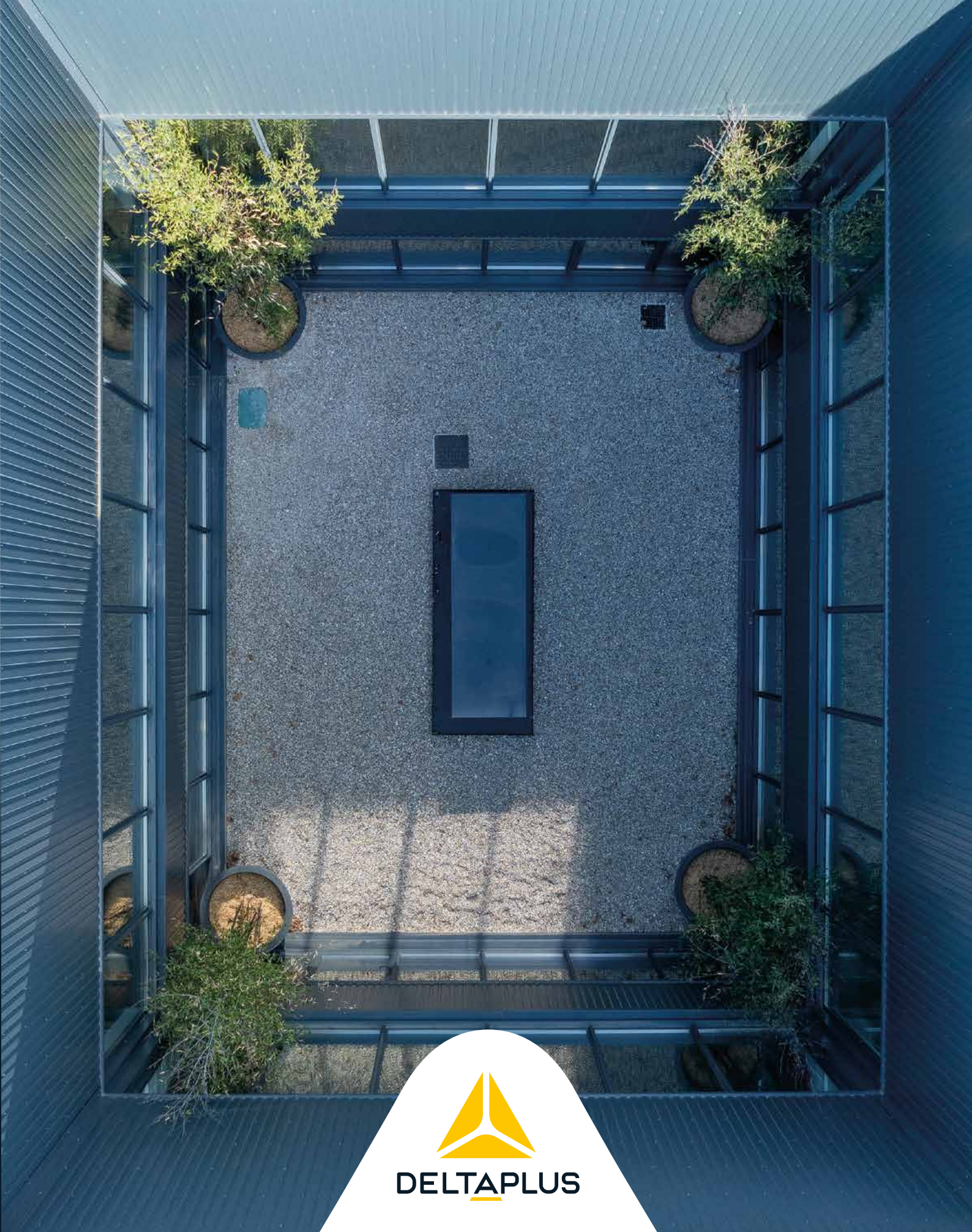
# Notre mission

---

Protéger les hommes et les femmes au travail

Concevoir et fabriquer des solutions complètes de protection individuelle et collective pour les professionnels dans le monde entier.





DELTAPLUS

Présentation du **Groupe**



## CHAPITRE I PRÉSENTATION DU GROUPE DELTA PLUS

### 1.1.

#### | HISTOIRE ET ÉVOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

##### 1.1.1.

##### Raison sociale et nom commercial de l'Émetteur

La dénomination sociale de l'Émetteur est DELTA PLUS GROUP, sa précédente dénomination sociale était, jusqu'en 1995, PRO INTER.

##### 1.1.2.

##### Lieu et numéro d'enregistrement de l'Émetteur

Depuis le 14 février 1986, la Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Avignon sous le numéro 334 631 868.

##### 1.1.3.

##### Date de constitution – Durée de vie de la Société

La Société a été constituée le 10 janvier 1986. La date d'expiration de la Société est le 14 février 2085.

##### 1.1.4.

##### Siège social, forme juridique et législation applicable à l'Émetteur

DELTA PLUS GROUP est une Société Anonyme à Conseil d'Administration de nationalité française régie par le Droit Français.

Le siège social de l'Émetteur est situé ZAC La Peyrolière – BP 140 – 84405 Apt Cedex.

Téléphone du siège social : 04 90 74 20 33.

##### 1.1.5.

##### Évènements marquants dans le développement de l'Émetteur

En 1977, Monsieur Jacques BENOIT crée une Société implantée dans une ancienne usine d'Ocres, à Apt – la Société de distribution DELTA PLUS ayant pour activité principale l'importation et la distribution en France d'Équipements de Protection Individuelle (ci-après « E.P.I. ») fabriqués à l'étranger – en Europe et en Asie. L'activité prend vite de l'ampleur et le besoin de structurer un groupe autour de DELTA PLUS se fait sentir.

En 1986 la Société PRO INTER est créée sous forme de SARL. Elle devient alors la Société Holding de DELTA PLUS. Elle est transformée en SA en 1989 pour donner les moyens au Groupe de poursuivre son évolution. Le Groupe se développe et bascule d'une image de petit importateur vers celle d'un concepteur de produits – sous-traitant la fabrication auprès de partenaires sélectionnés – jusqu'à devenir, à compter de 1994, le fabricant de certaines de ses gammes de produits.

PRO INTER procède à un changement de dénomination sociale et devient DELTA PLUS GROUP en 1995. DELTA PLUS GROUP est introduite en bourse en 1999.

DELTA PLUS GROUP exerce pleinement aujourd'hui son rôle de Holding en tant que Société mère à la tête d'un groupe de sociétés (qui sont toutes ses filiales) implantées à travers le monde. Le maillage de l'implantation des filiales recouvre différentes zones géographiques, à savoir l'Europe et le Hors Europe (qui regroupe l'Asie, l'Amérique et le Moyen-Orient).

À l'heure actuelle le Groupe est dirigé par Monsieur Jérôme BENOIT, qui a succédé à son père à la tête de DELTA PLUS GROUP et de ses filiales.

Les sociétés du Groupe DELTA PLUS exercent des activités de conception, de normalisation, de fabrication (selon les produits en les fabriquant elles-mêmes ou en les faisant fabriquer) et de commercialisation d'une gamme complète d'E.P.I. à travers le monde correspondant à cinq familles de produits. Les produits distribués par le Groupe sont aujourd'hui identifiés sous la marque DELTA PLUS® dont DELTA PLUS GROUP a la propriété (ils étaient principalement identifiés dans le passé sous les marques PANOPLY®, VENITEX® et TIGER STEEL®).

Avec 3 748 collaborateurs au 31 décembre 2025, le Groupe DELTA PLUS compte de nombreuses filiales implantées à travers le monde. À partir de ses plates-formes asiatiques, il a la capacité de livrer par container, dans le monde entier, ses produits conformes aux normes européennes et, le cas échéant, aux normes locales.

Plus de 1 100 articles, correspondant à plus de 7 200 références, constituent l'offre produits du Groupe, et permettent une protection efficace et globale des utilisateurs, de la tête aux pieds.





# La recherche et développement

Du design à la norme, des exigences environnementales à la création de valeur.

Notre équipe Ingénierie est une équipe internationale au service des produits sachant répondre aux **exigences locales des normes et des clients**. Nos chefs de projets et nos spécialistes métier rayonnent sur l'ensemble de nos filiales et se coordonnent avec nos équipes proches des lieux de production pour **assurer l'industrialisation et la qualité au quotidien**.

Les exigences environnementales sont également un axe de travail transversal à tous les produits, que ce soit la recherche de matière biologique ou recyclée répondant à nos exigences de qualité, ou la **prise en compte de l'empreinte environnementale** dans les cahiers de charges produits dès le début des projets.

## Une organisation en réseau à travers le monde

- 56 personnes dédiées
- 5 M€ investis
- 22 projets lancés
- 55 projets en développement par an



## Une équipe de spécialistes en :

- Management de projets
- Conception assistée par ordinateur (CAO)
- Plastiques et composants chimiques
- Mécanique et simulation

## Un écosystème d'experts externes :

- Fabricants de machines
- Fournisseurs de matières
- Laboratoires de tests et de prototypages
- Spécialistes dans des technologies émergentes

## Des laboratoires internes pour :

- Essais de développement
- Essais de normes

## Des moyens à la pointe pour :

- Gestion de données techniques
- Calculs et simulations
- Prototypages (machines à commande numérique, impressions 3D)
- Planification projet et capitalisation

### 1.1.6.

## Liste des filiales importantes de l'Émetteur (au 31/12/2025)

## PLUS DE 45 ANS AU SERVICE DE LA PROTECTION INDIVIDUELLE

### DATES CLÉS DU PÔLE DE DISTRIBUTION

#### ■ BELGIQUE

2001 : Acquisition de la Société **DEWEER SECURITY SA**, 3<sup>e</sup> distributeur belge d'E.P.I.

2017 : **DEWEER SECURITY SA** renommée **DELTA PLUS BENELUX**.

#### ■ CHINE

2002 : Création de **SUZHOU DELTA PLUS SAFETY**.

2004 : Construction de notre plateforme logistique de 5 000 m<sup>2</sup> à Suzhou, ouverture du bureau commercial de **DELTA PLUS** à Shanghai.

2006 : Création de **DELTA PLUS CHINA**.

2007 : Création de **WUJIANG PINGWANG PRIVATE INDUSTRIAL TRADING CO LTD**.

2008 : Construction de notre plateforme logistique de 12 000 m<sup>2</sup>.

2010 : Liquidation de **SUZHOU DELTA PLUS SAFETY** pour exploitation unique via **DELTA PLUS CHINA**.

#### ■ COLOMBIE

2016 : Acquisition de 60 % des titres de la Société **ASPRESEG SA** (renommée depuis **DELTA PLUS COLOMBIA**).

2020 : Acquisition de 40 % supplémentaires de titres de la Société **ASPRESEG SA** portant la détention directe par **DELTA PLUS GROUP** à 100 %.

#### ■ COSTA RICA

2017 : Acquisition de 100 % des titres de la Société **SAFETY PLUS SA** et changement de dénomination sociale pour **DELTA PLUS CENTROAMERICA**.

#### ■ CROATIE

2000 : Création de **DELTA PLUS CROATIA d.o.o.**

#### ■ ÉMIRATS ARABES UNIS

2007 : Création de **DELTA PLUS MIDDLE EAST**.

#### ■ ESPAGNE

1986 : Création de **DELTA PLUS E SA**.

2014 : Changement de dénomination sociale pour devenir **DELTA PLUS IBERIA**, structure commerciale en Espagne et au Portugal.

#### ■ FÉDÉRATION DE RUSSIE

2015 : Création de l'activité de la Société **DELTA PLUS CEI Ltd**.

#### ■ FRANCE

1977 : Création de **DELTA PLUS** à Apt dans une ancienne usine d'ocres par son Président Directeur Général Jacques BENOIT.

1986 : Création de la Société **PRO INTER**, Holding de la Société **DELTA PLUS**.

1995 : Changement de dénomination sociale de la Société **PRO INTER** qui devient **DELTA PLUS GROUP**.

1999 : Introduction de **DELTA PLUS GROUP** à l'Eurolist® compartiment C de la Bourse de Paris Euronext® (code ISIN : FR0013283108), installation du nouveau siège du Groupe à Apt.

2002 : Mise en exploitation de la nouvelle plateforme logistique à Apt avec 10 000 m<sup>2</sup> de surface.

2007 : Agrandissement de la plateforme logistique à Apt (5 000 m<sup>2</sup>).

2011 : Création de la Société **DELTA PLUS SERVICES** plateforme logistique et de services.

2013 : Rebranding, le Groupe **DELTA PLUS** recentre son image autour de la marque **DELTA PLUS** pour une meilleure identification de ses produits par le grand public.

2021 : Transfert de la cotation des titres **DELTA PLUS GROUP** sur le marché Euronext Growth Paris le 20 décembre 2021 (code ISIN : FR0013283108 est inchangé et le mnémonique devient ALDLT).

#### ■ GRÈCE

2001 : Création de **DELTA PLUS HELLAS SRL**.

#### ■ HONGRIE

1997 : Création de **DELTA PLUS MAGYARORSZAG Kft.**

#### ■ INDE

2004 : Création de **DELTA PLUS INDIA**.

2006 : Mise en exploitation de la plateforme logistique à Faltā (3 000 m<sup>2</sup>).

2013 : Fusion des trois filiales indiennes par absorption dans **DELTA PLUS INDIA**.

#### ■ ITALIE

1981 : Création de **DELTA PLUS SICUREX SRL**.

#### ■ LITUANIE

2025 : Acquisition de 100 % des titres de **Gevanta**.

#### ■ PAYS-BAS

2024 : Acquisition de 100 % des titres de la Société **ARMOR B.V.**

#### ■ PÉROU

2008 : Création de **DELTA PLUS PERU**.

#### ■ PHILIPPINES

2016 : Création de **DELTA PLUS PHILIPPINES INC** aux Philippines (en Joint-Venture).

#### ■ POLOGNE

1997 : Création de **DELTA PLUS POLSKA-SP Zoo**.

2006 : Changement de locaux (Sosnowiec près de Katowice) avec mise en exploitation d'une nouvelle plateforme logistique de 5 000 m<sup>2</sup>.

2011 : Création de la Société **DELTA PLUS POLSKA SERWIS** plateforme logistique et de services.

2017 : Mise en exploitation d'une nouvelle plateforme logistique et de services de 16 000 m<sup>2</sup> en août 2017.

#### ■ PORTUGAL

1999 : Implantation commerciale.

2006 : Création de **DELTA PLUS PORTUGAL**.

2015 : Liquidation de la Société **DELTA PLUS PORTUGAL** et reprise de son activité par la filiale espagnole **DELTA PLUS IBERIA**.

#### ■ RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

2003 : Création de **DELTA PLUS CESKA REPUBLIKA**.

#### ■ ROUMANIE

2004 : Création de **DELTA PLUS ROMANIA SRL**.

#### ■ ROYAUME-UNI

2003 : Création de **DELTA PLUS UK LIMITED**.

2006 : Rachat de la Société **LH SAFETY**, leader britannique de la chaussure de sécurité.

2015 : Mise en sommeil de **DELTA PLUS UK LIMITED**.

2018 : Fusion des Sociétés britanniques en une seule Société dénommée **DELTA PLUS (UK)**.

#### ■ SLOVAQUIE

2006 : Création de **DELTA PLUS SLOVAQUIE**.

#### ■ TURQUIE

2013 : Création de **DELTA PLUS PERSONEL GIYIM VE IS GÜVENLİĞİ EKİPMANLARI SANAYİ VE TİCARET LIMITED ŞİRKET**.

#### ■ UKRAINE

2007 : Création de **DELTA PLUS UKRAÏNA**.

#### ■ USA

2015 : Acquisition de 50 % des titres de la Société **ELVEX CORPORATION**.

2017 : Acquisition de 41 % supplémentaires des titres de la Société **ELVEX CORPORATION**, portant ainsi la détention directe par l'Émetteur à 91 %.

2019 : Acquisition de 9 % supplémentaires des titres de la Société **ELVEX CORPORATION**, portant ainsi la détention directe par l'Émetteur à 100 %. Changement de la dénomination sociale de la Société **ELVEX CORPORATION** en **DELTA PLUS CORP**.

2022 : Regroupement de l'ensemble des activités USA sur le site de **ERB INDUSTRIES** en Géorgie.



## DATES CLÉS DU PÔLE DE FABRICATION

### ■ ALBANIE

2022 : Acquisition indirecte par **DELTA PLUS GROUP** de 100 % des titres de la Société **DERRIGAL** en Albanie, via l'acquisition de 100 % des titres de la Société **MASPICA SPA**, elle-même détentrice de **DERRIGAL**, fabricant et distributeur d'E.P.I. chaussants premium.

### ■ ALLEMAGNE

2021 : Acquisition par **DELTA PLUS GROUP** de 100 % des titres de la Société **ARTEX PERSONENSICHERUNGSSYSTEME GMBH**, acteur significatif des équipements de protection individuelle antichute en Allemagne.

2024 : Changement de la dénomination de la Société **ARTEX PERSONENSICHERUNGSSYSTEME GMBH** en **DELTA PLUS DEUTSCHLAND GMBH**.

### ■ ARGENTINE

2011 : Rachat de la Société **ESLINGAR**, fabricant de harnais antichute et d'élingues.

### ■ AUSTRALIE

2022 : Acquisition de 70 % des titres de la Société **SAFETYLINK PTY LIMITED**, concepteur, fabricant et installateur de solutions de sécurisation pour travaux en hauteur.

### ■ BRÉSIL

2013 : Rachat de la Société **PRO SAFETY - INDÚSTRIA E COMÉRCIO DE EQUIPAMENTOS DE PROTEÇÃO & SOLDA LTDA** fabricant d'E.P.I. pour la tête (masques, casques) via **DELTA PLUS BRASIL PARTICIPACOES LTDA**.

2020 : Changement de la dénomination de la Société **PRO SAFETY-INDÚSTRIA E COMÉRCIO DE EQUIPAMENTOS DE PROTEÇÃO & SOLDA LTDA** pour la nouvelle dénomination **DELTA PLUS BRASIL INDUSTRIA E COMERCIO DE E.P.I. LTDA**. Acquisition de 75 % des titres de la Société **WHITE LAKE EQUIPAMENTOS PROFISSIONAIS S.A.** par **DELTA PLUS BRASIL PARTICIPACOES LTDA**.

2023 : Acquisition de 25 % supplémentaires des titres de **WHITE LAKE EQUIPAMENTOS PROFISSIONAIS S.A.** par **DELTA PLUS BRASIL PARTICIPACOES LTDA**, portant ainsi la détention à 100 %.

### ■ CANADA

2018 : Acquisition de 100 % des titres des Sociétés **DEGIL SAFETY PRODUCTS INC** et **ONTARIO GLOVE & SAFETY INC**, fabricants de gants et vêtements, et distributeurs d'E.P.I. (toutes familles).

### ■ CHILI

2025 : Acquisition de 100 % des titres de **Baspa**.

### ■ CHINE

2007 : Création de **WUJIANG DELTA PLUS PRODUCTION FOR SAFETY Co Ltd**, fabricant de casques de chantier, masques respiratoires, chaussures de sécurité et harnais antichute.

2010 : Liquidation de **WUJIANG DELTA PLUS PRODUCTION FOR SAFETY Co Ltd** pour exploitation unique via **DELTA PLUS CHINA**.

### ■ ESPAGNE

2006 : Rachat de la Société **SIBOL**, fabricant d'E.P.I. pour la tête (masques, lunettes).

2019 : Cession de 100 % des titres de la Société **SIBOL**, fabricant d'E.P.I. pour la tête (masques, lunettes).

### ■ ÉMIRATS ARABES UNIS

2007 : Rachat de la Société **ALLSAFE**, fabricant de harnais antichute et d'élingues.

2014 : Création de **DELTA PLUS GAFTA MANUFACTURING Co LLC** (en Joint-Venture) Société de production et de distribution d'antichute dans les pays du GAFTA (Greater Arab Free Trade Area).

### ■ FRANCE

1998 : Rachat de la Société **FROMENT** à Genas, fabricant de harnais de sécurité et systèmes antichute.

2011 : Déménagement de la Société **FROMENT** à Apt.

2017 : Acquisition du **Groupe VERTIC - ALPIC**, concepteur, fabricant et installateur de solutions de sécurisation pour travaux en hauteur.

2019 : Acquisition de 100 % des titres de la Société **ODCO**, concepteur, fabricant distributeur de solutions de sécurisation pour travaux en hauteur. Création de la filiale **DELTA PLUS BOOTS SAS**, pour porter les activités de production de bottes de protection à compter de 2020.

2020 : Acquisition par la filiale **DELTA PLUS BOOTS SAS** du fonds de commerce **NETCO SAFETY** exerçant des activités de production de bottes de protection (PVC, PU TPU) en janvier 2020.

Changement de la dénomination de la Société **VERTIC** en **DELTA PLUS SYSTEMS** et fusion de la filiale **ODCO** dans **DELTA PLUS SYSTEMS**.

2021 : Acquisition par la filiale **DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING** de 100 % des titres de la Société **ALSOLU** concepteur, fabricant distributeur de solutions de sécurisation des accès et travaux en hauteur.

### ■ INDE

1998 : Création de **DELTAL** en Inde (en Joint-Venture), usine de fabrication de chaussures de sécurité.

2000 : Rachat de **SEMALL IMPEX** (en Joint-Venture) pour la fabrication des tiges des chaussures.

2004 : Création de **DELTA PLUS INDIA**.

2010 : Rachat par **DELTA PLUS GROUP** de 100 % des titres des Sociétés **DELTAL** et **SEMALL** (fin des Joint-Venture).

2013 : Fusion des trois filiales indiennes par absorption dans **DELTA PLUS INDIA**.

2024 : Création de la société filiale (détenue à 100 % par **DELTA PLUS GROUP**) dénommée **DELTA PLUS INDIA INDUSTRIAL SAFETY**.

### ■ ITALIE

2020 : Acquisition par la filiale **DELTA PLUS BOOTS SAS**, en janvier 2020, de 100 % des titres des Sociétés **BOOTS COMPANY SRL** et **ITALBOOT SRL**, fabricants et distributeurs de bottes de travail et bottes E.P.I.

2021 : Fusion réalisée entre les filiales **BOOTS COMPANY** et **ITALBOOT** (absorbée).

2022 : Acquisition par **DELTA PLUS GROUP** en janvier 2022 de 100 % des titres de la Société **MASPICA SA**, elle-même détentrice de 100 % des titres de la Société **DERRIGAL** en Albanie, fabricant et distributeur d'E.P.I. chaussants premium.

### ■ MEXIQUE

2022 : Acquisition par **DELTA PLUS GROUP** en septembre 2022, de 100 % des titres de la Société **HUNTER MANUFACTURA, S.A. DE CV (DRYPRO)**, concepteur, fabricant et distributeurs de bottes de travail et bottes E.P.I.

2023 : Changement de la dénomination de la Société **HUNTER MANUFACTURA, S.A. DE CV (DRYPRO)** en **DP SAFETY S.A. DE CV**.

### ■ PAYS-BAS

2018 : Acquisition de 51 % des titres de la Société **VERTIC NEDERLAND BV**, concepteur et installateur de solutions de sécurisation pour travaux en hauteur.

2020 : Acquisition complémentaire de 49 % des titres de la Société **VERTIC NEDERLAND BV** renommée depuis **DELTA PLUS SYSTEMS NEDERLAND BV**, concepteur, fabricant et installateur de solutions de sécurisation pour travaux en hauteur.

### ■ USA

2020 : Acquisition par **DELTA PLUS CORP**, filiale à 100 % de **DELTA PLUS GROUP**, de 100 % des titres de la Société **ERB INDUSTRIES**, concepteur, fabricant et distributeur aux USA d'une gamme complète d'E.P.I.

2024 : Changement de la dénomination de la Société **ERB INDUSTRIES** en **DELTA PLUS USA**.

## CHAPITRE II APERÇU DES ACTIVITÉS

### 2.1.

#### PRINCIPALES ACTIVITÉS

Le Groupe DELTA PLUS conçoit, normalise, fabrique (ou fait fabriquer) et commercialise, en Europe et dans le reste du monde, une gamme complète d'Équipements de Protection Individuelle (ci-après « E.P.I. ») à ses marques. Le marché des E.P.I. est régi par des normes strictes, qui garantissent à l'utilisateur une protection efficace de son intégrité physique.

Le Groupe compte cinq plateformes logistiques représentant 55 000 m<sup>2</sup> de stockage.

À partir de ses plateformes européennes et asiatiques, le Groupe a la capacité de livrer ses produits, qui se conforment aux normes européennes et locales, par containers et dans le monde entier.

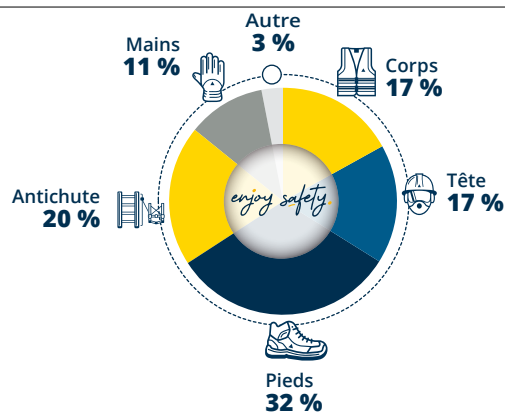
L'offre du Groupe DELTA PLUS est constituée d'environ 1 100 produits, qui correspondent à plus de 7 200 références. Cette offre complète permet une protection efficace et globale des utilisateurs, de la tête aux pieds. L'ensemble des produits est conçu, normalisé, fabriqué (ou sous-traité auprès de fournisseurs partenaires) au niveau du Groupe pour être ensuite distribué par les différentes filiales de distribution de DELTA PLUS GROUP. La répartition globale entre fabrication en interne et en externe des produits de marque DELTA PLUS correspond à 62 % de production interne contre 38 % de production externe (toutes familles de produits confondues).

En 2025, le Chiffre d'Affaires est équitablement réparti entre la part réalisée en Europe (195,6 M€) et celle réalisée Hors Europe (194,1 M€). Plus de 10 000 clients ont fait confiance au Groupe DELTA PLUS. Rappelons que le portefeuille clients du Groupe est principalement composé de distributeurs. Il s'agit de distributeurs spécialisés, de généralistes et des chaînes GSB (Grande Surface de Bricolage). Ce sont ces distributeurs qui approvisionnent directement nos grands comptes utilisateurs (pour la plupart des entreprises du BTP, des infrastructures Oil & Gas ou des entreprises d'industries lourdes).

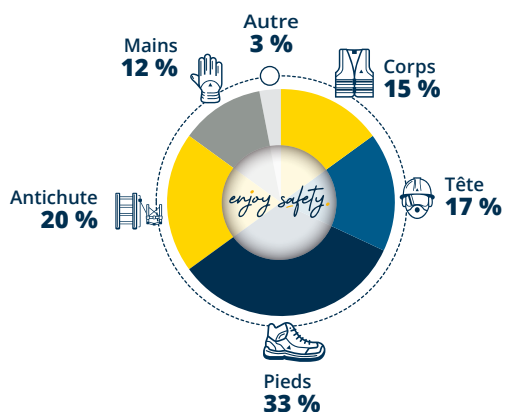
La gamme des E.P.I. proposés par le Groupe DELTA PLUS est segmentée en cinq grandes familles de produits, ceux destinés à la protection de la Tête, des Mains, des Pieds, du Corps, et enfin les produits Antichute.

La contribution des différentes familles de produits au Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS montre une stabilité générale des produits en 2025 par rapport à l'exercice 2024.

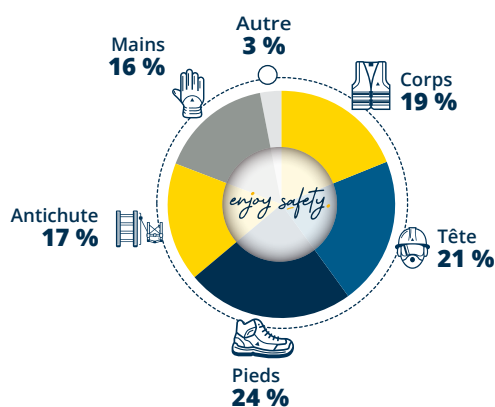
#### Contribution des différentes familles de produits au Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS de 2023 à 2025



#### Répartition par secteurs d'activités en 2025



#### Répartition par secteurs d'activités en 2024



#### Répartition par secteurs d'activités en 2023



### 2.1.1.

#### **Conception, développement, production et distribution de produits de protection de la Tête**

Le Groupe DELTA PLUS propose des E.P.I. destinés à la protection de la Tête. La vente de ces équipements représente environ 17 % du Chiffre d'Affaires du Groupe en 2025. Ces produits comportent eux-mêmes différentes sous-familles.

On peut lister parmi les produits proposés pour la protection de la Tête les casques de protection, les protections auditives (bouchons d'oreilles, casques antibruit, etc.), les produits destinés à la protection respiratoire (masques respiratoires à usage court ou réutilisables) et les produits destinés à la protection oculaire (lunettes, masques de soudeur, écrans faciaux, lunettes de protection, etc.).

Près de 70 % de la gamme de produits de protection de la Tête est fabriquée en interne.

### 2.1.2.

#### **Conception, développement et distribution de produits de protection des Mains**

L'activité « Gant » représente 11 % du Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS en 2025.

Notre activité « gants » offre des solutions de protection aux utilisateurs finaux évoluant dans différents environnements (milieu sec, humide ou huileux), à usage court (synthétique et latex) ou prolongé, conçu à partir de différents matériaux selon la finalité recherchée et le degré de technicité souhaité (textile, polyamide, cuir, para-aramide, fibre d'acier, elasthanne, etc.).

Nos gants permettent de protéger les utilisateurs finaux contre les risques mécaniques (perforation, coupure, déchirure, abrasion, impact), contre les risques chimiques selon l'environnement (imperméabilité contre les hydrocarbures, l'acétone, l'acide sulfurique, les pesticides, les virus et bactéries, etc.), et contre les risques thermiques : « chaleur et feu » et froid (inflammabilité, chaleur de contact et/ou convective et/ou radiante, projection de métal en fusion, froid de contact et/ou convectif et/ou radiant, imperméabilité à l'eau).

Ces produits sont souvent conçus en interne, mais restent en totalité fabriqués par des fournisseurs externes au Groupe.

### 2.1.3.

#### **Conception, développement et distribution de produits de protection du Corps**

L'activité « protection du Corps » représente environ 17 % du Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS en 2025.

Le Groupe DELTA PLUS propose également des vêtements techniques tissés ou non tissés (à usage

court), nécessaires pour la protection du corps de l'utilisateur contre différents risques.

La gamme d'E.P.I. comprend des vêtements de haute visibilité, des vêtements de protection contre les facteurs climatiques (froid, chaleur, pluie, etc.), des vêtements anti-acide et anti-feu ainsi que des gammes spécifiques (vêtements de bûcheron, de soudeur, tabliers de protection etc.).

Ces produits sont conçus en interne, mais restent en totalité fabriqués par des fournisseurs externes au Groupe DELTA PLUS.

### 2.1.4.

#### **Conception, développement, production et distribution de produits de protection des Pieds**

La famille « Protection des Pieds » ou « chaussant » représente environ 32 % du Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS en 2025.

Le chaussant (chaussures et bottes) est un équipement de protection individuelle essentiel pour protéger les pieds des travailleurs sur leur lieu de travail. Le Groupe DELTA PLUS offre des chaussants confortables et performants répondant à différents risques : mécaniques (coupure, compression, impact, perforation), thermiques (projection de métal en fusion, environnements chauds, froids, humides), déplacements (glisse, anti-torsion), électriques (ESD, antistatique et isolant).

Le Groupe propose également des accessoires tels que lacets, chaussons, chaussettes et semelles premières de propreté.

À ce jour 100 % de nos bottes en PVC et en PU ainsi que 85 % de nos chaussures sont fabriquées dans nos usines en interne.

### 2.1.5.

#### **Conception, développement, production et distribution de produits de protection Antichute**

L'activité « Antichute » correspond à 20 % du Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS en 2025.

Notre activité antichute se décline en deux sous-familles : les équipements de protection individuelle antichute qui sont composés de trois éléments (système de harnais, dispositif d'arrêt des chutes et connecteur, système d'ancrage) et les systèmes de protection antichute collectifs destinés à équiper les structures contre le risque de chute (garde-corps, ancrage, lignes de vie, échelles, etc.).

Nos principaux produits sont des harnais anti-chute, des équipements antichute absorbeurs d'énergie, des dispositifs antichute à rappel automatique, antichute sur support d'assurage, des dispositifs d'ancrage, des connecteurs, des lignes



de vie, des gardes corps, des points d'ancrage, des échelles et escaliers, des longues ainsi que des produits complémentaires permettant d'effectuer des travaux sur corde, des systèmes de maintien ou des ensembles de protection antichute.

L'intégralité de la gamme de produits de protection antichute est fabriquée en interne.

#### 2.1.6.

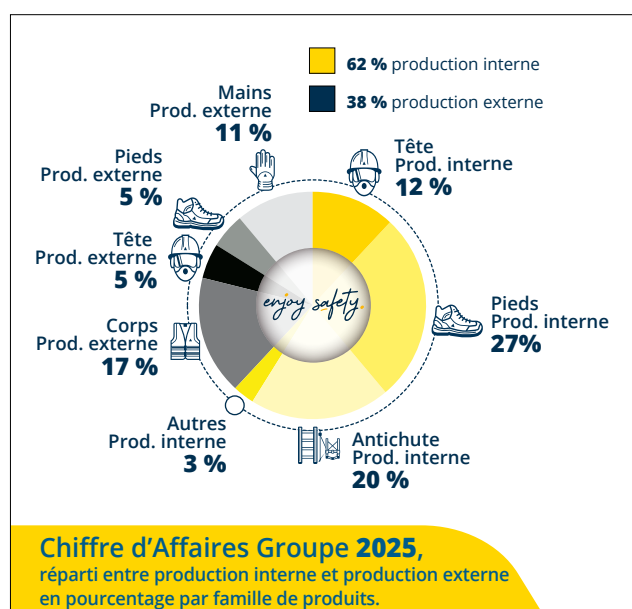
#### Autres activités

Une part moins importante du Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS correspond à la vente de produits qui ne font pas strictement partie des familles de produits précitées (3 % en 2025). On y inclut notamment les élingues destinées à un usage industriel Oil & Gas ainsi qu'au transport de certains matériaux encombrants. La totalité de cette gamme de produits est fabriquée en interne.

#### 2.1.7.

#### Répartition actuelle entre production interne et production externe

Au 31 décembre 2025, la répartition entre la production interne de produits DELTA PLUS réalisée dans les usines du Groupe et la production externe, sous traitée avec des fournisseurs auprès desquels le Groupe s'approvisionne en tout ou partie, était la suivante :



## 2.2.

### PRINCIPAUX MARCHÉS

Le Groupe DELTA PLUS évolue sur le marché mondial des E.P.I., marché qui représente plus de 45 milliards de Dollars, majoritairement répartis entre l'Amérique du nord pour 15 milliards de Dollars et l'Europe pour 15 milliards de Dollars ; le reste du monde représente quant à lui un marché de 15 milliards de Dollars.

Le marché des E.P.I. est un marché récurrent et non cyclique.

La différence significative entre le marché des E.P.I. en Europe et Amérique du Nord par rapport au marché des E.P.I. dans le reste du monde est étroitement liée à l'existence ou non de réglementations relatives au port des E.P.I.

Dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord, la législation impose aux employeurs de fournir à leurs employés les E.P.I. nécessaires à leur protection contre les risques auxquels ces travailleurs sont exposés dans le cadre de l'exécution de leur mission. Cette obligation faite à l'employeur ainsi que les régimes de responsabilité légale qui en découlent vis-à-vis du salarié expliquent l'existence et le maintien du marché des E.P.I. en Europe et en Amérique du Nord.

Dans le reste du monde, la réglementation beaucoup moins contraignante (voire inexistante) ne contribuait, jusque-là, pas au développement du marché des E.P.I.

Nous assistons depuis quelques années au développement considérable du marché des E.P.I. dans les pays émergents.

#### 2.2.1.

#### Marché des E.P.I. et réglementation européenne

Tous les E.P.I. vendus en Europe sont soumis à la réglementation européenne en vigueur dans le cadre des « exigences essentielles » imposées par les directives et règlements, précisée par les normes européennes.

Le marquage CE assure au produit une libre circulation dans l'Union Européenne. Tout E.P.I. mis sur le marché fait l'objet d'un dossier technique, il doit être accompagné d'une déclaration de conformité et d'une notice d'utilisation.

Le règlement européen UE 2016/425 du 9 mars 2016 – remplaçant la Directive 89/686/CEE – applicable dans l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne, s'adresse aux fabricants d'E.P.I. et fixe les conditions de mise sur le marché. Elle définit les exigences essentielles en termes de conception, fabrication et méthodes d'essais auxquelles doivent satisfaire les E.P.I. mis sur le marché en vue d'assurer la sécurité des utilisateurs : performances, tailles,



innocuité des matériaux, dextérité, aération, souplesse, ergonomie, marquage, emballage, entretien et stockage.

Le Règlement définit trois catégories d'E.P.I. selon le risque encouru par l'utilisateur :

- **Catégorie 1 – Risques Mineurs** : E.P.I. de conception simple pour des risques mineurs où les effets n'ont aucune conséquence sur la santé de l'utilisateur ou sont facilement réversibles. Les équipements de cette catégorie font l'objet d'une auto certification du fabricant. Un équipement de catégorie 1 apporte un simple confort et il est obligatoire d'utiliser un équipement de catégorie 2 ou 3 si le travail présente le moindre danger.
- **Catégorie 2 – Risques Intermédiaires** : E.P.I. pour risques intermédiaires qui font l'objet de tests de conformité aux normes européennes et d'un examen de type délivré par un laboratoire notifié.
- **Catégorie 3 – Risques Graves ou Irréversibles** : E.P.I. pour risques graves, irréversibles ou mortels qui sont soumis aux mêmes tests que les équipements de catégorie 2 complétés par un contrôle qualité obligatoire de la production : soit par un système de garantie qualité (prélèvement aléatoire par un organisme notifié), soit par un système d'assurance de la qualité avec surveillance (système contrôlé par un organisme notifié). Avant toute mise sur le marché d'un E.P.I. de catégorie 3, le fabricant doit s'adresser à un organisme notifié chargé de vérifier la conformité de l'E.P.I. avec la norme correspondante. À l'issue de cette première démarche, le laboratoire délivre une attestation d'examen CE de type au fabricant qui aura remis au préalable un dossier technique dûment documenté.

Depuis leur entrée en vigueur, le Groupe DELTA PLUS applique la réglementation CE et les normes européennes applicables à l'ensemble de ses E.P.I.

Dans le cadre de la libre circulation des marchandises et de l'harmonisation des législations des États membres, l'Union Européenne a défini le cadre réglementaire destiné à faire disparaître les obstacles aux échanges. Cela se traduit par une normalisation des E.P.I. dont l'objectif est d'élaborer des méthodes d'essais et des normes définissant les spécifications techniques des produits. Le respect de ces normes donne une présomption de conformité du produit au Règlement susmentionné et permet au fabricant d'apposer le marquage CE. Tous les produits du Groupe respectent ces dispositifs.

Le Règlement européen UE 2016/425 du 9 mars 2016 remplace l'ensemble des dispositions de la Directive 89/686/CEE, il est directement applicable dans l'ensemble des États membres de l'Union Européenne depuis le 21 avril 2018.

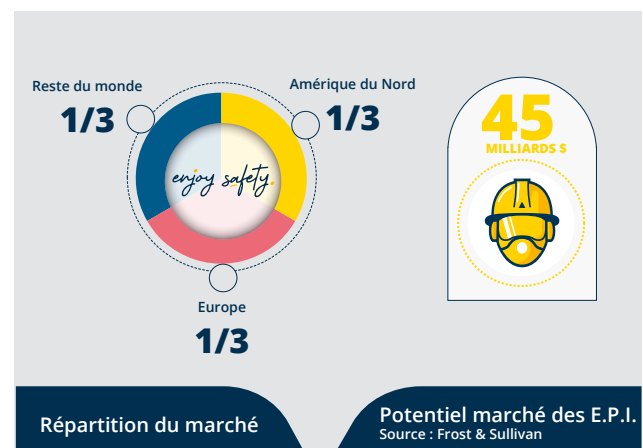
Notre offre produits, comportant des E.P.I. permettant de protéger les utilisateurs de la tête aux pieds, est certifiée conforme aux différentes normes localement applicables. En effet, lorsque cela est requis par la réglementation d'un État, préalablement à la mise sur le marché des produits, DELTA PLUS GROUP procède à la certification de ses produits par les organismes de certifications localement compétents et conformément aux normes localement applicables (Chine, Espace Économique Commun, C.E.I., Brésil, Argentine, etc.).

## 2.2.2.

### Structure du marché des E.P.I.

#### • LE MARCHÉ MONDIAL DES E.P.I. EN MILLIARDS DE DOLLARS

Il s'agit d'un marché récurrent et non cyclique qui pèse 45 milliards de Dollars qui sont répartis de la manière suivante :



#### • LA MONDIALISATION DU MARCHÉ DES E.P.I.

D'une multiplicité de marchés nationaux, le marché des E.P.I. s'est globalisé peu à peu au niveau européen puis mondial et cette concentration s'est accélérée ces dernières années. On constate un nombre croissant d'opérations de rachats avec une tendance à la disparition des fabricants nationaux mono-produits ainsi que l'émergence et la consolidation des différents acteurs (distributeurs et fabricants). Les acteurs, pour exister, ont l'obligation de se différencier notamment via l'innovation, la recherche et le développement de services à valeur ajoutée.

On constate également la stagnation du marché de l'Europe de l'ouest et la poussée vers l'Europe de l'est ainsi que de forts enjeux sur le développement des E.P.I. dans les pays émergents.

## • LES PRINCIPAUX ACTEURS DU MARCHÉ MONDIAL DES E.P.I.

Le marché des E.P.I. est composé d'une multitude d'acteurs de tailles et nationalités différentes.

Ces concurrents se différencient par la variété des produits fabriqués et/ou commercialisés : certains sont spécialisés sur une famille de produits spécifique tandis que d'autres proposent une gamme plus étendue regroupant plusieurs familles de produits.

Ils se différencient également par leur couverture géographique, certains concurrents étant centrés sur leur marché local tandis que d'autres ont une présence à l'international. La tendance du marché va vers des acteurs internationaux et le rachat des petits acteurs locaux.

ACTEURS MONDIAUX LES PLUS IMPORTANTS
3M
PIP
MSA
ANSELL
UVEX
SKYLOTEC
JSP
DUNLOP
UPOWER
DELTA PLUS GROUP

## 2.2.3.

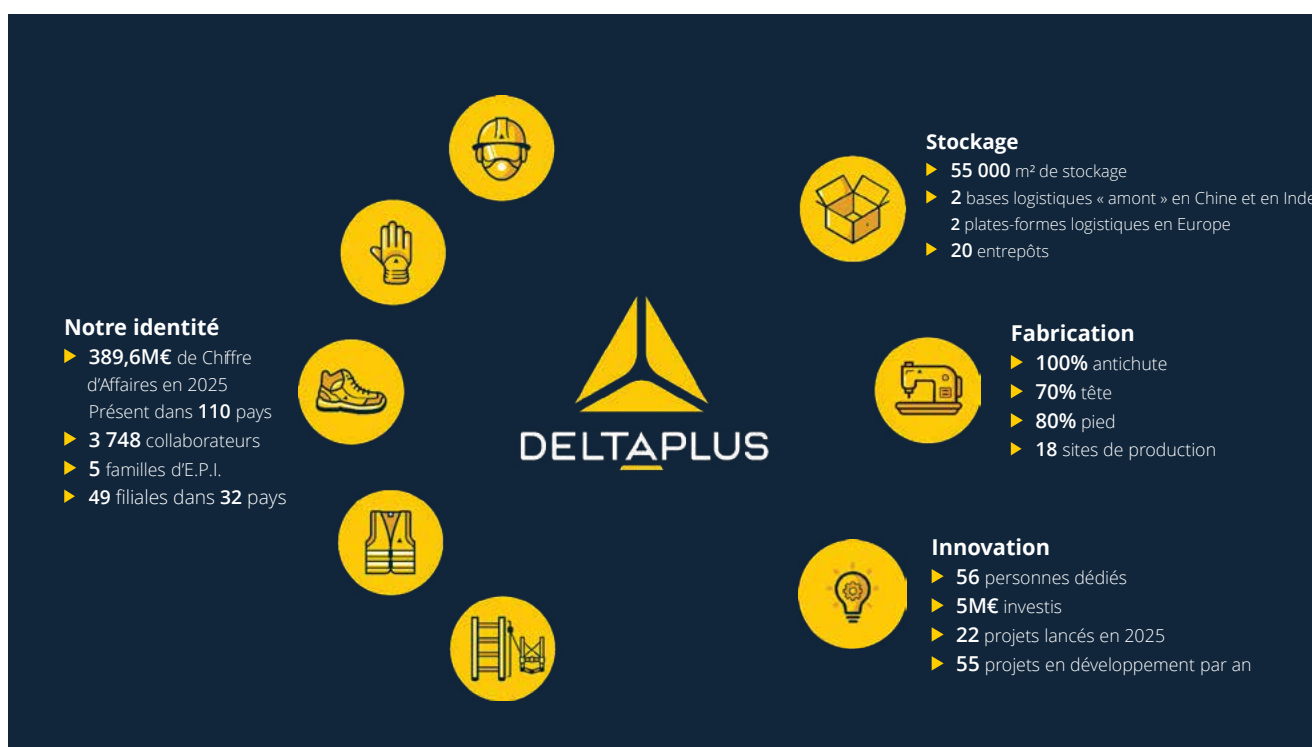
### Stratégie de DELTA PLUS

DELTA PLUS GROUP est un des rares acteurs du marché qui propose une offre complète permettant de couvrir les cinq familles de produits (Tête, Mains, Corps, Pieds et Antichute). Cette particularité est doublée d'une forte présence à l'international, représentant 84 % de son Chiffre d'Affaires en 2025.

La mission du Groupe est de protéger les femmes et les hommes au travail, en concevant, fabriquant et commercialisant des solutions de protection individuelle et collective destinées aux professionnels. Dans ce cadre, DELTA PLUS GROUP poursuit une stratégie de développement visant à renforcer durablement son positionnement sur ses marchés, à améliorer progressivement son mix d'activité et à soutenir une croissance rentable, dans le respect d'une discipline financière constante.

Cette stratégie s'articule autour de deux axes principaux.

**Le premier axe consiste à consolider les positions du Groupe sur ses marchés clés.** Il repose sur une approche go-to-market plus ciblée, fondée sur une segmentation plus fine des clients, le renforcement de l'approche prescripteurs et la concentration des moyens commerciaux sur les zones géographiques, segments et canaux jugés prioritaires. L'objectif est d'accroître la pertinence de l'offre et de la couverture commerciale sur les marchés les plus porteurs, de renforcer la proximité avec les clients et utilisateurs, et de soutenir les gains de parts de marché là où le Groupe dispose déjà d'atouts solides.







**Le second axe vise à élever le positionnement du Groupe en gamme.** Cet axe repose sur le développement d'une offre à plus forte valeur ajoutée, à travers l'innovation produit, l'extension ciblée des gammes, le complément d'offre sur certaines catégories stratégiques et le lancement de nouvelles solutions répondant à des besoins techniques plus spécifiques. Cette orientation doit permettre d'améliorer progressivement le mix produit, de renforcer la différenciation de l'offre DELTA PLUS et d'accompagner la montée en puissance du Groupe sur des segments à plus forte technicité et à meilleure valeur unitaire.

La mise en œuvre de ces deux axes s'appuie également sur plusieurs leviers transverses. Le Groupe entend poursuivre l'adaptation de son organisation, le renforcement de ses talents et la digitalisation de ses outils et processus, notamment au travers de ses projets ERP, data et pilotage de la performance. En parallèle, DELTA PLUS GROUP continue de considérer la croissance externe ciblée comme un levier complémentaire de développement, dès lors qu'elle permet de renforcer une expertise produit, de compléter une gamme, d'accélérer la présence sur un marché prioritaire ou de dégager des synergies cohérentes avec son modèle. L'ensemble de cette stratégie s'inscrit dans une logique d'excellence opérationnelle, de qualité de service, de résilience des marges et de discipline financière.

Pour délivrer cette stratégie, le Groupe DELTA PLUS dispose actuellement de :

- 3 748 collaborateurs ;
- 18 sites de production ;
- 2 bases logistiques « amont » en Chine et en Inde ;
- 2 plates-formes logistiques en Europe ;
- 20 entrepôts ;
- 49 filiales dans 32 pays.

Sur un plan marketing, DELTA PLUS GROUP a conduit ces dernières années une large réflexion autour de sa stratégie de marques afin de donner une meilleure visibilité de son offre auprès de ses clients.

L'aboutissement de cette démarche a permis au Groupe DELTA PLUS de se recentrer sur une image de marque forte et unique : DELTA PLUS®.

Depuis 2013, tous les produits et services du Groupe DELTA PLUS ont été réunis sous la marque DELTA PLUS®. Depuis 2015, tous les produits disponibles sur l'ensemble des marchés sur lesquels le Groupe est présent sont marqués DELTA PLUS®.

Ce symbole fédérateur permet aux clients du Groupe DELTA PLUS de bénéficier :

- D'un style et d'une communication unifiés, facilement identifiables pour les 5 familles de produits du Groupe ainsi que pour les activités « Systems » ;
- D'une intensification de l'accompagnement commercial (aide à la prescription, supports à la vente vers l'utilisateur, présence renforcée de nos services commerciaux, formation et information, etc.) ;
- De l'enrichissement de l'offre produits ;
- De plus de technicité dans les solutions E.P.I. de DELTA PLUS ;
- Et toujours de la valeur apportée à leurs propres ventes.

Sur un plan opérationnel, ce recentrage autour d'une marque unique représente pour DELTA PLUS GROUP une source de synergies futures.

#### 2.2.4.

##### Principaux clients

Les utilisateurs finaux des produits DELTA PLUS sont essentiellement des entreprises du secteur industriel, des infrastructures Oil & Gas, de l'industrie lourde, de l'extraction et du BTP (Bâtiment Travaux Publics).

Les filiales de distribution du Groupe DELTA PLUS vendent uniquement et exclusivement les produits DELTA PLUS à des distributeurs professionnels, qu'ils soient spécialisés en E.P.I. ou bien généralistes (grossistes, magasins de bricolage, groupes de distribution). Il n'y a pas de stock en consignation de produits de marque DELTA PLUS chez des clients distributeurs. Les stocks de produits DELTA PLUS constitués par nos clients distributeurs ne peuvent être retournés aux filiales de distribution du Groupe DELTA PLUS que dans des cas très précis et isolés encadrés contractuellement (absence de rotation de produit en stock, arrêt de contrat). Pour ces raisons, le Groupe estime ne pas être confronté à un risque significatif de retours de stock de la part de ses clients distributeurs.

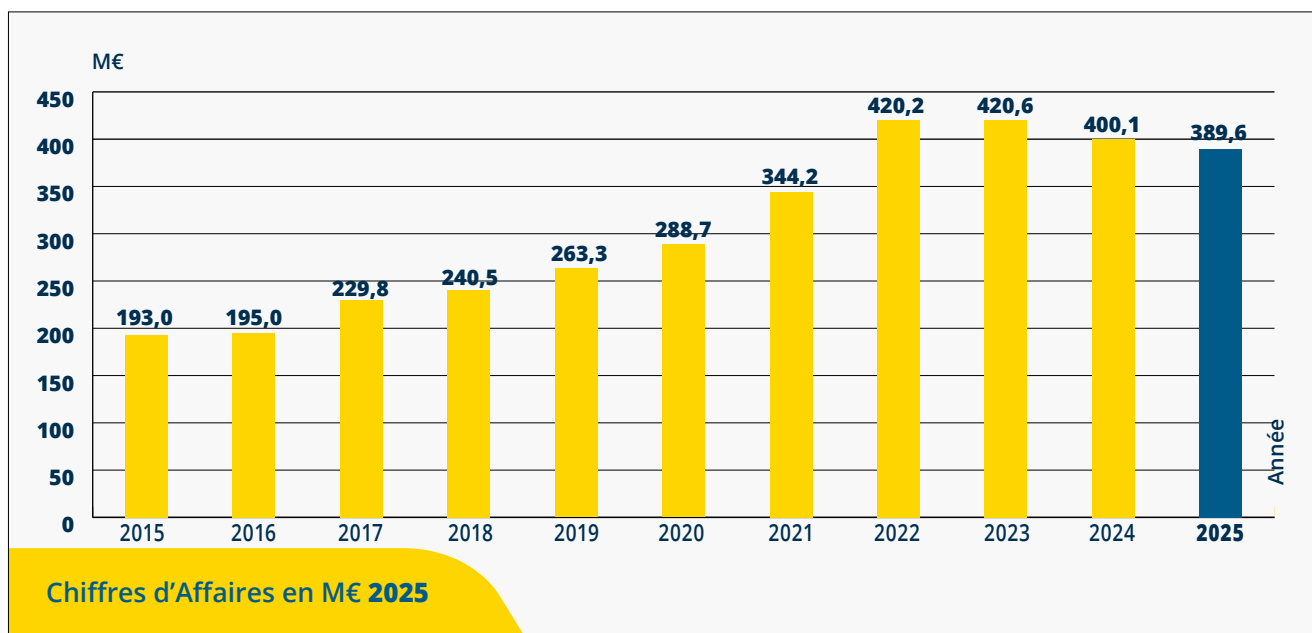
Notre développement des marchés Grands Comptes ne change en rien notre position : nos distributeurs sont seuls habilités à revendre les produits DELTA PLUS aux utilisateurs finaux. Le développement des marchés Grands Comptes permet de fidéliser et créer de véritables liens de confiance entre DELTA PLUS et l'utilisateur final.

## CHAPITRE III CHIFFRES CLÉS

- Chiffre d’Affaires de 389,6 M€, avec un repli organique contenu à -2 %.
- Un effet périmètre s’élevant à +2,9 % (11,4 M€) amortissant l’effet de change de -3,5 % (-14 M€).
- Maintien d’une rentabilité opérationnelle robuste à 11,4 % du Chiffre d’Affaires (44,4 M€).
- Résultat net part du Groupe de 27,2 M€, soit 7 % du Chiffre d’Affaires.
- Génération de trésorerie optimisée et structure financière saine (Capitaux propres de 275,2 M€).

### 3.1.

#### CHIFFRE D’AFFAIRES



(1) Définition de la croissance organique, ou croissance à périmètre et taux de change constants.

La croissance organique, ou croissance à périmètre et taux de change constants est calculée en excluant les impacts des variations des taux de change ainsi que les effets de périmètre (impact des acquisitions et des cessions).

Le retraitement de l’effet de change consiste à calculer les agrégats de l’année en cours au taux de change de l’année précédente.

Le retraitement des effets de périmètre, pour les entités entrantes (acquisitions) consiste :

- Pour les entrées de périmètre de l’année en cours à retrancher la contribution de l’acquisition des agrégats de l’année en cours.
- Pour les entrées de périmètre de l’année précédente, à retrancher la contribution de l’acquisition du 1<sup>er</sup> janvier de l’année en cours jusqu’au dernier jour du mois de l’année en cours ou a été réalisée l’acquisition l’année précédente.

Le retraitement des effets de périmètre, pour les entités sortantes (cessions) consiste :

- Pour les sorties de périmètre de l’année en cours, à retrancher les contributions de l’entité sortie aux agrégats de l’année précédente à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois de cession.
- Pour les sorties de périmètre de l’année précédente, à retrancher les contributions de l’entité sortie aux agrégats de l’année précédente.



Après un rebond au troisième trimestre, la fin d'année a été marquée par un environnement macroéconomique et politique complexe en Europe et par un regain de volatilité internationale. Ces éléments ont pesé sur la visibilité et le rythme de décision sur certains segments, tandis que la volatilité des devises a généré un effet de change défavorable. Dans ce contexte, le Groupe réalise un Chiffre d'Affaires consolidé annuel 2025 de 389,6 M€.

### Faits marquants

- **Exercice 2025 (389,6 M€) :** Le Groupe limite le repli de son activité à -2,6 % (contre -4,9 % en 2024). L'apport de la croissance externe et le déploiement de la nouvelle approche client compensent partiellement un effet de change négatif et un contexte organique exigeant.
- **Actions :** poursuite des investissements structurels avec (i) renforcement de l'organisation managériale aux États-Unis, (ii) déploiement de

l'approche client en France/Europe, (iii) relance ciblée de l'Europe Centrale et de l'Est, (iv) intégration de Baspa et Gevanta avec synergies identifiées.

- **Perspectives 2026 :** budget construit avec une ambition de croissance, porté par la montée en puissance des plans d'action et la réalisation progressive des synergies, sous réserve de l'évolution du contexte géopolitique.

### Activité 2025 : Résilience globale et effets de change

Sur l'ensemble de l'année 2025, le Chiffre d'Affaires s'établit à 389,6 M€ (-2,6 %). L'année est marquée par un effet de change négatif significatif (-14 M€, soit -3,5 %) liée à la dépréciation du dollar face à l'euro. À périmètre et taux de change constants, le repli organique est contenu à -2 %. À taux de change constant, les acquisitions amortissent la volatilité et permettent d'afficher une croissance de +0,9 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ (En millions d'Euros)	2025	2024	ÉVOLUTION 2025/2024	ÉVOLUTION Périmètre et taux de change constants <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires Groupe</b>	<b>389,6</b>	<b>400,1</b>	<b>-2,6 %</b>	<b>-2 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	94,6	95,9	-1,3 %	-2,4 %
2 <sup>e</sup> trimestre	93,2	98,1	-5 %	-1,4 %
3 <sup>e</sup> trimestre	96,7	93,6	+3,3 %	+2 %
4 <sup>e</sup> trimestre	105,1	112,6	-6,6 %	-5,4 %
<b>Chiffre d'Affaires Europe</b>	<b>195,6</b>	<b>198,6</b>	<b>-1,5 %</b>	<b>-5,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	49,5	50	-1 %	-5,2 %
2 <sup>e</sup> trimestre	45,2	47,5	-4,8 %	-7,4 %
3 <sup>e</sup> trimestre	47,4	45,3	+4,6 %	-0,4 %
4 <sup>e</sup> trimestre	53,5	55,8	-4 %	-8,3 %
<b>Chiffre d'Affaires Hors Europe</b>	<b>194,1</b>	<b>201,5</b>	<b>-3,7 %</b>	<b>+1,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	45,1	45,9	-1,6 %	0,7 %
2 <sup>e</sup> trimestre	48	50,6	-5,1 %	+4,2 %
3 <sup>e</sup> trimestre	49,4	48,3	+2,2 %	+4,2 %
4 <sup>e</sup> trimestre	51,6	56,8	-9,2 %	-2,5 %

(1) Sur le quatrième trimestre 2025, l'effet périmètre s'élève à +3,6 % (4,1 M€) et l'effet de change est de -4,9 % (-5,5 M€). En cumulé, sur l'exercice 2025, l'effet périmètre s'élève à +2,9 % (11,4 M€) et l'effet de change est de -3,5 % (-14 M€).

## Une performance contrastée : Europe en retrait, relais hors Europe confirmés (à change constant)

### Europe : Un redéploiement commercial pour renforcer la création de valeur

En Europe (Chiffre d'Affaires annuel 195,6 M€, -1,5 %), le Groupe a évolué dans un environnement resté exigeant. Sur le quatrième trimestre (Chiffre d'Affaires 53,5 M€, -4 % publié), l'activité a été pénalisée par une visibilité réduite sur le marché français et par un cycle industriel encore dégradé en Allemagne, affectant certains pays européens plus exposés.

Face à ce constat, le Groupe a engagé des actions concrètes :

- **Transformation Commerciale** : en France et en Europe de l'Ouest, le déploiement de la nouvelle segmentation client tendant à prendre des positions sur des marchés à plus forte valeur ajoutée, peut peser temporairement sur l'activité à court terme, mais vise à mieux capter la reprise et à renforcer la création de valeur (mix, service, marge).
- **Relance de l'Europe de l'Est** : l'intégration de Gevanta renforce notre présence dans la zone balte et constitue une base pour accélérer notre développement régional, avec des effets attendus progressivement.

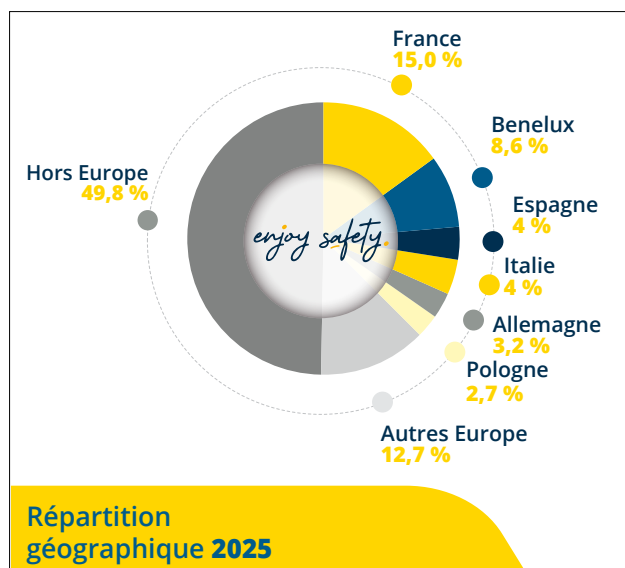
### Hors Europe : Des relais de croissance actifs, un effet de change pénalisant sur le publié

La zone Hors Europe (Chiffre d'Affaires annuel 194,1 M€) reste en croissance organique de +1,5 % sur l'année (+3,3 % en intégrant Baspa au Chili), contre un recul de -3,7 % en publié lié à l'impact des conversions des devises en euro. Retraînée de cet effet, la zone reste en croissance organique de +1,5 % sur l'année (+3,3 % en intégrant les acquisitions).

Sur le quatrième trimestre, la performance reflète deux dynamiques :

- **Les zones de défis** : en Chine et aux États-Unis, un environnement plus volatil et des incertitudes commerciales et douanières ont pesé sur les volumes.
- **Les zones de conquête** : l'Amérique latine et le Moyen-Orient continuent de surperformer. L'intégration de Baspa au Chili permet de déployer progressivement des synergies commerciales sur le continent sud-américain, grâce à un portefeuille complémentaire et à des relais de distribution renforcés.

Par ailleurs, aux États-Unis, DELTA PLUS GROUP a renforcé son organisation avec une nouvelle équipe managériale pour porter un plan de développement ambitieux. Les opportunités sont identifiées, pour un impact progressif à mesure du déploiement.



### 3.2.

## RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT ET RÉSULTAT NET ET APPROCHE BILANCIELLE

**LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT  
POUR L'EXERCICE ÉCOULÉ EST DE 44,4 M€  
(EN BAISSSE DE -1,2 PT).**

**LE RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE)  
POUR L'EXERCICE ÉCOULÉ EST DE 27,2 M€  
(EN BAISSSE DE -0,8 PT).**

### Une rentabilité opérationnelle préservée grâce à la solidité de la marge brute, et une stratégie tournée vers l'avenir

Dans un contexte de volumes réduits, DELTA PLUS GROUP confirme sa capacité à préserver ses fondamentaux. Grâce à la résilience de notre positionnement prix et à la montée en valeur de notre offre, la marge brute augmente de 60 points de base à près de 56 % du Chiffre d'Affaires. Cette bonne tenue permet d'absorber en partie le maintien de nos investissements structurels et stratégiques. Ainsi, le résultat opérationnel courant s'établit à 44,4 M€, représentant un niveau de rentabilité solide de 11,4 % du Chiffre d'Affaires, démontrant l'efficacité du modèle économique même dans un cycle bas.

Les éléments non courants sont peu significatifs (-0,6 M€ en 2025, contre -1,8 M€ en 2024).



Le coût de l'endettement financier brut augmente de 0,8 M€ par rapport à 2024, s'établissant à 6,1 M€. Cette évolution reflète d'une part le portage d'un Besoin en Fonds de Roulement élevé sur les trois premiers trimestres de l'année avant sa normalisation en fin d'exercice, et d'autre part le financement des opérations de croissance externe (Gevanta, Baspa) réalisées au cours du second semestre.

Le taux effectif d'impôt se maintient à 24,2 %, en baisse de 1,3 points par rapport à 2024 (25,5 %). Ce niveau résulte principalement de l'impact des charges IFRIC 16 et IAS 29, non fiscalisées, ainsi que d'un niveau de bénéfices plus faible dans les pays à imposition plus réduite.

Le résultat net consolidé 2025 est de 27,8 M€ contre 31,4 M€ pour 2024.

Le résultat net consolidé part du Groupe s'élève quant à lui à 27,2 M€ (7 % du CA).

### Au plan bilanciel

L'exercice 2025 confirme la robustesse de la structure financière de DELTA PLUS GROUP.

Après avoir dû financer un niveau de stocks élevé sur une grande partie de l'année, le Groupe a bénéficié des actions menées avec succès d'optimisation de son Besoin en Fonds de Roulement (BFR). Cette reprise en main opérationnelle se traduit par une réduction de la valeur des stocks, qui s'établit à 111 M€, contre 119,3 M€ un an plus tôt. Au 31 décembre 2025, le BFR s'établit ainsi à 138,7 M€ (en baisse de -2,2 M€) et représente 128 jours de Chiffre d'Affaires, un niveau quasi-stable par rapport aux 127 jours enregistrés en 2024.

Les capitaux propres s'inscrivent en hausse pour atteindre 275,2 M€ au 31 décembre 2025 (contre 273,9 M€ en 2024), et ce, malgré l'impact négatif des écarts de conversion liés à la dépréciation du dollar sur nos investissements à l'étranger.

La dette bancaire nette (avant IFRS 16 et hors dette de call) s'élève à 145,5 M€, contre 126,3 M€ fin 2024. Cette évolution maîtrisée reflète logiquement le financement de notre dynamique de croissance externe et l'intégration des sociétés Baspa (Chili) et Gevanta (Lituanie) acquises au cours du second semestre de l'exercice écoulé.

Les ratios d'endettement, calculés sur cette même base, remontent mécaniquement : le Gearing s'établit à 52,8 % des capitaux propres (contre 46 % fin 2024), et le ratio de levier à 2,9 fois l'EBITDA des douze derniers mois (contre 2,3 en 2024). Ces niveaux témoignent d'une gestion prudente. Ils démontrent que le Groupe préserve une flexibilité financière intacte, garantissant le financement de son développement et soutenant sa stratégie d'expansion géographique.

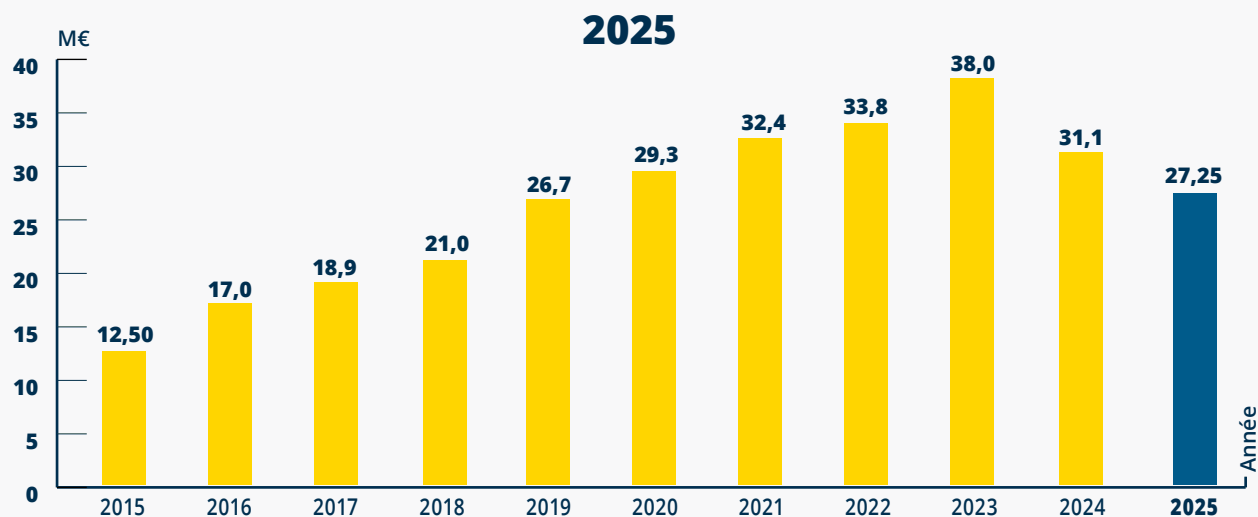
### 3.3.

#### | COURS DE BOURSE

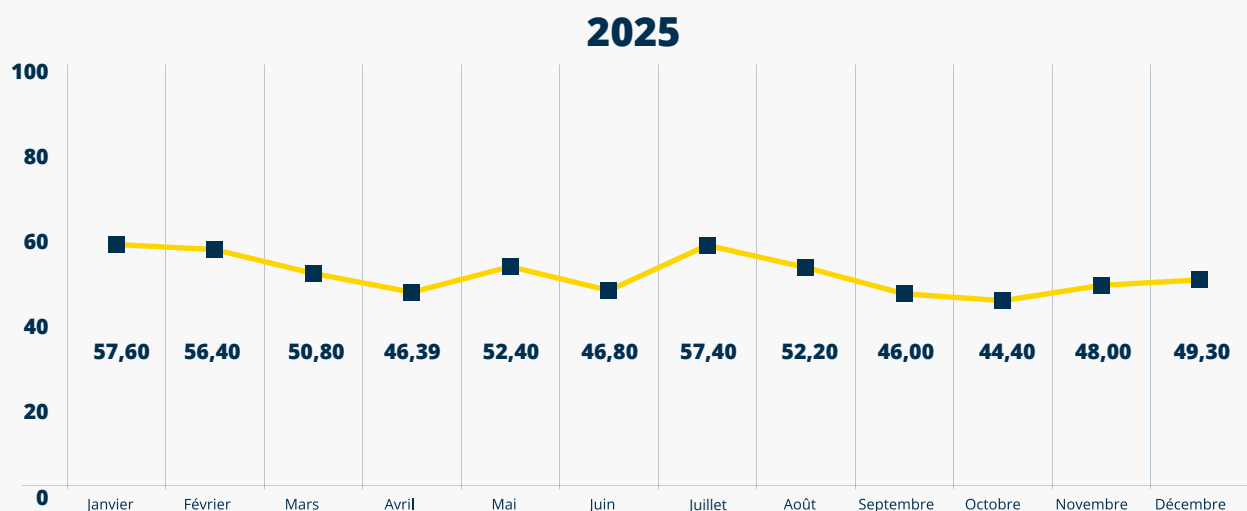
Le titre DELTA PLUS GROUP (DLTA) a été introduit à la Bourse de Paris le 7 juillet 1999.

Sur l'année 2025, le cours de l'action (au dernier jour du mois), et les volumes de transactions ont évolué comme suit : (voir graphique *Cours de bourse et Nombre de titres traités par mois [Euronext]* page suivante).

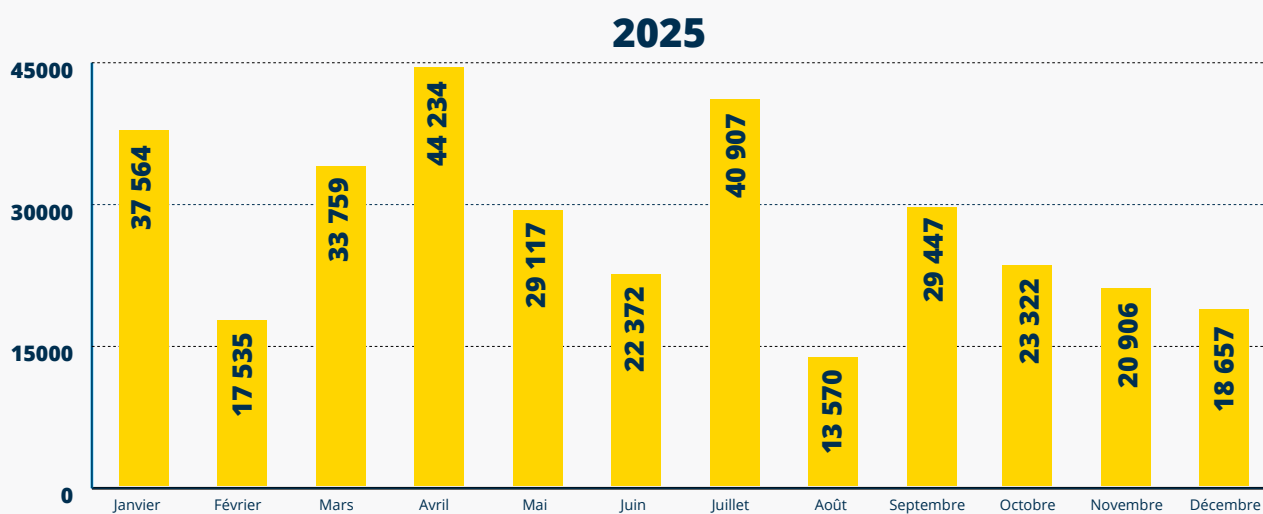




Résultat net consolidé  
Part du groupe en M€



Cours de bourse en €



Nombre de titres traités  
par mois (Euronext)



**3.4.****| RÉMUNÉRATION DE L'ACTIONNAIRE**

Proposition du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale du 19 juin 2026 :

**Distribution de dividendes**

Le Conseil d'Administration propose l'affectation du bénéfice de l'exercice comme suit :

Résultat Net de l'exercice :	22 332 766,72 €
Affectation :	
• Distribution de dividendes, pour un montant maximum de :	5 519 031,00 €
• Le solde au compte « Report à Nouveau » :	16 813 735,72 €
• <b>TOTAL DISTRIBUÉ</b>	<b>5 519 031,00 €</b>

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale du 19 juin 2026 la distribution d'un dividende de 0,75 Euro par action, en baisse de 0,30 € (-28,6 %) par rapport à celui versé l'an dernier.

Dividende distribué au cours des trois exercices précédents :

EXERCICE SOCIAL	DIVIDENDES	ABATTEMENT (ARTICLE 158 DU CGI)	MONTANT ÉLIGIBLE À L'ABATTEMENT
31/12/2024	1,05 €	40 %	NC
31/12/2023	1,25 €	40 %	NC
31/12/2022	1,10 €	40 %	NC

**3.5.****| DONNÉES BOURSIÈRES**

DONNÉES BOURSIÈRES	2025	2024	2023	2022	2021	2020	2019	2018	2017 (*)	2016	2015 (*)
Nombre d'actions	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	3 679 354	3 679 354
Résultat Net par action (Part du Groupe)	3,70	4,23	5,16	4,59	4,41	3,98	3,62	2,85	2,58	4,62	3,40
Cours de fin d'année	49,30	55,80	77,40	72,20	94,00	70,80	48,90	31,80	44,50	55,58	43,00
Cours le plus haut	61,60	85,80	83,50	101,80	103,00	81,00	49,30	57,00	49,50	59,35	45,40
Cours le plus bas	41,41	55,80	61,20	51,70	68,40	28,10	32,20	30,00	27,07	31,93	21,96
Variation annuelle	-11,65 %	-27,91 %	7,20 %	-23,19 %	32,77 %	44,79 %	53,77 %	-28,54 %	-19,94 %	29,26 %	-1,17 %
Volume moyen de titres échangés par jour	1284	1191	809	1379	2326	3924	1981	2531	3005	1370	1408
Capitalisation boursière au 31/12 (en M€)	362,78	410,62	569,56	531,30	691,72	520,99	359,84	234,01	327,46	204,50	158,21

\* Le 03/09/2015, DELTA PLUS GROUP a procédé à une division par deux de la valeur nominale de l'action, ce qui a eu pour conséquences d'entraîner un doublement du nombre d'actions en circulation.

\* Le 26/09/2017, DELTA PLUS GROUP a procédé à une division par deux de la valeur nominale de l'action, ce qui a eu pour conséquences d'entraîner un doublement du nombre d'actions en circulation.

**3.6.****| AGENDA DE L'ACTIONNAIRE (dates prévisionnelles)**

- **12/05/2026** – Publication CA T1 2026
- **19/06/2026** – Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires (comptes 2025)
- **21/07/2026** – Publication CA T2 2026 et CA semestriel 2026
- **31/08/2026** – Publication du communiqué sur les comptes semestriels et du rapport financier semestriel 2026
- **05/11/2026** – Publication CA T3 2026
- **11/02/2027** – Publication CA T4 2026 et CA annuel 2026

## CHAPITRE IV INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

### 4.1.

#### | INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

##### 4.1.1.

**Bilans pour les périodes annuelles couvertes par les informations financières historiques  
(en milliers d'Euros)**

ACTIF	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
Écarts d'acquisition	222 173	210 906	199 296
Immobilisations incorporelles	7 593	4 910	2 316
Immobilisations corporelles	55 035	52 925	49 051
Droits d'utilisation	19 716	21 823	23 022
Autres actifs financiers	4 600	2 326	3 211
Actifs d'impôts différés	2 467	2 892	2 704
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>311 585</b>	<b>295 781</b>	<b>279 599</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks	111 049	119 316	102 879
Clients	68 914	68 229	73 552
Autres débiteurs	27 929	28 310	23 135
Trésorerie	37 105	37 843	41 317
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>244 997</b>	<b>253 697</b>	<b>240 883</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>556 581</b>	<b>549 478</b>	<b>520 482</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	3 679	3 679	3 679
Titres d'autocontrôle	(5 843)	(6 159)	(5 973)
Réserves et résultats consolidés	276 308	274 973	244 362
Participations ne donnant pas le contrôle	1 104	1 439	872
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>275 248</b>	<b>273 933</b>	<b>242 941</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Passifs financiers non courants	86 071	90 046	103 051
Dettes locatives non courantes	12 180	15 678	16 643
Engagements donnés aux salariés	854	787	774
Provisions non courantes	1 641	1 315	1 569
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>100 746</b>	<b>107 826</b>	<b>122 038</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer	36 860	44 188	44 857
Dettes fiscales et sociales	25 955	26 233	27 016
Autres dettes	8 850	6 950	6 680
Autres passifs financiers courants	100 966	83 752	70 292
Dettes locatives courantes	7 956	6 596	6 658
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>180 587</b>	<b>167 719</b>	<b>155 503</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>556 581</b>	<b>549 478</b>	<b>520 482</b>



**4.1.2.****Chiffres d'Affaires annuels**

## Chiffre d'Affaires annuel 2025

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ En millions d'Euros	2025	2024	ÉVOLUTION 2025/2024	ÉVOLUTION Périmètre et taux de change constants <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires Groupe</b>	<b>389,6</b>	<b>400,1</b>	<b>-2,6 %</b>	<b>-2,0 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	94,6	95,9	-1,3 %	-2,4 %
2 <sup>e</sup> trimestre	93,2	98,1	-5,0 %	-1,4 %
3 <sup>e</sup> trimestre	96,7	93,6	+3,3 %	+2,0 %
4 <sup>e</sup> trimestre	105,1	112,6	-6,6 %	-5,4 %
<b>Chiffre d'Affaires Europe</b>	<b>195,6</b>	<b>198,6</b>	<b>-1,5 %</b>	<b>-5,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	49,5	50,0	-1,0 %	-5,2 %
2 <sup>e</sup> trimestre	45,2	47,5	-4,8 %	-7,4 %
3 <sup>e</sup> trimestre	47,4	45,3	+4,6 %	-0,4 %
4 <sup>e</sup> trimestre	53,5	55,8	-4,0 %	-8,3 %
<b>Chiffre d'Affaires Hors Europe</b>	<b>194,1</b>	<b>201,5</b>	<b>-3,7 %</b>	<b>+1,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	45,1	45,9	-1,6 %	0,7 %
2 <sup>e</sup> trimestre	48,0	50,6	-5,1 %	+4,2 %
3 <sup>e</sup> trimestre	49,4	48,3	+2,2 %	+4,2 %
4 <sup>e</sup> trimestre	51,6	56,8	-9,2 %	-2,5 %

(1) En cumulé, sur l'exercice 2025, l'effet périmètre s'élève à +2,9 % (11,4 M€) et l'effet de change est de -3,5 % (-14 M€).

## Chiffres d'Affaires annuels historiques

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ En millions d'Euros	2024	2023	ÉVOLUTION 2024/2023	ÉVOLUTION Périmètre et taux de change constants <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires Groupe</b>	<b>400,1</b>	<b>420,6</b>	<b>-4,9 %</b>	<b>-3,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	95,9	107,3	-10,7 %	-4,2 %
2 <sup>e</sup> trimestre	98,0	105,7	-7,2 %	5,7 %
3 <sup>e</sup> trimestre	93,6	99,7	-6,1 %	1,4 %
4 <sup>e</sup> trimestre	112,6	108,0	4,3 %	-16,3 %
<b>Chiffre d'Affaires Europe</b>	<b>198,6</b>	<b>210,0</b>	<b>-5,5 %</b>	<b>-6,6 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	50,0	54,3	-7,8 %	-8,2 %
2 <sup>e</sup> trimestre	47,5	51,0	-7,0 %	-7,2 %
3 <sup>e</sup> trimestre	45,3	46,2	-2,0 %	-4,5 %
4 <sup>e</sup> trimestre	55,8	58,5	-4,7 %	-6,3 %
<b>Chiffre d'Affaires Hors Europe</b>	<b>201,5</b>	<b>210,6</b>	<b>-4,3 %</b>	<b>-0,3 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	45,8	53,1	-13,6 %	-0,1 %
2 <sup>e</sup> trimestre	50,6	54,6	-7,4 %	17,8 %
3 <sup>e</sup> trimestre	48,3	53,4	-9,6 %	6,6 %
4 <sup>e</sup> trimestre	56,8	49,5	14,9 %	-28,2 %

(1) Sur l'année 2024, l'effet périmètre s'élève à +0,4 % (+1,9 M€) et l'effet de change s'élève à -1,8 % (-7,8 M€).

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ En millions d'Euros	2023	2022	ÉVOLUTION 2023/2022	ÉVOLUTION Périmètre et taux de change constants <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires Groupe</b>	<b>420,6</b>	<b>420,2</b>	<b>+0,1 %</b>	<b>+14,0 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	107,3	99,2	+8,2 %	+10,6 %
2 <sup>e</sup> trimestre	105,7	105,7	0,0 %	+7,6 %
3 <sup>e</sup> trimestre	99,3	102,5	-3,1 %	+9,2 %
4 <sup>e</sup> trimestre	108,3	112,8	-4,0 %	+27,2 %
<b>Chiffre d'Affaires Europe</b>	<b>210,0</b>	<b>216,0</b>	<b>-2,8 %</b>	<b>-2,9 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	54,3	54,2	+0,1 %	+0,4 %
2 <sup>e</sup> trimestre	51,0	53,2	-4,0 %	-4,2 %
3 <sup>e</sup> trimestre	46,2	48,0	-3,7 %	-4,0 %
4 <sup>e</sup> trimestre	58,5	60,6	-3,5 %	-3,9 %
<b>Chiffre d'Affaires Hors Europe</b>	<b>210,6</b>	<b>204,2</b>	<b>+3,1 %</b>	<b>+31,8 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	53,0	45,0	+17,9 %	+22,9 %
2 <sup>e</sup> trimestre	54,7	52,5	+4,1 %	+19,6 %
3 <sup>e</sup> trimestre	53,1	54,5	-2,6 %	+20,8 %
4 <sup>e</sup> trimestre	49,8	52,2	-4,6 %	+63,3 %

(1) Sur l'année 2023, l'effet périmètre s'élève à +0,9 % (+3,6 M€) et l'effet de change s'élève à -14,7 % (-61,9 M€).

**Définition : « à périmètre et taux de change constants »**

- Le retraitement de l'effet de change consiste en un calcul du Chiffre d'Affaires de l'année en cours aux taux de change de l'année précédente.
- Le retraitement de périmètre des entités entrantes consiste :
  - Pour les entrées de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'acquisition du Chiffre d'Affaires de l'année en cours.
  - Pour les entrées de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'acquisition du 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours jusqu'au dernier jour du mois de l'année en cours où a été réalisée l'acquisition l'année précédente.
- Le retraitement de périmètre des entités sortantes consiste :
  - Pour les sorties de périmètre de l'année en cours, à retrancher la contribution de l'entité sortie du Chiffre d'Affaires de l'année précédente à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois de cession.
  - Pour les sorties de périmètre de l'année précédente, à retrancher la contribution de l'entité sortie du Chiffre d'Affaires de l'année précédente.

**4.1.3.**

**Compte de résultat pour les périodes annuelles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros)**

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'Affaires <sup>(1)</sup>	389 646	400 082	420 565
Résultat opérationnel courant	44 422	50 577	57 858
% du Chiffre d'Affaires	11.4%	12.6%	13,8%
Résultat opérationnel	43 809	49 166	56 242
Coût de l'endettement financier	(6 093)	(5 284)	(4 849)
Autres éléments financiers	(963)	(1 745)	(2 550)
Impôts	(8 903)	(10 765)	(10 227)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>27 850</b>	<b>31 372</b>	<b>38 616</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>27 248</b>	<b>31 141</b>	<b>37 965</b>

(1) Impacté des effets de change et de périmètre sur le Chiffre d'Affaires.

Les chiffres présentés entre parenthèses dans le tableau ci-dessus correspondent à des valeurs négatives.

**4.1.4.**

**Tableau des flux de trésorerie pour les périodes annuelles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros)**

	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	54 707	43 593	76 124
<i>Dont capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	57 201	64 608	68 672
<i>Dont impôts payés</i>	(8 479)	(10 953)	(10 279)
<i>Dont variation de BFR</i>	5 985	(10 062)	17 731
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements	(34 557)	(23 837)	(10 834)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(19 844)	(22 927)	(56 314)
Incidence de la variation des taux de change	(1 044)	(303)	(3 824)
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>(738)</b>	<b>(3 473)</b>	<b>5 152</b>
Trésorerie à l'ouverture	37 843	41 317	36 165
Trésorerie à la clôture	37 105	37 843	41 317
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(738)</b>	<b>(3 473)</b>	<b>5 152</b>

Les chiffres présentés entre parenthèses dans le tableau ci-dessus correspondent à des valeurs négatives.

**4.2.****| INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES****4.2.1.****Bilans pour les périodes semestrielles couvertes par les informations financières historiques  
(en milliers d'Euros)**

<b>ACTIF</b>	<b>30/06/2025</b>	<b>30/06/2024</b>
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		
Écarts d'acquisition	201 035	200 498
Immobilisations incorporelles	6 409	3 066
Immobilisations corporelles	49 570	51 063
Droits d'utilisation	20 311	21 781
Autres actifs financiers	2 541	2 340
Actifs d'impôts différés	3 659	2 137
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>	<b>283 524</b>	<b>280 885</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>		
Stocks	116 429	113 490
Clients	65 009	69 397
Autres débiteurs	22 981	24 692
Disponibilités	31 192	34 888
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>	<b>235 611</b>	<b>242 467</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>519 135</b>	<b>523 351</b>
<b>PASSIF</b>	<b>30/06/2025</b>	<b>30/06/2024</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	3 679	3 679
Titres d'autocontrôle	(5 948)	(6 011)
Réserves et résultats consolidés	257 741	253 730
Participations ne donnant pas le contrôle	1 878	997
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>257 351</b>	<b>252 395</b>
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		
Passifs financiers non courants	78 678	90 975
Dettes locatives non courantes (IFRS 16)	13 995	15 480
Engagements donnés aux salariés	917	803
Provisions non courantes	1 256	1 259
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>	<b>94 846</b>	<b>108 517</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Dettes fournisseurs	38 362	44 673
Dettes fiscales et sociales	21 559	26 122
Autres dettes	5 276	6 718
Passifs financiers courants	95 006	78 260
Dettes locatives courantes (IFRS 16)	6 735	6 666
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>	<b>166 939</b>	<b>162 439</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>519 135</b>	<b>523 351</b>

#### 4.2.2.

### Comptes de Résultat pour les périodes semestrielles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros)

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ	30/06/2025	30/06/2024
Chiffre d'Affaires	187 818	193 941
Résultat opérationnel courant	20 093	24 171
% du Chiffre d'Affaires	10,7 %	12,5 %
Résultat opérationnel	19 930	22 779
Coût de l'endettement financier	(2 744)	(2 499)
Autres éléments financiers	(2 713)	(1 819)
Impôts	(3 172)	(6 199)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>11 301</b>	<b>12 262</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>10 669</b>	<b>12 141</b>

#### 4.2.3.

### Tableau des flux de trésorerie pour les périodes semestrielles couvertes par les informations financières historiques (en milliers d'Euros)

	30/06/2025	30/06/2024
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	14 735	19 174
<i>Dont capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</i>	25 335	28 733
<i>Dont impôts payés</i>	(3 939)	(5 632)
<i>Dont variation de BFR</i>	(6 662)	(3 927)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements	(4 968)	(5 557)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(14 112)	(20 134)
Incidence de la variation des taux de change	(2 306)	88
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	<b>(6 651)</b>	<b>(6 429)</b>
Trésorerie à l'ouverture	37 843	41 317
Trésorerie à la clôture	31 192	34 888
<b>Variation de la trésorerie</b>	<b>(6 651)</b>	<b>(6 429)</b>



### 5.1.

#### | RÉTROSPECTIVE 2025

Après un rebond au troisième trimestre, la fin d'année a été marquée par un environnement macroéconomique et politique complexe en Europe et par un regain de volatilité internationale. Ces éléments ont pesé sur la visibilité et le rythme de décision sur certains segments, tandis que la volatilité des devises a généré un effet de change défavorable. Dans ce contexte, le Groupe réalise un Chiffre d'Affaires consolidé annuel 2025 de 389,6 M€.

#### Faits marquants

- **Exercice 2025 (389,6 M€) :** Le Groupe limite le repli de son activité à -2,6 % (contre -4,9 % en 2024). L'apport de la croissance externe et le déploiement de la nouvelle approche client compensent partiellement un effet de change négatif et un contexte organique exigeant.
- **Actions :** poursuite des investissements structurels avec (i) renforcement de l'organisation managériale aux États-Unis, (ii) déploiement de l'approche client en France/Europe, (iii) relance ciblée de l'Europe Centrale et de l'Est, (iv) intégration de Baspa et Gevanta avec synergies identifiées.

#### Activité 2025 : Résilience globale et effets de change

Sur l'ensemble de l'année 2025, le Chiffre d'Affaires s'établit à 389,6 M€ (-2,6 %). L'année est marquée par un effet de change négatif significatif (-14 M€, soit -3,5 %) liée à la dépréciation du dollars face à l'euro. À périmètre et taux de change constants, le repli organique est contenu à -2 %. À taux de change constant, les acquisitions amortissent la volatilité et permettent d'afficher une croissance de +0,9 %.

#### Une performance contrastée : Europe en retrait, relais hors Europe confirmés (à change constant)

##### Europe : Un redéploiement commercial pour renforcer la création de valeur

En Europe (Chiffre d'Affaires annuel 195,6 M€, -1,5 %), le Groupe a évolué dans un environnement resté exigeant. Sur le quatrième trimestre (Chiffre d'Affaires 53,5 M€, -4 % publié), l'activité a été pénalisée par une visibilité réduite sur le marché français et par un cycle industriel encore dégradé en Allemagne, affectant certains pays européens plus exposés.

Face à ce constat, le Groupe a engagé des actions concrètes :

- **Transformation Commerciale :** en France et en Europe de l'Ouest, le déploiement de la nouvelle segmentation client tendant à prendre des positions sur des marchés à plus forte valeur ajoutée, peut peser temporairement sur l'activité à court terme, mais vise à mieux capter la reprise et à renforcer la création de valeur (mix, service, marge).
- **Relance de l'Europe de l'Est :** l'intégration de Gevanta renforce notre présence dans la zone balte et constitue une base pour accélérer notre développement régional, avec des effets attendus progressivement.

#### Hors Europe : Des relais de croissance actifs, un effet de change pénalisant sur le publié

La zone Hors Europe (Chiffre d'Affaires annuel 194,1 M€) reste en croissance organique de +1,5 % sur l'année (+3,3 % en intégrant Baspa au Chili), contre un recul de -3,7 % en publié lié à l'impact des conversions des devises en euro. Retraitée de cet effet, la zone reste en croissance organique de +1,5 % sur l'année (+3,3 % en intégrant les acquisitions).

Sur le quatrième trimestre, la performance reflète deux dynamiques :

- **Les zones de défis :** en Chine et aux États-Unis, un environnement plus volatil et des incertitudes commerciales et douanières ont pesé sur les volumes.
- **Les zones de conquête :** l'Amérique latine et le Moyen-Orient continuent de surperformer. L'intégration de Baspa au Chili permet de déployer progressivement des synergies commerciales sur le continent sud-américain, grâce à un portefeuille complémentaire et à des relais de distribution renforcés.

Par ailleurs, aux États-Unis, DELTA PLUS GROUP a renforcé son organisation avec une nouvelle équipe managériale pour porter un plan de développement ambitieux. Les opportunités sont identifiées, pour un impact progressif à mesure du déploiement.

Le budget 2026 est construit avec une ambition de croissance, porté par la montée en puissance des plans d'action et la réalisation progressive des synergies, sous réserve de l'évolution du contexte géopolitique.





## 5.2.

### CONDITIONS D'EMPRUNT ET STRUCTURE DE FINANCEMENT DE L'ÉMETTEUR

Les dettes financières nettes (avant IFRS 16) s'élèvent à 149,9 M€. Elles sont en hausse de 14 M€ par rapport au 31 décembre 2024.

La dette bancaire nette (avant IFRS 16 et hors dette de call) s'élève à 145,5 M€, contre 126,2 M€ fin 2024. Cette évolution maîtrisée reflète logiquement le financement de notre dynamique de croissance externe et l'intégration des sociétés Baspa (Chili) et Gevanta (Lituanie) acquises au cours du second semestre.

Les ratios d'endettement, calculés sur cette même base, remontent mécaniquement : le Gearing s'établit à 52,9 % des capitaux propres (contre 46,1 % fin 2024), et le ratio de levier à 2,9 fois l'EBITDA des douze derniers mois (contre 2,3 en 2024). Ces niveaux témoignent d'une gestion prudente. Ils démontrent que le Groupe préserve une flexibilité financière intacte, garantissant le financement de son développement et soutenant sa stratégie d'expansion géographique.

Le financement du Groupe DELTA PLUS est assuré par le recours aux marchés des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit) et de contrat d'affacturage sans notification ni recours (ce contrat d'affacturage couvre moins de 15 % du Chiffre d'Affaires consolidé).

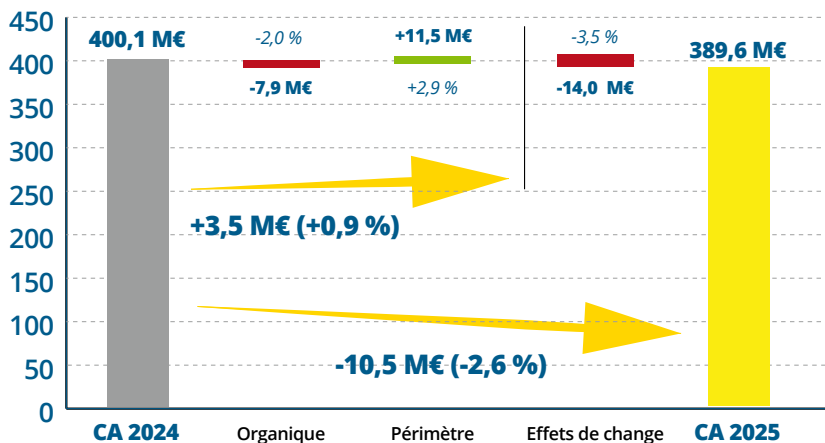
Une dizaine de banques partenaires majeures renouvelle annuellement depuis de nombreuses années les lignes de crédit à court terme (destinées notamment à financer le BFR et les variations saisonnières du BFR).

Au cours des dernières années, la dette du Groupe DELTA PLUS a bénéficié de la capacité d'autofinancement générée ainsi que d'une amélioration significative du Besoin en Fonds de Roulement (stocks et créances clients notamment).

Au 31 décembre 2025, la part court terme de la dette nette représente 63,9 M€ (soit 44 % de l'endettement net du Groupe).

Elle s'élevait à 53,4 M€ à fin décembre 2011 (87 % du total de la dette nette du Groupe).

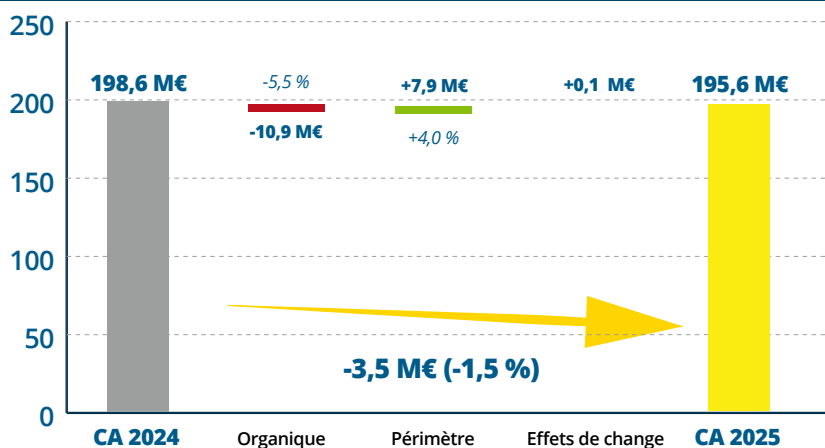
Pour plus de détails se reporter à la Note 4 – Facteurs de risques, paragraphe 4.1.1. Risque de liquidité pages 140 à 142.

**CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE 2025**

Diversification géographique et acquisitions en soutien dans une année contrastée

**Groupe 2025 :  
résilience à change constant,  
malgré un FX défavorable****Une année contrastée,  
avec des relais de croissances actifs.**

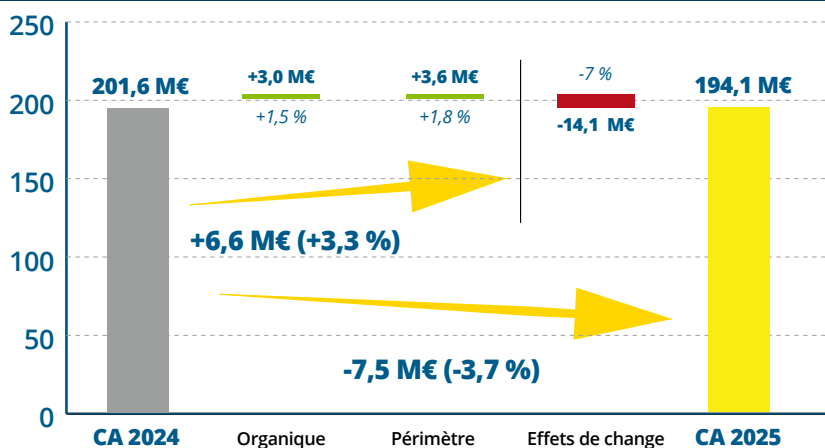
- **Activité quasi stable à change constant.**
- **Europe en retrait** dans un environnement plus contraint ; hors Europe mieux orienté à change constant (LATAM & ME)
- **Effet de change pénalisant** en publié, (USD, ARS...)
- **Acquisitions contributives et intégrations poursuivies** (Armor, Baspa, Gevanta)

**CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE EUROPE 2025**

Recul organique ; périmètre en appui (Armor, Gevanta) et zones de résistance

**Europe 2025 :  
cycle plus exigeant,  
plan client en déploiement****Conjoncture plus prudente  
sur plusieurs marchés,  
intégrations en appui.**

- **France** : visibilité réduite, décisions d'achat plus tardives. Dynamique de reprise observée en T2/T3 impactée par le manque de visibilité politique sur T4
- **Allemagne / Europe centrale & Est** : cycle industriel encore dégradé.
- **Périmètre en appui** sur l'exercice (Armor, Gevanta)
- **Déploiement de l'approche client** en cours

**CHIFFRE D'AFFAIRES GROUPE HORS EUROPE 2025**

Amérique latine moteur ; trajectoire contrastée selon les zones

**Hors Europe :  
croissance à FX constant,  
masquée par un FX défavorable****Les relais de croissance  
sont bien présents,  
mais les devises pénalisent le publié.**

- **Croissance à change constant** : +3,3%
- **Amérique latine en surperformance** (plusieurs pays en forte croissance)
- **Chine** : impactée par le marché intérieur & tension US/CN
- **États-Unis** : renforcement managérial initié
- **Change défavorable** sur la zone (USD, ARS...)



### 5.3.

#### **RESTRICTION(S) À L'UTILISATION DES CAPITAUX INFLUANT SENSIBLEMENT SUR LES OPÉRATIONS DE L'ÉMETTEUR**

Compte-tenu de l'amélioration du ratio d'endettement Dette bancaire nette / Capitaux propres du Groupe sur la période de 2011 à 2025, DELTA PLUS GROUP dispose d'une marge de manœuvre confortable et ne subit aucune restriction quant à l'accès ou à l'utilisation de capitaux.

### 5.4.

#### **SOURCES DE FINANCEMENT ATTENDUES**

DELTA PLUS GROUP dispose, au 31 décembre 2025, de lignes de financement court terme lui permettant de financer son cycle d'exploitation (Besoin en Fonds de Roulement).

Les financements moyen terme en place ont été levés historiquement dans l'objectif de financer les

opérations de croissance externe réalisées au cours des dernières années.

À ce jour, aucun nouveau financement moyen terme n'est envisagé.

Pour plus de détails se reporter à la Note 4 – Facteurs de risques, paragraphe 4.1.1. Risque de liquidité pages 140 à 142.

Le niveau des stocks a été réduit de façon significative puis stabilisé au cours des dix dernières années.

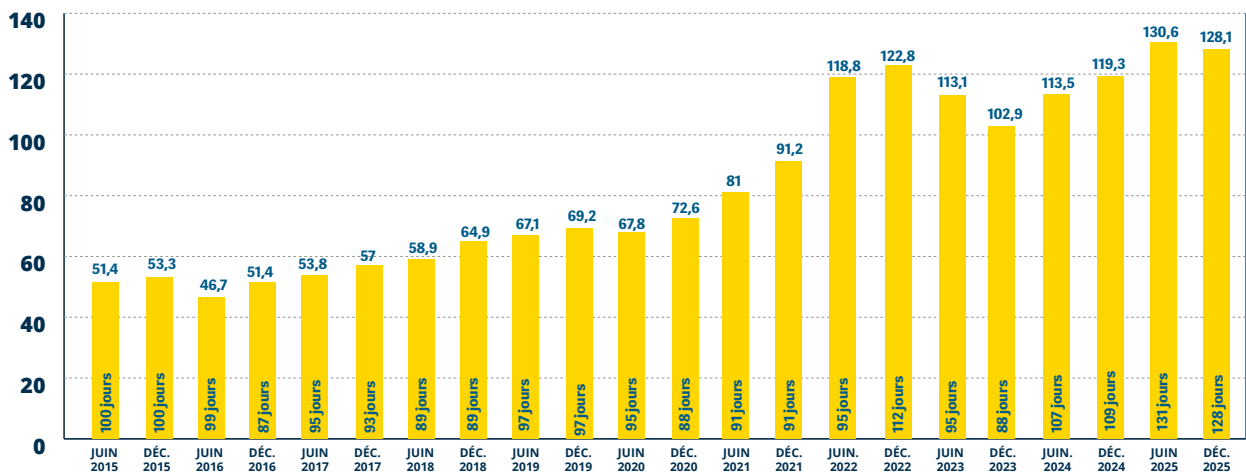
Les stocks représentent désormais entre 3 et 4 mois de Chiffre d'Affaires.

L'analyse de la structure actuelle des stocks ne met pas en évidence de risque significatif relatif à des problématiques d'écoulement ou d'obsolescence.

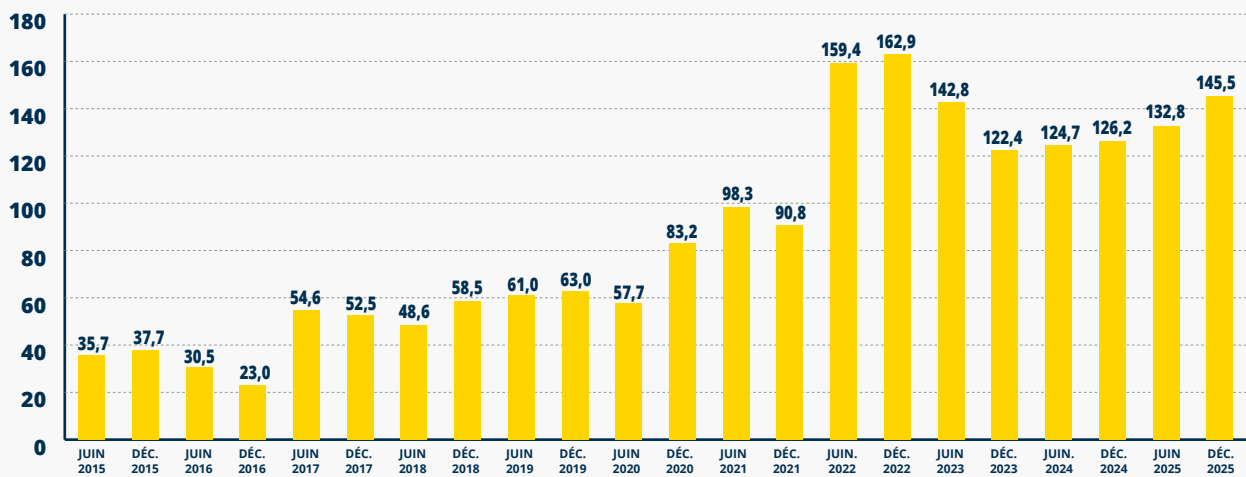
Dès lors que le Groupe identifie une problématique de ce type pour une ligne de produits spécifique, des provisions pour dépréciations sont comptabilisées afin de couvrir le caractère obsolète des produits concernés.



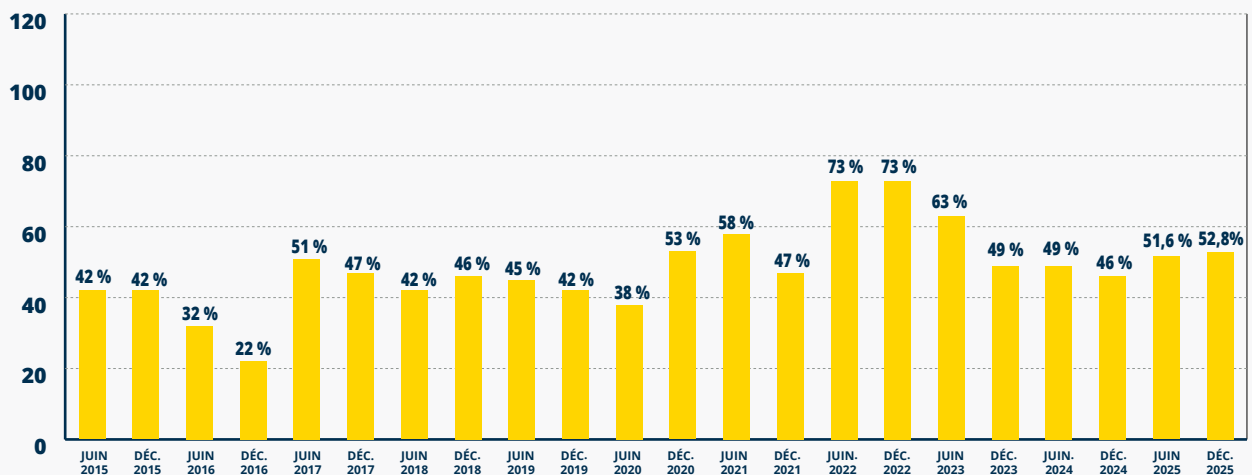




**Stock en M€ et nombre de jours de ventes**



**Dettes bancaires nettes en M€**



**Dettes bancaires nettes / Capitaux propres**

## CHAPITRE VI INVESTISSEMENTS

### 6.1.

#### INVESTISSEMENTS HISTORIQUES (en milliers d'Euros)

L'ensemble des données chiffrées relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles du Groupe DELTA PLUS, présentées sous forme de tableau, est consultable sous la Note 6 Commentaires sur le bilan et le compte de résultat et suivantes de l'Annexe aux comptes Consolidés.

Jusqu'à fin 2017, le Groupe DELTA PLUS n'était pas propriétaire de biens immobiliers significatifs, les principaux investissements réalisés étaient relatifs à l'outil industriel.

Le Groupe DELTA PLUS dispose de 18 sites de production dans le monde à fin 2025. Ces sites concentrent près de 90 % des immobilisations corporelles du Groupe.

TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES (USINES) AU 31/12/2025	BRUT	NET
Italie	27 043	5 211
Chine	24 338	12 866
États-Unis	11 074	5 467
Albanie	10 412	6 112
Inde	6 927	4 232
France	7 709	2 712
Brésil	5 927	3 055
Argentine	10 349	6 759
Mexique	3 264	1 199
Canada	1 313	0
Australie	1 920	999
Middle-East	1 002	102
Chili	6 250	4 574
Autres (individuellement < 1 M€)	6 713	1 747
<b>TOTAL</b>	<b>124 241</b>	<b>55 035</b>

Les principaux investissements réalisés par le Groupe au cours des trois dernières années concernent :

- L'acquisition de 100 % des titres de la Société ARMOR B.V. aux Pays-Bas au cours du second semestre 2024.
- L'acquisition de 100 % des titres de la Société EDGE EQUIPMENTS ANTWERPEN en Belgique au cours du premier semestre 2025.
- L'acquisition de 100 % des titres de la Société BASPA Spa au Chili au cours du second semestre 2025.
- L'acquisition de 100 % des titres de la Société Gevanta UAB en Lituanie au cours du second semestre 2025.

Au cours des exercices de la période couverte par les informations financières historiques, les acquisitions ci-dessus listées, sont les seules opérations représentant une immobilisation corporelle ou incorporelle présumée importante au sens de la Position-recommandation – DOC-2021-02 de l'AMF (dans la mesure où elle représente une valeur supérieure à 20 % de la valeur des immobilisations corporelles ou incorporelles inscrites au bilan).

### 6.2.

#### INVESTISSEMENTS RÉALISÉS AU COURS DU DERNIER EXERCICE

Renvoi Partie III, Chapitre II, Note 2, page 130.

### 6.3.

#### INVESTISSEMENTS RÉALISÉS DEPUIS LA CLÔTURE DU DERNIER EXERCICE

Renvoi Partie III, Chapitre II, Note 8, page 176.

### 6.4.

#### INVESTISSEMENTS À VENIR

Le Groupe entend, dans l'avenir, continuer sa diversification en focalisant ses investissements dans des zones à fort potentiel de croissance et sur des métiers à forte valeur ajoutée.



## 6.5.

### | RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les activités de recherche et développement de nouveaux produits (ci-après « R&D ») sont gérées par le pilotage du manager R&D Groupe et les équipes R&D sont réparties au sein de six sociétés :

- DELTA PLUS GROUP (l'Émetteur) ;
- DELTA PLUS SERVICES ;
- DELTA PLUS SYSTEMS (anciennement VERTIC) ;
- DELTA PLUS CHINA ;
- MASPICA ;
- SAFETYLINK.

La majorité des projets sont réalisés en totalité en interne et font intervenir les spécialistes métiers R&D de DELTA PLUS ou des sociétés partenaires sur des domaines techniques très spécifiques. Une soixantaine de projets de R&D étaient en cours durant l'exercice 2025 pour les familles de produits tête, antichute, pied et gant.

Plus concrètement, concernant les dépenses de R&D au sein de ces six sociétés pour les exercices 2022 à 2025, les investissements ne sont pas considérés comme importants, au sens de la Position-recommandation – DOC-2021-02 de l'AMF, dans la mesure où ces dépenses (capitalisées ou passées en charges) ne sont pas supérieures à 5 % du Chiffre d'Affaires.

## 6.6.

### | BREVETS

L'activité R&D a amené le Groupe DELTA PLUS à procéder à différents dépôts de brevets. À ce jour, le Groupe DELTA PLUS dispose d'un portefeuille de plus de 30 brevets et un brevet est en cours de dépôt pour un E.P.I. DELTA PLUS.





# Notre fabrication intégrée (18 sites)

---







Rapport de gestion sur les **Comptes Sociaux**  
et sur les **Comptes Consolidés** arrêtés au **31 décembre 2025**



# **CHAPITRE I RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES SOCIAUX ET SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025 PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 19 JUIN 2026 ÉTABLI PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire pour vous demander de statuer sur l'ordre du jour suivant :

## **ORDRE DU JOUR**

### **Assemblée à caractère ordinaire**

- Examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux et sur les Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Examen des rapports spéciaux du Conseil d'Administration visés aux articles L. 225-184 et L. 225-197-4 du Code de Commerce.
- Examen du rapport spécial du Conseil d'Administration visé à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce.
- Approbation des Comptes Sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Approbation des Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Quitus aux administrateurs.
- Affectation du résultat.
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce et approbation du maintien en vigueur des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce qui se sont poursuivies pendant l'exercice 2025.
- Approbation des éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature dus ou attribués au Président Directeur Général au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Approbation des éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature dus ou attribués au Directeur Général Délégué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Autorisation à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'émission d'obligations simples.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 du Code de Commerce.

### **Assemblée à caractère extraordinaire**

- Examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes visé à l'article L. 22-10-62 du Code de Commerce.
- Examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes visé aux articles L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'annulation des actions propres détenues par la Société conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de Commerce.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de consentir des options d'achat d'actions et de déterminer les conditions et les modalités de cette opération dans le cadre des articles L. 225-177 et L. 225-180 du Code de Commerce.
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées dans le cadre d'une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier.
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social au profit des salariés dans le cadre des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 du Code du Travail, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Tous les documents nécessaires à votre information ont été tenus à votre disposition au siège social, dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur. Nous vous demanderons de bien vouloir nous en donner acte.

Nous vous proposons donc d'examiner les comptes qui traduisent la situation de la Société et du Groupe DELTA PLUS à la clôture de l'exercice écoulé, de vous présenter l'évolution de la situation depuis cette clôture et d'envisager ses perspectives de développement. Vos Commissaires aux Comptes vous donneront dans leurs rapports toutes informations quant à la régularité des comptes qui vous sont présentés.

Les méthodes de présentation et d'évaluation des Comptes Sociaux et Consolidés ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent en raison de la mise en œuvre du Règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers sur les points suivants :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais très limité ;



- La suppression de la technique du transfert de charges ;
- La modification du plan des comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers.

## SECTION I. RAPPORT DE GESTION

### 1. ANALYSE DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ DELTA PLUS GROUP EN 2025

#### 1.1. Situation de la Société durant l'exercice écoulé

L'activité de la Société DELTA PLUS GROUP, Société mère du Groupe DELTA PLUS, est centrée sur son rôle de holding au profit de l'ensemble du Groupe DELTA PLUS.

- La propriété et la gestion des différentes filiales et participations.
- L'animation du Groupe DELTA PLUS, en particulier la définition de la politique générale, de la stratégie et des croissances externes du Groupe DELTA PLUS.
- La réalisation de prestations de services et de conseils en matière de direction (administrative, juridique, comptable, financière, commerciale et immobilière). Ces activités sont rémunérées par la facturation de prestations de services et par les distributions de dividendes opérées par certaines filiales.
- La gestion centralisée d'une majeure partie de la trésorerie du Groupe DELTA PLUS en contrepartie de laquelle elle perçoit une partie des intérêts sur les financements réalisés.
- La gestion de la communication financière et opérationnelle vis-à-vis des actionnaires, des investisseurs et du public.
- La propriété, la gestion, l'exploitation, le développement et la mise à disposition des marques et autres titres de propriété intellectuelle déposés par DELTA PLUS GROUP ainsi que les produits du Groupe DELTA PLUS. Cette activité est rémunérée sous forme de redevances.
- La gestion des dossiers de normalisation des produits en conformité avec la législation européenne et l'obtention des homologations, rémunérée également sous forme de redevances.

La Société Holding DELTA PLUS GROUP a poursuivi en 2025 son rôle d'animation du Groupe DELTA PLUS, rémunérée sous forme de prestations de services ou de royalties par ses différentes filiales.

#### 1.2. Évolution prévisible de la situation de la Société en 2026

Les produits de la Société DELTA PLUS GROUP (royalties) progresseront au même rythme que le Chiffre d'Affaires du Groupe DELTA PLUS. Le résultat d'exploitation devrait être positif.

Le résultat net restera en grande partie constitué des dividendes perçus.

#### 1.3. Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice (renvoi Partie III, Chapitre II, Note 8, page 176)

#### 1.4. Activités de la Société en matière de recherche et de développement

La politique innovante du Groupe DELTA PLUS s'est poursuivie en 2025, positionnant l'entreprise comme fabricant d'Équipements de Protection Individuelle (E.P.I.) à forte différenciation. Les concepts se veulent novateurs avec la volonté d'associer aux fonctions de protection (réglementaires) des fonctions de praticité, d'ergonomie et de confort. L'objectif poursuivi par le Groupe DELTA PLUS est de rendre plus agréable l'utilisation et le port des E.P.I.

S'appuyant sur son expérience unique, le Groupe DELTA PLUS recherche en permanence de nouvelles solutions techniques permettant d'améliorer ses différentes gammes de produits afin de satisfaire et anticiper les besoins de ses clients, tout en respectant les exigences du Règlement européen UE 2016/425 du 9 mars 2016 en vigueur depuis le 21 avril 2018.

#### 1.5. Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société

##### 1.5.1. Examen du compte de résultat<sup>1</sup>

Le résultat d'exploitation s'élève à (5) M€ au 31 décembre 2025, en baisse de 4,6M€ par rapport à 2024.

Le résultat financier est quant à lui en légère progression à 26,7 M€ en 2025 (contre 25,2 M€ en 2024).

Les produits financiers de participation (dividendes) passent de 32,7 M€ en 2024 à 31,3 M€ en 2025 (-1,4 M€).

Les intérêts des emprunts auprès des établissements de crédit de (3,4) M€ sont en baisse de 0,5 M€ par rapport à 2024. L'année dernière les autres éléments significatifs financiers intégraient 3,2 M€ correspondant au remboursement anticipé d'un emprunt obligataire relatif à l'acquisition des

1. Les chiffres présentés entre parenthèses correspondent à des valeurs négatives.

sociétés BOOTS COMPANY et ITALBOOT. Les produits d'intérêts sont en baisse de 1 M€ et s'élèvent à 3,1 M€.

Les dotations/reprises sur provisions et autres charges impactant le résultat financier sont de (7,7) M€ en 2025 tandis qu'elles s'élevaient à (7,8) M€ en 2024.

Enfin, le résultat exceptionnel s'élève à (0,6) M€ au titre de l'exercice écoulé, en baisse de 0,2 M€ à celui de l'exercice 2024.

Au total, le résultat net arrêté à 22,3 M€ est en baisse de 9 % (2,2 M€) par rapport à l'exercice 2024, où il avait atteint 24,6 M€.

### 1.5.2. Intégration fiscale

Nous vous rappelons que la Société DELTA PLUS GROUP, qui détient directement ou indirectement au moins 95 % du capital social des Sociétés DELTA PLUS, DELTA PLUS SERVICES, FROMENT, DELTA PLUS SYSTEMS, ALPIC, DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING et ALSOLU a opté avec les Sociétés précitées pour le régime d'intégration fiscale mis en place par les articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts.

Une convention d'intégration fiscale commune a été mise en place dans un souci de clarté, afin de

définir la manière dont les charges d'impôts et les économies résultant de l'intégration sont réparties entre la Société DELTA PLUS GROUP et chacune des filiales intégrées.

La commune intention de la Société DELTA PLUS GROUP et des filiales intégrées réside dans le souhait que l'adoption de ce régime n'aboutisse pas à léser lesdites filiales, ni les éventuels associés minoritaires par rapport à la non adoption dudit régime. En conséquence les filiales intégrées supportent la même charge d'impôt qu'en l'absence d'option pour l'intégration fiscale.

### 1.5.3. Examen du bilan

L'activité des principales filiales de la Société DELTA PLUS GROUP au cours de l'année 2025 est décrite ci-après dans les commentaires afférents aux Comptes Consolidés.

L'actif immobilisé d'un montant net de 319,5M€ a augmenté de 18,4 M€ par rapport à l'exercice précédent.

Les capitaux propres s'élèvent à 164,1 M€, en hausse de +15,4 M€, conséquence du résultat net de 2025.

L'endettement financier net s'élève à 156,8 M€ à fin 2025, en hausse de 4,8 M€ par rapport à 2024.

Les dettes fournisseurs et dettes diverses s'élèvent à 10,2 M€ à fin 2025.







Conformément aux dispositions des articles L. 441-14 et D. 441-6 du Code de Commerce relatives à la publication des informations sur les délais de paiement des

fournisseurs et des clients, nous vous communiquons les informations suivantes :

**Factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (tableau prévu au I de l'article D. 441-6)\***

	ARTICLE D. 441 I.- 1° : FACTURES REÇUES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU						ARTICLE D. 441 I.- 2° : FACTURES ÉMISES NON RÉGLÉES À LA DATE DE CLÔTURE DE L'EXERCICE DONT LE TERME EST ÉCHU					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	32					7	71					571
Montant total des factures concernées (TTC)	787 517,17	6 154,64	3 283,99	-113,08	113,08	9 438,63	3 494 074,81	-	298 284,59	15 000,00	9 029 617,91	9 342 902,50
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice (TTC)	15,88 %	0,12 %	0,07 %	0,00 %	0,00 %	0,19 %						
Pourcentage du Chiffre d'Affaires de l'exercice (HT)							200,56 %	0,00 %	17,12 %	0,86 %	518,30 %	536,28 %
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	Néant						Néant					
Montant total des factures exclues (TTC)	Néant						Néant					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal-article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de Commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : Selon CGV des fournisseurs						<input checked="" type="checkbox"/> Délais contractuels : 30 jours fin de mois					
	<input type="checkbox"/> Délais légaux :						<input type="checkbox"/> Délais légaux :					

\* Les factures reçues renseignées sont exclusivement celles de fournisseurs français. Les factures émises correspondent aux factures adressées aux filiales dans le cadre de relations intragroupe, ce qui explique les délais de paiement accordés importants.

Dans leur rapport général, les Commissaires aux Comptes mentionnent leurs observations sur la sincérité et la concordance desdites informations avec les comptes annuels.

**1.6. Facteurs de risques**

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, sur ses résultats ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autre risque significatif que ceux présentés et listés dans la Déclaration de Performance Extra Financière annexée au présent rapport et dans la Note 4 de l'annexe des Comptes Consolidés présentée en pages 140 à 144

**1.7. Conséquences sociales et environnementales de l'activité**

En application de l'ordonnance 2023-1142 du 6 décembre 2023 ayant modifié les articles L. 225-102-1 et L. 22-10-36 du Code de Commerce, la Société n'est plus tenue d'établir une Déclaration de Performance Extra Financière à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de la directive UE 2025/794 du 14 avril 2025 dite «Stop the Clock» transposée par la loi n° 2025-391 du 30 avril 2025 dite «DDADUE», la Société DELTA PLUS GROUP n'est tenue ni de publier un rapport de durabilité au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2025 ni de nommer un Commissaire aux Comptes en charge de la certification des informations en matière de durabilité.

Toutefois, la Société a souhaité volontairement établir un rapport extra-financier, ainsi l'ensemble des aspects sociaux et environnementaux de l'activité de la Société DELTA PLUS GROUP est présenté page 82 : Déclaration de Performance Extra Financière que vous trouverez ci-jointe.

### 1.8.

#### Dividendes distribués au titre des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à chaque action à titre de dividendes pour les trois (3) exercices précédents ont été les suivantes :

EXERCICE SOCIAL	DIVIDENDES	ABATTEMENT (ARTICLE 158 DU CGI)	MONTANT ÉLIGIBLE À L'ABATTEMENT
31/12/2024	1,05 €	40 %	NC
31/12/2023	1,25 €	40 %	NC
31/12/2022	1,10 €	40 %	NC

### 1.9.

#### Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous informons que les Comptes Sociaux de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions du point 4 de l'article 39 du même code, à savoir des amortissements non déductibles pour un montant de 52 117 €.

## 2.

### ANALYSE DE L'ACTIVITÉ DU GROUPE DELTA PLUS

#### 2.1.

##### Activité du Groupe

(Renvoi Partie I, Chapitre II, Aperçu des activités, page 14)

#### 2.2.

##### Stratégie du Groupe DELTA PLUS

(Renvoi Partie I, Chapitre II, 2.2.3, pages 18 et 19)

#### 2.3.

##### Évolution prévisible de la situation du Groupe en 2026

Depuis 2020, DELTA PLUS GROUP a su capitaliser sur les opportunités tout en atténuant les impacts des crises successives. Parallèlement, le Groupe a mené une politique d'acquisitions stratégiques, renforçant sa présence dans des zones à fort potentiel de croissance et sur des marchés à forte valeur ajoutée.

Face à un environnement économique exigeant, notre entreprise a démontré une résilience et une capacité d'adaptation remarquables. Bien que les résultats récents reflètent des défis conjoncturels temporaires, ils soulignent notre engagement continu envers l'innovation et l'amélioration opérationnelle, jetant ainsi les bases d'une croissance durable à long terme.

Le Groupe anticipe en 2026 une poursuite de la croissance organique de son Chiffre d'Affaires, malgré un contexte macroéconomique et géopolitique incertain et un premier trimestre marqué par des turbulences politiques. Aucun changement de périmètre n'est prévu pour l'exercice 2026, bien que le Groupe maintienne sa stratégie d'investissement dans la croissance externe.

À l'image de 2025, l'année 2026 demeure marquée par des incertitudes à court terme : conflits en Ukraine et au Proche-Orient, volatilité des principales devises mondiales, et nouvelles tensions géopolitiques en ce début d'année.

Dans ce contexte, DELTA PLUS GROUP met en œuvre toutes les mesures nécessaires pour préserver son niveau de rentabilité opérationnelle, saisir les opportunités de marchés du fait de son implantation industrielle et commerciale mondiale, avec pour ambition un maintien des performances en 2026.

Enfin, le Groupe entend conserver une structure financière robuste, garantissant le financement de son développement et soutenant sa stratégie de montée en gamme et d'expansion géographique.

#### 2.4.

##### Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

(Renvoi Partie III, Chapitre II, Note 8, page 176)

#### 2.5.

##### Analyse de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière du Groupe (périmètre de consolidation)

Les sociétés consolidées ainsi que les modifications du périmètre de consolidation intervenues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 figurent en page 145, en Note 5 de l'annexe aux Comptes Consolidés.

Les faits marquants de l'exercice 2025 sont présentés de façon détaillée en page 130, en Note 2 de l'annexe aux Comptes Consolidés.



### 2.5.1. Analyse du compte de résultat consolidé des activités poursuivies

Sur l'ensemble de l'année 2025, le Chiffre d'Affaires consolidé s'établit à 389,6 M€, limitant son repli à -2,6 % par rapport à 2024, contre -4,9 % l'année précédente. Ce chiffre intègre un effet de change défavorable significatif de -14 M€ (soit un impact de -3,5 %), résultant principalement par un effet de conversion purement comptable lié à la dépréciation du dollar face à l'euro. En excluant ces effets de change et les variations de périmètre, la baisse organique est contenue à -2 %.

L'analyse géographique démontre la force de notre modèle de diversification :

- Hors Europe (194,1 M€) : La zone affiche une croissance organique solide de +1,5 % sur l'année. Cette performance est portée par le dynamisme de nos zones de conquête, notamment l'Amérique latine et le Moyen-Orient, qui continuent de surperformer et compensent la volatilité observée sur les marchés chinois et nord-américain.
- Europe (195,6 M€) : Le Groupe a évolué dans un environnement macroéconomique exigeant, marqué par un attentisme en France et un cycle industriel dégradé en Allemagne. Le repli organique s'établit à -5,5 %. Face à ce constat, DELTA PLUS GROUP a engagé des actions de transformation commerciale axées sur des segments à plus forte valeur ajoutée, visant à optimiser le mix produit et la création de valeur à moyen terme.

Enfin, notre stratégie d'acquisitions ciblées joue pleinement son rôle d'amortisseur. L'effet périmètre positif de +2,9 % (+11,4 M€ sur l'année) reflète l'intégration réussie de Gevanta (relance de l'Europe de l'Est) et

de Baspa (renforcement en Amérique du Sud). À taux de change constant, ces acquisitions permettent au Groupe d'afficher une croissance globale de +0,9 %, validant notre modèle de développement stratégique. Dans un contexte de volumes réduits, DELTA PLUS GROUP confirme sa capacité à préserver ses fondamentaux. Grâce à la résilience de notre positionnement prix et à la montée en valeur de notre offre, la marge brute augmente de 60 points de base à près de 56 % du Chiffre d'Affaires. Cette bonne tenue permet d'absorber en partie le maintien de nos investissements structurels et stratégiques. Ainsi, le résultat opérationnel courant s'établit à 44,4 M€, représentant un niveau de rentabilité solide de 11,4 % du Chiffre d'Affaires, démontrant l'efficacité du modèle économique même dans un cycle bas.

Les éléments non courants sont peu significatifs (-0,6 M€ en 2025, contre -1,8 M€ en 2024).

Le coût de l'endettement financier brut augmente de 0,8 M€ par rapport à 2024, s'établissant à 6,1 M€. Cette évolution reflète d'une part le portage d'un Besoin en Fonds de Roulement élevé sur les trois premiers trimestres de l'année avant sa normalisation en fin d'exercice, et d'autre part le financement des opérations de croissance externe (Gevanta, Baspa) réalisées au cours du second semestre.

Le taux effectif d'impôt se maintient à 24,2 %, en baisse de 1,3 points par rapport à 2024 (25,5 %). Ce niveau résulte principalement de l'impact des charges IFRIC 16 et IAS 29, non fiscalisées, ainsi que d'un niveau de bénéfices plus faible dans les pays à imposition plus réduite.

Le résultat net part du Groupe s'élève quant à lui à 27,2 M€ (7 % du CA).

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
Chiffre d'Affaires <sup>(1)</sup>	389 646	400 083	420 565
Résultat opérationnel courant	44 422	50 577	57 858
% du Chiffre d'Affaires	11,4 %	12,6 %	13,8 %
Résultat opérationnel	43 809	49 166	56 242
Coût de l'endettement financier	(6 093)	(5 284)	(4 849)
Autres éléments financiers	(963)	(1 745)	(2 550)
Impôts	(8 903)	(10 765)	(10 227)
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>27 850</b>	<b>31 372</b>	<b>38 616</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>27 248</b>	<b>31 141</b>	<b>37 965</b>

(1) Impacté des effets de périmètre et de change.

### 2.5.2. Analyse du bilan consolidé

Sur le plan bilanciel, l'exercice 2025 a permis au Groupe de confirmer la solidité de sa structure financière.

Après avoir dû financer un niveau de stocks élevé sur une grande partie de l'année, le Groupe a bénéficié des actions menées avec succès d'optimisation

de son Besoin en Fonds de Roulement (BFR). Cette reprise en main opérationnelle se traduit par une réduction de la valeur des stocks, qui s'établit à 111 M€, contre 119,3 M€ un an plus tôt. Au 31 décembre 2025, le BFR s'établit ainsi à 138,7 M€ (en baisse de -2,2 M€) et représente 128 jours de Chiffre d'Affaires, un niveau quasi-stable par rapport aux 127 jours enregistrés en 2024.

Les capitaux propres s'inscrivent en hausse pour atteindre 275,2 M€ au 31 décembre 2025 (contre 273,9 M€ en 2024), et ce, malgré l'impact négatif des écarts de conversion liés à la dépréciation du dollar sur nos investissements à l'étranger.

Les dettes financières nettes (avant IFRS 16) s'établissent à 150 M€, en hausse de 14 M€ par rapport au 31 décembre 2024.

La dette bancaire nette (avant IFRS 16 et hors dette de call) s'élève à 145,5 M€, contre 126,3 M€ fin 2024. Cette évolution maîtrisée reflète logiquement le financement de notre dynamique de croissance externe et l'intégration des sociétés Baspa (Chili) et Gevanta (Lituanie) acquises au cours du second semestre.

Les ratios d'endettement, calculés sur cette même base, remontent mécaniquement : le Gearing s'établit à 52,8 % des capitaux propres (contre 46 % fin 2024), et le ratio de levier à 2,9 fois l'EBITDA des douze derniers mois (contre 2,3 en 2024). Ces niveaux témoignent d'une gestion prudente. Ils démontrent que le Groupe.

## 2.6.

### Indicateurs clés de performance

(Renvoi Partie I, Chapitre V, page 31 et suivantes)

Les indicateurs clés de performance du Groupe sont présentés au Chapitre V « Information sur les tendances », page 31 et suivantes et dans la Déclaration de Performance Extra Financière reproduite page 82.

## 2.7.

### Facteurs de risques

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, sur ses résultats ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autre risque significatif que ceux présentés et listés dans l'annexe des Comptes Consolidés sous la Note 4, pages 140 à 144.

## 3.

### PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES À L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

## 3.1.

#### Procédures de gestion des risques et de contrôle interne mises en place par la Société

Le Groupe DELTA PLUS est composé d'une organisation centrale (historiquement basée en France, à Apt) et de filiales opérationnelles implantées à travers le monde. Un des principes essentiels du Groupe DELTA PLUS est de privilégier la

décentralisation en matière opérationnelle – du moins par pays d'implantation (filiale) et par métier (famille de produits) – tout en disposant de systèmes d'information permettant à la Holding du Groupe DELTA PLUS de garantir une information générale et financière de bonne qualité.

Le Groupe DELTA PLUS utilise d'ailleurs le guide de mise en œuvre du cadre de référence sur les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne pour les valeurs petites et moyennes (du 22 juillet 2010 et disponibles sur le site de l'AMF : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)). Plus précisément, les domaines et/ou processus appliqués concernent notamment les principes généraux de contrôle interne, le périmètre de la gestion des risques et du contrôle interne, les acteurs de la gestion des risques et du contrôle interne, le rôle des Commissaires aux Comptes mais surtout les processus de pilotage et d'élaboration de l'organisation comptable et financière.

#### a. La gestion des risques

La gestion des risques de l'entreprise se définit ainsi comme un processus transverse à l'entreprise, mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel de l'entreprise, à quelque niveau que ce soit, et destiné à être exploité pour l'élaboration de la stratégie. Il vise à donner en permanence une assurance raisonnable que :

- Les événements risquant potentiellement d'affecter l'organisation sont identifiés.
- Les risques restent dans les limites du « Risk Appetite » de l'entreprise, de manière à ce qu'ils soient maîtrisés. Cette appétence au risque correspond au niveau de prise de risque accepté par l'entreprise dans le but d'accroître sa valeur.
- La réalisation des objectifs de l'organisation n'est pas compromise.

En considération de ces différents éléments, la Société DELTA PLUS GROUP veille à l'existence de dispositifs de gestion des risques tant en son sein, qu'au sein de ses différentes filiales. La réalisation d'une cartographie des risques et la mise en œuvre de systèmes de contrôle ont pour but principal de réduire, voire annihiler l'impact négatif que pourrait avoir la survenance d'un événement quel qu'il soit.

Enfin, la Société DELTA PLUS GROUP limite aussi les risques d'opportunités manquées qui pourraient limiter l'atteinte des objectifs stratégiques définis par le Comité Exécutif.

#### b. La mise en œuvre des procédures par le Service Qualité

Le Groupe DELTA PLUS s'est doté d'un Service Qualité, cette fonction est centralisée au siège du Groupe DELTA PLUS. La Qualité rapporte fonctionnellement l'avancement de ses travaux au Comité





de Pilotage Qualité et à la Direction Générale, qui en prennent connaissance et valident les missions et les travaux effectués. Il rapporte hiérarchiquement et administrativement à la Direction Générale qui fixe le cadre budgétaire et évalue annuellement les responsables de la fonction Qualité.

Le service est composé d'un Directeur référent en matière de Qualité et d'un Responsable Qualité.

Les objectifs de ce service sont les suivants :

- Assister la Direction Générale du Groupe DELTA PLUS, les Directeurs opérationnels et les Managers de « Market Units », dans leur gestion en leur fournissant des évaluations indépendantes des organisations, des procédures, des systèmes de management et de gestion courante.
- Évaluer correctement les risques clés auxquels les fonctions et/ou les « Market Units » sont exposées et mettre en place des procédures opérationnelles et des procédures de contrôle efficaces et efficientes.
- Animer et veiller à la mise en place des procédures et des règles de fonctionnement, de suivi et de gestion définies en collaboration avec les Directions du Groupe DELTA PLUS.
- S'assurer du respect des procédures et des règles définies dans le cadre du fonctionnement du Groupe DELTA PLUS, appliquées à chacune des filiales, via notamment l'organisation d'audits internes.
- Accompagner les dirigeants dans l'amélioration continue des processus du Groupe DELTA PLUS, ainsi que dans la maîtrise des risques liés à son image et à sa pérennité.
- Mettre en œuvre et assurer un compte-rendu régulier des indicateurs de qualité au niveau du Groupe DELTA PLUS (taux de service clients, taux de service approvisionnement, etc.).

La Qualité est appelée à intervenir sur l'ensemble du périmètre géographique du Groupe DELTA PLUS, ainsi que sur l'ensemble de ses processus opérationnels et fonctionnels.

Ses principales missions sont les suivantes :

- **L'assistance** : il s'agit de missions d'assistance accomplies :
  - Lors du déploiement des procédures instaurées au niveau du Groupe DELTA PLUS ;
  - Pour la facilitation et la constitution de groupes de travail fonctionnant en ateliers d'auto-évaluation des processus ;
  - Pour la mise en place de nouvelles organisations et procédures.
- **L'audit de Market Unit** : il s'agit d'audits consacrés à une seule entité dans le but d'évaluer globalement, au travers de quatre à six processus

choisis, la qualité des systèmes de management et de gestion de la Market Unit.

La hiérarchie (Direction Générale et Directeurs Fonctionnels du Groupe DELTA PLUS) constitue la principale initiatrice de ces missions.

La mission et sa restitution sont effectuées en collaboration avec le responsable de l'entité auditée.

- **L'audit de processus** : il s'agit d'audits concentrés sur l'évaluation d'un seul processus, dans une ou plusieurs Market Units.

Les initiateurs de ce type de missions sont principalement les Directeurs Fonctionnels du Groupe DELTA PLUS.

Les principaux enjeux des audits tiennent à l'équilibre que tous les membres des équipes internes doivent maintenir entre :

- Un rôle de type « régulier » (contrôles obligatoires, respect des règles, des procédures Groupe, des lois, de l'éthique).
- Et un rôle de conseil à travers lequel les auditeurs doivent faire bénéficier aux audités de leur regard externe, de leurs référentiels, des bonnes pratiques et des procédures du Groupe DELTA PLUS.

L'enjeu principal est de créer un climat sincère de coopération et d'échange, afin d'entraîner de véritables actions d'amélioration à l'issue du passage des auditeurs.

### 3.2.

#### Contrôle Interne mis en place

Rappelons que le contrôle interne peut être défini comme le processus, mis en œuvre par le Conseil d'Administration, les dirigeants et le personnel d'une entreprise, destiné à fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- La fiabilité et la sincérité des informations comptables et financières.
- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur.
- La réalisation, la sécurisation et l'optimisation des opérations visant à atteindre des objectifs de performance, définis par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux.

#### a. Élaboration, Qualité et Contrôle de l'information financière

La Société DELTA PLUS GROUP a imposé, depuis de nombreuses années, à l'ensemble de ses filiales, une rigueur sur la qualité de l'information financière fournie.

Ainsi, un compte-rendu financier mensuel (produit par chacune des sociétés du Groupe DELTA PLUS)

établi conformément au référentiel comptable du Groupe DELTA PLUS, assure un contrôle permanent du processus d'élaboration de l'information financière, et permet une préparation des deux consolidations annuelles dans les meilleures conditions possibles.

Les comptes-rendus de chaque filiale sont examinés rigoureusement et font l'objet d'un commentaire personnellement adressé au Président Directeur Général, sous la responsabilité du Directeur Financier du Groupe DELTA PLUS.

Les normes comptables utilisées sont les normes IFRS.

Les processus concourant à l'élaboration de l'information financière sont décentralisés. Ils sont réalisés sous la responsabilité des Directeurs Financiers de chaque filiale et soumis au double contrôle du Directeur Financier du Groupe DELTA PLUS (rattaché au siège social de DELTA PLUS GROUP SA) et des experts comptables.

Il est à préciser que la gestion uniforme des données comptables est renforcée par l'utilisation progressive d'un seul et même logiciel de gestion dans chacune des sociétés du Groupe DELTA PLUS. L'objectif est à terme de parvenir à une harmonisation complète du système, ce qui permettra un contrôle d'autant plus efficace de l'information financière émise au niveau de chaque société du Groupe DELTA PLUS.

La Société fait appel à son cabinet d'expertise comptable historique (cabinet notamment en charge de l'élaboration des Comptes Consolidés et parfaitement informé du fonctionnement du Groupe DELTA PLUS), en parallèle des actions menées par le département Qualité, pour réaliser des tests supplémentaires sur la qualité de ses procédures.

L'audit des comptes est également assuré par un collège d'auditeurs, internes et externes, amenés à intervenir dans les locaux des sociétés du Groupe DELTA PLUS et à distance.

Toutes leurs observations sont réunies sur une note de synthèse qui est présentée semestriellement au Président Directeur Général à l'issue des travaux de consolidation.

Il est à préciser que le suivi des engagements hors bilan est assuré en binôme par la Trésorerie et le Service Juridique du Groupe DELTA PLUS, qui tiennent à jour un état récapitulatif. Ce tableau permet à la fois de rendre compte et de contrôler les différents événements de nature à modifier les engagements hors bilan.

Conformément à la loi française sur les sociétés commerciales, la certification des Comptes Consolidés et des Comptes Sociaux de la Société DELTA PLUS GROUP est effectuée par deux Commissaires aux Comptes qui procèdent à un examen conjoint de l'ensemble des comptes, des modalités de leur établissement et des procédures

de contrôle interne du Groupe DELTA PLUS relatives à l'information financière.

## **b. La conformité aux lois et règlements**

Cette préoccupation de conformité aux lois et règlements se traduit par la mise en place de recommandations et de points de contrôle dans le cadre d'une politique globale (reprise dans la lettre de politique générale qualité consultable par tous les collaborateurs) applicable à tous nos collaborateurs internes à travers le monde. Les principaux managers du Groupe DELTA PLUS veillent à son application rigoureuse.

Il s'agit d'un objectif majeur pour la Société DELTA PLUS GROUP, qui attache la plus grande importance au respect des lois et règlements qui lui sont localement applicables (tant à elle-même qu'à ses filiales), et tout particulièrement à la conformité aux lois et règlements applicables à son secteur d'activité.

C'est pourquoi le Groupe DELTA PLUS s'est doté d'un Service Juridique dont les objectifs principaux sont le respect des lois et des règlements localement applicables et la coordination juridique entre la Société mère et les filiales du Groupe DELTA PLUS.

Cette coordination passe par la mise en place de modèles de documents juridiques accessibles au niveau du Groupe DELTA PLUS (qu'il s'agisse de contrats, de procès-verbaux, de garanties) et par une centralisation de la rédaction et de la validation des documents juridiques émis par les différentes sociétés du Groupe DELTA PLUS.

Pour parfaire ce contrôle légal, au niveau de chaque filiale, un intervenant local valide le respect des lois et des règlements localement applicables et remonte l'information vers le Service Juridique, qui veille à la coordination juridique entre les filiales et la Société mère, et informe les opérationnels des services concernés par ces considérations légales.

La conformité légale des produits est également un enjeu majeur pour le Groupe DELTA PLUS qui suit de près les réglementations applicables aux E.P.I. (notice, étiquetage, tests...), l'entrée en vigueur de nouvelles normes et les certifications de produits.

Ce suivi centralisé est assuré par le service Marketing Technique qui veille scrupuleusement à l'application et au respect des impératifs de conformité des produits (notamment aux directives et normes européennes), en collaboration avec les chefs de produits.

## **c. La réalisation optimale des opérations et la prévention des risques opérationnels et financiers**

La plupart des risques identifiés découlent de, ou sont liés à, la défaillance du système d'information reliant les filiales à la Société mère.



La Société DELTA PLUS GROUP a donc développé des méthodes propres, destinées à maîtriser les risques susceptibles d'affecter ses résultats, ses actifs, ses engagements.

Les principales méthodes sont les suivantes :

- Une organisation du Groupe DELTA PLUS autour de filiales autonomes ;
- Une communication permanente entre les managers ;
- Un compte-rendu mensuel financier et commercial systématique ;
- Un compte-rendu des indicateurs qualité au niveau du Groupe DELTA PLUS ;
- Des audits réguliers des filiales ;
- Des visites régulières de la Direction Générale dans chaque filiale ;

- Une politique d'assurance reposant sur des contrats d'assurance Groupe ;
- Une gestion centralisée de la trésorerie ;
- Un processus budgétaire rigoureux ;
- Une coordination juridique des filiales ;
- Un ERP (« Enterprise Resource Planning ») efficient et efficace, implanté sur la quasi-totalité du périmètre du Groupe DELTA PLUS, permettant une communication uniforme et efficiente avec les filiales ;
- Un compte-rendu et une analyse récurrente des stocks et des créances de chaque entité du Groupe DELTA PLUS.

#### 4.

### | STRUCTURE DU CAPITAL SOCIAL DE DELTA PLUS GROUP

#### 4.1.

#### Montant du capital social

Au 31 décembre 2025, le capital était de 3 679 354 €, divisé en 7 358 708 actions de cinquante centimes d'euro (0,50 €) de valeur nominale chacune

entièrement souscrites et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits.

#### 4.2.

#### Répartition du capital au cours des trois derniers exercices

	AU 31/12/2025		AU 31/12/2024		AU 31/12/2023	
ACTIONNAIRES	NOMBRE DE TITRES	DÉTENTION CAPITALISTIQUE	NOMBRE DE TITRES	DÉTENTION CAPITALISTIQUE	NOMBRE DE TITRES	DÉTENTION CAPITALISTIQUE
Famille BENOIT <sup>(1) (2)</sup>	187 634	2,55 %	187 154	2,54 %	187 154	2,54 %
J.B.P. SAS <sup>(1) (2)</sup>	4 052 312	55,07 %	4 052 312	55,07 %	4 052 312	55,07 %
<b>Sous total</b>	<b>4 239 946</b>	<b>57,62 %</b>	<b>4 239 466</b>	<b>57,61 %</b>	<b>4 239 466</b>	<b>57,61 %</b>
M. Ivo BOSCARDIN <sup>(2)</sup>	670 000	9,10 %	670 000	9,10 %	670 000	9,10 %
ACTIONNARIAT NOMINATIF RÉSIDUEL (hors famille benoit, J.B.P. et Ivo Boscardin)	280 651	3,81 %	285 932	3,89 %	287 470	3,91 %
PUBLIC	1 978 540	26,89 %	1 964 002	26,69 %	1 965 423	26,71 %
AUTODÉTENTION	189 571	2,58 %	199 308	2,71 %	196 349	2,67 %
<b>NOMBRE TOTAL</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100,00%</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100,00 %</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100,00 %</b>

(1) La famille BENOIT et la Société J.B.P. SAS sont des actionnaires agissant de concert en vertu des présomptions légales de l'article L. 233-10 du Code de Commerce.

(2) Ces actionnaires sont les actionnaires historiques de l'Émetteur, ils dirigent également l'Émetteur : un représentant de chacun de ces actionnaires est membre du Conseil d'Administration de l'Émetteur. La Société J.B.P. SAS est une Holding familiale détenue par les membres de la famille BENOIT.

À la connaissance de l'émetteur, aucune personne non membre d'un organe d'administration ou de Direction de la Société ne détient, directement ou indirectement, un pourcentage de capital ou de droit de vote au sein de l'émetteur devant être notifié en vertu de la législation nationale applicable.

#### 4.3.

#### Titres non représentatifs du capital

Il n'existe pas d'actions non représentatives du capital.

Au 31 décembre 2025, il n'existe aucun titre non représentatif du capital en circulation.

#### 4.4.

### Répartition des droits de vote de l'Émetteur

	AU 31/12/2025						AU 31/12/2024					
ACTIONNAIRES	Nombre de titres	Détention capitalistique	Nombre de droits de vote (théorique)	Pourcentage de droits de vote (théorique)	Droits de vote exerçables en Assemblée Générale	Pourcentage de droits de vote exerçables en Assemblée Générale	Nombre de titres	Détention capitalistique	Nombre de droits de vote (théorique)	Pourcentage de droits de vote (théorique)	Droits de vote exerçables en Assemblée Générale	Pourcentage de droits de vote exerçables en Assemblée Générale
Famille BENOIT <sup>(1) (2)</sup>	187 634	2,55%	374 263	3,10%	374 263	3,15 %	187 154	2,54 %	373 558	3,10 %	373 558	3,15 %
J.B.P. SAS <sup>(1) (2)</sup>	4 052 312	55,07%	7 637 440	63,27%	7 637 440	64,28 %	4 052 312	55,07 %	7 637 440	63,37 %	7 637 440	64,43 %
<b>Sous total</b>	<b>4 239 946</b>	<b>57,62%</b>	<b>8 011 703</b>	<b>66,37%</b>	<b>8 011 703</b>	<b>67,43 %</b>	<b>4 239 466</b>	<b>57,61 %</b>	<b>8 010 998</b>	<b>66,47 %</b>	<b>8 010 998</b>	<b>67,58 %</b>
M. Ivo BOSCARDIN <sup>(2)</sup>	670 000	9,10 %	1 340 000	11,10 %	1 340 000	11,28 %	670 000	9,10 %	1 340 000	11,12 %	1 340 000	11,31 %
ACTIONNARIAT NOMINATIF	280 651	3,81 %	551 174	4,56 %	551 174	4,64 %	285 932	3,89 %	538 465	4,47 %	538 465	4,54 %
PUBLIC	1 978 540	26,89 %	1 978 540	16,39 %	1 978 540	16,65 %	1 964 002	26,69 %	1 964 002	16,29 %	1 964 002	16,57 %
AUTODÉTENTION	189 571	2,58 %	189 571	1,58 %	0	0,00 %	199 308	2,71 %	199 308	1,65 %	0	0,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100 %</b>	<b>12 070 988</b>	<b>100 %</b>	<b>11 881 417</b>	<b>100 %</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100,00 %</b>	<b>12 052 773</b>	<b>100,00 %</b>	<b>11 853 465</b>	<b>100,00 %</b>

(1) La famille BENOIT et la Société J.B.P. SAS sont des actionnaires agissant de concert en vertu des présomptions légales de l'article L.233-1 du Code de Commerce.

(2) Ces actionnaires sont les actionnaires historiques de l'Émetteur, ils dirigent également l'Émetteur : un représentant de chacun de ces actionnaires est membre du Conseil d'Administration de l'Émetteur. La Société J.B.P. SAS est une Holding familiale détenue par les membres de la famille BENOIT.

À la connaissance de l'Émetteur, il n'existe aucun autre actionnaire détenant directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote.

Les dispositions de l'article 32.3 des statuts de l'Émetteur prévoient que « les actions nominatives et entièrement libérées, détenues par le même actionnaire depuis au moins quatre ans et régulièrement inscrites sur le registre de la Société, disposeront d'un droit de vote double. Ce droit de vote double est accordé également dès leur émission aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires anciens à raison d'actions anciennes pour lesquelles ils bénéficient déjà de ce droit ».

Ces dispositions statutaires, relatives au droit de vote double attaché aux actions détenues par un même actionnaire depuis plus de quatre ans, sont applicables indistinctement à tous les actionnaires, sans considération de la qualité de majoritaire ou de minoritaire de l'actionnaire et sans considération du statut de dirigeant ou non de l'actionnaire.

Nous vous rappelons que l'état de la participation des salariés du Groupe au capital social au dernier jour de l'exercice (hors membres de la famille BENOIT) correspondait à 0,1 % du capital.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel de la Société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce dans le cadre du plan d'épargne d'entreprise prévu par les articles L. 3312-1 et suivants du Code du Travail et par les salariés et anciens salariés dans le cadre des fonds communs de placement d'entreprise régis par le chapitre III de la loi n° 88-1201 du

23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières et portant création des fonds communs de créances est de 0 %.

#### 4.5.

### Contrôle de l'Émetteur

L'Émetteur est détenu, à hauteur de 57,62 % de son capital social, par la famille BENOIT et la Société J.B.P. SAS (Holding familiale détenue par les membres de la famille BENOIT), actionnaires agissant de concert, qui détiennent 67,43 % des droits de vote exerçables à l'Assemblée Générale.

Des mesures visant à assurer que le contrôle de l'Émetteur n'est pas exercé de façon abusive ont été prises. Elles consistent en :

- La mise en place de comités pour accompagner le Conseil d'Administration dans l'exercice de ses missions ;
- Le suivi de l'application des règles de gouvernance édictées par le code de gouvernance Middenext.

#### 4.6.

### Existence d'accord(s) pouvant entraîner un changement de contrôle de l'Émetteur

L'Émetteur n'a connaissance de l'existence d'aucun accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle.

#### 4.7.

### Part du capital détenue par les sociétés contrôlées

Les sociétés que l'Émetteur contrôle ne détiennent aucune part de son capital.



**4.8.****Opérations réalisées par la Société sur ses propres actions**

En application de l'article L. 22-10-62 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des opérations réalisées par la Société DELTA PLUS GROUP sur ses propres actions.

Nous vous rappelons que suivant délibérations de l'Assemblée Générale de la Société DELTA PLUS GROUP en date du 13 juin 2025, il a été décidé d'autoriser le Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit (18) mois, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à faire acheter par la Société ses propres actions dans les conditions suivantes :

- Pourcentage maximum d'actions pouvant être acquises : 10 % des actions
- Nombre maximal d'actions pouvant être acquises : 735 870 actions
- Prix d'achat global maximum : 88 304 400,00 €
- Prix d'achat unitaire maximum : 120,00 €
- Prix de vente unitaire minimum : 10,00 €

Sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société.

Au cours de l'exercice 2025, la Société DELTA PLUS GROUP a uniquement réalisé des opérations d'achat et de cession de titres en auto détention dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec TP ICAP (Europe). Le bilan semestriel du contrat de liquidité est disponible sur le site de l'émetteur : [https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres-informations-reglementees](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres-informations-reglementees).

La Société détenait, au 31 décembre 2025, 189 571 actions DELTA PLUS GROUP, d'une valeur nominale de 0,50 €, représentant 2,58 % de son capital social. La valeur moyenne du cours d'achat de ces actions s'élève à 30,23 €.

**4.9.****Opérations réalisées sur les titres de la Société par les dirigeants**

Conformément aux dispositions légales énoncées par le règlement général de l'AMF (art. 223-26), nous vous informons qu'au cours de l'exercice 2025, ont été réalisées les opérations (acquisition, cession, souscription ou échange) et transactions suivantes sur les actions de la Société par les dirigeants (ou les hauts responsables non dirigeants et par les personnes auxquelles ils sont étroitement liés) :

**Achat(s)/Cession(s) d'actions réalisées par les dirigeants sur l'exercice 2025**

Néant.

**Actions données en nantissement par les dirigeants sur l'exercice 2025**

Néant.

**Exercice d'options d'achat d'actions réalisées par les dirigeants sur l'exercice 2025**

Néant.

**4.10.****Options d'achat et de souscription d'actions**

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de Commerce, nous vous rendons compte des options de souscription d'actions et des options d'achat d'actions émises, consenties ou exercées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 dans un rapport spécial figurant en page 121.

**4.11.****Attributions gratuites d'actions**

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous communiquons dans un rapport spécial figurant en page 122, les informations relatives aux attributions gratuites d'actions au profit des mandataires et/ou salariés de notre Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

**SECTION II. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE****1.****ORGANE CHOISI POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE**

La Direction Générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la Direction Générale dans les conditions de quorum et de majorité de délibération du Conseil d'Administration.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans des conditions réglementaires.

Lors de sa séance du 30 mars 2011, le Conseil d'Administration de l'Émetteur a décidé de nommer Monsieur Jérôme BENOIT aux fonctions de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de l'Émetteur, il n'a pas été fait le choix de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration de celles de Directeur Général.

## 2.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration :

#### 2.1.

##### Régime juridique

DELTA PLUS GROUP est une Société anonyme à Conseil d'Administration.

La Société relève du droit français, elle est soumise aux dispositions des articles L. 225-17 à L. 225-56, L. 22-10-2 à L. 22-10-73, L. 225-94 à L. 225-257 du Code de Commerce.

#### 2.2.

##### Les membres du Conseil

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Conseil d'Administration est à ce jour, composé de trois membres, tous nommés pour six ans, par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Notons que notre Société a opté pour le maintien de la formule de l'unicité des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Président Directeur Général.

La composition du Conseil d'Administration pendant l'exercice 2025 était donc la suivante :

NOM, PRÉNOM, ÂGE	DATE DE LA 1 <sup>re</sup> NOMINATION	INDÉPENDANCE	DATE ÉCHÉANCE DU MANDAT EN COURS	FONCTIONS PRINCIPALES DANS LA SOCIÉTÉ	FONCTIONS PRINCIPALES EXERCÉES EN DEHORS DE LA SOCIÉTÉ	NOMBRE D'ACTIONS DÉTENUES DANS LA SOCIÉTÉ AU 31/12/2025
Jérôme BENOIT 43 ans <sup>(2)</sup>	12 juin 2009		AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2026	Président Directeur Général	Renvoi page 62 Annexe 2 – Rapport de gestion	136 344
Société J.B.P., représentée de façon permanente par Brigitte BENOIT 68 ans <sup>(2)</sup>	20 juin 2011		AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2030	Administrateur, Représentant permanent de la Société J.B.P. SAS	Renvoi page 63 Annexe 2 – Rapport de gestion	4 052 312
Ivo BOSCARDIN 74 ans <sup>(1)</sup>	21 août 1989		AG appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2030	Directeur Général Délégué	Renvoi page 63 Annexe 2 – Rapport de gestion	670 000

(1) Cet Administrateur est de nationalité étrangère, ce qui permet au Conseil d'Administration d'atteindre un objectif de diversification de la composition de ses membres.

(2) Ces Administrateurs sont liés par des liens de parenté : Mme Brigitte BENOIT est la mère de M. Jérôme BENOIT.

Les vérifications concernant le cumul des mandats ont été faites auprès des Administrateurs. Aucun d'entre eux ne détient un nombre de mandats excédant les limites visées par la loi.

Concernant la représentation équilibrée des hommes et des femmes au sein du Conseil d'Administration, telle que prescrite par l'article L. 225-17 du Code de Commerce, la Société étant cotée sur un système multilatéral de négociation organisée, les règles édictées à l'article L. 22-10-3 du Code de Commerce ne lui sont pas applicables. Cependant, le Conseil d'Administration de DELTA PLUS GROUP étant composé de 3 membres, l'article L. 22-10-3 du Code de Commerce précise que l'écart entre le nombre d'Administrateurs de chaque sexe ne doit

pas être supérieur à 2 et cette règle est bien respectée au sein de DELTA PLUS GROUP. Au 31 décembre 2025, sur trois administrateurs que compte le Conseil d'Administration de la Société, l'un d'entre eux est une femme.

Du fait que la Société n'est plus cotée sur un marché réglementé, mais sur un système multilatéral de négociation organisée (Euronext Growth), elle n'est plus soumise à certaines dispositions légales applicables aux sociétés cotées sur un marché réglementé (dont le code de gouvernance Middledenext explicite les modalités et recommandations d'application). La Société DELTA PLUS GROUP SA a néanmoins choisi de continuer à se référer au code de gouvernement d'entreprise Middledenext revu en 2021.



## Récapitulatif des recommandations formulées par le Code de gouvernance Middlednext de leur application au sein de l'Émetteur :

RECOMMANDATIONS (R) DU CODE MIDDLENEXT 2021	APPLIQUÉE	NON APPLIQUÉE	COMMENTAIRE	SPÉCIFICITÉ APPLICABLE AUX SOCIÉTÉS COTÉES SUR UN SMNO
R 1 : Déontologie des membres du conseil	X		Règles incluses dans le règlement intérieur du Conseil d'Administration.	RAS
R 2 : Conflits d'intérêts	X		Examen annuel de la situation, tant avérée que potentielle, de chacun des membres du conseil et des censeurs.	RAS
R 3 : Composition du conseil – Présence de membres indépendants		X	La Société se fixe pour objectif de parvenir à la nomination d'un membre indépendant au sein du Conseil d'Administration.	Pas de dispositif légal obligatoire applicable pour la présence de membres indépendants
R 4 : Information des membres du conseil	X		Communication des informations pertinentes aux administrateurs une semaine avant les réunions du Conseil d'Administration.	RAS
R 5 : Formation des membres du Conseil		X	Cette nouvelle recommandation n'est pas encore appliquée au sein de DELTA PLUS GROUP.	RAS
R 6 : Organisation des réunions du conseil et des comités	X		Recommandation quant à la fréquence et l'organisation du Conseil d'Administration totalement respectée	Pas de dispositif légal obligatoire applicable relatif à la présence de Comités ni à leur modalités ou fréquence de réunion
R 7 : Mise en place de comités	X		Mise en place d'un Comité des Rémunérations, d'un Comité de Direction et d'un Comité de Pilotage RSE.	Exemptées de nommer un Comité d'Audit
R 8 : Mise en place d'un comité spécialisé sur la RSE des entreprises	X		DELTA PLUS GROUP A CRÉÉ UN COMITÉ DE PILOTAGE RSE DEPUIS 2018 ET A BÂTI UN PLAN RSE À HORIZON 2023 POUR SUIVI EN 2024 ET EN 2025.	RAS
R 9 : Mise en place d'un règlement intérieur du conseil	X		Règlement intérieur du conseil adopté en décembre 2013.	RAS
R 10 : Choix de chaque membre du Conseil	X		Appliqué lors de la nomination ou du renouvellement de chaque Administrateur.	RAS
R 11 : Durée des mandats des membres du conseil	X		Durée légale et statutaire respectées.	RAS
R 12 : Rémunération de « membre du Conseil » au titre de son mandat		X	Les membres du Conseil d'Administration exercent également des fonctions de mandataires sociaux au sein du Groupe et sont rémunérés au titre de ces fonctions, non en qualité d'administrateurs.	RAS
R 13 : Mise en place d'une évaluation des travaux du conseil	X		Mis en œuvre lors de chaque réunion du Conseil d'Administration dont l'ordre du jour est l'arrêté des comptes annuels.	RAS
R 14 : Relation avec les actionnaires	X		Dans les 7 jours précédents l'Assemblée Générale, le Président Directeur Général s'entretient avec les principaux actionnaires représentant 64,1 % du capital.	RAS
R 15 : Politique de diversité et d'équité au sein de l'entreprise	X		Aucune politique visant à l'équilibre femmes/hommes n'est spécifiquement rédigée au sein de DELTA PLUS GROUP, mais ce principe d'équité et de diversité au sein de l'entreprise est bien mise en œuvre, à chaque niveau hiérarchique de l'entreprise, et ce depuis de nombreuses années. La Direction des Ressources Humaines Groupe est garante du respect de ce principe.	Pas de dispositif légal obligatoire applicable
R 16 : Définition et transparence de la rémunération des dirigeants mandataires sociaux	X		Appliquée et contrôlée par le Comité des Rémunérations avant d'être votée par le Conseil d'Administration.	Pas de dispositif légal obligatoire applicable
R 17 : Préparation de la succession des dirigeants	X		Le Conseil d'Administration vote annuellement une résolution suite à l'évocation de la thématique de la succession des dirigeants en séance.	RAS
R 18 : Cumul contrat de travail et mandat social	X		Aucun cumul	RAS
R 19 : Indemnités de départ	X		Aucune indemnité	RAS
R 20 : Régimes de retraite supplémentaires	X		Aucun régime de retraite supplémentaire	RAS
R 21 : Stock-options et attribution gratuite d'actions	X		La Société applique des plans d'attribution gratuite d'actions à la fois à son PDG, mais, également aux différents managers clés identifiés dans le Groupe.	RAS
R 22 : Revue des points de vigilance	X		Le Conseil d'Administration vote annuellement une résolution suite à la revue des points de vigilance en séance.	RAS

### 2.3.

## Informations concernant les mandataires sociaux

### • Liste des mandats

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de Commerce, nous vous indiquons en pages 62 et 63, d'après les informations qui nous ont été communiquées, la liste des mandats ou fonctions exercées dans toute société, durant l'exercice écoulé, par chacun des mandataires sociaux.

### • Synthèse des composantes de rémunération

MANDATAIRE SOCIAL	RÉMUNÉRATION FIXE	RÉMUNÉRATION VARIABLE	ACTIONS GRATUITES
Jérôme BENOIT (PDG)	Indexée sur le coefficient moyen des salariés (NAO Apt).	<b>Cible : 50 % du fixe.</b> Basée sur le Business Plan et la performance RSE.	Plan triennal soumis à conditions de performance.
Ivo BOSCARDIN (DGD)	Déterminée et versée par la filiale DELTA PLUS SICUREX.	Déterminée par la filiale selon la performance individuelle.	Non applicable.

## Méthodologies d'évaluation et de calcul

### A. Rémunération Fixe

- **Principe d'indexation** : La rémunération du Président Directeur Général évolue selon la formule : Rémunération fixe N = Rémunération fixe N-1 + (Coefficient d'augmentation × Rémunération fixe N-1).
- **Équité interne** : Le coefficient appliqué est identique à celui déterminé lors des négociations annuelles obligatoires (NAO) pour l'ensemble des salariés du siège (Apt).

### B. Rémunération Variable Annuelle

- **Critères de performance** : Le Conseil d'Administration fixe la rémunération variable selon les recommandations du comité des rémunérations.
- **Objectifs** : Elle dépend de l'atteinte des objectifs fixés dans le **Business Plan** validé par le Conseil. Les indicateurs clés pris en compte sont le Chiffre d'Affaires, la rentabilité opérationnelle, la rentabilité nette et le retour sur capitaux propres.
- **Indicateurs RSE** : Depuis 2023, un indicateur de performance extra-financière est intégré pour l'évaluation du PDG. Il détermine un coefficient multiplicateur pouvant influencer de 20 % la somme totale du variable.
- **Processus** : Le versement est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos.

### • Politique de rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux recommandations Middelnext sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, et dans un souci de transparence, nous vous présentons ci-après le processus de décision suivi pour la détermination, la révision et la mise en œuvre de la Politique de Rémunération des mandataires sociaux. Toutes les composantes de la rémunération fixe et variable des mandataires sociaux sont présentées en page 65.

### C. Rémunération en actions (Actions Gratuites)

- **Alignement** : Des plans d'attribution gratuite d'actions sont mis en œuvre pour le PDG et les managers clés.
- **Conditions** : L'acquisition est subordonnée à l'atteinte de critères de performance liés aux résultats de l'entreprise sur la période d'acquisition.

### Autres jetons et engagements

- **Sommes fixes annuelles (ex-jetons de présence)** : Un forfait journalier est appliqué pour la présence aux séances du Conseil. Les mandataires sociaux (PDG, DGD et représentant J.B.P.) ne perçoivent pas cette rémunération forfaitaire.
- **Indemnités de départ** : Aucune indemnité de départ ou de rupture n'est prévue dans la politique de rémunération.
- **Retraite** : Il n'existe aucun régime de retraite supplémentaire spécifique pour les dirigeants.
- **Cumul** : Il n'y a aucun cumul entre un contrat de travail et le mandat social pour les dirigeants actuels.

Nous vous indiquons en page 64, les tableaux de synthèse des éléments de rémunérations totales (éléments fixes, variables et exceptionnels), y compris sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances et des avantages de toute nature, versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social.





Nous vous indiquons également les engagements de toute nature pris par la Société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci, ainsi que les modalités de détermination de ces engagements.

#### 2.4.

#### **Conventions règlementées**

En application des articles L. 225-38, L. 225-40-1 et R. 225-30 du Code de Commerce, nous vous indiquons ci-dessous, le détail des opérations pouvant être considérées comme des conventions réglementées. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, la Société DELTA PLUS GROUP (ci-après « DPG ») a réalisé les opérations suivantes :

#### **Cautions et engagements donnés :**

Le Conseil d'Administration de DELTA PLUS GROUP, conformément aux dispositions de l'article L. 225-35 du Code de Commerce relatif aux cautions, avals ou garanties donnés par les sociétés autres que celles exploitant un établissement bancaire ou financier, a autorisé l'émission par DELTA PLUS GROUP de cautions, avals ou garanties à hauteur d'un plafond global de 100 000 000 d'euros, et cela aux conditions qu'il avisera et au mieux de l'intérêt social.

Au 31 décembre 2025, le montant global des garanties émises par DELTA PLUS GROUP au bénéfice des créanciers de ses filiales s'élevait à 61 395 388 euros.

#### **Loyers :**

Compte tenu de la composition de l'actionnariat de la Société J.B.P. (détenue par les membres de la famille BENOIT), nous vous informons du montant global des loyers versés par la Société DELTA PLUS GROUP à la Société J.B.P. au cours de l'exercice 2025, auxquels s'ajoute le montant de la taxe foncière (pour 4 443,00 euros HT).

En vertu d'un contrat de bail de sous location, conclu en date du 2 janvier 2018, le montant correspondant au loyer trimestriel dû par DELTA PLUS GROUP se porte à 11 528,90 euros HT. Soit un montant annuel de 46 115,60 euros HT au titre de l'exercice 2025.

#### **Prestations de services :**

Compte tenu de la composition de l'actionnariat de la Société J.B.P. (détenue par les membres de la famille BENOIT), nous vous informons également, pour l'exercice 2025, de la convention de prestations de services d'assistance rendue par J.B.P. pour laquelle DELTA PLUS GROUP est redevable d'un montant annuel se portant à 530 000,00 euros HT.

#### **Compte courant :**

Au titre de l'exercice 2025, le compte courant de la Société J.B.P. dans les livres de la Société DELTA PLUS GROUP a produit 941 640,00 euros d'intérêts (ce montant est uniquement provisionné et non versé au 31/12/2025).

#### **Mandat de direction de filiales :**

Compte tenu de la composition de l'actionnariat de la Société J.B.P. (détenue par les membres de la famille BENOIT), nous vous informons également, pour l'exercice 2025, des différents mandats de présidence exercés par J.B.P. au sein des filiales de DELTA PLUS GROUP, dont chacune des filiales est respectivement redevable pour un montant global annuel se portant à 635 000,00 euros HT.

### 3.

#### **CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL**

#### 3.1.

#### **Fonctions du Conseil**

Conformément aux statuts de la Société, le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans le cadre de sa mission courante, le Conseil d'Administration convoque l'Assemblée Générale des actionnaires et fixe son ordre du jour, nomme et révoque le Président, les Directeurs Généraux et Directeurs Généraux Délégués chargés de la direction de l'entreprise, contrôle leur gestion, arrête les comptes annuels soumis à l'approbation annuelle de l'Assemblée Générale des actionnaires et rend compte de son activité dans le Rapport de Gestion annuel.

Dans le cadre des décisions et orientations stratégiques de la Société, il examine et décide de la réalisation et des modalités de mise en œuvre des opérations d'importance, éventuellement après étude du sujet par un comité *ad hoc*.

Enfin, le Conseil d'Administration prend toutes décisions et donne toutes autorisations à l'effet de :

- Cautionner et avaliser les engagements de tous tiers dans les conditions fixées par la loi ;
- Constituer des garanties à la sûreté des engagements pris, soit par la Société, soit par les filiales de la Société.

Les pouvoirs du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont limités dans les domaines ci-dessus listés, le Conseil d'Administration plafonnant le montant maximum des cautions, avals et garanties qu'ils peuvent octroyer.

### 3.2.

#### Compte-rendu d'activités 2025

Au cours de l'exercice 2025, le Conseil d'Administration s'est réuni notamment :

- Pour examiner les comptes annuels ;
- Pour convoquer l'Assemblée Générale des actionnaires ;
- Pour examiner les comptes semestriels ;
- Pour examiner la stratégie du Groupe DELTA PLUS notamment les opérations de croissance externe envisagées ;
- Pour examiner les travaux réalisés par le Conseil d'Administration ;
- Pour statuer sur la rémunération des mandataires sociaux ;
- Pour revoir le plan RSE mis en place au niveau du Groupe ;
- Pour revoir l'absence de conflit d'intérêt ;
- Pour revoir les points de vigilance identifiés dans le code de gouvernance Middlenext ;
- Pour discuter de la préparation de la succession des dirigeants ;
- Pour autoriser l'émission de cautions, avals et garanties.

Le taux de présence global des membres du Conseil d'Administration était de 100 %.

Les thèmes d'actualité relatifs à la marche des affaires, aux décisions relevant de la compétence du Conseil et aux grands projets du Groupe DELTA PLUS sont mis à l'ordre du jour de chaque séance du Conseil.

Les procès-verbaux sont tous réalisés par le Service Juridique du Groupe DELTA PLUS et reportés sur les registres du Conseil d'Administration.

### 3.3.

#### Rémunérations des membres du Conseil d'Administration

Le détail des rémunérations versées aux mandataires sociaux au cours de l'exercice 2025 figure à l'Annexe 3 du Rapport de Gestion de la Société reproduite en page 64 et suivantes.

Les Administrateurs à la fois mandataires sociaux de DELTA PLUS GROUP et de ses filiales ne perçoivent pas de sommes fixes annuelles allouées en raison de leur participation aux réunions du Conseil (anciennement « jetons de présence ») en supplément de la rémunération qu'ils perçoivent au titre des mandats sociaux qu'ils exercent dans les sociétés du Groupe DELTA PLUS.

Les modalités d'attribution des sommes fixes annuelles au bénéfice des administrateurs non-salariés, sont décidées par l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires, sur proposition du Conseil d'Administration. Le détail des versements desdites sommes fixes annuelles figure également à l'Annexe 3 du Rapport de Gestion de la Société.

### 4.

#### RÉCAPITULATIF DES DÉLÉGATIONS EN COURS DE VALIDITÉ ACCORDÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Conformément aux dispositions des articles L. 225-129-1 à L. 225-129-5 du Code de Commerce, nous vous informons qu'aucune délégation de pouvoirs ou de compétence en matière d'augmentation de capital n'a été utilisée au cours de l'exercice à l'exception de l'utilisation de la délégation en vertu des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5, L. 22-10-59 et L. 22-10-60 du Code de Commerce (attribution gratuite d'actions) par le Conseil d'Administration du 9 décembre 2024.





## DÉLÉGATIONS DE POUVOIR CONSENTIES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LE DOMAINE DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Nature des délégations consenties	Utilisations éventuelles desdites délégations par le Conseil d'Administration au 31/12/2025
<p><b>Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 16 juin 2023</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Délégation dans le cadre notamment des articles L. 225-177, L. 22-10-56 et L. 225-180 du Code de Commerce, à <b>consentir</b>, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des mandataires et/ou de membres du personnel salarié ou de certains d'entre eux de la Société DELTA PLUS GROUP et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, <b>des options donnant droit à l'achat d'actions</b> de la Société DELTA PLUS GROUP d'une valeur nominale de 0,50 € chacune, provenant des rachats effectués par celle-ci dans les conditions prévues par la loi, dans la limite de 10 % du capital social soit 367 935 €.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de trente-huit (38) mois à compter du 16 juin 2023 soit jusqu'au 16 août 2026.</li> <li>Délégation en vertu de l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques que le Conseil d'Administration déterminera, une ou plusieurs <b>augmentations de capital</b> par voie d'incorporation au capital de primes, réserves ou bénéfices sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes. Le capital social ne pourra être augmenté, dans le cadre de la présente délégation, d'un montant supérieur à 2 000 000 € de valeur nominale.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 16 juin 2023 soit jusqu'au 16 août 2025.</li> <li>Délégation en vertu de l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce à l'effet de procéder à <b>l'émission</b>, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, <b>d'actions</b> ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement et/ou à terme, accès au capital de la Société et/ou droit à l'attribution de titres de créance. Le capital social ne pourra être augmenté dans le cadre de la présente délégation, immédiatement et/ou à terme, d'un montant supérieur à 2 000 000€ de valeur nominale.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 16 juin 2023 soit jusqu'au 16 août 2025.</li> <li>Délégation en vertu des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du <b>Code du Travail</b>, à <b>l'effet d'augmenter le capital social</b>, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital et ce, dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 16 juin 2023, soit jusqu'au 16 août 2025.</li> </ul>	Néant
<p><b>Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 14 juin 2024</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Délégation en vertu des articles L. 225-129, L.225-129-2, L. 225-136 et L. 228-91 du Code de Commerce, à l'effet de décider, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, <b>l'émission, réservée</b> dans le cadre d'un placement privé au sens de l'article L. 411-2 II du Code Monétaire et Financier, dans la limite de vingt pour cent (20 %) du capital de la Société soit 735 870 €, par an, <b>d'actions</b>, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières, donnant accès ou pouvant donner accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, étant précisé que la présente délégation pourra permettre une ou plusieurs émissions en application de l'article L. 228-93 du Code de Commerce.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 14 juin 2024 soit jusqu'au 14 août 2026.</li> <li>Délégation en vertu des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du <b>Code du Travail</b>, à l'effet <b>d'augmenter le capital social</b>, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital et ce, dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 14 juin 2024 soit jusqu'au 14 août 2026.</li> </ul>	Néant
<p><b>Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire du 13 juin 2025</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Délégation en vertu de l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce à l'effet de décider, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques que le Conseil d'Administration déterminera, une ou plusieurs <b>augmentations de capital</b> par voie d'incorporation au capital de primes, réserves ou bénéfices sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes. Le capital social ne pourra être augmenté, dans le cadre de la présente délégation, d'un montant supérieur à 2 000 000 € de valeur nominale.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 13 juin 2025 soit jusqu'au 13 août 2027.</li> <li>Délégation en vertu de l'article L. 225-129-2 du Code de Commerce à l'effet de procéder à <b>l'émission</b>, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, <b>d'actions</b> ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant, immédiatement et/ou à terme, accès au capital de la Société et/ou droit à l'attribution de titres de créance. Le capital social ne pourra être augmenté dans le cadre de la présente délégation, immédiatement et/ou à terme, d'un montant supérieur à 2.000.000€ de valeur nominale.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 13 juin 2025 soit jusqu'au 13 août 2027.</li> <li>Délégation dans le cadre notamment des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de Commerce, à attribuer aux mandataires sociaux et/ou salariés de la Société DELTA PLUS GROUP et de filiales, des actions existantes ou à émettre de la Société DELTA PLUS GROUP.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de trente-huit (38) mois à compter du 13 juin 2025 soit jusqu'au 13 août 2028.</li> <li>Délégation en vertu des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du <b>Code du Travail</b>, à l'effet <b>d'augmenter le capital social</b>, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital et ce, dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées.</li> <li>Cette délégation a été consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter du 13 juin 2025 soit jusqu'au 13 août 2027.</li> </ul>	Néant

## 5.

### | ÉLÉMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE

Néant.

## SECTION III. PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les modalités de participation à l'Assemblée Générale sont consultables en page 76 et suivantes à la suite du texte des résolutions.

### 1.

#### **APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2025 – PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT**

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les Comptes Sociaux de la Société DELTA PLUS GROUP tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un bénéfice de 22 332 766,72 €.

Nous proposons que le dividende par action s'élève à 0,75 € et qu'il soit mis en paiement dans les délais légaux.

Par conséquent, nous vous proposons d'affecter ce bénéfice de la manière suivante :

- Distribution de dividendes,  
pour un montant maximum de : 5 519 031,00 €
- Le solde au compte  
« Report à Nouveau » : 16 813 735,72 €

Soit une distribution de dividendes d'un montant de 5 519 031,00 € (sur la base d'un nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2025 égal à 7 358 708).

Le montant global des dividendes non versés des actions détenues par la Société DELTA PLUS GROUP au moment de la mise en paiement sera affecté au compte « Report à Nouveau ».

Conformément aux dispositions des articles 243 bis et 117 quater du Code général des Impôts, il est précisé qu'en matière d'impôt sur le revenu, le montant brut distribué aux associés personnes physiques est soumis, à titre d'acompte, à un prélèvement forfaitaire à la source, obligatoire et non libératoire de l'impôt, de 12,80 %, sous réserve des cas de dispense sollicitée selon les modalités prévues par l'article 242 quater du même code.

Ce prélèvement forfaitaire s'impute sur l'impôt sur le revenu dû à raison des revenus auxquels il s'est appliqué et déterminé dans les conditions fixées au 1 de l'article 200 A du Code Général des Impôts.

Si le prélèvement forfaitaire non libératoire est supérieur à l'impôt dû, le surplus est restitué.

À titre de dérogation aux dispositions du 1 de l'article 200 A précité, il est précisé que, sur option expresse et irrévocable du contribuable, les sommes attribuées peuvent, le cas échéant, être retenues dans l'assiette du revenu net global défini à l'article 158 du même code.

Par ailleurs et en application des dispositions des articles L. 136-7 et L. 136-8 du Code de la Sécurité Sociale et sous réserve des dispositions de l'article L. 131-6 du même code, le montant brut des dividendes fait également l'objet d'un prélèvement à la source d'un taux global de 18,60 % au titre de la Contribution Sociale Généralisée, de la Contribution au Remboursement de la Dette sociale et du prélèvement de solidarité.

L'ensemble de ces prélèvements fiscaux et sociaux est versé au Trésor Public avant le 15 du mois qui suit la mise en paiement du dividende.

### 2.

#### **APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025**

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les Comptes Consolidés tels qu'ils vous ont été présentés avec toutes les opérations qu'ils traduisent et qui, nous vous le rappelons, font ressortir un Résultat Net Consolidé de 27 850 K€ dont un Résultat Net Part du Groupe de 27 248 K€.

### 3.

#### **APPROBATION DES CONVENTIONS ENTRANT DANS LE CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE**

Vous aurez à vous prononcer sur l'approbation des conventions réglementées, énumérées précédemment, conclues ou maintenues au cours de l'exercice 2025.

### 4.

#### **POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX**

Nous vous indiquons en page 54, le processus de décision suivi pour la détermination, la révision et la mise en œuvre de la Politique de rémunération





des mandataires sociaux. Toutes les composantes de la rémunération fixe et variable des mandataires sociaux sont présentées en page 65.

**5.**

### **MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION FIXE À VERSER AU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL ET AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ**

Nous vous demandons d'approuver le montant de la rémunération fixe globale du Président Directeur Général au titre de l'exercice 2025, fixé conformément à la politique de rémunération, pour un montant annuel brut de 249 K€. Il est rappelé qu'une partie de la rémunération fixe du Président Directeur Général (environ 30 %) est payée via la Holding J.B.P.

Nous vous demandons d'approuver le montant de la rémunération globale du Directeur Général Délégué au titre de l'exercice 2025, fixé conformément à la politique de rémunération, pour un montant de 150 K€. Il est rappelé que la rémunération globale du Directeur Général Délégué est intégralement payée via la Société DELTA PLUS SICUREX, filiale à 100 % de DELTA PLUS GROUP.

**6.**

### **MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION VARIABLE À VERSER AU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Vous aurez à vous prononcer sur le montant de la rémunération variable à verser au Président Directeur Général au titre de l'exercice 2025 que nous vous proposons de fixer à 78,8 K€.

**7.**

### **AUTORISATION DE LA SOCIÉTÉ DE PROCÉDER À L'ÉMISSION D'OBLIGATION SIMPLES**

Nous vous invitons à vous prononcer sur l'autorisation à donner au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général sur le fondement des dispositions de l'article L. 228-40 du Code de Commerce, en vue de procéder, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations dans les proportions, aux époques et dans les conditions qu'il jugera appropriées, à hauteur d'un montant maximum de cinquante millions d'euros (50 000 000 €) ou de la contre-valeur en devise de ce montant.

Cette autorisation serait valable pour une durée de douze (12) mois, soit jusqu'au 19 juin 2027 (inclus).

Le Conseil d'Administration rendrait compte aux actionnaires de l'utilisation de cette autorisation lors de l'Assemblée Générale annuelle. Nous vous informons qu'aucune utilisation de cette autorisation n'a été faite par le Conseil d'Administration au cours de l'exercice écoulé.

**8.**

### **AUTORISATION DE LA SOCIÉTÉ DE RACHETER EN BOURSE ET D'ANNULER SES PROPRES ACTIONS CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DES ARTICLES L. 22-10-62 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE**

Nous vous invitons à autoriser le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à faire acheter par la Société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de Commerce et dans les conditions et les limites proposées dans le texte des projets de résolutions joint au présent rapport.

Le pourcentage maximum d'actions qui pourrait être détenu serait fixé à 10 % des actions composant le capital social de la Société.

Le Conseil d'Administration serait également autorisé à procéder à l'annulation de tout ou partie des actions propres détenues par la Société, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois.

Ces autorisations seraient consenties pour une durée de (18) mois à compter de la présente Assemblée et se substitueraient à celles octroyées par l'Assemblée Générale en date du 13 juin 2025.

Le Conseil d'Administration informerait le cas échéant les actionnaires de toutes les opérations réalisées en application desdites autorisations lors de l'Assemblée Générale annuelle.

**9.**

### **AUTORISATION À DONNER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE CONSENTIR DES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS ET DE DÉTERMINER LES CONDITIONS ET LES MODALITÉS DE CETTE OPÉRATION DANS LE CADRE DES ARTICLES L. 225-177 ET L. 225-180 DU CODE DE COMMERCE**

Nous vous demandons de vous prononcer sur l'autorisation à donner au Conseil d'Administration, dans le cadre notamment des articles L. 225-177 et L. 225-180 du Code de Commerce, en vue de

consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des mandataires et/ou de membres du personnel salarié ou de certains d'entre eux de la Société DELTA PLUS GROUP et des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, des options donnant droit à l'achat d'actions de la Société DELTA PLUS GROUP d'une valeur nominale de 0,50 € chacune, provenant des rachats effectués par celle-ci dans les conditions prévues par la loi.

Les options d'achat consenties en vertu de la présente délégation ne pourraient donner droit à un nombre total d'actions de la Société supérieur à 10 % du capital social de la Société à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

Le prix d'achat serait fixé par le Conseil d'Administration au jour où les options seraient consenties.

Le Conseil d'Administration informerait chaque année l'Assemblée Générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de cette autorisation consentie pour une période maximale de trente-huit (38) mois à compter du 19 juin 2026.

**10.**

**DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE  
À CONSENTIR AU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE  
PROCÉDER À DES AUGMENTATIONS  
DE CAPITAL RÉSERVÉES DANS  
LE CADRE D'UNE OFFRE VISÉE  
AU 1<sup>er</sup> DE L'ARTICLE L. 411-2 DU  
CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER**

Nous vous demandons de vous prononcer sur l'octroi d'une délégation globale de compétence au Conseil d'Administration en vue de décider, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il déterminera, une ou plusieurs augmentations de capital réservée(s) à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre ou à des investisseurs qualifiés au sens de l'article L. 411-2 1<sup>er</sup> du Code Monétaire et Financier, dans la limite légale de vingt pour cent 20% du capital de la Société par an.

Cette délégation de compétence serait consentie en application des dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce pour une durée maximum de vingt-six (26) mois à compter de la décision de l'assemblée, dans les conditions et les limites proposées dans le texte des projets de résolutions joint au présent rapport, et se substituerait à celle octroyée par l'Assemblée Générale du 14 juin 2024.

Nous vous rendrons compte le cas échéant de l'utilisation de cette délégation dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

**11.**

**DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE  
À CONSENTIR AU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION À L'EFFET DE  
PROCÉDER À UNE AUGMENTATION  
DU CAPITAL SOCIAL AU PROFIT  
DES SALARIÉS DANS LE CADRE  
DES ARTICLES L. 225-129-6  
DU CODE DE COMMERCE ET  
L. 3332-18 DU CODE DU TRAVAIL,  
AVEC SUPPRESSION DU DROIT  
PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION  
DES ACTIONNAIRES**

Nous vous rappelons que l'article L. 225-129-6 du Code de Commerce dispose que toute Assemblée Générale décidant une augmentation de capital par apport en numéraire doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, adhérents à un Plan d'épargne Entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire, effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 3332-18 et suivants du Code du Travail.

En conséquence, nous vous invitons, en application des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du Travail, à autoriser le Conseil d'Administration sur sa seule décision, à augmenter le capital social au profit des salariés, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital, dans les conditions et les limites proposées dans le texte des projets de résolutions joint au présent rapport et à supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires ainsi qu'à attribuer le droit de souscription aux actions nouvelles à émettre au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce.

**| CONCLUSION**

En conclusion, nous espérons que les résolutions qui vous sont proposées recevront votre agrément et que vous voudrez bien donner à votre Conseil d'Administration quitus de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Le Conseil d'Administration



## CHAPITRE II ANNEXES AU RAPPORT DE GESTION

### 1. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

(Renvoi à la Note 5.1 de l'Annexe aux Comptes Consolidés page 145)

### 2. LISTE DES MANDATS (ARTICLE L. 225-37-4 DU CODE DE COMMERCE)

ADMINISTRATEURS	DÉNOMINATIONS SOCIALES DES SOCIÉTÉS	MANDAT SOCIAL
Jérôme BENOIT	DELTA PLUS GROUP SA	Président du Conseil d'Administration & Directeur Général
	FINANCIERE J5 SARL	Gérant
	J.B.P. SAS	Directeur Général
	ALPIC	Représentant permanent
	ALSOLU	Représentant permanent
	DELTA PLUS DEUTSCHLAND GMBH	Gérant
	DELTA PLUS CANADA INC.	Administrateur
	DELTA PLUS C.E.I LLC	DG
	DELTA PLUS CIESKA REPUBLIKA SRO	Gérant
	DELTA PLUS CENTROAMÉRICA	Président
	DELTA PLUS CHINA CO. LTD	PDG
	DELTA PLUS COLOMBIA	Administrateur/Président du CA
	DELTA PLUS CROATIA D.O.O.	Administrateur
	DELTA PLUS HELLAS SARL	Co-gérant
	DELTA PLUS IBERIA SAU	Administrateur Unique
	DELTA PLUS INDIA INDUSTRIAL SAFETY PRIVATE LIMITED	Administrateur
	DELTA PLUS INDIA PRIVATE LTD	Administrateur
	DELTA PLUS MAGYARORSZAG	Gérant
	DELTA PLUS PERU SAC	Administrateur/Président du CA
	DELTA PLUS PHILIPPINES	Administrateur/Président du CA
	DELTA PLUS POLSKA SP.Z.O.O.	Président du CA
	DELTA PLUS POLSKA SERWIS SP.Z.O.O.	Président du CA
	DELTA PLUS ROMANIA SRL	Administrateur
	DELTA PLUS SAFETY S.A	Administrateur Unique
	DELTA PLUS SICUREX SRL	Administrateur
	DELTA PLUS SLOVENSKO S.R.O	DG
	DELTA PLUS SYSTEMS	Représentant permanent
	DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING	Représentant permanent
	DELTA PLUS SYSTEMS NEDERLAND BV	Administrateur
	DELTA PLUS (UK) LTD	Administrateur/Président du CA
	DELTA PLUS BENELUX	Représentant permanent de l'Administrateur Unique (DPG)
	DELTA PLUS CORP	Administrateur/Président du CA
	DELTA PLUS USA	Administrateur/Président du CA
	BOOTS COMPANY SRL	Président du CA
	ESLINGAR SA	Président
	DP SAFETY S.A. DE CV	Administrateur
	MASPICA SPA	Président du CA
	SAFETYLINK	Administrateur
	WUJIANG PINGWANG PRIVATE INDUSTRIAL TRADING CO. LTD	Administrateur
	WUJIANG SINO-EUROPEAN INDUSTRIAL PARK CO. LTD	Administrateur
	WUJIANG APT ENTREPRISE MANAGEMENT SERVICE CO. LTD	Administrateur





ADMINISTRATEURS	DÉNOMINATIONS SOCIALES DES SOCIÉTÉS	MANDAT SOCIAL
J.B.P.	<b>DELTA PLUS GROUP SA</b>	Administrateur
	DELTA PLUS SAS	Présidente
	DELTA PLUS SERVICES SAS	Présidente
	FROMENT SAS	Présidente
	DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING	Présidente
	DELTA ARGENTINA	Présidente
	J.B.P. VAL	Gérante
	APPIE & CIE	Directeur Général

Ivo BOSCARDIN	<b>DELTA PLUS GROUP SA</b>	Administrateur & Directeur Général Délégué
	BOOTS COMPANY	Administrateur
	DELTA PLUS SICUREX SRL	Gérant/Administrateur
	DELTA PLUS PERU SAC	Administrateur
	WUJIANG SINO-EUROPEAN INDUSTRIAL PARK CO LTD	Administrateur
	DELTA PLUS CHINA CO., LTD	Administrateur
	MA SPICA	Administrateur
	DELTAPLUS (UK) LTD	Administrateur



### 3. RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS

Conformément aux recommandations Middledenext sur les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux, nous vous présentons ci-après les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux dirigeants, en raison de leurs mandats, ainsi que les tableaux de synthèse des éléments de rémunération totale (éléments fixes, variables et exceptionnels), y compris sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créances ou de titres donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances et des avantages de toute nature, versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social.

Le tableau ci-dessous présente une synthèse des éléments de rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Ces éléments de rémunération sont repris de manière plus détaillée dans les tableaux suivants.

Ils visent les rémunérations et les avantages de toute nature dus aux dirigeants mandataires sociaux par la Société, les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de Commerce, par la Société dans laquelle le mandat est exercé, les sociétés contrôlées par la Société qui contrôle la Société dans laquelle le mandat est exercé au sens de l'article L. 233-16 du Code de Commerce, et la Société qui contrôle au sens du même article, la Société dans laquelle le mandat est exercé.

TABLEAU DE SYNTHÈSE DES RÉMUNÉRATIONS ET DES OPTIONS ET ACTIONS ATTRIBUÉES À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL		
M. BENOIT JÉRÔME, Président Directeur Général et Administrateur	EXERCICE N	EXERCICE N-1
	31/12/2025	31/12/2024
Rémunérations dues au titre de l'exercice <sup>(1)</sup>	324 377,00 €	377 077,00 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions attribuées gratuitement	-	49 866,67 €
<b>TOTAL</b>	<b>324 377,00 €</b>	<b>426 943,67 €</b>

M. BOSCARDIN IVO, Directeur Général Délégué et Administrateur	EXERCICE N	EXERCICE N-1
	31/12/2025	31/12/2024
Rémunérations dues au titre de l'exercice <sup>(1)</sup>	150 000,00 €	150 000,00 €
Valorisation des rémunérations variables pluriannuelles attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
Valorisation des actions attribuées gratuitement	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>150 000,00 €</b>	<b>150 000,00 €</b>

(1) La partie variable réfère à l'exercice N-1 bien que fixée définitivement et versée en N.





Les éléments de rémunération fournis dans le tableau ci-dessous le sont sur une base brute avant impôt.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DE CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL				
<b>M. BENOIT JÉRÔME, Président Directeur Général et Administrateur</b>	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	31/12/2025		31/12/2024	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe versée au cours de l'exercice concerné	249 348,00 €	249 348,00 €	246 888,00 €	253 971,00 €*
Rémunération variable annuelle perçue au cours de l'exercice concerné (calculée au titre du N-1)	68 140,00 €	68 140,00 €**	124 833,00 €	124 833,00 €
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Sommes fixes annuelles allouées en raison de sa participation aux réunions (anciennement « jetons de présence »)	-	-	-	-
Avantage en nature	Voiture de fonction, défraiement de repas : 6 889,00 €		Voiture de fonction, défraiement de repas : 5 353,00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>324 377,00 €</b>	<b>324 377,00 €</b>	<b>377 077,00 €</b>	<b>384 160,00 €</b>

\* La différence entre le montant versé et le montant dû correspond au moins perçu 2023 actualisé des versements intervenus au 31 décembre 2024.

\*\* Une avance est versée en N-1.

<b>M. BOSCARDIN IVO, Directeur Général Délégué &amp; Administrateur</b>	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	31/12/2025		31/12/2024	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe <sup>(1)</sup>	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €
Rémunération variable annuelle <sup>(2)</sup>	-	-	-	-
Rémunération variable pluriannuelle	-	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
Sommes fixes annuelles allouées en raison de sa participation aux réunions (anciennement « jetons de présence »)	-	-	-	-
Avantages en nature	Aucun avantage		Aucun avantage	
<b>TOTAL</b>	<b>150 000,00 €</b>	<b>150 000,00 €</b>	<b>150 000,00 €</b>	<b>150 000,00 €</b>

(1) Une partie de la rémunération fixe (environ 30 %) est payée via la Holding J.B.P. Elle est refacturée à DELTA PLUS GROUP. En 2022, une avance sur salaire a été faite au Président Directeur Général.

(2) La rémunération fixe est payée via la Société DELTA PLUS SICUREX, filiale à 100 % de DELTA PLUS GROUP.

L'explication de la manière dont la rémunération totale respecte la politique de rémunération adoptée, y compris la manière dont elle contribue aux performances à long terme de la Société, et la manière dont les critères de performance ont été appliqués est énoncée en page 54.

Il n'a pas été fait utilisation de la possibilité de demander la restitution d'une rémunération variable, suite à un vote favorable de la rémunération des dirigeants par la dernière Assemblée Générale des actionnaires du 14 juin 2025.

Pour le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et chaque Directeur Général Délégué, nous vous présentons les ratios entre le

niveau de la rémunération de chacun de ces dirigeants et, (i) la rémunération moyenne sur une base équivalent temps plein des salariés de la Société autres que les mandataires sociaux, (ii) la rémunération médiane sur une base équivalent temps plein des salariés de la Société autres que les mandataires sociaux, et (iii) le SMIC applicable en France au 31/12/2025.

L'évolution annuelle de la rémunération des mandataires sociaux par rapport à la rémunération moyenne et médiane des salariés de la Société autres que les dirigeants, au cours des cinq derniers exercices, est présentée ci-dessous d'une manière qui permette la comparaison.

Les ratios ci-dessous ont été calculés sur la base des rémunérations fixes et variables versées aux dirigeants de la Société DELTA PLUS GROUP au cours des exercices mentionnés.

RATIOS D'ÉQUITÉ ENTRE LE NIVEAU DE LA RÉMUNÉRATION TOTALE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET LA RÉMUNÉRATION MOYENNE DES SALARIÉS DE LA SOCIÉTÉ DELTA PLUS GROUP, RÉMUNÉRATION MÉDIANE DES SALARIÉS DE LA SOCIÉTÉ DELTA PLUS GROUP, ET LE SMIC					
M. BENOIT JÉRÔME, Président Directeur Général et Administrateur	EXERCICE N	EXERCICE N-1	EXERCICE N-2	EXERCICE N-3	EXERCICE N-4
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés de la Société	2,36	3,02	3,27	3,11	3,14
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés de la Société	2,03	2,60	2,82	2,68	2,87
Ratio par rapport au SMIC*	15	18,88	15,84	18,03	20,57

M. BOSCARDIN IVO, Directeur Général Délégué et Administrateur	EXERCICE N	EXERCICE N-1	EXERCICE N-2	EXERCICE N-3	EXERCICE N-4
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Ratio par rapport à la rémunération moyenne des salariés de la Société	1,10	1,10	1,17	1,22	1,19
Ratio par rapport à la rémunération médiane des salariés de la Société	0,94	0,94	1,01	1,05	1,09
Ratio par rapport au SMIC*	6,93	6,93	7,11	7,75	7,81

\* Valeur du SMIC au 31/12/2025 : 1 801,80 €.

#### Éléments d'explication des ratios :

Éléments d'explication des ratios : Les mandataires ont été inchangés pour la totalité des 5 derniers exercices. Le ratio a été calculé sur la base de leurs rémunérations cumulées, versées au titre des périodes concernées. Pour le Président Directeur Général, le ratio est calculé sur la base de sa rémunération globale qui comprend également la partie de la rémunération fixe (environ 30 %) payée via la Holding J.B.P. Pour le Directeur Général Délégué le ratio est calculé sur la base de la rémunération fixe payée par la Société DELTA PLUS SICUREX, filiale à 100 % de DELTA PLUS GROUP.

Les ratios présentés le sont conformément aux dispositions de l'Ordonnance n° 2019-1234 du 27 novembre 2019 et répondent aux recommandations du code Middlednext.

DELTA PLUS GROUP souhaite préciser que depuis plus de dix ans, un « SMIC DELTA » est en vigueur au sein des sociétés aptésiennes du Groupe. Il est supérieur au minimum légal applicable et se substitue au SMIC légal. Son montant au 31/12/2025 était de 1 936,00 €.

TABLEAU SUR LES SOMMES FIXES ANNUELLES ET AUTRES RÉMUNÉRATIONS PERÇUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX NON DIRIGEANTS				
M <sup>me</sup> BENOIT, Représentant permanent de la Société J.B.P., Administrateur	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	31/12/2025		31/12/2024	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Sommes fixes annuelles allouée en raison de sa participation aux réunions du Conseil d'Administration (anciennement « jetons de présence »)	-	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	-	-

OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS ATTRIBUÉES DURANT L'EXERCICE À CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL PAR L'ÉMETTEUR ET PAR TOUTE SOCIÉTÉ DU GROUPE DELTA PLUS						
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (Achat ou Souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les Comptes Consolidés	Nombre d'options	Prix d'exercice	Période d'exercice
NÉANT						





### OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS LEVÉES DURANT L'EXERCICE PAR CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL

Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options	Prix d'exercice
NÉANT			

### ACTIONS ATTRIBUÉES GRATUITEMENT À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL

Actions attribuées gratuitement par l'Assemblée Générale des actionnaires durant l'exercice 2016 à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du Groupe (liste nominative)	N° du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice 2016	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les Comptes Consolidés	Date d'acquisition initiale	Dates successives d'acquisition	Condition de performance
Jérôme BENOIT	4	1 600	33 521,60 €	20/06/2017	Échelonnée sur trois années : 480 au 20/06/2017 560 au 20/06/2018 560 au 20/06/2019	Si les critères de performance liés aux résultats de l'entreprise sont atteints durant les périodes d'acquisition respectives des droits
Actions attribuées gratuitement par l'Assemblée Générale des actionnaires durant l'exercice 2020 à chaque mandataire social par l'Émetteur et par toute Société du Groupe (liste nominative)	N° du plan	Nombre d'actions attribués durant l'exercice 2020	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les Comptes Consolidés	Date d'acquisition	Dates successives d'acquisition	Condition de performance
Jérôme BENOIT	5	500	31 200,00 €	11/12/2021	Échelonnée sur trois années : 150 au 11/12/2021 175 au 11/12/2022 175 au 11/12/2023	Si les critères de performance liés aux résultats de l'entreprise sont atteints durant les périodes d'acquisition respectives des droits
Actions attribuées gratuitement par l'Assemblée Générale des actionnaires durant l'exercice 2024 à chaque mandataire social par l'Émetteur et par toute Société du Groupe (liste nominative)	N° du plan	Nombre d'actions attribués durant l'exercice 2024	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les Comptes Consolidés	Date d'acquisition	Dates successives d'acquisition	Condition de performance
Jérôme BENOIT	6	800	49 866,66 €	09/12/2025	Échelonnée sur trois années : 240 au 09/12/2025 280 au 09/12/2026 280 au 09/12/2027	Si les critères de performance liés aux résultats de l'entreprise sont atteints durant les périodes d'acquisition respectives des droits

### HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS

Information sur les options de souscription ou d'achat			
Date d'Assemblée Générale et plans	Plan N° 1	Plan N° 2	Plan N° 3
	NÉANT	NÉANT	NÉANT
Date de Conseil d'Administration	Plan N° 1	Plan N° 2	Plan N° 3
	NÉANT	NÉANT	NÉANT

**OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS CONSENTIES AUX DIX PREMIERS SALARIÉS  
NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS**

	Nombre total d'options attribuées/d'actions souscrites ou achetées	Prix	Plan N° 1	Plan N° 2	Plan N° 3
Options consenties, durant l'exercice, par l'Émetteur et toute Société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'Émetteur et de toute Société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé (information globale)		NÉANT			
Options détenues sur l'Émetteur et les Sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'Émetteur et de ses Sociétés dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé (information globale)		NÉANT			

**HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS**

Information sur les actions attribuées gratuitement				
Date d'Assemblée Générale et plans	15/06/2012 Plan N° 3	17/06/2016 Plan N° 4	07/06/2019 Plan N° 5	17/06/2022 Plan N° 6
Date de Conseil d'Administration	07/12/2012	20/06/2016	11/12/2020	09/12/2024
Nombre total d'actions attribuées gratuitement	7 000	11 200	3 750	9 000
<i>Dont le nombre pouvant être attribuées aux mandataires sociaux :</i>				
M. Jérôme BENOIT	4 000	1 600	500	800
M. Ivo BOSCARDIN	-	-	-	
Mme Brigitte BENOIT	-	-	-	
Date d'acquisition des actions	07/12/2014	Échelonnée sur trois années : 480 au 20/06/2017 560 au 20/06/2018 560 au 20/06/2019	Échelonnée sur trois années : 150 au 11/12/2021 175 au 11/12/2022 175 au 11/12/2023	Échelonnée sur trois années : 240 au 09/12/2025 280 au 09/12/2026 280 au 09/12/2027
Date de fin de période de conservation	07/12/2016	Échelonnée sur trois années : 480 au 20/06/2019 560 au 20/06/2020 560 au 20/06/2021	Échelonnée sur trois années : 150 au 11/12/2023 175 au 11/12/2024 175 au 11/12/2025	Échelonnée sur trois années : 240 au 09/12/2027 280 au 09/12/2028 280 au 09/12/2029
Nombre d'actions attribuées gratuitement en fin d'exercice	7 000	1 600	500	800*
Nombre cumulé d'actions annulées ou caduques	-	-	-	
Actions en cours d'acquisition en fin d'exercice	-	-	-	560

\* En N-1.

La livraison définitive des attributions d'actions gratuites à M. Jérôme BENOIT a été conditionnée par une obligation de performance du bénéficiaire : le nombre d'actions à livrer au bénéficiaire à l'issue de

la période d'acquisition n'est définitivement acquis que si les critères de performance liés aux résultats de l'entreprise sont atteints durant la période d'acquisition des droits.

DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX	CONTRAT DE TRAVAIL		INDEMNITÉS OU AVANTAGES DUS OU SUSCEPTIBLES D'ÊTRE DUS À RAISON DE LA CESSATION OU DU CHANGEMENT DE FONCTIONS		INDEMNITÉS RELATIVES À UNE CLAUSE DE NON CONCURRENCE	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
M. BENOIT Jérôme, Président Directeur Général et Administrateur début de mandat : 30/03/2011		X		X		X
M. BOSCARDIN, Directeur Général Délégué & Administrateur début de mandat : 21/08/1989		X		X		X



## 4.

## TABLEAU DES RÉSULTATS (ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES) DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	2025	2024	2023	2022	2021
<b>I. Situation financière en fin d'exercice :</b>					
a) Capital social	3 679 354	3 679 354	3 679 354	3 679 354	3 679 354
b) Nombre d'actions émises	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708	7 358 708
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
<b>II. Résultat global des opérations effectives :</b>					
a) Chiffre d'Affaires hors taxe	1 729 240	1 973 877	1 790 047	1 590 120	1 497 342
b) Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	25 818 246	29 024 552	29 694 452	20 819 272	20 551 908
c) Impôts sur les bénéfices	(1 130 501)	(61 386)	(1 381 961)	(625 392)	(20 980)
d) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	22 332 767	24 556 819	24 379 970	16 407 835	19 535 810
e) Montant des bénéfices distribués <sup>(1)</sup>	7 726 643	9 198 385	8 094 579	8 094 579	7 358 708
<b>III. Résultat des opérations réduit à une seule action :</b>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	3,51	3,95	4,22	2,91	2,80
b) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	3,03	3,34	3,31	2,23	2,65
c) Dividende versé à chaque action <sup>(1)</sup>	1,05	1,25	1,10	1,10	1
<b>IV. Personnel :</b>					
a) Nombre de salariés	7	7	7	7	7
b) Montant de la masse salariale	1 329 103	1 281 579	1 264 265	1 205 396	1 204 188
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.)	604 747	537 818	497 471	541 454	517 411

(1) Montant des bénéfices versés au cours de l'exercice sur proposition du Conseil d'Administration et voté par l'Assemblée Générale des actionnaires.

## 5.

# TEXTE DES RÉSOLUTIONS ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 19 JUIN 2026

## ORDRE DU JOUR

### Assemblée à caractère ordinaire

- Examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux et sur les Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce.
- Examen des rapports spéciaux du Conseil d'Administration visés aux articles L. 225-184 et L. 225-197-4 du Code de Commerce.
- Examen du rapport spécial du Conseil d'Administration visé à l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce.
- Approbation des Comptes Sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Approbation des Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Quitus aux administrateurs.
- Affectation du résultat.
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce et approbation du maintien en vigueur des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce qui se sont poursuivies pendant l'exercice 2025.
- Approbation des éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature dus ou attribués au Président Directeur Général au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Approbation des éléments de rémunération fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature dus ou attribués au Directeur Général Délégué au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025.
- Autorisation à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'émission d'obligations simples.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 du Code de Commerce.

### Assemblée à caractère extraordinaire

- Examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes visé à l'article L. 22-10-62 du Code de Commerce.
- Examen du rapport spécial des Commissaires aux Comptes visé aux articles L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de procéder à l'annulation des actions propres détenues par la Société conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de Commerce.
- Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de consentir des options d'achat d'actions et de déterminer les conditions et les modalités de cette opération dans le cadre des articles L. 225-177 et L. 225-180 du Code de Commerce.
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées dans le cadre d'une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier.
- Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à une augmentation du capital social au profit des salariés dans le cadre des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 du Code du Travail, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.







## PREMIÈRE RÉOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2025 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant ressortir un bénéfice de 22 332 766,72 €.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charge des dépenses non déductibles du résultat fiscal au sens des dispositions de l'article 39-4 du même code pour un montant de 52 117 €.

## DEUXIÈME RÉOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les Comptes Consolidés du Groupe DELTA PLUS arrêtés à la date du 31 décembre 2025 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports, faisant apparaître un Résultat Net Consolidé de 27 850 K€ dont un Résultat Net Part du Groupe de 27 248 K€.

## TROISIÈME RÉOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2025.

## QUATRIÈME RÉOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale décide de distribuer un dividende d'un montant de 0,75 € par action et d'affecter ainsi le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025, de 22 332 766,72 € de la manière suivante :

- Distribution de dividendes, pour un montant maximum de : 5 519 031,00 €
- Le solde au compte « Report à Nouveau » : 16 813 735,72 €

Soit une distribution de dividendes d'un montant de 5 519 031,00 € (sur la base d'un nombre d'actions composant le capital social au 31 décembre 2025 égal à 7 358 708).

Le montant global des dividendes non versés des actions détenues par la Société DELTA PLUS GROUP au moment de la mise en paiement sera affecté au compte « Report à Nouveau ».

Le dividende distribué sera mis en paiement à l'issue de l'Assemblée dans les délais légaux.

Conformément aux dispositions des articles 243 bis et 117 quater du Code Général des Impôts, il est précisé qu'en matière d'impôt sur le revenu, le montant brut distribué aux associés personnes physiques est soumis, à titre d'acompte, à un prélèvement forfaitaire à la source, obligatoire et non libératoire de l'impôt, de 12,80 %, sous réserve des cas de dispense sollicitée selon les modalités prévues par l'article 242 quater du même code.

Ce prélèvement forfaitaire s'impute sur l'impôt sur le revenu dû à raison des revenus auxquels il s'est appliqué et déterminé dans les conditions fixées au 1 de l'article 200 A du Code Général des Impôts. Si le prélèvement forfaitaire non libératoire est supérieur à l'impôt dû, le surplus est restitué.

À titre de dérogation aux dispositions du 1 de l'article 200 A précité, il est précisé que, sur option expresse et irrévocable du contribuable, les sommes attribuées peuvent, le cas échéant, être retenues dans l'assiette du revenu net global défini à l'article 158 du même code.

Par ailleurs et en application des dispositions des articles L. 136-7 et L. 136-8 du Code de la Sécurité Sociale et sous réserve des dispositions de l'article L. 131-6 du même code, le montant brut des dividendes fait également l'objet d'un prélèvement à la source d'un taux global de 18,60 % au titre de la Contribution Sociale Généralisée, de la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale et du prélèvement de solidarité.

L'ensemble de ces prélèvements fiscaux et sociaux est versé au Trésor Public avant le 15 du mois qui suit la mise en paiement du dividende.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à chaque action à titre de dividendes pour les trois (3) exercices précédents ont été les suivantes :

EXERCICE SOCIAL CLOS LE :	DIVIDENDES	ABATTEMENT (article 158 du CGI)	MONTANT ÉLIGIBLE À L'ABATTEMENT
31/12/2024	1,05 €	40 %	NC
31/12/2023	1,25 €	40 %	NC
31/12/2022	1,10 €	40 %	NC

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions relevant des articles L. 225-38 et suivants du Code de Commerce, prend acte des conclusions dudit Rapport Spécial et approuve les conventions qui y sont mentionnées.

## SIXIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute natures versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice au Président Directeur Général, tels que décrits dans ledit rapport.

*Pour rappel, le montant de la rémunération fixe globale du Président Directeur Général au titre de l'exercice 2025, fixé conformément à la politique de rémunération s'est élevé à la somme annuelle brute de 249 K€. Il est rappelé qu'une partie de la rémunération fixe du Président Directeur Général (environ 30 %) est versée via la Holding J.B.P. La rémunération variable annuelle du Président Directeur Général, d'un montant global de 78,8 K€, lui sera versée à l'issue de la présente Assemblée et au plus tard le 30 juin 2026.*

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise établi conformément à l'article L. 225-37 du Code de Commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute natures versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général Délégué, tels que décrits dans ledit rapport.

*Pour rappel, le montant de la rémunération fixe globale du Directeur Général Délégué au titre de l'exercice 2025, fixé conformément à la politique de rémunération s'est élevé à la somme de 150 K€. Il est rappelé que la rémunération fixe du Directeur Général Délégué est intégralement versée via la Société DELTA PLUS SICUREX filiale à 100 % de DELTA PLUS GROUP.*

## HUITIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-40 du Code de Commerce et de l'article 33 des statuts de la Société, l'Assemblée Générale Ordinaire autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation à un ou plusieurs de ses membres, au Directeur Général ou, en accord avec ce dernier, à un ou plusieurs Directeurs Généraux Délégués de la Société, à procéder, en une ou plusieurs fois, à la création et à l'émission, en France ou à l'étranger, d'obligations dans les proportions, aux époques et dans les conditions qu'il jugera appropriées.

La présente autorisation est donnée à hauteur d'un montant maximum de cinquante millions d'euros (50 000 000 €) ou de la contre-valeur en devise de ce montant. Pour les émissions en devises, l'imputation sur le montant de la délégation susvisée s'effectuera sur la base du cours de ladite devise au jour de l'émission considérée.

Cette autorisation est valable pour une durée de douze (12) mois, soit jusqu'au 19 juin 2027 (inclus).

Le Conseil d'Administration rendra compte aux actionnaires de l'utilisation de cette autorisation dans les conditions prévues par les lois et règlements.

## NEUVIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère ordinaire)*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport du Conseil d'Administration, autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à faire acheter par la Société ses propres actions conformément aux dispositions des articles L. 22-10-62 et suivants du Code de Commerce, de l'article L. 451-3 du Code Monétaire et Financier, du Règlement Européen n° 596/2014 en date du 16 avril 2014, des Règlements Européens délégués 2016/908 du 26 février 2016 et 2016/1052 du 8 mars 2016, des articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'AMF, de l'instruction AMF 2017-03 du 2 février 2017, de la décision AMF 2011-07 et de la position-recommandation AMF 2017-04 du 2 février 2017, et ceci, dans les conditions suivantes :

- Pourcentage maximum d'actions pouvant être acquises : 10 % des actions
- Nombre maximal d'actions pouvant être acquises : 735 870 actions
- Prix d'achat global maximum : 88 304 400,00 €
- Prix d'achat unitaire maximum : 120,00 €
- Prix de vente unitaire minimum : 10,00 €

Sous réserve des ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société.



Cette autorisation est donnée pour permettre à la Société de procéder, par ordre de priorité décroissant, à :

- L'attribution d'actions, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, à des salariés et/ou mandataires sociaux dans le cadre d'un plan d'options d'achat et/ou de souscriptions d'actions, d'attributions gratuites d'actions et/ou d'épargne entreprise.
- L'animation du marché secondaire ou de la liquidité du titre par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie établie par l'AFEI (Association Française des Entreprises d'Investissement) reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.
- La conservation et la remise ultérieure d'actions à titre d'échange ou de paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, étant précisé que le nombre d'actions acquises à cette fin ne pourra excéder 5 % du nombre d'actions composant le capital social.
- L'annulation d'actions, sous réserve de l'adoption de la résolution à caractère extraordinaire suivante.
- L'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société lors de l'exercice qu'ils feront des droits attachés à ces titres.
- Plus généralement, la réalisation de toute opération admise en tant que pratique de marché par la législation et la réglementation en vigueur et/ou par l'AMF.

Les opérations décrites ci-dessus pourront être réalisées par tout moyen, conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée et se substitue à celle octroyée par l'Assemblée Générale en date du 13 juin 2025.

Dans ce cadre et sous ces limites, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à l'effet de :

- Décider de procéder ou non à la réalisation des opérations décrites ci-dessus.
- Établir et publier le(s) descriptif(s) préalable(s) du ou des programme(s) de rachat d'actions propres.
- Mettre en œuvre le(s) dit(s) programme(s), et en particulier passer tous ordres de bourse et conclure tout accord en vue de leur réalisation conformément à la réglementation boursière en vigueur.

- Effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre organisme et accomplir toutes formalités y afférentes.
- Et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire pour mettre en œuvre la présente autorisation.

Le Conseil d'Administration informera les actionnaires de toutes les opérations réalisées en application de la présente autorisation lors de l'Assemblée Générale annuelle.

## DIXIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère extraordinaire)*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, sous condition suspensive de l'adoption de la 9<sup>ième</sup> résolution, autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'annulation de tout ou partie des actions propres détenues par la Société, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre (24) mois.

La présente autorisation est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée et se substitue à celle octroyée par l'Assemblée Générale en date du 13 juin 2025.

Dans ce cadre et sous ces limites, l'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Conseil d'Administration à l'effet de :

- Décider de procéder ou non à l'annulation de tout ou partie des actions propres ;
- Réduire corrélativement le capital social ;
- Imputer la différence entre la valeur de rachat des actions propres annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix ;
- Et de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

L'Assemblée Générale donne également tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdéléguer au Président Directeur Général, à l'effet de modifier les statuts, effectuer toutes déclarations et accomplir toutes formalités y afférentes.

## ONZIÈME RÉSOLUTION

*(Résolution à caractère extraordinaire)*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, dans le cadre notamment des articles L. 225-177 et L. 225-180 du Code de Commerce, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des mandataires et/ou de membres

du personnel salarié ou de certains d'entre eux de la Société DELTA PLUS GROUP et des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, des options donnant droit à l'achat d'actions de la Société DELTA PLUS GROUP d'une valeur nominale de 0,50 € chacune, provenant des rachats effectués par celle-ci dans les conditions prévues par la loi.

Les options d'achat consenties en vertu de la présente délégation ne pourront donner droit à un nombre total d'actions de la Société supérieur à 10 % du capital social de la Société à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

Le prix d'achat sera fixé par le Conseil d'Administration au jour où les options seront consenties.

Sous réserve des cas d'ajustement obligatoires lors de la réalisation de certaines opérations visées par la loi, ce prix ne pourra pas être inférieur à 80 % du cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L. 225-208 et L. 225-209 du Code de Commerce sans pouvoir être inférieur à 80 % de la moyenne des cours des actions de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour où les options sont consenties.

Ces prix ne pourront être modifiés sauf si la Société réalise l'une des opérations prévues par l'article L. 225-181 du Code de Commerce, le Conseil procédera dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, à un ajustement du nombre et du prix des actions pouvant être obtenues par l'exercice des options consenties aux bénéficiaires pour tenir compte de l'incidence de cette opération.

En conséquence, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'Administration à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, soit :

- Arrêter la liste des bénéficiaires d'options et le nombre d'options allouées à chacun d'eux ;
- Fixer les modalités et conditions d'exercice des options et notamment fixer :
  - les dates auxquelles seront consenties les options dans les conditions et limites légales ;
  - la durée de la validité des options étant précisé que les options devront être exercées dans un délai maximal de dix (10) ans ;
  - la ou les dates ou périodes d'exercice des options ;
  - les clauses éventuelles d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions résultant de l'exercice des options sans que le délai imposé pour la conservation des titres puisse excéder deux (2) ans à compter de la levée de l'option ;

- le cas échéant, toute limitation, suspension, restriction ou interdiction relative à l'exercice des options ou la cession des actions obtenues par l'exercice des options.

Le Conseil d'Administration informera chaque année l'Assemblée Générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre de la présente autorisation qui est consentie pour une période maximale de trente-huit (38) mois à compter de ce jour et se substitue à celle octroyée le 16 juin 2023.

## **DOUZIÈME RÉSOLUTION**

(Résolution à caractère extraordinaire)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-136 et L. 228-91 et suivants du Code de Commerce :

1. Délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les statuts, sa compétence à l'effet de décider, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, l'émission, réservée dans le cadre d'une offre visée au 1° de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier (offre de titres financiers ou de parts sociales qui s'adresse exclusivement à un cercle restreint d'investisseurs agissant pour compte propre ou à des investisseurs qualifiés), dans la limite de vingt pour cent (20 %) du capital de la Société par période de douze (12) mois appréciée à la date de l'émission (en tenant compte des éventuelles modifications apportées au capital social pendant cette période), d'actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières, donnant accès ou pouvant donner accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, dont la souscription pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances, étant précisé que la présente délégation pourra permettre une ou plusieurs émissions en application de l'article L. 228-93 du Code de Commerce.

Il est précisé que l'émission d'actions de préférence ainsi que l'émission de tous titres ou valeurs mobilières donnant accès à des actions de préférence sont exclues.





Pour l'application du plafond, ne seront pas pris en compte, le cas échéant, les ajustements sur le capital ou les conditions d'accès au capital à réaliser pour préserver, conformément au Code de Commerce, les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital de la Société.

2. Décide que les valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires de la Société ainsi émises pourront notamment consister en des titres de créance et être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Elles pourront revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, à intérêt fixe ou variable, le Conseil ayant toutes latitudes pour en fixer les conditions. Le montant nominal maximal des titres de créance ainsi émis ne pourra excéder cinquante centimes d'euro (0,50€).
3. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres faisant l'objet de la présente résolution au profit d'investisseurs qualifiés définis par les articles L. 411-2 1° et D. 411-1 du Code Monétaire et Financier ou entrant dans la composition d'un cercle restreint d'investisseurs au sens des articles L. 411-2-II et D. 411-4 du Code précité, conformément aux dispositions de l'article L. 225-136 du Code de Commerce.
4. Reconnaît qu'en cas d'usage de la présente délégation, la décision d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à des titres de capital, emportera, au profit des porteurs des titres émis, renonciation expresse par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux titres de capital auxquels ces valeurs mobilières pourront donner droit.
5. Décide que le prix de souscription des actions, titres de capital ou titres ou valeurs mobilières émises ou à émettre dans le cadre de la délégation susvisée sera déterminé conformément aux dispositions des articles L. 225-136 du Code de Commerce, et sera au moins égal au prix minimum prévu par les dispositions légales et réglementaires en vigueur au jour de l'émission.

Plus généralement, dans le respect des dispositions légales et réglementaires et de la présente délégation, le Conseil d'Administration déterminera l'ensemble des caractéristiques, montant et modalités de toute émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital et, lorsque les valeurs mobilières émises consisteront ou seront associées à des titres

de créance, leur durée déterminée ou non, leur rémunération ainsi que leurs modalités de remboursement.

Notamment, il fixera les périodes de souscription, le prix de souscription des valeurs mobilières, leur date de jouissance, éventuellement rétroactive, ainsi que, le cas échéant, la durée et le prix d'exercice des bons ou les modalités d'échange, de conversion, de remboursement ou d'attribution de toutes autres manières, de titres de capital ou donnant accès à une quotité du capital. Il pourra décider que l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société pourra intervenir soit par offre de souscription d'actions nouvelles, soit par attribution gratuite aux titulaires d'actions anciennes.

6. Décide que le Conseil d'Administration aura tous pouvoirs, dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires et par les statuts de la Société, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment pour :

- Passer toute convention en vue d'assurer la bonne fin de toute émission ;
- Prendre toutes mesures afin d'assurer la cotation et le service financier des instruments émis ;
- Constater la réalisation de l'émission et procéder à la modification corrélative des statuts ;
- Imputer, sur sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ;
- Déterminer les modalités d'ajustement des conditions d'accès au capital des valeurs mobilières y donnant accès à terme, y compris des bons, et en suspendre l'accès dans les conditions légales et réglementaires ;
- Décider, dans l'hypothèse où les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, de limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues sous condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission décidée, et répartir librement tout ou partie des titres non souscrits ;
- Décider librement, le cas échéant, du sort des rompus ;
- Prévoir toute disposition particulière dans le contrat d'émission ;
- Déterminer les modalités d'achat en bourse ou d'échange des titres émis ou à émettre ;

- Procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation et à la bonne fin de ces émissions ;
- Assurer la préservation des droits des titulaires de titres ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux termes du contrat d'émission.

7. La présente résolution est valable pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente Assemblée et se substitue à celle octroyée par l'Assemblée Générale en date du 14 juin 2024.

### **TREIZIÈME RÉSOLUTION**

(Résolution à caractère extraordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, statuant en application des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du Travail, sous condition suspensive de l'adoption de la résolution ci-après, délègue au Conseil d'Administration toutes compétences pour décider d'augmenter le capital social, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3% du capital, par la création et l'émission d'au plus 227 588 actions nouvelles et ce, dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée et se substitue à celle octroyée par l'Assemblée Générale en date du 13 juin 2025.

Dans ce cadre et sous ces limites, l'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration aux fins de procéder ou non à l'augmentation de capital ainsi autorisée, déterminer l'époque de réalisation de cette augmentation de capital, ainsi que ses conditions et modalités de réalisation, notamment déterminer le prix d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 et suivants du Code du Travail, leur mode et les délais de libération, les délais de souscription.

Le Conseil d'Administration jouira de tous les pouvoirs nécessaires pour décider et exécuter tous actes, prendre toutes mesures et accomplir toutes formalités nécessaires en vue de la réalisation de l'opération d'augmentation de capital ainsi autorisée, apporter aux statuts de la Société toutes modifications nécessitées par la réalisation de cette augmentation de capital dans le cadre de l'autorisation qui vient de lui être conférée.

### **QUATORZIÈME RÉSOLUTION**

(Résolution à caractère extraordinaire)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, et conformément à l'article L. 225-138 du Code de Commerce, décide la suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires et l'attribution du droit de souscription aux 227.588 actions nouvelles à émettre dans les conditions définies par la résolution qui précède, au profit des salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, adhérant à un plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire qui seraient mis en place au sein de la Société.

### **MODALITÉS DE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, pourra prendre part à cette assemblée.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-106 et L. 22-10-39 du Code de Commerce, tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un autre actionnaire, par son conjoint, par le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité ou par toute autre personne physique ou morale de son choix.

Conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-28 du Code de Commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée Générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire habilité, au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire habilité, soit, le cas échéant, dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé en application du règlement (UE) 2022/858 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 sur un régime pilote pour les infrastructures de marché reposant sur la technologie des registres distribués, et modifiant les règlements (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 909/2014 et la directive 2014/65/UE.

L'inscription des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité ou dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé en application de la réglementation précitée, est constaté par une attestation de participation délivrée par cet intermédiaire ou, par « l'infrastructure de marché DLT » au sens du règlement (UE) 2022/858 précité, le cas échéant par voie électronique dans les conditions prévues à l'article R. 225-61, en annexe au formulaire de vote à distance ou de



procuration ou à la demande de carte d'admission établie au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit. Une attestation sera également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'aura pas reçu sa carte d'admission le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée Générale pourront demander une carte d'admission de la façon suivante :

- Pour les actionnaires nominatifs : demande adressée au siège social de la Société, par courrier à ZAC La Peyrolière, BP 140, 84405 Apt Cedex, par télécopie au +33 (0)4 90 74 06 03 ou par email à [relation.investisseur@deltaplus.fr](mailto:relation.investisseur@deltaplus.fr).
- Pour les actionnaires au porteur : demande adressée à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion du compte titres.
- Pour les actionnaires dont les titres sont inscrits dans un dispositif d'enregistrement électronique partagé : demande adressée à « l'infrastructure de marché DLT » au sens du règlement (UE) 2022/858 précité.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de Commerce, seuls seront admis à assister à l'assemblée, s'y faire représenter ou voter à distance, les actionnaires qui auront au préalable justifié de la propriété de leurs actions au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions mentionnées ci-dessus, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de Commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes : l'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse [relation.investisseur@deltaplus.fr](mailto:relation.investisseur@deltaplus.fr). Cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom, prénom, adresse du mandant, ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire. L'actionnaire au porteur ou au nominatif administré devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titres d'envoyer une confirmation écrite au siège social de la Société par courrier à ZAC La Peyrolière, BP 140, 84405 Apt Cedex, par télécopie au +33 (0)4 90 74 06 03, ou par email à [relation.investisseur@deltaplus.fr](mailto:relation.investisseur@deltaplus.fr).

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'assemblée, à 15 h 00 (heure de Paris). Les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard trois (3) jours calendaires avant la date de l'Assemblée.

Il n'est pas prévu de vote à distance par des moyens électroniques de télécommunication pour cette assemblée et de ce fait, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de Commerce ne sera aménagé à cette fin.

L'actionnaire qui a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation dans les conditions mentionnées ci-dessus peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si le transfert de propriété intervient avant le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. À cette fin, l'intermédiaire ou, le cas échéant, l'infrastructure de marché DLT habilité notifiera le transfert à la Société ou à son mandataire et lui transmettra les informations nécessaires. Aucun transfert de propriété réalisé après le cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, ne sera notifié par l'intermédiaire habilité ou pris en considération par la Société, nonobstant toute convention contraire.

Les actionnaires qui souhaitent voter par correspondance peuvent demander, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception devant parvenir au siège social, six (6) jours au moins avant la date de l'assemblée, que leur soit adressé un formulaire de vote par correspondance ; les votes par correspondance ou par procuration ne seront pris en considération que si le formulaire, dûment complété et signé et incluant l'attestation de participation, est retourné au siège social trois (3) jours au moins avant la date de la réunion.

L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter.

Chaque actionnaire a la faculté d'adresser au Conseil d'Administration les questions écrites de son choix. Les questions doivent être envoyées au siège social de la Société à ZAC La Peyrolière, BP 140 – 84405 Apt Cedex par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président du Conseil d'Administration. Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale.

Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la qualité d'actionnaire du demandeur.

Tous les documents destinés à être présentés à l'assemblée peuvent être consultés sur le site de la Société [https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres-informations-reglementees](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres-informations-reglementees).

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolutions à l'ordre du jour, par les actionnaires remplissant les conditions réglementaires, doivent parvenir à la Société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social de la Société, à ZAC La Peyrolière, BP 140, 84405 Apt Cedex ou à l'adresse électronique suivante : [relation.investisseur@deltaplus.fr](mailto:relation.investisseur@deltaplus.fr) au plus tard le vingt-cinquième jour précédant l'assemblée, et être accompagnés d'une attestation d'inscription en compte qui justifie de la fraction du capital exigée par l'article R. 225-71 du Code de Commerce.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées. Les demandes d'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour doivent être accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs et le cas échéant des renseignements prévus à l'article R. 225-83 alinéa 5 du Code de Commerce (proposition de nomination d'administrateurs).

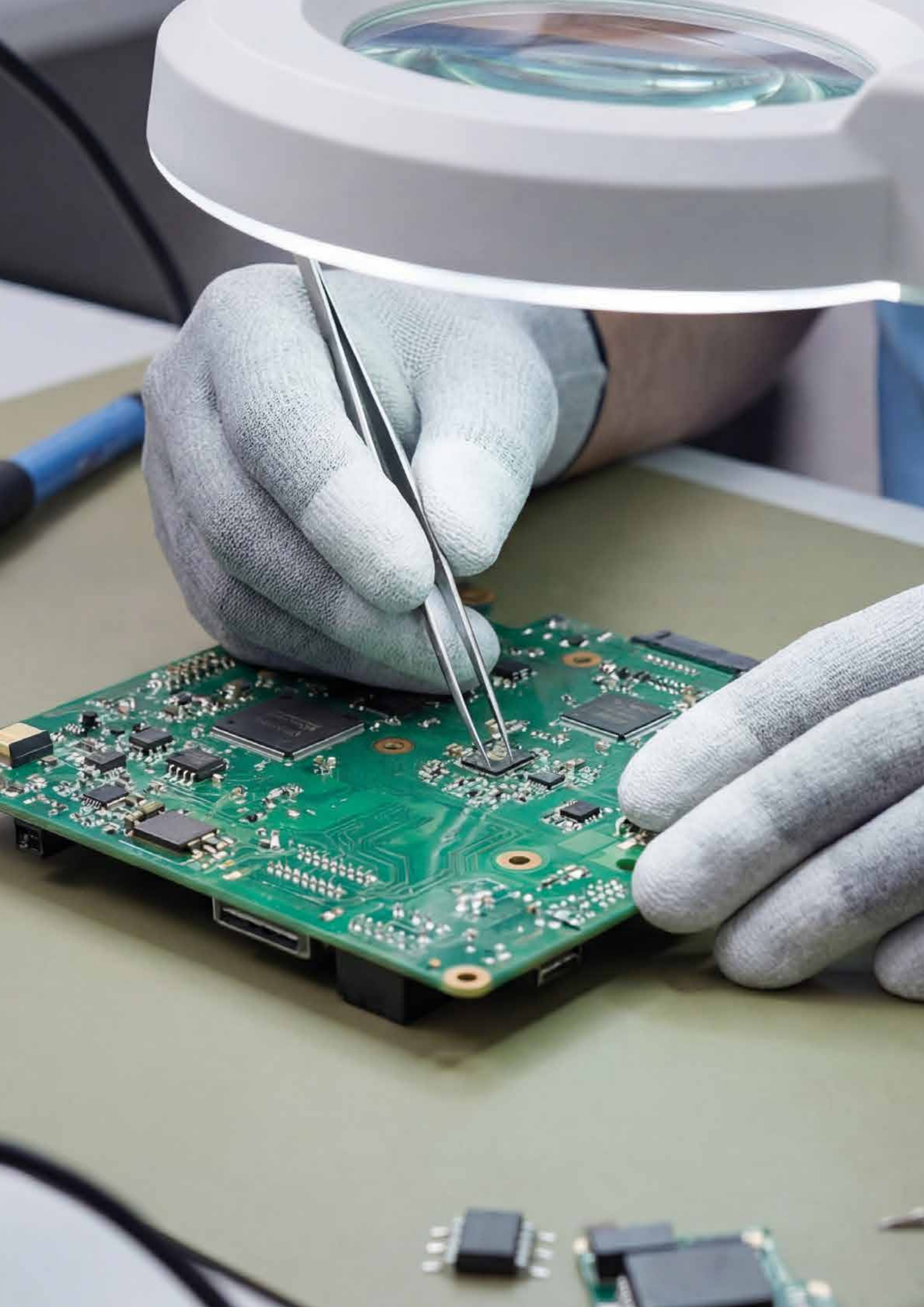
En outre, l'examen par l'assemblée de points ou de projets de résolutions déposés par les actionnaires est subordonné à la transmission par les auteurs de la demande d'une nouvelle attestation justifiant de l'enregistrement comptable des titres dans les mêmes conditions au cinquième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Conformément à la loi, tous les documents qui doivent être communiqués à l'Assemblée Générale seront tenus, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires, au siège social.

Le Conseil d'Administration







# Impact **positif**

Notre mission est de protéger les hommes et les femmes au travail en concevant et fabriquant des solutions complètes de protection individuelle et collective pour les professionnels dans le monde entier.

Et cette mission de protection se décline en 10 engagements RSE, reposant sur 3 piliers.



## **P**eople

Pour que nos collaborateurs aient les moyens de s'épanouir dans leur travail, en bonne santé et en toute sécurité.

### **Sécurité au travail**

► **0 %** d'accidents au travail

### **Formation & développement des compétences**

► Au moins **1** formation tous les 6 ans, pour les collaborateurs France et pour **30 %** des évalués à l'international

### **Santé & protection des salariés**

► Couvrir à **100 %** nos salariés sur trois thèmes dont la santé & l'invalidité partout dans le Groupe

### **Gestion du temps de présence & de nos ressources**

► Rester sous le seuil des **3 %** en absentéisme sur 6 mois consécutifs



## P lanet

Pour conduire notre développement économique en limitant son impact sur les générations futures.



### Gestion des déchets

- Atteindre un taux de recyclage supérieur à 50 %



### Impact sur le changement climatique

- Réaliser les bilans carbone complets des usines et plateformes logistiques et mettre en place des actions pour les réduire



### Economie de ressources

- Réduire nos ratios de consommation de ressources dans tous les sites du Groupe



### Impact du cycle de vie produit

- Franchir le seuil des **15 %** de matières recyclées en 2030



*Sustainable*

## Economy

Pour développer notre activité dans un cadre sécurisé, éthique et responsable.



### Loyauté des pratiques

- **100 %** des collaborateurs informés des règles anti-corruption & éthiques, et **100 %** formés pour les populations à risque



### Implication des fournisseurs dans notre démarche

- **100 %** de conformité des fournisseurs sélectionnés & 2 thématiques RSE couvertes





## | DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA FINANCIÈRE 2025

### I. INTRODUCTION

Depuis sa création, le Groupe DELTA PLUS, dont l'identité repose sur une culture d'entreprise familiale, s'est donné pour mission fondamentale de protéger les hommes et les femmes au travail à travers le monde. Cette mission se concrétise par la conception et la fabrication d'une offre globale de solutions de protection individuelle et collective, couvrant les cinq grandes familles de produits : la tête, la main, le corps, le pied et l'antichute.

L'activité du Groupe est guidée par quatre valeurs clés :

- **Curiosité**
- **Respect**
- **Écoute**
- **Fiabilité**

Conscient de sa responsabilité en tant que fabricant mondial, le Groupe DELTA PLUS s'est engagé depuis plus de dix ans dans une démarche globale de Responsabilité Sociétale des Entreprises. Initiée par une réflexion stratégique de la Direction Générale en 2017, cette démarche a abouti à un plan d'action ambitieux couvrant la période 2018-2023, et poursuivi en 2024 et 2025.

Cette politique RSE est structurée autour de trois axes principaux, déclinés en 10 engagements concrets et pilotés sous forme de projets :

- **PEOPLE (Social) :** Pour que chaque collaborateur puisse s'épanouir dans un environnement sain et sécurisé. Cet axe inclut la santé et la sécurité au travail, le développement des compétences, la protection sociale et la gestion du temps de présence.
- **PLANET (Environnemental) :** Pour limiter l'impact de nos activités sur les générations futures. Les efforts se concentrent sur la maîtrise des ressources, la gestion des déchets, l'impact sur le changement climatique et l'éco-conception des produits (cycle de vie).
- **SUSTAINABLE ECONOMY (Sociétal/Économie Durable) :** Pour assurer une croissance éthique et responsable. Cela passe par la loyauté des pratiques (lutte contre la corruption) et l'implication rigoureuse de nos fournisseurs dans notre démarche.

Tout en poursuivant ses engagements et les projets initiés dans son plan d'action historique, le Groupe DELTA PLUS a lancé de grands chantiers structurants. En effet, l'année 2025 s'inscrit pour le Groupe DELTA PLUS comme une étape de transition majeure dans le cadre de sa démarche visant à anticiper le futur cadre réglementaire applicable, cette étape permet une appréhension progressive des obligations futures relatives à la directive **CSRD** et renforce la fiabilité de son pilotage extra-financier.

#### La préparation à la CSRD

Le Groupe DELTA PLUS a entamé un travail de fond sur sa matrice de double matérialité. Cette analyse approfondie permet d'identifier et de hiérarchiser les enjeux ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) les plus significatifs pour notre Groupe, en tenant compte à la fois de l'impact de nos activités sur notre écosystème et des risques que les évolutions environnementales et sociales font peser sur notre modèle d'affaires.

#### Un nouveau saut technologique pour nos données ESG

Pour soutenir cette ambition, le Groupe DELTA PLUS a pris la décision stratégique d'investir dans un **nouvel outil logiciel dédié**. Ce système permettra de :

- **Mesurer, analyser et rapporter** nos données de manière exhaustive.
- **Automatiser la collecte** des informations provenant de l'ensemble de nos filiales afin de garantir une transparence et une traçabilité accrues.
- Assurer une mise en conformité agile avec les futurs standards européens.
- **Réaliser nos Analyses de Cycle de Vie (ACV)** grâce à une interface plus adaptée à nos besoins métier, permettant une évaluation précise de l'empreinte environnementale de nos produits.

#### L'empreinte carbone à l'échelle du Groupe

Ce nouvel outil permet de franchir une étape décisive dans notre stratégie climat. Alors que nos précédents bilans carbone se concentraient sur des sites pilotes représentatifs (comme les sites situés en France à Apt, en Italie à Casalsesugo (Padoue) ou nos plateformes logistiques situés en Pologne), nous réalisons désormais le **calcul de l'empreinte carbone à l'échelle de l'ensemble du Groupe**. Ce passage à un périmètre global est essentiel pour piloter efficacement nos trajectoires de réduction de gaz à effet de serre sur toute notre chaîne de valeur.





DELTA PLUS

9/L

ANSI/ISEA 105 EN 388

A5

5

4



EN 388

International

## MADE IN DELTA PLUS

Découvrez comment Delta Plus, présent aux quatre coins du monde, conçoit et fabrique des solutions de protection innovantes. De la conception à la production, notre expertise internationale garantit et performance à chaque professionnel. Made in Delta Plus, c'est l'assurance

delta-plus.eu

# MODÈLE D'AFFAIRES

## NOS RESSOURCES

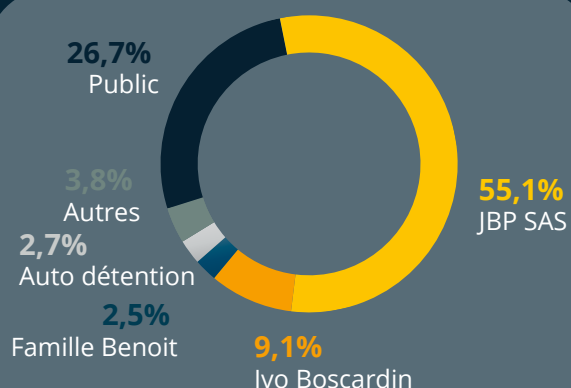


### ▲ Présence sur le territoire

18 sites de production, 20 entrepôts  
2 plate-formes logistiques asiatiques  
2 plate-formes logistiques européennes  
49 filiales dans 32 pays



### ▲ Capital permanent



### ▲ Capital humain

1 groupe familial & indépendant  
3 748 collaborateurs  
49 filiales  
86% de collaborateurs à l'international

#### Comité de direction

78% d'hommes  
22% de femmes

#### Gouvernance

1 actionnaire majoritaire



### ▲ Croissance organique & externe

11 acquisitions finalisées au cours des 5 dernières années (de 2021 à 2025), soit près de 30% du chiffre d'affaires de 2025



### ▲ Capital sociétal & environnemental

Intégration de l'éco-conception dans nos cahiers des charges

1 croissance qui s'appuie sur des pratiques de développement durable et social

1 vision et une orientation qui priorisent la durabilité sur le long terme

## NOTRE A



### CONCEPTION

### FABRICATION



### PRÉCONISATION

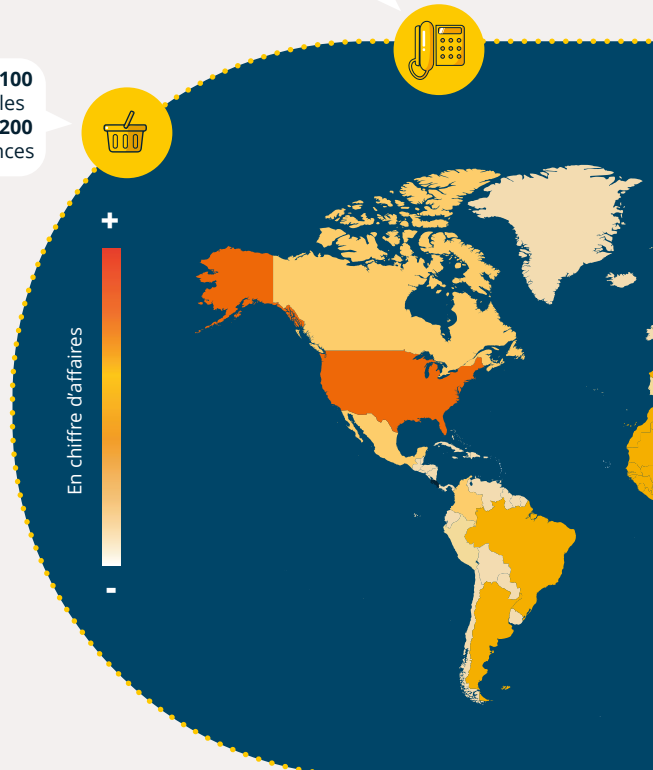
1 proximité clients à travers le monde avec l'accompagnement au quotidien des distributeurs et utilisateurs grâce à nos experts

+ de 1 100 modèles  
+ de 7 200 références

En chiffre d'affaires

+

-



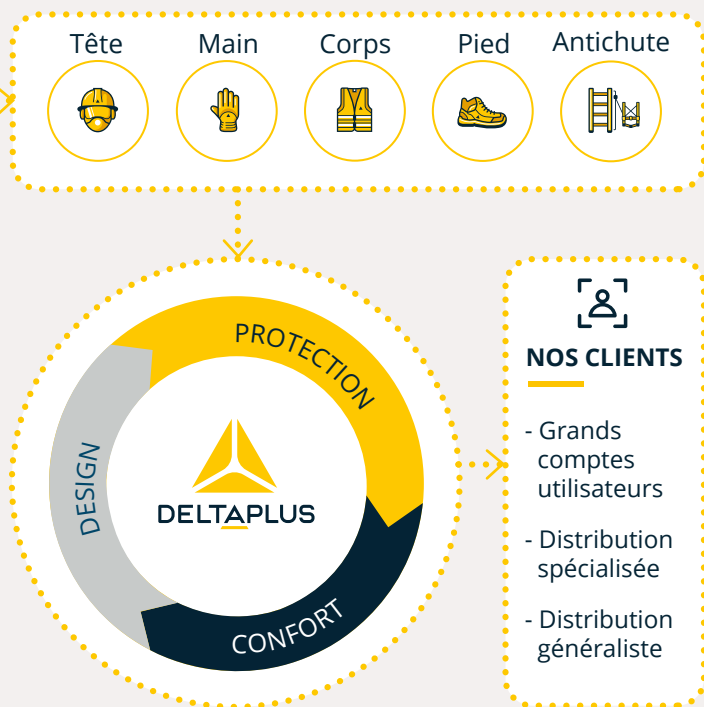
## NOTRE MISSION

Protéger les hommes  
et les femmes au travail

## NOS VALEURS

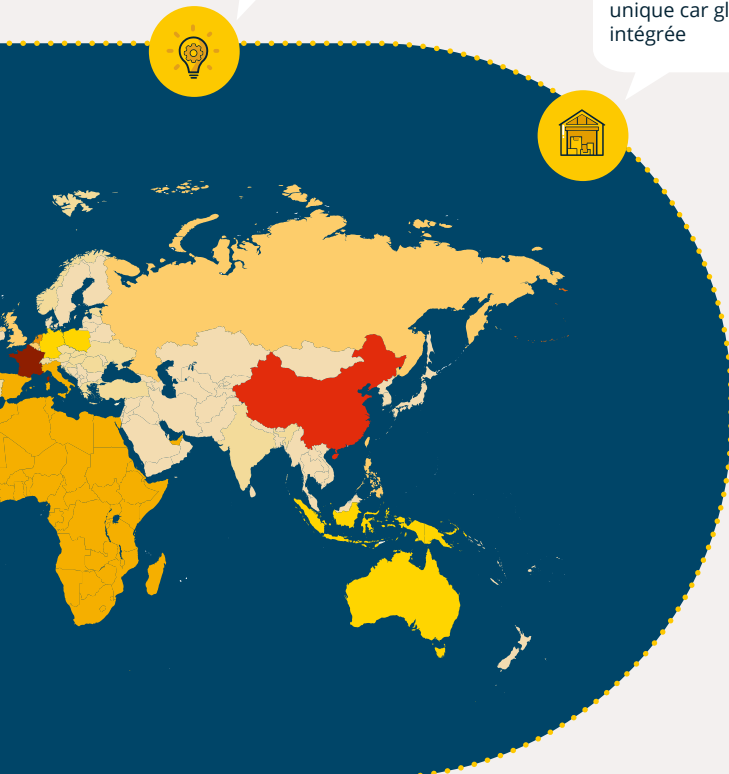
Curiosité, respect,  
écoute, fiabilité

## ACTIVITÉ



1 offre globale couvrant  
les 5 grandes familles d'équipements  
de protection individuelle et des  
systèmes de protection collective

1 service de référence  
dans le métier,  
notamment via une  
organisation logistique  
unique car globale et  
intégrée



## NOTRE CRÉATION DE VALEUR



### Classement de Delta Plus

- ▲ **1er** fabricant français d'EPI
- ▲ Placé dans le **top 5** des leaders européens
- ▲ Placé dans le **top 10** des leaders mondiaux



### ▲ Clients

- Offre globale
- Proximité & service
- CA 389,6M€



### ▲ Fournisseurs / Partenaires

- Développement du CA
- Solidité financière
- 241M€ achats



### ▲ Salariés

- Développement des collaborateurs
- Forte activité de recrutement
- Masse salariale de 88,4M€



### ▲ Actionnaires

- Croissance rentable
- Récurrence des résultats
- Dividendes 5,5M€
- Résultat 27,8M€



### ▲ Société

- Défense de nos valeurs
- Impact positif sur nos territoires d'implantation
- Impôts 8,9M€



## II. LA POLITIQUE RSE ET SON PILOTAGE

### Une stratégie impulsée par la Direction Générale

Chaque année, la Direction Générale définit la politique d'orientation Qualité et Environnement du Groupe. Dans ce cadre, le Président Directeur Général de DELTA PLUS GROUP fixe les axes de travail prioritaires pour l'ensemble des processus, incluant la démarche RSE.

La mise en œuvre de la RSE s'appuie sur la méthodologie des certifications **ISO 9001** (couvrant 65 % des effectifs du Groupe) et **ISO 14001** (28 % des effectifs), garantissant une approche rigoureuse et une dynamique d'amélioration continue.

### Une gouvernance structurée et collaborative

Le pilotage de la RSE au sein du Groupe s'organise autour de deux instances clés :

- **Le Comité de Pilotage RSE** : Composé du Directeur Administratif & Financier, de la Directrice des Ressources Humaines, de la Directrice des Achats, du Directeur Supply Chain, de la Directrice Qualité, Environnement et RSE, de la Responsable Marketing & Communication et de la Responsable Qualité Environnement. Il se réunit environ 4 fois par an pour piloter les actions, vérifier la conformité réglementaire et définir les indicateurs pertinents.
- **Les Équipes Projets** : Composées d'un chef de projet et de personnes qualifiées selon le projet, elles reçoivent leurs orientations de la part d'un membre du comité de pilotage. Chaque membre du comité anime et supervise plusieurs équipes.

## III. LES DIFFÉRENTS THÈMES

Cette section présente de manière détaillée la mise en œuvre de nos **10 engagements RSE**, structurés autour de nos trois piliers fondamentaux : **People**, **Planet** et **Sustainable Economy**.

Cette restitution s'appuie sur l'analyse des principaux risques et opportunités auxquels notre Groupe est exposé en raison de ses activités. Chaque engagement est piloté comme un projet stratégique avec des objectifs précis, des indicateurs de performance (KPI) et un suivi rigoureux au niveau du Groupe.

### Logique de sélection et thèmes exclus

Dans un souci de pertinence et de concentration de nos efforts sur nos enjeux majeurs, certains thèmes sociaux ou sociétaux ne font pas l'objet d'un suivi global au sein de notre déclaration :

- **Sécurité des utilisateurs** : Notre cœur de métier étant la protection des personnes, nos produits sont déjà soumis à des réglementations

internationales extrêmement strictes (comme le Règlement UE 2016/425) qui garantissent une sécurité optimale sans nécessiter de mesures RSE additionnelles.

- **Enjeux alimentaires et bien-être animal** : Ces risques (gaspillage alimentaire, alimentation durable ou bien-être animal) sont considérés comme très éloignés de l'impact direct de notre activité économique.
- **Dialogue social local** : Bien que l'organisation du dialogue social et le bilan des accords collectifs ne soient pas uniformes à l'échelle mondiale en raison de la diversité des réglementations locales et des effectifs, le Groupe y accorde une importance majeure. Le Groupe DELTA PLUS se félicite de n'avoir jamais connu de conflits sociaux au sein de ses entités. Cette stabilité témoigne de la qualité des relations humaines au sein du Groupe. Nous veillons, à travers la négociation d'accords collectifs locaux, à améliorer continuellement les conditions de travail de nos collaborateurs.
- **Égalité de traitement, diversité et lutte contre les discriminations** : Le Groupe réaffirme son engagement en faveur de l'égalité des chances et de la diversité. L'ensemble de nos filiales reconnaît, sans distinction, la possibilité pour les hommes comme pour les femmes de postuler à toutes nos offres d'emplois. En 2025, la part des effectifs féminins représentait 50,41 % de la population globale du Groupe. Concernant l'insertion des personnes en situation de handicap, le suivi est effectué filiale par filiale pour s'adapter aux législations locales très disparates. À l'échelle du Groupe, ces collaborateurs représentent 0,95 % de notre effectif total. Si DELTA PLUS n'a pas mis en place de système de suivi global centralisé pour ces données (en raison des différences de mise en œuvre selon les pays), le respect de l'égalité de traitement et la lutte contre toute forme de discrimination demeurent des piliers fondamentaux de notre éthique sociale.

### « PEOPLE » : Nos engagements envers nos collaborateurs

Le pilier « People » vise à offrir à nos collaborateurs un environnement de travail où ils peuvent s'épanouir en toute sécurité et avec une protection sociale adéquate.

- **Santé et Sécurité au travail** : Faire de la maîtrise des accidents du travail une composante essentielle du bien-être. Notre politique vise le « zéro accident » avec des objectifs de Taux de Fréquence (TF < 6) et de Taux de Gravité (TG < 0,5) ambitieux.





- **Formation et Développement des compétences** : Garantir l'adaptation continue de nos équipes par la montée en compétences clés. L'objectif est d'assurer au moins une formation tous les 6 ans pour les collaborateurs évalués, en s'appuyant désormais sur notre nouveau **LMS Groupe**.
- **Santé et Protection sociale des salariés** : Définir et appliquer des principes communs de couverture sociale au sein du Groupe DELTA PLUS. L'engagement du Groupe est de garantir que **100 % de ses effectifs** bénéficient d'un plan de protection sociale sur les thématiques essentielles de la **Santé**, de l'**Incapacité** (Invalidité) et de la **Maternité**, et ce, dans l'ensemble de nos filiales à travers le monde.
- **Gestion du temps de présence et de nos ressources** : Utiliser l'absentéisme et le turnover comme baromètres d'engagement pour surveiller et agir si besoin. Le Groupe maintient un objectif de taux d'absentéisme inférieur à 3 %.

#### « PLANET » : Nos engagements en faveur de l'environnement

Le pilier « Planet » traduit notre volonté de conduire notre développement économique en limitant son impact sur les générations futures.

- **Impact sur le Changement Climatique** : En 2025, ce projet franchit une étape historique grâce à notre **nouvel outil digital** qui permet de réaliser le calcul de l'empreinte carbone (Scopes 1, 2 et 3) à l'échelle **du Groupe**. Cette avancée nous permettra de passer d'une phase de reporting à un véritable pilotage global de nos émissions.
- **Impact environnemental du Cycle de Vie Produit** : Inclure systématiquement l'éco-conception lors du développement produit pour diminuer les impacts environnementaux. Notre ambition est d'atteindre **15 % de matières recyclées** dans nos produits d'ici 2030.
- **Gestion des Déchets** : Maîtriser les quantités, les types et les filières de recyclage sur les sites pertinents du Groupe. Nous maintenons un objectif de taux de recyclage global supérieur à 50 %.
- **Maîtrise des Ressources** : Surveiller, maîtriser et réduire nos consommations de ressources (énergie, eau, papier) dans nos usines, plateformes et sites administratifs de par le monde.

#### « SUSTAINABLE ECONOMY » : Nos engagements en matière d'économie durable

Ce pilier regroupe les engagements de DELTA PLUS GROUP pour conduire ses affaires de manière intègre, transparente et responsable, tant en interne qu'à travers sa chaîne d'approvisionnement.

- **Loyauté des Pratiques** : Conduire nos activités dans le respect strict des règles éthiques et anti-corruption. Nous visons une information de 100 % de nos collaborateurs sur ces règles et une formation réussie pour 100 % des populations fortement exposées.
- **Implication des Fournisseurs dans notre démarche** : Travailler avec nos fournisseurs de produits finis pour s'assurer qu'ils partagent nos valeurs de loyauté et de secret professionnel. Nous couvrons désormais 100 % de la valeur de nos achats de produits finis avec ce suivi de conformité.

## IV. PRÉSENTATION DES PROJETS PAR THÈME

### « PEOPLE » – LES ENGAGEMENTS DE DELTA PLUS GROUP ENVERS SES COLLABORATEURS

#### SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

La prévention des accidents du travail est une composante majeure de la politique RSE de DELTA PLUS GROUP. Fidèle à sa mission de protéger les hommes et les femmes au travail, le Groupe considère la maîtrise des risques humains comme un levier essentiel du bien-être, de la performance opérationnelle et de la conformité réglementaire mondiale.

#### Risques et Opportunités

L'analyse des enjeux de sécurité a permis d'identifier des facteurs de risques et des leviers d'amélioration spécifiques :

- **Risque Humain et Opérationnel** : Impact sur l'intégrité physique des salariés et risque de désorganisation lié à l'absence de personnel formé lors d'arrêts de travail.
- **Risque Juridique et Financier** : Exposition aux législations locales et au risque pénal (notamment en France via l'évaluation des risques).
- **Opportunité de Standardisation** : le Groupe DELTA PLUS a choisi d'utiliser le Code du Travail français, l'un des cadres les plus exigeants au monde, comme référentiel exigeant pour l'ensemble de ses filiales à l'échelle mondiale.

**LA POLITIQUE : Faire de la maîtrise des accidents du travail une composante essentielle du bien-être au travail et pour cela viser le « zéro accident ».**

Pour traduire cet engagement en actions concrètes et pérennes, le Groupe a structuré un cadre de gouvernance et de suivi rigoureux, applicable à l'ensemble de ses géographies. Cette politique repose sur :

- Un **pilotage centralisé** par la DRH Groupe et un suivi mensuel en **Comité de Direction**.

## SYNTHÈSE DES INDICATEURS DES POLITIQUES DE LA RSE DELTA PLUS 2025

		THÈME	POLITIQUE
PEOPLE	1	SÉCURITÉ AU TRAVAIL	Faire de la maîtrise des accidents du travail une composante essentielle du bien être au travail
	2	FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	Développer l'adaptation continue de nos équipes par la montée en compétences clés
	3	SANTÉ ET PROTECTION DES SALARIÉS	Définir et appliquer des principes communs de couverture sociale
	4	GESTION DU TEMPS DE PRÉSENCE ET DE NOS RESSOURCES	Utiliser l'absentéisme et le Turnover comme baromètres d'engagement des salariés au travail pour surveiller et agir si besoin
PLANET	5	GESTION DES DÉCHETS	Maîtriser les quantités, les types et filières de recyclage de déchets des usines et des plateformes logistiques pertinentes
	6	IMPACT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE	Réaliser le Bilan Carbone complet du périmètre environnemental prioritaire (usines et plateformes logistiques pertinentes)
	7	MAÎTRISE DES RESSOURCES	Mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de surveiller, maîtriser et réduire nos consommations de ressources dans nos usines, sur nos plateformes logistiques, ainsi que sur nos sites administratifs partout dans le monde
	8	IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU CYCLE DE VIE PRODUIT	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Objectiver les choix éco-conception grâce au calcul d'une éco-note pour chaque nouveau produit vendu en Europe de l'ouest</li> <li>• Transformer 15 % du portefeuille en produits à composants recyclés ou recyclables</li> </ul>
SUSTAINABLE ECONOMY	9	LOYAUTÉ DES PRATIQUES	Conduire nos activités dans le respect des règles éthiques
	10	IMPLICATION DES FOURNISSEURS DANS NOTRE DÉMARCHÉ	Travailler avec nos fournisseurs de produits finis sur 2 thématiques RSE du Groupe pour qu'elles deviennent des critères d'évaluation en 2023



DESCRIPTION KPI	PÉRIMÈTRE 2025	OBJECTIFS 2025	RÉALISATION 2025
Taux de Fréquence	GROUPE	< 8	4,3
Taux de gravité	GROUPE	< 0,5	0,1
Taux de formation de la population de référence (population soumise à évaluation Groupe, France : Effectif complet / Filiales : jusqu'au niveau N-2 voir N-3 et sans les populations production et logistique)	GROUPE (sauf Derrigal, Maspica et Safetylink)	100 % des collaborateurs en France formés au moins 1 fois tous les 6 ans. À l'international 30 % des collaborateurs ayant bénéficié d'un EAE et présents sur les 6 dernières années auront eu au moins 1 formation d'ici 2025	France 63,86 % formés sur 2025 International 46,86 % formés en 2025 100 % de personnes formées entre 2020 et 2025
Taux de conformité à la législation locale	GROUPE	100 %	100 %
Taux de couverture Santé & Invalidité	GROUPE	100 %	100 %
% de couverture aux 6 thèmes (en nb de filiales et nb d'employés)	GROUPE	Maintien d'un taux de couverture à 100 % sur 3 thèmes	100 % sur 3 thèmes
Taux d'absentéisme	GROUPE	< 3 %	2,39 %
Turnover	GROUPE	< 15 %	33 %
Taux de recyclage de nos déchets	75 % DES EFFECTIFS DU GROUPE	> 50 %	48,3 %
Périmètre	75 % DES EFFECTIFS DU GROUPE	70 % de l'effectif du Groupe	75 %
Résultats du bilan Carbone	> 85 % DU CA GROUPE > 90 % DES EFFECTIFS DU GROUPE	Réaliser le Bilan Carbone au périmètre du Groupe	Bilan carbone Groupe réalisé
Mise en place d'un plan d'action de réduction de nos émissions	> 85 % DU CA GROUPE > 90 % DES EFFECTIFS DU GROUPE	Initier l'élaboration d'un plan d'action en fonction de la typologie des sites (usines, plateformes logistiques, bureaux)	Baseline 2025 est établi, nous pourrions commencer à définir les objectifs en 2026
Réduire nos ratios de consommation d'électricité, d'eau, de gas et de papier sur le périmètre environnemental	GROUPE	<b>Électricité :</b> Bureaux < 4,6 kWh/m²/mois Sites logistiques < 1,5 kWh/m²/mois Usines < 47 K€ CA <b>Eau :</b> 13 m³/ pers. <b>Papier :</b> 4,7 kg/pers.	<b>Électricité :</b> Bureaux < 4,5 kWh/m²/mois Sites logistiques < 1,5 kWh/m²/mois Usines < 48 K€ CA <b>Eau :</b> 12,8 m³/ pers. <b>Papier :</b> 4,8 kg/pers.
% de matière recyclée ou réutilisable sur le CA	95 % du périmètre Groupe	15 %	6,2 %
% des collaborateurs ayant connaissance du plan anticorruption	GROUPE	100 %	100 %
% des personnes exposées qui ont passé et réussi le test E-Learning	GROUPE	100 %	100 %
% de dénonciation (alertes notifiées) suivies et traitées	GROUPE	100 %	100 %
Taux de Couverture des thématiques avec les fournisseurs sélectionnés	2023 : 40 % de la valeur d achat sur 7 critères Transition en 2023 pour élargir 2025 : 100 % de la valeur d achats sur 2 critères	Couvertures des 2 critères (Cycle de vie produits et Anticorruption) sur 100 % des fournisseurs de produits finis	100 %
Taux de conformité des fournisseurs	100 % des fournisseurs de produits finis	90 %	99 % signature de charte 94 % couverts ISO9001 95 % ont un code anticorruption

- Une surveillance stricte de deux indicateurs clés : le **Taux de Fréquence (TF)** et le **Taux de Gravité (TG)**.
- Une dynamique d'**amélioration continue** certifiée par l'ISO 45001 dans des filiales clés (France, Italie, Chine).

## Historique et Évolution

Depuis plusieurs années, DELTA PLUS GROUP a engagé une transformation profonde de sa culture sécurité, passant d'un suivi local à une standardisation mondiale de ses exigences. Cette trajectoire s'est structurée autour de jalons clés:

- **2018-2021** : Mise en place des premiers reportings et sensibilisation des sites de production.
- **2022** : Renforcement de l'ambition avec un objectif de Taux de Gravité abaissé de 1 à 0,5 pour l'ensemble du Groupe.
- **2024** : Déploiement de la procédure SST internationale et préparation des outils de remontée automatisés.

## Actions Concrètes 2025

L'année 2025 a marqué une accélération majeure dans l'harmonisation des standards de sécurité du Groupe, passant d'un suivi de conformité à une culture de prévention active.

### Digitalisation et Pilotage de la Performance

- **Déploiement du Dashboard SST International** : Mis en place au second semestre 2025, cet outil permet désormais de capturer bi-annuellement les KPIs de l'ensemble des filiales à l'échelle mondiale.

- **Fiabilisation de la donnée** : Intégration systématique des accidents de la population intérimaire mondiale et des « presque-accidents » dans le reporting pour anticiper les risques graves.

### Standardisation des Processus et Gouvernance

- **Diffusion du Référentiel Groupe** : La procédure « S.S.T » (Santé et Sécurité du Travail), basée sur les standards exigeants du Code du Travail français, est désormais déployée dans toutes les filiales. Elle définit précisément les rôles, les responsabilités et la méthodologie d'analyse des causes (Pyramide de BIRD).
- **Accompagnement des nouvelles filiales** : Un effort particulier a été mené pour intégrer les filiales récemment acquises dans la culture sécurité globale.

### Prévention Opérationnelle et Formations Terrain

- **Analyses Post-Accidents** : Instauration d'une obligation pour chaque filiale de définir et de documenter une action corrective immédiate après chaque accident survenu pour éviter toute récurrence.
- **Focus sur les Sites de Production** :
  - **Argentine et Brésil** : Mise en place de protocoles hebdomadaires de sécurité et suivi strict du port des E.P.I. spécifiques (chaussures à semelles spéciales, casques, gants).
  - **Résultats Mains et Tête** : Les actions ciblées ont permis une nette amélioration de la protection de la tête (3 % des blessures en 2025 contre 18 % en 2024).

## Les Indicateurs d'État

L'exercice 2025 montre une baisse significative de l'accidentologie, portée par les populations de production qui concentrent 83 % (ETP, permanents ou intérimaires) des effectifs et 97 % des accidents.

EFFECTIFS ET ACCIDENTS DU TRAVAIL	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>EFFECTIFS MOYENS DU GROUPE</b>						
PERMANENTS	2 053	2 596	2 515	3 128	3 103	3 174
INTERIMAIRES (ETP)	506	527	545	508	547	470
<b>TOTAL</b>	<b>2 559</b>	<b>3 123</b>	<b>3 060</b>	<b>3 636</b>	<b>3 650</b>	<b>3 644</b>
NOMBRE D'HEURES TRAVAILLÉES	5 418 152	6 201 023	6 305 848	7 352 873	7 426 164	6 979 011
<b>ACCIDENTS DU TRAVAIL (*)</b>						
NOMBRE (*)	43	40	52	55	45	30
JOURS D'ARRÊT	417	807	562	1 057	507	600

(\*) Selon définition française pour le calcul du Taux de fréquence et de gravité. Sont comptabilisés, pour les indicateurs de fréquence et de gravité, les accidents ayant provoqué au minimum 1 jour d'arrêt de travail.

Les employés de bureau des sites de production sont comptabilisés dans la population de production.





REPRÉSENTATIVITÉ ACCIDENTS DU TRAVAIL SELON LA POPULATION	2020	2021	2022	2023	2024	2025
<b>EFFECTIFS MOYENS DU GROUPE</b>						
POPULATION DE PRODUCTION	1 908	2 537	2 495	3 046	3 051	3 029
POPULATION AUTRE	651	586	565	590	599	615
<b>TOTAL</b>	<b>2 559</b>	<b>3 123</b>	<b>3 060</b>	<b>3 636</b>	<b>3 650</b>	<b>3 644</b>
% POPULATION DE PRODUCTION	75 %	81 %	82 %	84 %	84 %	83 %
<b>ACCIDENTS DU TRAVAIL EN NOMBRE (*)</b>						
POPULATION DE PRODUCTION	38	39	48	52	43	29
POPULATION AUTRE	5	1	4	3	2	1
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>40</b>	<b>52</b>	<b>55</b>	<b>45</b>	<b>30</b>
% POPULATION DE PRODUCTION	88 %	98 %	92 %	95 %	96 %	97 %

(\*) Selon définition française pour le calcul du Taux de Fréquence et de Gravité.

L'attention est donc naturellement portée sur les filiales de production pour le suivi des accidents dans les KPI individuels, les autres filiales bénéficient également d'un suivi, bien que leur nombre d'accidents soit moins élevé (1 AT sur 2025).

Le nombre d'accidents en production a significativement baissé entre 2024 et 2025, car nos process et notre culture en matière de sécurité ont été pris en compte. De plus, nous prenons en compte comme l'an passé l'ensemble des AT y compris ceux des intérimaires monde.

### Les KPIs individuels : Taux de Fréquence et Taux de Gravité

TF & TG FILIALES : KPI'S	2025		2022		2023		2024		2025	
FILIALES	#AT	% ETP mondiaux	TF < 8	TG < 0,5	TF < 8	TG < 0,5	TF < 8	TG < 0,5	TF < 8	TG < 0,5
ARGENTINE	2	4 %	16,7	0,2	28,9	0,06	23,3	0,40	6,8	0,10
DP SYSTEMS	4	3 %	32,4	0,2	36,7	1,30	9,8	0,00	19,3	0,10
SAFETYLINK	3	1 %			35,3	0,00	29,5	0,00	41,7	0,50
BOOTS	2	2 %	6,7	0,20	16,6	0,20	13,7	0,10	15,6	0,30
BRESIL	1	7 %	6,4	0,20	8,8	0,20	12,2	0,10	2,1	0,00
WHITE LAKE	1	11 %	0	0,00	3,2	0,20	8,5	0,10	1,5	0,10
DERRIGAL	0	13 %	0	0,00	2,9	0,10	0,0	0,00	0,0	0,00
MASPICA	1	3 %	0	0,00	10,2	0,00	20,3	0,20	5,1	0,00
MIDDLE EAST	1	3 %	5,5	0,30	0,0	0,00	0,0	0,00	4,8	0,10
SIEGE	0	5 %	6	0,1	8,9	0,10	5,9	0,10	0,0	0,00
CHINE	5	19 %	7,3	0,2	4,5	0,10	3,1	0,10	4,0	0,10
USA	0	4 %	22,5	0,00	17,6	0,00	6,8	0,00	0,0	0,00
AUTRES FILIALES	1	17 %	4,9	0,00	3,6	0,00	2,4	0,00	1,2	0,00
AUTRES PRODUCTIONS	9	8 %	0	0,00	7,6	0,08	4,1	0,04	5,7	0,16
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>30</b>	<b>100 %</b>	<b>8,24</b>	<b>0,089</b>	<b>7,50</b>	<b>0,10</b>	<b>6,10</b>	<b>0,10</b>	<b>4,30</b>	<b>0,10</b>

L'année 2025 marque une étape clé avec une amélioration sensible de la sécurité sur nos sites, confirmant l'efficacité des mesures de prévention ciblées.

- **Taux de Fréquence (TF) : 4,30 (Cible 2025 : < 8,00) :**

**Analyse :** Le TF enregistre une baisse de près de 30 % par rapport à 2024 (6,10). Cette performance s'explique par la stabilisation des effectifs et une meilleure maîtrise des risques sur les sites de production historiques. Nous sommes largement en avance sur notre trajectoire à long terme.

- **Taux de Gravité (TG) : 0,10 (Cible 2025 : < 0,50) :**

**Analyse :** Le TG reste bas et stable. Bien que le nombre de jours d'arrêt ait légèrement augmenté (+18 %), cela est dû à quelques accidents aux conséquences plus longues, mais sans caractère de gravité vitale. L'indicateur demeure en dessous du seuil critique de 0,50 fixé par le Groupe.

- **Indicateur de Vigilance « Presqu'accidents » :**

En 2025, le Groupe a systématisé la remontée des situations dangereuses sans blessure. Cette approche proactive permet d'identifier les signaux faibles. 100 % des presqu'accidents déclarés ont fait l'objet d'un plan d'action correctif sous 30 jours.

## CONCLUSION : Objectifs et plan d'action

Le bilan de l'exercice 2025 témoigne de la maturité croissante de DELTA PLUS GROUP dans la gestion de son capital humain. En réussissant à abaisser son Taux de Fréquence à 4,30, le Groupe prouve que sa croissance internationale ne se fait pas au détriment de la sécurité de ses collaborateurs.

La force de notre modèle repose sur l'exportation des standards de sécurité les plus exigeants vers nos filiales dans les pays émergents. L'enjeu pour 2026 sera de maintenir cette discipline opérationnelle tout en intégrant les nouveaux périmètres d'acquisition. L'objectif « Zéro Accident » reste le cap immuable de notre stratégie PEOPLE, car aucune performance économique ne peut justifier une atteinte à l'intégrité physique de nos équipes.

## FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Les collaborateurs constituent la richesse première du Groupe DELTA PLUS. Leurs savoirs et savoir-faire sont les moteurs de notre croissance et nous permettent d'atteindre des objectifs de développement toujours plus ambitieux. Dans un marché en constante mutation, l'adaptation continue de ces compétences est un enjeu de performance et de pérennité pour le Groupe.

## Risques et Opportunités

La gestion des compétences répond à des défis stratégiques majeurs :

- **Risque de Perte de Savoir-faire :** Un nombre important de départs volontaires entraînerait une fuite des connaissances critiques pour la Société.
- **Risque d'obsolescence des compétences :** L'absence d'adaptation à l'évolution de l'environnement professionnel limiterait notre capacité d'innovation.
- **Opportunité de Rétention et d'Engagement :** En investissant dans l'enrichissement professionnel des femmes et des hommes du Groupe, ce dernier renforce l'attractivité de sa marque employeur et la fidélisation de ses talents.

## LA POLITIQUE : Développer l'adaptation continue de nos équipes par la montée en compétences clés et garantir un accès pour tous à la formation.

Pour traduire cet engagement en levier de croissance, le Groupe a structuré une politique internationale qui place l'enrichissement professionnel au centre de ses préoccupations. Cette politique repose sur :

- **Un cadre juridique inspiré du droit français :** Le Groupe utilise l'environnement législatif et réglementaire français, très structuré, comme base pour instaurer un standard de développement des compétences à travers le monde.
- **Un objectif d'accès universel :** Garantir à chaque collaborateur évalué l'accès à au moins une formation tous les 6 ans.
- **Une gouvernance centralisée :** La DRH Groupe définit les orientations stratégiques et les procédures, tandis que chaque filiale gère de manière autonome l'organisation de ses formations dans ce cadre défini.

## Historique et Évolution

Depuis plusieurs années, le Groupe DELTA PLUS a fait évoluer son approche de la formation, passant d'une gestion purement locale à une stratégie de développement globale.

- **Avant 2024 :** Consolidation des processus d'entretiens annuels et mise en place des premiers référentiels métiers.
- **2025 :**
  - Lancement du projet de Talent Review internationale et préparation du nouvel outil LMS.
  - Harmonisation mondiale des fiches de postes et finalisation du référentiel de compétences (Savoir-faire, Savoir technique, Soft skills).



## Actions Concrètes 2025

L'année 2025 a été marquée par une structuration technologique et méthodologique forte pour aligner les compétences sur les objectifs business.

### Digitalisation et Harmonisation des Référentiels

- **Référentiel de compétences global** : Finalisation du déploiement sur les filiales (Maspica, Derrigal) et alignement des fiches de poste pour s'assurer que les compétences sont communes quel que soit le pays.
- **Préparation du LMS Groupe** : Travaux préparatoires pour le lancement en 2026 d'une plateforme de gestion de l'apprentissage (LMS) facilitant la diffusion massive des formations.

### Management de la Performance et des Talents

- **Campagne d'Évaluations (EAE)** : Atteinte de taux de réalisation records avec 97 % en France et 99 % à l'international pour les populations éligibles.
- **Talent Review** : Mise en place d'un processus d'identification des talents basé sur le potentiel et la performance pour favoriser la rétention et les plans de succession.

- **Professionalisation des managers** : Formation des managers et RH à la définition d'objectifs S.M.A.R.T. et à l'évaluation basée sur des preuves factuelles.

### Pilotage et Recueil des Besoins

- **Alignement stratégique** : Recueil des besoins de formation de l'ensemble des filiales en corrélation directe avec les axes de développement du Groupe.
- **Suivi trimestriel** : Instauration d'un suivi régulier par les RH Managers pour analyser la part de salariés formés et le respect des orientations budgétaires.

Par l'intermédiaire d'un fichier de suivi spécifique RH, les indicateurs sont étudiés par l'équipe RH dédiée (DRH et HR Manager) pour chaque pays et donnent lieu le cas échéant à une revue de la procédure ou à un suivi particulier dans le pays concerné.

La population RH est sensibilisée régulièrement aux nouveautés et aux temps forts « Formation et Développement » par l'intermédiaire de communiqués mails et sur sa plateforme de partage d'information dédiée « Site HR ».

## Les Indicateurs d'état

La montée en puissance de la culture formation se traduit par une hausse continue de l'investissement temps.

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Heures de formations réalisées dans le Groupe	11 126	14226	15431	15319	14377	26062
Nombre de personnes éligibles aux EAE France	296	275	304	292	327	309
% d'entretiens annuels réalisés en France	97 %	99 %	99 %	100 %	100 %	97 %
Nombre de personnes éligibles aux EAE International	451	507	587	601	648	683
% d'entretiens d'évaluation réalisés pour les filiales (hors production et logistique)	86 %	81 %	84 %	90 %	95 %	99 %

L'exercice 2025 marque un tournant historique pour DELTA PLUS GROUP avec une augmentation de **81 % du volume horaire de formation** par rapport à 2024. Cette progression s'explique par deux facteurs conjoints : d'une part, l'intégration complète des nouvelles filiales au sein du reporting Groupe, et d'autre part, le déploiement de programmes de formation intensifs sur les nouveaux référentiels de compétences.

Parallèlement, le taux de réalisation des Entretiens Annuels d'Évaluation (EAE) atteint un niveau de maturité avancé de **99 % à l'international**. Ce résultat témoigne de l'appropriation des outils de management par les filiales, faisant de l'entretien annuel le socle indispensable du recueil des besoins en formation et de la détection des potentiels.

### Les KPIs

Le Groupe pilote sa performance à travers des indicateurs de court et long terme, garantissant à la fois une dynamique annuelle soutenue et un accès universel à la formation sur le temps long.

#### Objectif France : Garantir l'accès universel au développement.

- **Cibles** : 30 % de l'effectif évalué doit bénéficier d'au moins une formation dans l'année. 100 % des collaborateurs formés au moins une fois sur le cycle de 6 ans.
- **Résultat 2025** : Sur le **plan annuel**, la cible est largement dépassée avec 63,86 % de l'effectif formé en 2025. Sur le **cycle de 6 ans**, le Groupe

est en conformité avec sa trajectoire, sécurisant l'employabilité de 100 % de ses collaborateurs présents sur la période.

#### Objectif international : Dynamiser la culture de formation mondiale.

- **Cible** : 30 % des collaborateurs présents sur les 6 dernières années (et ayant bénéficié d'un EAE) formés sur 2025.
- **Résultat 2025 : Objectif atteint.** Grâce à l'accélération du plan de formation 2024-2025, le Groupe enregistre un taux de **46.86 %** de collaborateurs formés sur le périmètre international pour ce cycle.

### Formation Annuelle 2025

% DE FORMATIONS EFFECTUÉES (EFFECTIF EAE) : KPI'S	2020	2021	2022	2023	2024	2025
% de collaborateurs évalués ayant reçu au moins une formation dans l'année	15 %	40 %	47 %	50 %	55 %	59 %

- **Collaborateurs formés (Global)** : 59 % (contre 55 % en 2024).
- **Collaborateurs formés (France)** : **63,86 %** (Cible annuelle : > 30 %).

**Analyse** : La France double quasiment son objectif annuel minimal, tandis que la dynamique mondiale s'intensifie, portée par les pays émergents (Argentine, Brésil, Chine).

### CONCLUSION : Objectifs et plan d'action

L'exercice 2025 marque une étape de maturité décisive pour DELTA PLUS GROUP. En atteignant nos objectifs de cycle (6 ans) tant en France qu'à l'International, nous démontrons notre capacité à transformer des engagements de fond en réalités opérationnelles pour l'ensemble de nos 3 174 collaborateurs.

L'augmentation du nombre d'heures de formation suivies (26 062 heures en 2025 vs 14 377 heures en 2024) et la quasi-totalité des entretiens annuels réalisés (99 % à l'international) prouvent que la culture du développement est désormais un levier de performance partagé par toutes nos filiales.

En 2026, l'enjeu sera de capitaliser sur ce socle solide avec le lancement du **LMS Groupe** (Learning Management System). Cette plateforme digitale permettra de démocratiser l'accès aux savoirs, de diffuser nos formations stratégiques en temps réel et de piloter avec une précision accrue nos engagements pour les cycles à venir.

### SANTÉ ET PROTECTION SOCIALE DES SALARIÉS

DELTA PLUS GROUP place la préservation de la santé et la sécurité financière de ses collaborateurs face aux aléas de la vie au cœur de sa responsabilité sociale. Au-delà des obligations légales, offrir une protection sociale de qualité est un engagement fondamental pour garantir la sérénité des équipes et l'attractivité du Groupe à l'échelle mondiale.

### Risques et Opportunités

Ce volet de notre politique RH répond à des enjeux de stabilité et de performance :

- **Risque de Précarisation** : Une couverture santé ou prévoyance insuffisante peut fragiliser les collaborateurs et leurs familles en cas d'accident de la vie ou de maladie.
- **Risque d'Absentéisme** : Un mauvais suivi de santé peut entraîner une dégradation du climat social et une baisse de la productivité.
- **Opportunité de Marque Employeur** : Dans de nombreuses géographies, la qualité de la protection sociale est un levier majeur de différenciation pour attirer et fidéliser les talents.

**LA POLITIQUE : Intégrer les nouvelles filiales dans le périmètre, maintenir à 100 % les taux de conformité à la législation locale sur les 6 thèmes et les taux de couverture des salariés sur les plans Santé, Incapacité et Maternité.**





Pour traduire cet engagement en actions concrètes et pérennes, le Groupe a structuré un cadre de gouvernance s’assurant que chaque salarié bénéficie d’une protection sociale couvrant les aléas de la vie. Cette politique repose sur deux piliers majeurs :

- **La Conformité Réglementaire** : Dans un premier temps, la politique du Groupe DELTA PLUS est de s’assurer de la conformité de l’intégralité de nos filiales avec les réglementations et législations en vigueur dans chaque pays d’implantation.
- **Un Socle de Protection Élargi** : Au-delà des obligations locales, le Groupe veille à la mise en place de garanties couvrant les six thématiques clés suivantes : **Santé, Prévoyance, Invalidité, Maternité, Retraite, Chômage**.

Cette approche structurée permet de réduire les disparités géographiques et d’offrir une sécurité renforcée à nos 3 174 collaborateurs mondiaux.

Historique et Évolution

Depuis plusieurs années, DELTA PLUS GROUP a engagé une transformation profonde de sa culture de protection sociale, passant d’une gestion locale à une stratégie d’harmonisation mondiale. Cette évolution s’est structurée autour d’un outil propriétaire :

- **2021-2023** : Adoption du référentiel Cleiss : choix des fiches Cleiss (Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale) comme document de référence. Leur exploitation a permis de réaliser un état des lieux exhaustif des couvertures Santé et Prévoyance dans chaque filiale, identifiant ainsi les zones de vulnérabilité par rapport aux standards internationaux.

- **2024** : Opérationnalisation et Reporting : Accélération du déploiement des contrats de protection sur la base des écarts identifiés via le référentiel et mise en place d’un système de reporting dédié pour piloter la performance sociale.

Actions Concrètes 2025

L’année 2025 a été marquée par une structuration accrue de l’offre de protection sociale, s’appuyant sur la fiabilisation de nos outils de suivi.

Pilotage par le référentiel Cleiss

- **Veille et mise en conformité systématique** : Revue complète de l’ensemble des filiales sur la base des dernières publications du Cleiss permettant d’évaluer en temps réel l’alignement du Groupe sur les 6 piliers de protection par rapport aux standards de chaque pays.
- **Audit des nouvelles filiales** : Utilisation des Fiches Cleiss comme outil d’intégration pour les structures acquises récemment, garantissant un alignement rapide sur les standards de protection sociale du Groupe.

Harmonisation et Déploiement

- **Standard d’intégration des nouvelles filiales** : En 2025, le processus d’intégration garantit désormais un taux de conformité de 100 % dès l’entrée dans le périmètre sur les trois thèmes prioritaires : Santé, Incapacité et Maternité.
- **Optimisation en France** : Revue des garanties pour maintenir un haut niveau de remboursement et de protection face à l’évolution des coûts de santé.

Les Indicateurs d’état

Les indicateurs de l’exercice 2025 démontrent une couverture solide et stable sur l’ensemble du périmètre.

NOMBRE DE PAYS, NOMBRE DE FICHES CLEISS, EFFECTIF ET NOMBRE DE THÈMES	2024	2025
Nombre de pays analysés	32	32
Nombre de fiches CLEISS	26	26
Effectif total au 31 décembre	3 103	3174
Nombre de thèmes analysés	6	6

## Les KPI

TAUX DE CONFORMITÉ À LA LÉGISLATION LOCALE SUR LES 6 THÈMES	2024	2025
% des effectifs	100 %	100 %
% du nombre de filiales	100 %	100 %

TAUX DE COUVERTURE À UN PLAN SANTÉ, À UN PLAN INVALIDITÉ ET À UN PLAN MATERNITÉ	2024	2025
% des effectifs	100 %	100 %
% du nombre de filiales	100 %	100 %

TAUX DE COUVERTURE SUR LES 6 THÈMES DU PÉRIMÈTRE SANTÉ & PROTECTION SOCIALE 2025	SANTÉ	INVALIDITÉ	MATERNITÉ	DÉCÈS	RETRAITE	CHÔMAGE
% des effectifs	100 %	100 %	100 %	80 %	97 %	93 %
% du nombre de filiales	100 %	100 %	100 %	92 %	97 %	92 %

En 2025, DELTA PLUS GROUP maintient un niveau d'exigence maximal avec 100 % de conformité aux législations locales sur l'ensemble de ses implantations. Cette performance est sécurisée par l'actualisation systématique des Fiches CLEISS par toutes nos filiales. Cet outil d'audit interne nous permet de garantir que chaque collaborateur, quelle que soit sa zone géographique, bénéficie au minimum des droits fondamentaux en vigueur, tout en préparant l'alignement vers les standards supérieurs du Groupe.

### CONCLUSION : Objectifs et plan d'action

L'exercice 2025 réaffirme la solidité du modèle social de DELTA PLUS GROUP, qui place la protection de ses collaborateurs au sommet de ses priorités. Grâce à une gouvernance rigoureuse et au pilotage par les Fiches Cleiss, le Groupe a su garantir un filet de sécurité homogène à l'échelle mondiale.

Pour 2026, notre ambition est de maintenir cette excellence opérationnelle à travers deux engagements majeurs :

**Conformité Absolue :** Garantir un taux de conformité de 100 % vis-à-vis des législations locales pour l'intégralité de nos filiales et de leurs effectifs.

**Protection Universelle :** Assurer le maintien d'un taux de couverture de 100 % sur les thèmes fondamentaux que sont la Santé, l'Incapacité et la Maternité.

En sécurisant ainsi le présent et l'avenir de nos collaborateurs face aux aléas de la vie, DELTA PLUS GROUP confirme que sa performance économique est indissociable d'un engagement social sans faille.

## GESTION DU TEMPS DE PRÉSENCE ET DE NOS RESSOURCES

La gestion du temps de travail et l'optimisation des ressources humaines sont des enjeux stratégiques pour DELTA PLUS GROUP. Dans un contexte de croissance internationale, le Groupe veille à concilier la performance opérationnelle et industrielle avec le respect de l'équilibre de vie des collaborateurs, tout en s'assurant de la conformité aux standards sociaux de chaque pays.

Risques et Opportunités

Ce volet permet de sécuriser le capital humain et l'efficacité de l'organisation :

- **Risque d'épuisement professionnel :** Une mauvaise gestion du temps de présence ou une surcharge de travail prolongée peuvent impacter la santé mentale et physique des salariés.
- **Risque de désorganisation :** Un taux d'absentéisme élevé, notamment sur les sites de production, peut freiner la capacité du Groupe à servir ses clients.
- **Opportunité de flexibilité :** Une gestion moderne du temps de travail est un levier de rétention et d'attractivité pour les talents actuels et futurs.

**LA POLITIQUE : Garantir une organisation du travail respectueuse de la santé des collaborateurs et conforme aux standards du Groupe.**

Pour traduire cet engagement en actions concrètes et pérennes, le Groupe a structuré un cadre de gouvernance et de suivi rigoureux, applicable à l'ensemble de ses géographies. Cette politique repose sur :

- **Le strict respect des législations locales :** S'assurer que chaque filiale respecte les durées légales de travail, les temps de repos et les congés.



- **La lutte contre l'absentéisme** : Analyser les causes des absences pour mettre en place des actions correctives ciblées.
- **La standardisation du pilotage** : Harmoniser les méthodes de comptage du temps de présence et d'absence à l'échelle mondiale pour une meilleure visibilité.

### Historique et Évolution

Depuis plusieurs années, DELTA PLUS GROUP a engagé une transformation profonde de son suivi des ressources, passant d'un reporting déclaratif à une gestion par indicateurs de performance.

- **2022-2023** : Mise en place d'un reporting mensuel consolidé au niveau Groupe sur l'absentéisme et les effectifs.
- **2024** : Déploiement de nouveaux outils de gestion des temps dans les principales filiales européennes.

### Actions Concrètes 2025

L'année 2025 a été marquée par une structuration accrue de la mesure du temps et une analyse fine de l'engagement des collaborateurs.

### Pilotage de l'Absentéisme

- **Analyse de l'absentéisme** : Mise en place d'un suivi différencié entre l'absentéisme de courte durée (souvent lié à la motivation ou aux conditions de travail) et l'absentéisme de longue durée (lié à des pathologies lourdes ou accidents).
- **Entretiens de retour** : Généralisation des entretiens après une absence prolongée pour faciliter la réintégration et prévenir les rechutes.

### Optimisation des Ressources et Flexibilité

- **Accord Télétravail** : Poursuite et ajustement des accords de télétravail dans les fonctions support pour favoriser la Qualité de Vie au Travail (QVT) sans compromettre la cohésion d'équipe.
- **Gestion des pics d'activité** : Amélioration de la planification sur les sites logistiques et de production pour limiter le recours aux heures supplémentaires excessives.

### Les Indicateurs d'État

L'exercice 2025 montre une stabilisation globale des indicateurs malgré un périmètre en expansion.

MOUVEMENT DE PERSONNEL	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Effectif Groupe (hors rachats et cession)	2 053	2 596	2 515	3 128	3 103	3 174
Entrées de collaborateurs sur l'année (hors rachats et cession)	720	869	821	1 135	1 074	1 043
Sorties de collaborateurs sur l'année (hors rachats et cession)	551	823	896	1 128	1 098	989

Au 31 décembre 2025, l'effectif de DELTA PLUS GROUP s'établit à 3 174 collaborateurs, marquant une progression liée à la stratégie d'expansion internationale du Groupe.

### Les KPIs

ABSENTÉISME ET TURNOVER : KPI'S	2020		2021		2022		2023		2024		2025	
Objectifs	Abs < 3 %	Turnover < 15 %	Abs < 3 %	Turnover < 15 %	Abs < 3 %	Turnover < 15 %	Abs < 3 %	Turnover < 15 %	Abs < 3 %	Turnover < 15 %	Abs < 3 %	Turnover < 15 %
Absentéisme « Office »	1,17 %		1,02 %		2,9 %		2,1 %		2,24 %		1,58 %	
Absentéisme Production et Entrepôt	1,97 %		1,25 %		3 %		3,3 %		3,55 %		2,76 %	
Absentéisme Total	1,68 %		1,18 %		3 %		2,9 %		3,15 %		2,39 %	
Turnover Groupe (hors rachat et cession)	33,36 %			33,18 %		33,10 %		36 %		35 %		33 %

### Taux d'absentéisme : 2.39 % (Objectif < 3 %)

- **Analyse :** Le Groupe atteint son objectif annuel. Ce maintien sous le seuil des 3 % témoigne de la résilience de nos organisations et de l'adaptation des actions de Qualité de Vie au Travail (QVT).

### Taux de rotation (Turnover) : 33 % (Objectif Groupe : < 15 %)

- **Analyse et mise en perspective :** Le taux de rotation 2025 s'établit à 33 %, soit un niveau supérieur à l'objectif Groupe fixé à 15 %. Cet écart doit toutefois être analysé à la lumière de la conjoncture économique 2025 et du modèle d'agilité industrielle de DELTA PLUS GROUP.

En premier lieu, ce niveau de turnover ne reflète pas uniquement des départs non souhaités, mais traduit également une gestion dynamique et pilotée des effectifs, liée à :

- une croissance structurelle soutenue sur certaines zones, nécessitant des ajustements rapides de compétences et de profils ;
- une adaptation ciblée de l'outil industriel, dans un contexte de cycles de production variables, ayant conduit à des ajustements volontaires de capacité sur certaines implantations.

Par ailleurs, l'analyse géographique met en évidence des disparités significatives. Dans certains pays, notamment en Amérique du Sud, les marchés du travail sont historiquement caractérisés par une mobilité professionnelle plus élevée et une volatilité économique plus marquée. Dans ces environnements, un objectif de turnover inférieur à 15 % n'est pas structurellement réaliste à court terme.

En excluant les ajustements liés aux cycles industriels et aux contextes locaux spécifiques, le turnover dit « subi » demeure maîtrisé. Les indicateurs de fidélisation sur les fonctions stratégiques et les postes clés restent stables, traduisant l'efficacité des politiques mises en œuvre (développement des compétences, dispositifs de formation, protection sociale et accompagnement managérial).

Le pilotage du turnover fait l'objet d'un suivi régulier par zone géographique et par typologie de départ, permettant d'adapter les plans d'action de rétention tout en préservant la flexibilité nécessaire à notre modèle industriel.

### CONCLUSION : Objectifs et plan d'action

L'exercice 2025 confirme la capacité de DELTA PLUS GROUP à gérer sa croissance avec équilibre et pragmatisme. En maintenant un taux d'absentéisme maîtrisé à **2,39 %**, le Groupe démontre la solidité de son climat social et l'efficacité de ses politiques de prévention.

Si le taux de rotation (turnover) de **33 %** reste supérieur à l'objectif cible de 15 %, il reflète avant tout l'agilité opérationnelle du Groupe face à une conjoncture variable. Les ajustements d'effectifs industriels réalisés au **Brésil** et au **Mexique** témoignent de notre capacité à adapter nos ressources aux besoins réels de production sans compromettre la pérennité de l'organisation.

Pour 2026, l'objectif est de poursuivre la dynamique de baisse du turnover amorcée cette année (-2 points). En renforçant l'attractivité de notre marque employeur et en capitalisant sur les piliers de formation et de protection sociale, DELTA PLUS GROUP s'assure que ses **3 174 collaborateurs** disposent d'un cadre de travail stable, performant et respectueux de leur équilibre.

### CONCLUSION DU PILIER PEOPLE : L'HUMAIN AU CŒUR DE LA CROISSANCE

L'exercice 2025 marque une étape de consolidation et de maturité pour la politique sociale de DELTA PLUS GROUP. En harmonisant ses standards mondiaux, le Groupe prouve que sa performance économique repose sur un capital humain protégé, formé et engagé.

Cette année a été caractérisée par des avancées majeures dans chacun de nos engagements :

- **Une culture sécurité renforcée :** La baisse significative du Taux de Fréquence à **4,30** (contre 6,10 en 2024) valide notre ambition « zéro accident » et l'efficacité de l'exportation des standards de sécurité les plus exigeants dans nos filiales internationales.
- **Un investissement record dans les compétences :** Avec une hausse de **81 % du volume horaire de formation** et l'atteinte de nos objectifs de cycle (6 ans) en France et à l'International, nous sécurisons l'employabilité de nos 3174 collaborateurs face aux mutations du marché.
- **Une protection sociale universelle :** L'utilisation systématique des **Fiches Cleiss** garantit désormais une conformité totale et une couverture santé/prévoyance robuste, protégeant nos équipes contre les aléas de la vie sur tous les continents.
- **Une agilité opérationnelle maîtrisée :** Malgré les ajustements nécessaires de notre outil industriel au Brésil et en Inde, le Groupe maintient un taux d'absentéisme bas 2,39 % et engage une baisse structurelle de son taux de rotation.





En 2026, l'accélération de la digitalisation de nos outils RH (déploiement du **LMS Groupe** et du **Dashboard SST**) permettra de franchir un nouveau cap. DELTA PLUS GROUP continuera de placer l'épanouissement et la sécurité de ses collaborateurs au centre de son modèle, convaincu qu'il n'y a pas de développement durable sans une responsabilité sociale exemplaire.

## PLANET – LES ENGAGEMENTS DE DELTA PLUS GROUPE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Le pilier « Planet » incarne la volonté stratégique de DELTA PLUS GROUP de conduire son développement économique tout en limitant son empreinte sur les générations futures. Cette ambition environnementale s'appuie sur une culture de la mesure et de l'amélioration continue, initiée dès 2017 avec la certification ISO 14001 de nos sites les plus significatifs en France et en Chine. Aujourd'hui, cette dynamique s'étend à l'ensemble de nos filiales de production et logistiques, attestant de notre engagement à réduire l'impact de nos activités partout dans le monde.

Notre action environnementale est structurée autour de quatre projets clés, identifiés suite à une analyse rigoureuse de nos impacts significatifs :

- **Maîtrise des Ressources** : Un engagement pour surveiller, contrôler et réduire nos ratios de consommation d'énergie, d'eau et de papier sur tous nos sites, qu'ils soient de production, logistiques ou administratifs.
- **Gestion des Déchets** : Une démarche visant à inventorier, réduire et recycler nos déchets via des filières agréées, avec l'objectif de dépasser un taux de recyclage global de 50 %.
- **Impact sur le Changement Climatique** : Une volonté de comprendre et de limiter nos émissions de gaz à effet de serre (GES) sur l'ensemble de notre chaîne de valeur.
- **Impact environnemental du Cycle de Vie Produits** : Une approche systématique de l'éco-conception pour réduire l'impact écologique de nos produits, de l'extraction des matières premières à leur fin de vie.

L'année 2025 marque une accélération majeure dans le pilotage de ces enjeux. Grâce à l'implémentation de **notre nouvel outil digital dédié**, nous franchissons une étape historique en réalisant le calcul de notre empreinte carbone sur **le périmètre Groupe**. Ce saut technologique nous permettra de passer d'une phase de reporting à un pilotage proactif de notre performance, tout en préparant l'intégration à cet outils de nos Analyses de Cycle de Vie (ACV) dès 2026.

## PROJET MAÎTRISE DES RESSOURCES

À l'instar de tous nos projets environnementaux, le projet Maîtrise des Ressources est fondé sur la rigueur méthodologique de la certification ISO 9001 et s'intègre pleinement dans l'organisation de notre certification ISO 14001. Ce projet témoigne de notre engagement concret à réduire l'empreinte énergétique de nos activités à travers le monde en impliquant directement nos services exploitation et nos relais RSE locaux.

Initié historiquement sur nos sites les plus significatifs, ce projet a franchi une étape majeure avec son déploiement à l'échelle du Groupe en 2023. L'enjeu est de recenser annuellement les ressources impactées par nos métiers afin de les qualifier et de les mettre sous contrôle par des mesures précises. Cette démarche vise à optimiser nos ratios de consommation sur tous nos sites – qu'ils soient de production, de logistique ou administratifs – tout en sensibilisant l'ensemble de nos collaborateurs aux enjeux de la transition énergétique.

### Risques et Opportunités

L'analyse environnementale de nos sites a permis d'identifier des facteurs de risques majeurs liés à nos activités :

- **Pollution** : Les risques de pollution de l'eau, des sols et de l'air générés tout au long du cycle de vie des énergies utilisées.
- **Appauvrissement des ressources** : La surexploitation des ressources énergétiques non renouvelables.
- **Santé et Biodiversité** : Les conséquences de ces pollutions sur la santé humaine et l'érosion de la biodiversité.

Face à ces risques, DELTA PLUS saisit l'opportunité de se tourner vers des sources d'énergies renouvelables et d'accroître sa maîtrise environnementale globale.

**LA POLITIQUE** : Le Groupe DELTA PLUS s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de surveiller, maîtriser et réduire ses consommations de ressources dans ses usines, sur ses plateformes logistiques, ainsi que sur ses sites administratifs partout dans le monde.

### Genèse et évolution du périmètre

Le projet Maîtrise des Ressources a suivi une trajectoire de déploiement rigoureuse et progressive :

- **Phase de test (Apt, France)** : Les premières opportunités de réduction ont été saisies sur notre site d'Apt, qui regroupe notre siège social, notre usine de production anti-chute et notre plateforme logistique européenne majeure.

Certifié ISO 14001, ce site a servi de zone test pour accroître notre maîtrise environnementale avant un déploiement plus large.

- **Déploiement prioritaire (2020) :** À partir de 2020, la démarche a été étendue aux sites ayant l'impact environnemental le plus significatif au sein du Groupe : DELTA PLUS China, DELTA PLUS India (P.Ltd.), DELTA PLUS Systems et DELTA PLUS Polska. Ces sites ont été sélectionnés pour leur importance stratégique et leur engagement préalable dans une démarche d'amélioration continue via la certification ISO 14001.
- **Méthodologie par activité :** Le périmètre suit ses indicateurs et objectifs en fonction du type d'activité (production, logistique ou administratif). Dès l'origine, les plans d'action se sont concentrés sur trois flux identifiés comme impacts prioritaires : l'électricité, l'eau et le papier.

### Historique des actions marquantes (2018-2024)

Depuis le lancement de notre plan quinquennal, en 2018, le projet Maîtrise des Ressources a permis d'ancrer des changements structurels profonds au sein du Groupe. Ces premières étapes ont servi de socle à notre politique actuelle :

- **Énergies renouvelables :** Installation d'une ferme photovoltaïque dès 2018 sur notre site d'Apt, complétée par des ombrières de parking, ainsi que le déploiement de panneaux solaires en Pologne (2022), en Chine (2023) et aux Pays-Bas (Armor en 2019)
- **Efficacité énergétique :** Passage généralisé à l'éclairage LED sur nos sites français et chinois, tant en intérieur qu'en extérieur.
- **Sobriété papier :** Rationalisation du parc de copieurs avec pilotage individuel des impressions et transition majeure vers le catalogue numérique, faisant passer la consommation de papier de 166 tonnes en 2015 à un volume marginal aujourd'hui.
- **Engagement des équipes :** Institution de rendez-vous annuels tels que le Digital Clean-Up Day pour réduire la pollution numérique et la Clean Walk pour la préservation de l'environnement local.

### Les Actions Concrètes 2025

Notre engagement visant à réduire nos consommations d'énergie dans le Groupe se traduit par des actions opérationnelles fortes, renforcées en 2025 par une automatisation accrue du pilotage et des investissements techniques sur nos sites majeurs.

### Déploiement et Pilotage de la Performance

- **Accompagnement des relais RSE locaux :** Nous poursuivons le déploiement du projet au périmètre global en accompagnant nos relais locaux par des sessions de sensibilisation, une explication approfondie de notre organisation et la mise à disposition de supports dédiés pour atteindre les objectifs fixés.
- **Automatisation de la donnée :** Pour fiabiliser notre reporting, nous avons créé un fichier de récupération automatique des consommations d'électricité, de gaz, d'eau et de papier, centralisant les informations de chaque fichier source des filiales.
- **Analyse et réactivité :** Un processus de contrôle rigoureux est instauré durant les mois d'octobre et novembre pour analyser les hausses ou baisses de consommation avec les filiales et procéder à la mise à jour annuelle des plans d'actions locaux.

### Investissements et Optimisations par Site

En Chine :

- **Efficacité industrielle :** Remplacement de la presse à injection traditionnelle par un modèle électrique, offrant une meilleure efficacité énergétique.
- **Énergie solaire :** Poursuite de l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site pour accroître notre part d'autoconsommation d'énergie verte.

Maspica (Italie) :

- **Transition énergétique :** Lancement des travaux d'installation de panneaux photovoltaïques sur le site de production de chaussures de sécurité.

En Espagne :

- **Efficacité énergétique :** Remplacement des éclairages fluorescents par des éclairages LED.

En Australie :

- **Sobriété opérationnelle :** Rondes nocturnes des responsables pour éteindre les lumières et équipements, réparation des portes défectueuses et réglage de la climatisation à 23 °C, afin de réduire la consommation d'énergie.

Aux Pays-Bas (ARMOR) :

- **Efficacité énergétique :** Automatisation de l'éclairage de bureau pour extinction automatique à heure fixe.
- **Mobilité durable :** Recours à un partenaire logistique utilisant une flotte importante de véhicules électriques pour réduire l'empreinte carbone liée au transport.



Au Brésil :

- Energie propre : DELTA PLUS Brésil a intégré l'utilisation d'énergies propres dans ses processus de production. Cette initiative concrète contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, garantit la provenance de l'énergie utilisée et réaffirme l'engagement de la filiale en faveur de pratiques industrielles durables.

En France (Siège social) :

- Audit et Stratégie : Réalisation d'un audit énergétique complet du site d'Apt afin d'identifier de nouveaux leviers de réduction conformes aux exigences du décret tertiaire.
- Pilotage technique : Mise en place d'un système de pilotage centralisé pour les équipements de

chauffage et de climatisation afin d'optimiser la consommation en fonction de l'occupation des locaux.

- Mobilité durable : Ajout d'une borne de recharge électrique supplémentaire pour soutenir l'électrification progressive de notre flotte de véhicules.

Continuité dans les engagements Écocitoyen:

- Digital Clean-Up Day : Organisation de la *Delta Clean-Up Week* pour sensibiliser les collaborateurs à la réduction des déchets numériques.
- Clean Walk : Réitération de l'action citoyenne de ramassage des déchets sur nos sites français, ayant permis de collecter 118 kg de déchets lors de l'édition précédente.

## Les Indicateurs d'État

Les consommations de ressources de l'ensemble des sites du Groupe sont suivies sur le tableau suivant :

		ÉLECTRICITÉ									EAU		PAPIER	GAZ
		Surface	Bureaux	KPI kWh/m²	Logistique	KPI kWh/m²	Production	CA	KPI kWh/ K€ CA	Effectif	m³	KPI m³/ pers	kg	kWh
FRANCE	Siège social	3 947	321 714	6,8	-	-	-	-	-	152	3 951	21	1 800	-
	Froment	-	-	-	-	-	34 488	1 759	20	8				34 225
	Plateforme Logistique	16 600	-	-	315 845	1,6	-	-	-	32				-
	DP Systems	-	-	-	-	-	281 781	23 127	12	106	284*	3	893	108651
	Alsolu	-	-	-	-	-	135 539	16 624	8	38	228	6	385	54 291
POLOGNE	DP Polska	9 628	-	-	156 066	1,4	-	-	-	43	662	15	588	364 656
CHINE	Usine	-	-	-	-	-	4 457 741	106 331	42		2 365	-	-	0
	Plateforme Logistique	17 306	-	-	111 368	0,5	-	-	-	628	1 128	-	-	-
INDE	Bureau	3 892	203 940	4,4	-	-	-	-	-		9 894	16	2 708	-
	Usine	-	-	-	-	-	1 078 055	15 418	70					
	Plateforme Logistique	10 000	-	-	408 944	3,4	-	-	-	589	10 436	18	197	113 220
ALLEMAGNE	DP Deutschland	-	-	-	-	-	14 590	3 602	4,1	7	49	7	352	8 288
BENELUX		160	5 326	2,8	-	-	-	-	-	11	24	2	99	29 118
BRÉSIL	DP Brasil (2 sites)	-			-	-	1 192 645	15 776	75,6	222	2 355	11	772	0
	WhiteLake	-			-		763 727	8 617	89	349	3 208	9	864	21 665
COLOMBIE	DP Colombie	1 429	19 172	1,1	-	-	-	-	-	39	330	8	358	0
CROATIE	DP Croatia	180	-	-	7 860	3,6	-	-	-	9	0	0	399	16 524
MIDDLE EAST	DPME	1 200			156 660	10,9	-	-	-	17	140	8	24	0
	AllSafe Production	-	-	-	-	-	150 840	8 238	18					
	AllSafe Logistique	1 400	-	-	135 360	8,1	-	-	-	75	1 199	16	103	0
ESPAGNE		900	23 262	2,2	-	-	-	-	-	24	119	5	115	0
GRÈCE		1 000	-	-	19 305	1,6	-	-	-	9	0	-	377	0
HONGRIE		142	3 265	1,9	-	-	-	-	-	7	0	0	0	1 680

		ÉLECTRICITÉ								EAU		PAPIER	GAZ	
		Surface	Bureaux	KPI kWh/m²	Logistique	KPI kWh/m²	Production	CA	KPI kWh/€ CA	Effectif	m³	KPI m³/pers	kg	kWh
ITALIE	Maspica Production	-	-	-	-	-	1 205 329	43 525	28	99	678*	7	1 493	689 106
	Maspica Logistique	6 005	-	-	111 203	1,5	-	-	-					
	Derrigal	-	-	-	-	-	872 950	7 481	117	416	459	0	863	0
	DP Italie	900	36488*	3,4	-	-	-	-	-					
	Boots Company	-	-	-	-	-	2 159 233	8 735	247					
USA	DP USA	-	-	-	-	-	1 860 060	23 955	78	141	1 815	13	543	579 750
CANADA	DP Canada Production	-	-	-	-	-	19 200	5 012	3,8	15	13	1	0	380 532
	DP Canada Logistique	27 810	-	-	105 660	0,3	-	-	-					
AUSTRALIE	SafetyLink Production	-	-	-	-	-	43 963	9 037	4,9	38	205	5	243	15 786
	SafetyLink Logistique	1 223	-	-	30 759	2,1	-	-	-					
SLOVAQUIE		112	6 522	4,9	-	-	-	-	-	7	9	1	-	0
TURQUIE		1 150	-	-	17 125	1,2	-	-	-	14	48	3	90	0
UK		2 469	-	-	61 134	2,1	-	-	-	13	1 468	113	185	106 044
PÉROU		1 000	-	-	14 403	1,2	-	-	-	25	475	19	209	0
PHILIPPINES		1 885	-	-	47 299	2,1	-	-	-	27	1 146	42	462	0
MEXIQUE		6 124	-	-	114 667	1,6	649 790	6 210	105	51	373	7	251	0
PAYS-BAS	DP Systems	-	-	-	-	-	17 554	6 505	3	26	142	5	740	3 556
	ARMOR	1 740	-	-	29470*	-	-	-	-	21	69	3	400	
COSTA-RICA		700	-	-	2 646	0,3	-	-	-	14	23	2	1	0
ROUMANIE		94	10 391	9,2	-	-	-	-	-	7	41	6	36	15 811
ARGENTINE	Production	-	-	-	-	-	381 244	9 331	41	132	0	0	648	105 061
	Logistique	1 435	-	-	127 082	7,4	-	-	-					
TOTAL	Groupe	120 431	630 080		1 972 855		15 318 729	319 283		3 496	44 861		16 752	2 693 090

\* Estimation

## Les KPIs

Les KPIs mis en place concernent l'électricité, suivie en fonction du type de site, l'eau et le papier, suivis en fonction de l'effectif :

CONSUMMATION GROUPE		2024			2025		
		CONSUMMATION	KPI	OBJECTIF 2025	CONSUMMATION	KPI	2025 vs 2024
ÉLECTRICITÉ (kWh)	Bureaux	748 505	4,9 kWh/m²/mois	-5 %	630 080	4,5 kWh/m²/mois	-7 %
	Logistique	1 821 251	1,6 kWh/m²/mois		1 972 855	1,5 kWh/m²/mois	-3 %
	Usines	17 181 816	49,5 kWh/ k€ CA		15 318 729	48,0 kWh/ k€ CA	-3 %
GAZ (kWh)		2 781 403		-5 %	2 693 090		-3 %
EAU (m³)		49 460	14,1 m³ par pers.	-5 %	44 861	12,8 m³ par pers.	-9 %
PAPIER (kg)		17 553	5,0 kg par pers.	-5 %	16 752	4,8 kg par pers.	-4 %
<b>TOTAL - ÉNERGIE (kWh)</b>		<b>22 532 975</b>			<b>20 614 754</b>		<b>-9 %</b>





L'exercice 2025 confirme l'efficacité de notre stratégie de maîtrise des ressources, avec des résultats globaux très encourageants qui dépassent les objectifs fixés pour l'année.

### Performance Énergétique Globale

Sur l'ensemble du périmètre Groupe, notre consommation totale d'énergie (électricité + gaz) a poursuivi sa tendance baissière. Elle est passée de **22,5 GWh en 2024 à 20,6 GWh en 2025**, enregistrant ainsi une réduction significative de 8,4 %. Cette performance globale témoigne du succès de nos actions structurelles d'efficacité énergétique (renouvellement d'équipements, pilotage centralisé, éclairage LED).

### Analyse Détaillée par Fluide et Activité

#### • Électricité (Consommation brute - Évolution des KPI) :

- **Usines** : L'intensité énergétique de nos sites industriels, mesurée par kWh consommé par k€ de Chiffre d'Affaires, a poursuivi son amélioration. Le KPI est passé de 49,5 en 2024 à 48 en 2025. Cette évolution représente une réduction de 3 % par rapport à la performance de 2024, nous rapprochant de l'objectif DPEF 2024 (< 47).
- **Bureaux** : Les surfaces administratives enregistrent également une baisse de 7 % de leur consommation au m<sup>2</sup> (de 4,9 à 4,5 kWh/m<sup>2</sup>/mois), validant les efforts de pilotage du chauffage/climatisation et de sensibilisation aux éco-gestes.
- **Logistique** : Nos plateformes logistiques poursuivent leur optimisation avec une réduction de 3 % de leur ratio (de 1,6 à 1,5 kWh/m<sup>2</sup>/mois), malgré une activité soutenue.

• **Gaz (-3 % au global)** : La consommation de gaz a également été réduite de **3 %**, s'établissant à **2,69 GWh en 2025** (contre 2,78 GWh en 2024). Cette baisse, bien que plus modérée que l'année précédente, est inférieure à notre objectif annuel de -5 %.

• **Eau (-9 % par personne)** : La consommation d'eau par collaborateur a connu une nette amélioration, diminuant de **9 %** pour atteindre **12,8 m<sup>3</sup> par personne** par an (contre 14,1 m<sup>3</sup> en 2024). Ce résultat dépasse largement l'objectif fixé de -5 %.

• **Papier (-4 % par personne)** : La transition numérique se poursuit avec succès, entraînant une baisse de 4 % de la consommation de papier par collaborateur (passant de 5 kg à **4,8 kg par personne**). Cette performance résulte des efforts continus de dématérialisation et du déploiement de workflows numériques dans l'ensemble de nos entités, contribuant ainsi à la maîtrise de nos ressources.

### Conclusion du Projet

L'année 2025 marque une étape de maturité pour le projet « Maîtrise des Ressources ». Les résultats obtenus démontrent la capacité du Groupe à découpler sa croissance économique de sa consommation de ressources.

Avec une réduction globale de **8,4 % de sa consommation énergétique totale** et des indicateurs d'efficacité en nette amélioration sur l'ensemble des flux (électricité, gaz, eau, papier), DELTA PLUS GROUP dépasse ses objectifs annuels.

Ces performances valident la stratégie combinant un déploiement méthodologique rigoureux (ISO 14001, automatisation du reporting), des investissements techniques ciblés sur les sites industriels et une mobilisation continue des équipes locales. Fort de ces résultats, le Groupe est en bonne voie pour atteindre ses objectifs environnementaux à moyen terme.

### GESTION DES DÉCHETS

Dans le cadre de ses activités industrielles et logistiques, DELTA PLUS GROUP génère inévitablement des déchets liés à la production, à l'emballage et à la distribution de ses équipements de protection individuelle.

### L'enjeu pour le Groupe est double

- Limiter l'impact environnemental associé à la fin de vie de ces matériaux (pollution, saturation des décharges).
- S'inscrire dans une logique d'économie circulaire où le déchet est considéré comme une ressource potentielle, tout en maîtrisant des coûts de traitement en hausse structurelle.

### Principaux Facteurs de Risques

Une mauvaise gestion des déchets expose le Groupe à plusieurs types de risques identifiés :

- **Risque de non-conformité réglementaire** : Face au durcissement rapide des législations locales et internationales concernant le tri, le recyclage et la traçabilité (notamment pour les déchets dangereux).
- **Risque environnemental** : Pollution potentielle des sols ou des eaux en cas de stockage inadéquat sur site ou de recours à des filières de traitement aval non maîtrisées.
- **Risque économique** : Augmentation continue des taxes d'enfouissement et des coûts de traitement, doublée d'une perte de valeur économique sur les gisements de matériaux non valorisés (cartons, plastiques, métaux).
- **Risque réputationnel** : Attentes croissantes des clients et des investisseurs concernant la gestion responsable des déchets opérationnels.

## Politique et Objectifs de transition 2025

La politique de DELTA PLUS GROUP repose sur la hiérarchie standard des « 3R » :

1. **Réduire** à la source la production de déchets.
2. **Réutiliser** en interne ce qui peut l'être (ex. : réemploi d'emballages, palettes).
3. **Recycler** et valoriser les déchets résiduels en privilégiant la valorisation matière (recyclage) ou, à défaut, la valorisation énergétique.

**L'Objectif 2025** : Structurer pour piloter.

À l'instar des projets « Climat » et « Ressources », 2025 est une année de transition majeure. L'objectif prioritaire n'est pas encore de fixer des objectifs chiffrés de réduction, mais de structurer la démarche à l'échelle du Groupe. Cela passe par :

- L'harmonisation des pratiques de tri sur l'ensemble des filiales industrielles et logistiques.
- La fiabilisation de la remontée des données (tonnages précis par type de déchets et par filière de traitement finale) via notre nouvel outil de reporting centralisé, afin d'établir une année de référence (baseline) solide.

## Les Actions Concrètes

L'année 2025 marque un tournant dans la gestion des déchets chez DELTA PLUS GROUP, caractérisé par un **élargissement** du **périmètre** suivi et une **structuration** rigoureuse de la **collecte de données**, préalable indispensable au pilotage global.

### Historique et Extension du Périmètre

Historiquement gérée au niveau local par chaque site selon les contraintes réglementaires nationales, la gestion des déchets fait désormais l'objet d'une approche Groupe harmonisée.

L'exercice 2025 voit le périmètre de reporting s'élargir considérablement pour intégrer de nouveaux sites de production et de distribution clés : Allemagne, France (Alsolu), Italie (Boots cie), Canada, Roumanie, UK, Slovaquie, Philippines et Brésil (White Lake). Cette extension confirme notre volonté de couvrir l'ensemble des opérations significatives du Groupe.

### Structuration et Fiabilisation de la Donnée

Sous une nouvelle impulsion projet depuis mai 2025, un travail de fond a été mené pour fiabiliser le reporting :

- Harmonisation des référentiels : Une recatégorisation complète des types de déchets a été opérée. L'objectif est double : harmoniser les pratiques de tri entre filiales et assurer une intégration optimale de ces données dans le Bilan Carbone du Groupe (sur les exercices 2024 et 2025).

- Automatisation de la collecte : Un fichier de récupération automatique des données saisies par les filiales a été mis en place suite à une campagne de prise de contact avec l'ensemble des sites en septembre, garantissant une remontée d'information plus fiable et homogène.

## Actions Opérationnelles de Réduction et Valorisation

Sur le terrain, les filiales poursuivent leurs efforts pour appliquer la règle des « 3R » (Réduire, Réutiliser, Recycler) à travers des actions concrètes adaptées à leur activité.

### Optimisation Logistique et Réemploi :

- France (Entrepôt d'Apt) : Achat d'une deuxième filmeuse à pré-étirage 300%, permettant de réduire significativement la quantité de film plastique utilisée par palette expédiée.
- France (DP SYSTEMS) : Réduction des coûts et diminution de l'impact carbone grâce à un nouveau prestataire situé à 10 km (au lieu de 30 km).
- Pologne : Mise en place d'une boucle d'économie circulaire interne : récupération des tubes de carton et films non utilisés en stockage pour les réutiliser intégralement comme matériaux de calage dans les colis clients.
- Colombie : Remise des déchets valorisables (carton, plastique, électronique) à une fondation pour une gestion certifiée des déchets et le réinvestissement des bénéfices de la revente dans des programmes sociaux pour les travailleurs informels.
- Groupe : Poursuite de la politique générale de réparation des palettes cassées et de réutilisation des emballages cartons et plastiques dans les flux logistiques internes.

### Efficacité Industrielle et Recyclage :

- Chine : Optimisation des process de l'usine et amélioration des connaissances techniques (opérateurs et machines) ayant conduit à une baisse mesurable des déchets de cuir. Le recyclage interne du plastique se poursuit.
- Inde : Continuation du recyclage interne des chutes de polyuréthane.
- Brésil : Mise en place du recyclage des embouts de protection (Toe Box et Counter).

### Vie de bureau (Siège social) :

- Installation d'un composteur sur le site d'Apt pour valoriser les biodéchets de table et mise en place du tri sélectif du verre au réfectoire.



## Sensibilisation des équipes

Parce que le tri à la source est la clé de la valorisation, la campagne de sensibilisation « Trions ensemble » a été reconduite, accompagnée d'un

déploiement de nouveaux affichages sur sites pour rappeler les consignes de tri aux collaborateurs.

## Les Indicateurs d'État

L'exercice 2025 constitue l'année de référence (base-line) pour notre nouveau périmètre de reporting élargi. Les données consolidées ci-dessous offrent

une photographie exhaustive des gisements de déchets générés par les activités industrielles et logistiques du Groupe.

### Tonnage de déchets rejetés sur le périmètre

TYPE DE DÉCHETS																				
DÉCHETS RECYCLÉS (EN TONNES)	APT	DP SYSTEMS	CHINA	INDIA	MASPICA	DP BRAZIL	POLAND	USA	SAFETYLINK	COLOMBIA	DPME & ALL SAFE	ALLEMAGNE	ALSOLU	BOOTS	CANADA	ROMANIA	UK	SLOVAKIA	PHILIPPINES	WHITE LAKE
Aluminium	0,0	14,2	0,0	0,0	1,8	0,1	0,0	0,0	5,8	0,0	0,00	0,0	7,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois	7,2	16,7	6,6	9,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,46	0,0	19,4	0,0	0,0	2,7	7,0	0,0	0,0	20,8
Métaux	5,2	0,0	0,1	2,4	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,5	3,3	0,0	0,0	1,5	0,0	0,1	0,0
Métaux ferreux	0,0	17,0	5,5	0,0	11,0	0,8	0,0	0,0	1,3	0,0	0,00	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,9
Batteries	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Huiles	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déchets dangereux	0,3	0,7	36,3	0,0	6,3	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eaux usées et boues	7,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DEEE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0
Carton et Papier	15,2	11,3	56,9	12,3	37,3	6,0	2,9	39,8	11,8	1,2	3,65	1,1	11,1	4,7	4,0	4,7	2,0	6,1	0,4	13,2
Plastique - Autres emballages	1,7	0,6	65,1	12,2	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,37	0,0	0,0	4,1	0,0	0,1	0,8	0,0	0,0	1,1
Emballage Aluminium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Textiles et linges	0,0	0,0	0,0	49,0	0,0	64,7	0,3	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	35,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8
Déchets Industriels Banals (DIB)		6,5	0,0	72,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	22,1	0,0	0,0	0,0	5,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total recyclés (en tonnes)</b>	<b>37,58</b>	<b>66,95</b>	<b>170,50</b>	<b>158,49</b>	<b>56,42</b>	<b>76,59</b>	<b>4,07</b>	<b>39,84</b>	<b>18,88</b>	<b>1,28</b>	<b>6,48</b>	<b>1,12</b>	<b>60,88</b>	<b>48,13</b>	<b>4,00</b>	<b>7,54</b>	<b>16,57</b>	<b>6,06</b>	<b>0,42</b>	<b>57,79</b>
DÉCHETS NON-RECYCLÉS (EN TONNES)																				
Déchets résiduels	5,9	0,0	4,2	0,0	0,0	0,0	1,4	74,6	30,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	6,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0
Déchets dangereux (DD)	0,0	0,0	0,0	0,0	33,9	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,3
Plastique - Autres emballages	0,0	0,0	8,1	72,9	182,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,11	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Textiles et linges	0,0	0,0	275,1	0,0	0,0	12,7	0,0	0,0	0,6	0,0	0,01	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	0,0	179,2
Carton et Papier																1,6				
Bois																1,6				
<b>Total non-recyclés (en tonnes)</b>	<b>5,96</b>	<b>0,00</b>	<b>287,37</b>	<b>72,91</b>	<b>216,32</b>	<b>12,74</b>	<b>1,42</b>	<b>75,16</b>	<b>30,60</b>	<b>0,00</b>	<b>0,12</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,02</b>	<b>6,00</b>	<b>3,30</b>	<b>2,50</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>183,54</b>
<b>Tonnage total de déchets</b>	<b>43,54</b>	<b>66,95</b>	<b>457,87</b>	<b>231,40</b>	<b>272,74</b>	<b>89,32</b>	<b>5,49</b>	<b>115,00</b>	<b>49,48</b>	<b>1,28</b>	<b>6,60</b>	<b>1,12</b>	<b>60,88</b>	<b>48,15</b>	<b>10,00</b>	<b>10,84</b>	<b>19,07</b>	<b>6,06</b>	<b>0,42</b>	<b>241,33</b>
<b>% de déchets recyclés</b>	<b>86%</b>	<b>100 %</b>	<b>37%</b>	<b>68%</b>	<b>21%</b>	<b>86%</b>	<b>74%</b>	<b>35%</b>	<b>38%</b>	<b>100 %</b>	<b>98%</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>40%</b>	<b>70%</b>	<b>87%</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>24%</b>

Production totale déchets (ancien Périmètre) : 1 340

Production totale déchets : 1 737,54

Taux de recyclage ancien Périmètre : 47,6 %

Taux de recyclage nouveau Périmètre : 48,3 %

Objectif 2025 > 50 %

### Les KPIs

l) Le taux de recyclage de nos déchets : KPI N° 1

TYPE DE DÉCHETS																				
DÉCHETS RECYCLÉS (EN TONNES)	APT	DP SYSTEMS	CHINA	INDIA	MASPI/CA	DP BRAZIL	POLAND	USA	SAFETYLINK	COLOMBIA	DPME & ALL SAFE	ALLEMAGNE	ALSOLU	BOOTS	CANADA	ROMANIA	UK	SLOVAKIA	PHILIPPINES	WHITE LAKE
Total recyclés (en tonnes)	37,58	66,95	170,50	158,49	56,42	76,59	4,07	39,84	18,88	1,28	6,48	1,12	60,88	48,13	4,00	7,54	16,57	6,06	0,42	57,79
Tonnage total de déchets recyclés	43,54	66,95	457,87	231,40	272,74	89,32	5,49	115,00	49,48	1,28	6,60	1,12	60,88	48,15	10,00	10,84	19,07	6,06	0,42	241,33
% de déchets recyclés	86%	100 %	37%	68%	21%	86%	74%	35%	38%	100 %	98%	100 %	100 %	100 %	40%	70%	87%	100 %	100 %	24%

Taux de recyclage nouveau Périmètre : 48,3 %

Objectif 2025 > 50 %

C'est le pourcentage de déchets que nous trions pour nous assurer qu'ils soient recyclés ou revalorisés.

L'analyse des résultats de l'exercice 2025 doit être menée à deux niveaux pour apprécier justement la performance du Groupe : une vue d'ensemble intégrant le nouveau périmètre élargi (notre nouvelle référence), complétée par une analyse à périmètre constant pour mesurer l'évolution réelle de nos sites historiques par rapport à 2024.

En 2025, l'intégration de nouveaux sites (Allemagne, White Lake, Philippines, etc.) porte le gisement total de déchets gérés par le Groupe à un niveau inédit.

**Sur ce nouveau périmètre élargi, les résultats s'établissent comme suit :**

- **Gisement Total : 1 737 tonnes** de déchets générés.
- **Taux de Valorisation Global : 48,3 %** (soit 839 tonnes recyclées ou valorisées).

Ces données constituent **notre nouvelle année de référence (baseline) exhaustive** pour le pilotage futur de la stratégie déchets du Groupe.

Pour évaluer l'efficacité des actions menées, il est essentiel de comparer la performance des sites présents sur les deux exercices. **Sur ce périmètre historique constant**, l'analyse révèle une double dynamique de progrès très positive :

INDICATEUR CLÉ (PÉRIMÈTRE CONSTANT)	EXERCICE 2024	EXERCICE 2025	ÉVOLUTION / TENDANCE
Total Déchets Générés (Tonnes)	1 509	1 340	<b>Réduction significative (-11 %)</b> (Application du principe « Réduire »)
Taux de Recyclage Moyen (%)	43 %	47,6 %	<b>Amélioration notable (+4,6 pts)</b> (Application du principe « Recycle »)

Cette analyse démontre que, à périmètre comparable, le Groupe a réussi simultanément à **réduire sa production globale de déchets** et à **mieux valoriser ceux qu'il génère**.

L'amélioration de la performance globale à périmètre constant s'explique par des résultats concrets sur le terrain :

- **Réduction à la source** : La baisse sensible du tonnage global est notamment portée par des sites comme **Apt (France)**. Grâce à des actions d'optimisation (ex. : nouvelle filmeuse), le site a vu son volume total de déchets diminuer de près de 18 %, passant de 52,9 tonnes en 2024 à **43,5 tonnes** en 2025.

- **Progression du taux de valorisation** : L'augmentation du taux moyen est tirée par la progression encourageante de sites industriels majeurs qui partaient de niveaux plus bas, comme la **Chine** (dont le taux passe de 32 % à **37 %**) et **Maspica** (de 16 % à **21 %**). Ces résultats valident les premiers efforts de structuration des filières pour les déchets industriels complexes.





## II) L'avancement du périmètre : KPI N° 2

KPI N° 2	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Sites du périmètre	Apt (siège, plateforme + usine)	Apt (siège, plateforme + usine)	Apt, DP Chine, DP Pologne, DP Systems	Apt, DP Chine, DP Pologne, DP Systems, DP Inde, DP Brésil, Maspica Italie	Apt, DP Chine, DPPologne, DP Systems, DP Inde, DP Brésil, Maspica Italie, DP USA, SafetyLink Australie, DP Colombie, DP Middle East	Apt, DP Chine, DP Pologne, DP Systems, DP Inde, DP Brésil, Maspica Italie, DP USA, SafetyLink Australie, DP Colombie, DP Middle East, DP Allemagne, Alsolu, Boots Company, DP Canada, Roumanie, UK, Slovaquie, Philippines, White Lake
Effectif concerné	7 %	7 %	28 %	55 %	63 %	75 %

Cet indicateur clé mesure le déploiement de la démarche structurée de gestion des déchets au sein du Groupe. Il reflète la part des effectifs travaillant sur des sites dont les données déchets sont remon-  
tées et consolidées.

Le graphique démontre une accélération très nette de la démarche depuis 2022. En trois ans, le taux de couverture a plus que doublé, passant de 28 % à une prévision de **75 % pour l'exercice 2025**. Cette progression rapide concrétise la volonté du Groupe d'intégrer progressivement l'ensemble de ses sites industriels et logistiques majeurs dans un pilotage unifié.

### CONCLUSION

L'exercice 2025 marque une étape décisive de structuration et de changement d'échelle pour la gestion des déchets chez DELTA PLUS GROUP.

Historiquement gérée localement, la démarche est passée à une phase de pilotage Groupe volontariste. Cela s'est traduit par un élargissement massif du périmètre de reporting, qui couvre désormais 75 % des effectifs, contre seulement 7 % cinq ans plus tôt. Cette structuration porte déjà ses fruits. Les résultats 2025 démontrent la capacité du Groupe à activer simultanément les deux leviers de l'économie circulaire : réduire les volumes à la source sur ses sites matures et améliorer les filières de valorisation sur ses sites industriels en développement.

Avec une « baseline » désormais solide de 1 737 tonnes et un taux de départ de 48,3 %, DELTA PLUS GROUP dispose des fondations nécessaires pour définir, dans les prochains exercices, des objectifs chiffrés d'amélioration de son taux de valorisation global.

### IMPACT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans le cadre de sa démarche environnementale, DELTA PLUS GROUP s'engage à comprendre, mesurer et limiter l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre (GES) générées directement et indirectement par son activité. L'accumulation de ces gaz dans l'atmosphère entraîne un dérèglement climatique majeur, marqué par la hausse des températures mondiales et du niveau des océans.

Face à ces enjeux, notre objectif est d'identifier nos leviers d'action pour réduire l'impact climatique de l'ensemble du Groupe, qu'il s'agisse de nos sites de production, de logistique ou administratifs.

### Principaux Facteurs de Risques

Le dérèglement climatique engendre des risques majeurs que le Groupe a identifiés et souhaite atténuer :

- **Accumulation des GES** : L'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère entraîne une hausse des températures à l'échelle planétaire et une élévation du niveau des océans.
- **Événements extrêmes** : La multiplication d'événements climatiques et naturels extrêmes (inondations, incendies, tempêtes) nécessite une adaptation rapide et de plus en plus coûteuse pour nos infrastructures.
- **Érosion de la biodiversité** : Le changement climatique provoque l'extinction de certaines espèces animales et végétales, entraînant une uniformisation de la biodiversité incapable de s'adapter à ces changements brutaux.
- **Saturation de la régulation naturelle** : La nature n'est plus en mesure d'absorber les volumes croissants de gaz à effet de serre émis au niveau mondial, perdant ainsi son rôle de régulateur de la qualité de l'air.

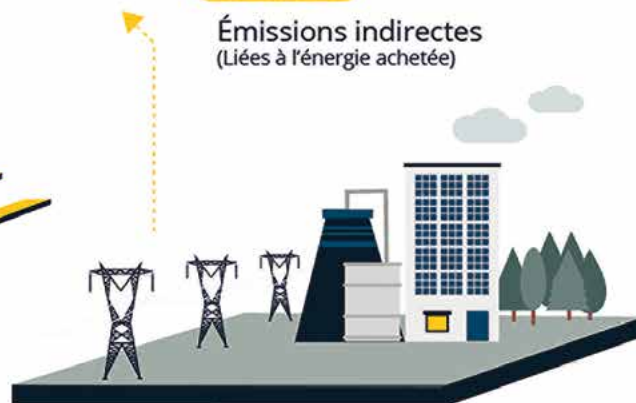
## SCOPE 1

Émissions directes  
(Sources détenues ou contrôlées)



## SCOPE 2

Émissions indirectes  
(Liées à l'énergie achetée)



## SCOPE 3

Autres émissions indirectes  
(Chaîne de valeur)



## LA POLITIQUE et la Transition vers le Pilotage Global

La politique du Groupe consiste à réaliser un bilan carbone complet couvrant les trois scopes d'émissions. L'ambition est de passer d'un stade de simple « reporting » à un véritable stade de « pilotage » de nos émissions de GES.

- Une année charnière en 2025 : Alors que nos bilans précédents se concentraient sur un périmètre prioritaire (Siège d'Apt, DELTA PLUS Systems, Maspica et plateforme polonaise), l'année 2025 marque le passage au calcul de l'empreinte carbone à l'échelle du Groupe en couvrant désormais **95 % des effectifs et 86 % du Chiffre d'Affaires** du Groupe.
- Transformation Digitale : Ce changement d'échelle est rendu possible par l'implémentation de notre nouvel outil logiciel dédié, qui automatise la

collecte des données auprès de toutes nos filiales et garantit une précision accrue des résultats.

## Historique et Évolution

Le projet a débuté au siège social d'Apt suite à l'analyse environnementale liée à la certification ISO 14001. Jusqu'en 2021, le périmètre était restreint aux émissions liées au transport de marchandises (poste significatif du Scope 3), identifié dès l'origine comme un impact majeur de notre activité.

En 2024, nous avons réussi à comparer les trajectoires sur nos sites pilotes, observant notamment une réduction de 4 % des émissions sur le site d'Apt entre 2022 et 2023. Fort de cette expérience, le Groupe déploie désormais cette expertise à l'ensemble de ses filiales pour définir des plans d'actions de réduction adaptés à chaque typologie de site.



## Méthodologie et Périmètre d'Analyse (Scopes 1, 2 et 3)

Notre méthodologie s'appuie sur les standards internationaux (Bilan Carbone et GHG Protocol) pour analyser trois catégories d'émissions :

- **Scope 1 (Émissions directes)** : Émissions liées aux sources fixes et mobiles de combustion (chaudières, flotte de véhicules) et aux émissions fugitives.
- **Scope 2 (Émissions indirectes liées à l'énergie)** : Émissions liées à la consommation d'électricité et aux réseaux de chaleur.
- **Scope 3 (Autres émissions indirectes)** : Cette catégorie est la plus significative, représentant généralement plus de 80 % de notre bilan. Elle couvre l'ensemble de notre chaîne de valeur amont et aval : achats de matières premières et de services, transport de marchandises, déplacements des collaborateurs, ainsi que la fin de vie des produits vendus.

## Les Actions Concrètes

L'année 2025 marque un tournant dans la stratégie climat de DELTA PLUS GROUP, caractérisée par le passage d'un reporting par sites pilotes à une gestion de projet centralisée et globale.

### Digitalisation et Pilotage à l'échelle du Groupe

- **Sélection d'un nouvel outil expert** : Le Groupe a choisi la solution Greenly pour piloter ses données environnementales. Cet outil a été sélectionné pour sa capacité à répondre aux exigences de la future directive CSRD, offrant une interface robuste pour la collecte et l'analyse des données ESG.
- **Cadrage du projet Bilan Carbone Groupe** : Un travail de structuration majeur a été réalisé pour définir les processus de collecte d'informations auprès de l'ensemble de nos filiales mondiales, garantissant une méthodologie homogène et rigoureuse.

- **Fiabilisation méthodologique** sur le poste « Achats » : Une amélioration nette a été apportée à la qualité des données de notre poste d'émissions principal (Scope 3). Nous avons abandonné l'approche basée sur des données financières (ratios monétaires) utilisée lors des exercices précédents au profit de **données physiques réelles** (tonnages, matières) pour ce bilan 2024, affinant considérablement la précision de notre mesure.
- **Réalisation du Bilan Carbone 2024 à l'échelle Groupe** : Pilotage en mode projet du bilan carbone (Scopes 1, 2 et 3) portant sur l'exercice 2024, atteignant une représentativité quasi-totale du Groupe (95 % des effectifs et 86 % du CA), permettant d'établir une ligne de base complète pour nos futures trajectoires de réduction.

### Optimisation des Flux et Sobriété Opérationnelle

En parallèle de ces chantiers structurants, DELTA PLUS poursuit les actions concrètes initiées pour réduire ses émissions directes et indirectes :

- **Transport de marchandises** : Optimisation du remplissage des containers de grande capacité pour limiter le nombre de trajets.
- **Report modal** : Priorisation systématique du transport maritime et limitation stricte du recours au fret aérien.
- **Sélection des partenaires** : Priorité donnée aux transporteurs disposant d'une certification environnementale ou ayant mis en place des démarches « zéro émission sur le dernier kilomètre ».
- **Mobilité des collaborateurs** : Maintien du télétravail pour réduire les déplacements domicile-travail et incitation active au covoiturage et à la mobilité verte.
- **Éco-conception** : Intégration de la démarche d'Analyse de Cycle de Vie (ACV) pour identifier les leviers de réduction d'émissions dès la conception des produits.

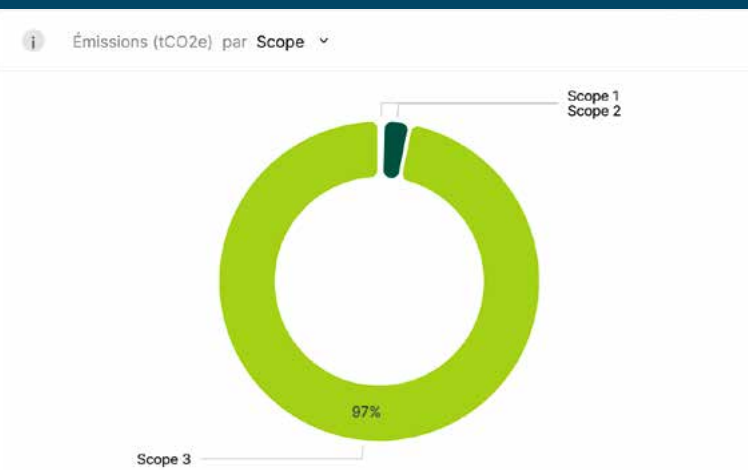
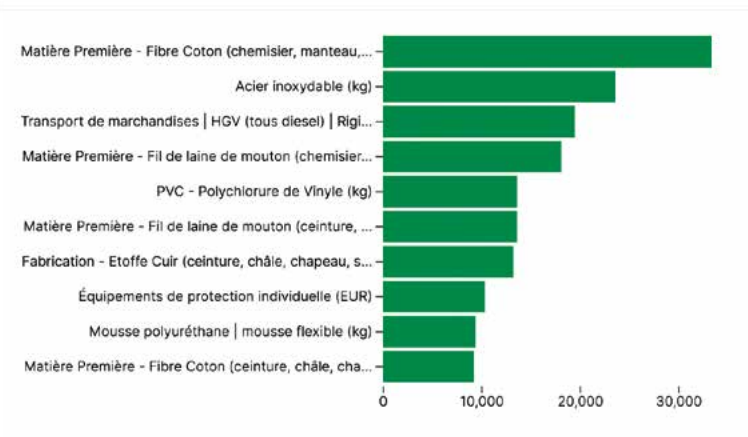
## Les Indicateurs d'État

Les données ci-dessous constituent notre photographie de référence à l'instant T. Elles serviront de socle pour définir nos futures trajectoires de réduction.

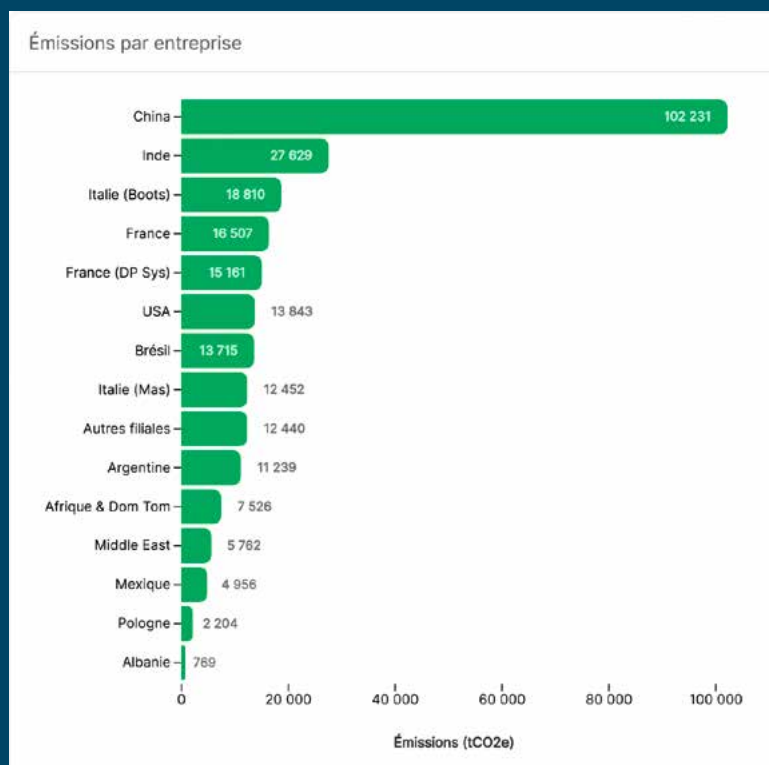
Émissions <b>265k</b> tCO2e	Émissions par employé <b>76,6</b> tCO2e/employé	Émissions par chiffre d'affaires <b>766</b> tCO2e/CA (M)	Part d'approche physique <b>88%</b> du total des émissions
-----------------------------------	---	--	--

Catégorie	Description	Scope	Émissions (tCO2e)
1.1	Production d'électricité, de chaleur ou de vapeur	Scope 1	411.4
1.2	Transport de matériaux, de produits, de déchets et d'employés	Scope 1	534.8
1.3	Transformation physique ou chimique	Scope 1	0
1.4	Émissions fugitives	Scope 1	34.9
2.1	Émissions indirectes liées à l'électricité	Scope 2	7267.6
2.2	Émissions indirectes liées à la vapeur, au réseau de chaleur et de froid	Scope 2	0.1
3.1	Achats de biens et de services	Scope 3	Amont 214771.2
3.2	Biens immobilisés	Scope 3	Amont 3991.8
3.3	Activités liées aux combustibles et à l'énergie non incluses dans le scope 1 ou 2	Scope 3	Amont 2143.6
3.4	Transport de marchandises amont et distribution	Scope 3	Amont 24637.2
3.5	Déchets générés	Scope 3	Amont 1454.1
3.6	Déplacements professionnels	Scope 3	Amont 3132.2
3.7	Déplacements domicile-travail	Scope 3	Amont 4393.9
3.8	Actifs en leasing amont	Scope 3	Amont 1352.4
3.9	Transport de marchandises aval et distribution	Scope 3	Aval 436.4
3.10	Transformation des produits vendus	Scope 3	Aval 3.7
3.11	Utilisation des produits vendus	Scope 3	Aval 0
3.12	Fin de vie des produits vendus	Scope 3	Aval 677.1
3.13	Actifs en leasing aval	Scope 3	Aval 0
3.14	Franchises	Scope 3	Aval 0
3.15	Investissements	Scope 3	Aval 1.0

Top10 - Émissions (tCO2e) par Facteur d'émission







L'analyse de cette première mesure globale met en évidence une empreinte carbone totale de **266 000 tCO<sub>2</sub>e** pour l'exercice analysé. La répartition par scope révèle une prépondérance massive du Scope 3, qui représente à lui seul **97 %** des émissions du Groupe. Cette structure est caractéristique de notre secteur d'activité, où les impacts principaux ne résident pas dans les consommations énergétiques de nos sites (Scopes 1 et 2), mais bien dans notre chaîne de valeur amont. Le poste « Achats de biens et de services » est de loin le contributeur majoritaire (plus de 214 700 tCO<sub>2</sub>e), suivi par le transport de marchandises amont. L'analyse fine des facteurs d'émission confirme que l'impact carbone est concentré dans les matières premières de nos produits, notamment le coton, l'acier inoxydable, la laine, le PVC et le cuir. Géographiquement, cette réalité industrielle se traduit par une contribution

majeure de notre entité de production en Chine (102 231 tCO<sub>2</sub>e), suivie par l'Inde et l'Italie.

Cet exercice de mesure exhaustive, rendu possible par la digitalisation de notre collecte de données, nous permet d'établir une **année de référence (baseline) robuste** et transparente. Cette cartographie précise constitue désormais le socle indispensable sur lequel le Groupe s'appuiera pour définir des **trajectoires de réduction ciblées (KPI)** dans les prochains exercices, en priorisant les actions d'éco-conception, le choix de matériaux moins émissifs et l'optimisation de la logistique amont.

*Note : Des objectifs chiffrés de réduction des émissions (trajectoires bas-carbone) seront définis ultérieurement, une fois cette année de référence 2024 parfaitement stabilisée et analysée.*

## Les KPIs

Au-delà des résultats bruts du bilan, le succès de cette année de transition se mesure à notre capacité à avoir structuré et déployé une méthodologie de collecte fiable à l'échelle mondiale.

OBJECTIF STRATÉGIQUE 2025	CIBLE / PÉRIMÈTRE	RÉSULTAT 2024	STATUT
Établir une année de référence (« Baseline ») carbone complète et auditable	> 90 % des effectifs > 85 % du CA	95 % des effectifs 86 % du CA	Objectif Atteint

## Conclusion

Le projet « Impact sur le Changement Climatique » traverse en 2025 une étape charnière. En passant d'une approche par sites pilotes à une mesure quasi-exhaustive du périmètre Groupe grâce à la digitalisation (Greenly), DELTA PLUS se dote des moyens nécessaires pour piloter sa stratégie climatique.

Cette année est consacrée à la fiabilisation de notre mesure, socle indispensable pour définir, dans un second temps, des trajectoires de réduction ambitieuses et scientifiquement fondées sur l'ensemble de notre chaîne de valeur.

## IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU CYCLE DE VIE PRODUITS

En tant que concepteur et fabricant, l'impact environnemental majeur de DELTA PLUS GROUP ne réside pas dans ses usines, mais dans les produits qu'il met sur le marché. Les résultats du Bilan Carbone 2024 l'ont confirmé : les matières premières (coton, métaux, plastiques, cuir) constituent le premier poste d'émissions du Groupe.

L'enjeu est de passer d'un modèle linéaire (« extraire, fabriquer, jeter ») à une approche circulaire. Il s'agit d'intégrer l'environnement tout au long de la vie du produit et surtout dès la phase de conception, moment où 80 % de l'impact futur d'un produit est déterminé.

### Principaux Facteurs de Risques

- **Risque environnemental et épuisement des ressources (Risque écologique) :** L'utilisation intensive de matières premières vierges non renouvelables (notamment les plastiques issus des énergies fossiles) contribue à l'épuisement des ressources naturelles. De plus, la fin de vie des produits, s'ils sont enfouis ou incinérés sans valorisation, génère une pollution durable des écosystèmes (sols, océans) et contribue au changement climatique.
- **Risque économique et de compétitivité (Risque économique) :** Ce risque se matérialise par une augmentation des coûts directs et indirects : volatilité croissante des prix des matières premières vierges et de l'énergie, hausse des taxes environnementales (taxe carbone aux frontières, taxes sur les plastiques non recyclés) et augmentation des contributions financières aux éco-organismes (coûts de gestion de la fin de vie - REP). L'inaction menacerait également la compétitivité face à des concurrents qui proposeraient plus rapidement des offres alternatives durables.
- **Risque réglementaire et normatif (Fort) :** Le durcissement rapide des législations européennes et internationales impose une transformation des pratiques : loi AGECL en France, futur Règlement européen sur l'Éco-conception (ESPR), exigences accrues sur l'affichage environnemental, l'interdiction progressive de certaines substances et l'arrivée du « Passeport Numérique Produit ».
- **Risque de marché et réputationnel (« Greenwashing ») :** Face aux attentes croissantes des clients et utilisateurs pour des produits plus responsables, le Groupe doit être en mesure de proposer des alternatives crédibles. Le risque majeur est celui du « greenwashing » : communiquer sur des arguments écologiques

non étayés par des données scientifiques (comme des Analyses de Cycle de Vie basées sur des bases de données non officielles), ce qui exposerait le Groupe à de graves sanctions et à une perte de confiance durable.

### Politique et Objectifs 2025

#### LA POLITIQUE : Mesurer pour Agir

La politique du Groupe est d'intégrer systématiquement l'éco-conception dans le développement des nouveaux produits et le renouvellement des gammes existantes. Cette démarche ne repose pas sur l'intuition mais sur la mesure scientifique de nos impacts pour guider nos choix de conception et ce, sans jamais compromettre la sécurité et la performance, cœur de métier de l'E.P.I.

#### Les Objectifs prioritaires de l'année 2025

L'année 2025 est consacrée à l'accélération opérationnelle de cette stratégie autour de deux axes majeurs :

1. Augmenter le pourcentage de matériaux recyclés dans nos produits : Inscrire le Groupe sur une trajectoire ambitieuse visant à atteindre une cible de 15 % de matériaux recyclés d'ici 2030.
2. Identifier les leviers de réduction d'impact par la science : Généraliser l'utilisation des Analyses de Cycle de Vie (ACV) via le calcul d'« Éco-notes » (kg CO<sub>2</sub>eq) pour identifier précisément où se situent les impacts et quels sont les leviers de réduction les plus efficaces sur nos gammes.

*En complément de ces deux objectifs produits, le Groupe poursuit ses objectifs spécifiques sur la réduction de l'impact des emballages (recyclabilité et information tri).*

#### Les Actions Concrètes

Pour répondre à ces objectifs, l'année 2025 a été marquée par une accélération forte des actions sur trois axes complémentaires : la mesure, les matériaux et les emballages.

**Axe 1 : Identification des leviers via la mesure scientifique (Objectif ACV)** Pour identifier les sujets de réduction d'impact de manière robuste et pérenne, le Groupe a mené en 2025 un travail de structuration majeur sur ses outils de mesure.

- **Sélection d'un nouvel outil expert :** Un audit des solutions du marché a été réalisé pour identifier un outil plus adapté aux spécificités de nos produits E.P.I. que la solution actuelle (« La Belle Empreinte »). Le choix s'est porté sur l'outil **Greenly**, qui remplacera progressivement la solution existante pour offrir des analyses de cycle de vie plus fines et intégrées.



- **Massification des calculs (Outil actuel) :** En attendant le déploiement de ce nouvel outil, les équipes ont accéléré l'utilisation de la solution existante. L'action 2025 s'est concentrée sur le calcul systématique d'une éco-note pour les produits lancés, avec pour objectif d'atteindre une couverture des «20/80» (calculer les éco-notes pour les 20% des produits représentant 80% des ventes en Europe de l'Ouest, soit environ 350 références entre 2025 et 2026)

(Note : Certaines entités comme Maspica sont en attente de passage sur des outils spécifiques type SIMAPRO en 2026).

## Axe 2 : Intégration des Matières Recyclées

(Objectif 15 % en 2030) Pour amorcer la trajectoire vers la cible de 15 % en 2030, plusieurs leviers structurels ont été activés en 2025:

- **Gouvernance et Process R&D :** Le « Driver Sustainability » est devenu un critère obligatoire dans le développement de chaque famille de produits. Les équipes de développement proposent désormais des matières recyclées dès le début des projets, s'appuyant sur des « books matières » spécialisés (plastique, métal).

- **Montée en gamme :** Capitalisation sur le positionnement premium pour intégrer des matériaux recyclés plus coûteux, comme l'illustre la gamme Helevo de Sixton qui intègre plus de 50 % de matériaux recyclés.

- **Boucles d'économie circulaire industrielles :** Combinaison du savoir-faire industriel du Groupe avec des initiatives de collecte de chutes de production pour créer des boucles fermées (exemple du DPOL chez DP India, modèle duplicable).

**Axe 3 : Packaging Responsable** Une démarche innovante est poursuivie pour réduire l'impact des emballages. Les efforts 2025 se sont concentrés sur la maximisation de la recyclabilité des composants (principaux et secondaires) et la conformité de l'information consommateur (étiquettes info-tri).

## Indicateurs de Performance (KPI) et Résultats 2025

Le pilier «Produits» présente des résultats tangibles sur l'exercice, démontrant l'avancée concrète vers les objectifs fixés.

## Les KPIs

L'objectif initial de 2025 (calculer l'Éco-note sur plus de 100 produits) a été largement dépassé, témoignant de la volonté d'identifier les leviers de réduction à grande échelle.

INDICATEUR	OBJECTIF 2025 INITIAL	RÉSULTAT 2025	STATUT
Nombre d'Analyses de Cycle de Vie (ACV) / Éco-notes réalisées	> 100 calculs	203 calculs réalisés	Objectif dépassé (× 2)

Détail des 203 calculs permettant d'identifier les impacts par famille : 57 Chaussures, 49 Gants, 40 Head, 38 Fall, 19 Bodywear.

## Augmentation de la part de matériaux recyclés

Un objectif de 15 % de matières recyclées a été fixé pour 2030.

Le résultat 2025 est en augmentation en raison de facteurs spécifiques (contribution de l'activité Protection collective, baisse des ventes sur certaines catégories), et malgré le périmètre couvert qui est en retrait en raison des acquisitions récemment réalisées.

L'évolution lente de l'acceptation par les clients des contraintes potentielles liées à l'utilisation de matières recyclées est une des causes principales de ce retard sur le plan de mise en œuvre des matières recyclées.

TAUX DE RECYCLAGE OU DE RÉUTILISATION DES PRODUITS À LA GAMME		CA 2022 au 26/01/2023 (en k€)	% Valeur recyclée (en % du CA)	Turnover 2023 at 26/01/2024 (en k€)	% recycled value (in % du turnover)	Turnover 2024 at 10/01/2025 (en k€)	% recycled value (in % du turnover)	Turnover 2025 at 31/12/2025 (en k€)	% recycled value (in % du turnover)
<b>Périmètre de CA couvert</b>									
Antichute	- Kits	6 684	6,0 %	5 059	0,65 %	4 435	0,80 %	4 426	0,80 %
Antichute	- Mécaniques	8 907	1,2 %	9 936	3,06 %	9 762	3,20 %	9 527	3,20 %
Antichute	- Textiles	9 735	5,1 %	11 180	0,77 %	10 375	0,80 %	9 271	0,80 %
Antichute	- Elingues			7 060	0,00 %	5 512	0,00 %	4 765	0,00 %
Antichute	- Protection collective	23 589	7 %	53 513	18,00 %	47 580	20,95 %	48 836	29,99 %
Tête	- Casques	24 903	1,7 %	23 952	2,00 %	26 298	2,20 %	25 765	2,20 %
Tête	- Antibruit	7 096	1,8 %	7 311	1,84 %	7 152	1,88 %	7 117	1,88 %
Tête	- Lunettes	19 826	7,5 %	20 862	6,50 %	20 406	6,50 %	19 814	2,30 %
Tête	- Respiratoire	14 849	0,5 %	13 630	0,57 %	13 446	0,50 %	14 758	0,50 %
Chaussures	- Chaussures avec recyclé	29 181	6,0 %	89 212	9,80 %	88 115	6,80 %	80 812	6,70 %
Chaussures	- Chaussures sans recyclé			43 693	0,00 %	35 140	0,00 %	31 861	0,00 %
Vêtement	- Produits contenant du recyclé	1 407	37,0 %	52 120	2,41 %	50 995	4,65 %	48 954	4,89 %
Vêtement	- Produits sans recyclé	64 946	0,0 %	15 687	0,00 %	9 895	0,00 %	8 986	0,00 %
Gants	- Gants	50 147	0,0 %	52 413	0,04 %	46 166	0,04 %	42 808	0,04 %
<b>Périmètre de CA couvert</b>		<b>261 270</b>	<b>2,7 %</b>	<b>405 627</b>	<b>5,5 %</b>	<b>375 277</b>	<b>5,6 %</b>	<b>357 700</b>	<b>6,7 %</b>
<b>Périmètre de CA non couvert</b>									
Antichute	- E.P.I. Antichute								
Antichute	- Protection collective	27 676	0 %				0 %		
Antichute	- Elingues	6 703	0 %						
Tête	- Lunettes								
Tête	- Respiratoire								
Chaussures	- Chaussures	48 836	0 %						
Non classé		74 736	0 %	15 051	0 %	19 782	0 %	31 819	0 %
<b>Périmètre de CA non couvert</b>		<b>157 951</b>	<b>0 %</b>	<b>15 051</b>	<b>0 %</b>	<b>19 782</b>	<b>0 %</b>	<b>31 819</b>	<b>0 %</b>
<b>Périmètre de CA Total</b>		<b>419 221</b>	<b>1,7 %</b>	<b>420 678</b>	<b>5,3 %</b>	<b>395 059</b>	<b>5,3 %</b>	<b>389 519</b>	<b>6,2 %</b>
<b>PART DU PÉRIMÈTRE COUVERT EN % CA</b>			<b>62 %</b>		<b>96 %</b>		<b>95 %</b>		<b>92 %</b>

Explications : Le périmètre CA couvert correspond au périmètre produits dans lequel le recensement des pourcentages de matières recyclées utilisées a pu être comptabilisé de façon totale ou partielle.

A contrario, le périmètre non couvert correspond au périmètre produits dans lequel le pourcentage de matériau recyclé n'est pas encore recensé.

## Packaging : Recyclabilité et Information

Les objectifs prioritaires fixés pour 2025 sur les emballages ont atteint des niveaux de réalisation très élevés.

OBJECTIF PACKAGING 2025	RÉSULTAT / PRÉVISION 2025
Matières recyclables (Composants principaux)	99,9 % (Proche cible 100 %)
Matières recyclables (Composants secondaires)	90 % (Cible 100 %)
Étiquettes info tri sur les emballages	99,8 % (Proche cible 100 %)

Note sur la conformité Huiles Minérales : En complément de ces résultats chiffrés, le Groupe a initié en 2025 le recensement des huiles minérales dans ses encres d'emballage. Si la demande est désormais systématiquement intégrée aux cahiers des charges fournisseurs, la mise en œuvre opérationnelle de la substitution n'était pas encore totale à fin 2025.

## Conclusion

L'année 2025 marque un tournant opérationnel dans la stratégie produit de DELTA PLUS GROUP.

Le Groupe a structuré son avenir en sélectionnant Greenly comme futur outil de mesure ACV, plus

adapté à ses produits, tout en réussissant à massifier dès à présent l'identification de ses impacts (203 produits analysés avec l'outil actuel). Parallèlement, la structuration des processus R&D a été finalisée pour augmenter la part de matériaux recyclés.





Si le taux actuel de 6,2 % (donnée 2025) montre le chemin restant à parcourir pour atteindre la cible de 15 % en 2030, les fondations solides posées en 2025 (nouveaux outils, processus obligatoires) constituent le levier indispensable pour accélérer cette transition matérielle dès les prochains exercices.

### CONCLUSION DU PILIER PLANET : L'ANNÉ DU CHANGEMENT D'ÉCHELLE

L'exercice 2025 restera comme une année charnière dans la stratégie environnementale de DELTA PLUS GROUP. Elle matérialise la transition d'une approche RSE historiquement fondée sur des initiatives locales et des sites pilotes, vers une **stratégie globale, structurée et pilotée par la donnée**.

Face à l'urgence des défis écologiques et au durcissement du contexte réglementaire (CSRD), le Groupe a investi massivement dans la fiabilisation de ses mesures pour se doter d'une vision exhaustive de ses impacts. Ce changement d'échelle s'illustre parfaitement à travers la maturité nouvelle de nos quatre projets majeurs :

1. **Sur le Climat** : Le passage au pilotage global est acté. Grâce à la digitalisation (Greenly) et à la fiabilisation des données « Achats », le Groupe a établi sa première « baseline » carbone complète (266 000 tCO<sub>2</sub>e), couvrant 97 % de ses émissions réelles.
2. **Sur les Ressources** : L'efficacité des démarches historiques est confirmée. Le Groupe dépasse ses objectifs annuels avec une réduction globale de **8,4 % de sa consommation énergétique**, prouvant sa capacité à découpler croissance et consommation.
3. **Sur les Déchets** : La structuration est en marche. L'élargissement massif du périmètre de reporting (couvrant désormais **75 % des effectifs**) a permis d'établir un socle de référence solide (**1 737 tonnes**) et d'enclencher des dynamiques positives de réduction à la source et de valorisation.
4. **Sur les Produits** : L'accélération est tangible pour s'attaquer au cœur de notre impact (le Scope 3). En 2025, le Groupe a doublé ses analyses de cycle de vie (**203 Éco-notes**) et rendu obligatoire l'éco-conception dans ses processus R&D pour atteindre sa cible de 15 % de matériaux recyclés d'ici 2030.

**En conclusion, en 2025, DELTA PLUS GROUP a posé les fondations indispensables à un pilotage environnemental crédible et ambitieux.**

En passant du « reporting » au « pilotage », et en disposant désormais d'années de référence (baselines) robustes sur l'ensemble de ses impacts matériels, le Groupe est prêt à définir, dans les prochains exercices, des trajectoires de réduction scientifiques et chiffrées à moyen et long terme.

## SUSTAINABLE BUSINESS – LES ENGAGEMENTS DE DELTA PLUS GROUP EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE DURABLE

### LOYAUTÉ DES PRATIQUES

La loyauté des pratiques vise à sécuriser les relations de l'entreprise avec l'ensemble de ses parties prenantes (organismes publics, partenaires, fournisseurs, clients...) en garantissant une conduite éthique des transactions...

C'est dans cette démarche que nous avons créé un code de bonne conduite et de mesures anticorruption applicables à l'ensemble des salariés du Groupe DELTA PLUS.

Pour DELTA PLUS GROUP, cela répond à la nécessité **absolue** de maîtriser les risques de fraude, de **corruption** et d'évasion fiscale. Si les risques fiscaux sont **historiquement maîtrisés** par notre système de reporting financier piloté par la Direction Financière, la mise en place d'un plan **spécifique était indispensable pour endiguer le risque de corruption**.

Les faits de corruption **exposent le Groupe à des risques majeurs** :

- **Un risque légal et pénal** : exposition aux sanctions pénales pour la Direction ou la Société selon le degré de gravité, et aux sanctions internationales (suite au contrôle de conformité des agences internationales) ayant pour conséquence des amendes importantes, voire des pertes de marché.
- **Un risque économique** : détournements, fraudes pouvant avoir pour conséquence la perte de marchés et de compétitivité (positionnement local, impossibilité d'agir sur certains marchés, pertes financières, ...).
- **Un risque réputationnel** : perte durable de confiance et de crédibilité auprès de nos clients et partenaires et investisseurs.

Il était impératif de disposer d'un code de bonne conduite reprenant l'ensemble des pratiques admises et listant les pratiques interdites, servant de guide anticorruption pour le Groupe.

### LA POLITIQUE : Conduire nos activités dans le respect des règles anticorruption et éthiques.

La Direction attend de chaque collaborateur qu'il adopte un comportement responsable, défini dans notre « Code de bonne conduite et mesures anticorruption », conforme aux exigences de la loi Sapin 2. Ce dispositif, piloté par la DRH Groupe avec la contribution de juristes, repose sur un triple objectif de couverture à 100 % :

- 100 % des collaborateurs informés du plan.
- 100 % des populations exposées sont formées et évaluées.
- 100 % des alertes reçues ont été élucidées.

Les Actions Concrètes

En 2025, le Groupe a poursuivi le déploiement et la sécurisation de son dispositif :

- **Mise à jour de la cartographie des risques :** Suite à la revue complète finalisée en 2022, la liste des postes qualifiés de « fortement exposés » a été tenue à jour pour adapter les plans de formation en 2025.
- **Veille et Alertes : Surveillance continue de la boîte mail dédiée aux lanceurs d'alerte**

et veille législative pour assurer la conformité permanente du plan (aucune adaptation majeure nécessaire en 2025).

Indicateurs d'État

L'effectif du Groupe à fin 2025 était de 3 174 collaborateurs. Le code de bonne conduite et mesures anti-corruption a été traduit dans 15 langues pour être accessible à tous les collaborateurs. Il a été diffusé dans toutes les filiales incluses dans le périmètre RSE.

EFFECTIF LOYAUTÉ DES PRATIQUES	2023	2024	2025
Effectif concerné par la procédure*	3 128 dont 1 191 entrées	3 103 dont 1 074 entrées	3 174 dont 1 043 entrées
Effectif faiblement exposé au risque	1 014	913	890
Effectif moyennement exposé au risque	63	28	28
Effectif fortement exposé au risque	114	133	125

\* Note Méthodologique : Les données présentées dans le tableau pour 2025 sont arrêtées au 31/12/2025.

Les KPI's

Taux de couverture (Communication du Code)

- **Objectif : 100 %** de l'effectif RSE.
- **Résultat 2025 : 100 %.**
- **Analyse :** L'ensemble des collaborateurs, y compris les nouveaux entrants, a été notifié de l'existence du code avec un suivi systématique.

Taux de formation des populations à risque

- **Objectif : 100 %** de réussite à l'e-learning pour les personnes fortement exposées.
- **Résultat 2025 : 100 %.**

- **Analyse :** La totalité des collaborateurs occupant des postes « fortement exposé » (selon la cartographie à jour) a réussi le test.

Taux de traitement des alertes

- **Objectif : 100 %** de résolution des cas.
- **Résultat 2025 : 100 %.**
- **Analyse :** Quatre alertes ont été dénombrées en 2025. Toutes ont été traitées conformément à la procédure prévue par le code.

KPI LOYAUTÉ DES PRATIQUES	2023	2024	2025
% effectif ayant connaissance du plan (basé sur nouveaux entrants)	100 %	100 %	100 %
% de la population fortement exposée ayant passé et réussi l'e-learning (basé sur les nouveaux entrants identifiées sur l'année)	100 %	100 %	100 %
% de résolution des dénonciations (dénonciation sur l'année écoulée)	100 %	100 %	100 %

Conclusion et Perspectives 2026

La réussite de ce pilier repose sur la sécurisation continue des processus. Pour 2026, les objectifs restent le maintien des taux de couverture à 100 %

(communication, formation, traitement), avec une action spécifique prévue pour mettre à jour le contenu du module de formation e-learning.



**IMPLICATION DES FOURNISSEURS  
DANS NOTRE DÉMARCHÉ**

L'implication de nos fournisseurs de produits finis dans notre démarche RSE est un levier essentiel pour étendre notre impact positif au-delà du périmètre direct de DELTA PLUS GROUP.

**Contexte et Enjeux**

Cette démarche vise à maîtriser deux risques critiques identifiés au sein de notre chaîne d'approvisionnement :

- **Risques opérationnels** : Ruptures d'approvisionnement (commandes, stocks) en cas de blocage d'une usine fournisseur pour non-conformité sociale ou environnementale.
- **Risque réputationnel** : Impact significatif sur l'image de marque et la crédibilité du Groupe si un problème grave survenait chez un fournisseur majeur.

**Politique et Pilotage : Partenariat et Amélioration Continue.**

**La politique** Achats Responsables du Groupe vise à s'assurer que nos fournisseurs de produits finis partagent nos valeurs de loyauté et atteignent le niveau de conformité attendu. Elle s'inscrit également dans la démarche globale d'Analyse de Cycle de Vie (ACV) des produits initiée par le Groupe.

Pilotée par la Directrice Achats, cette politique repose sur une collaboration étroite : les équipes Achats (Responsables Achats, Acheteurs, Assistante Achats) accompagnent les fournisseurs dans leur démarche RSE et la mise en place de plans d'amélioration continue. Les sujets RSE sont désormais intégrés aux échanges réguliers avec les fournisseurs, au même titre que les prix et conditions commerciales.

Les avancées sont partagées lors des réunions de service, et un point annuel est réalisé sur le reporting des fournisseurs.

**Historique et Évolution de la démarche**

Jusqu'en 2022, notre approche RSE était concentrée sur nos fournisseurs préférentiels, qui représentaient en moyenne 40 % de la valeur de nos achats.

Durant cette période, nous avons évalué la situation de ces fournisseurs principaux et mené des actions de sensibilisation sur l'importance de la démarche.

L'année 2023 a marqué une étape de transition majeure avec la décision d'élargir la démarche à l'ensemble des fournisseurs de produits et la révision des critères de suivi.

Depuis 2024, cette nouvelle approche RSE globale est désormais bien appliquée à 100 % des achats de produits finis, marquant la maturité du dispositif.

**Méthodologie d'Audit**

Pour garantir l'impartialité des évaluations, les audits annuels sur site (en place depuis 2019) ne sont pas réalisés par l'acheteur en charge du fournisseur audité. Cela permet d'apporter un regard extérieur. Le rapport d'audit identifie les points forts, les axes d'amélioration et les nouveaux sujets à aborder. Ces plans d'actions sont discutés en équipe, puis suivis par l'acheteur dans le cadre de sa relation avec le fournisseur.

**Actions Concrètes**

En 2025, la base de données RSE, qui permet le suivi des données de nos fournisseurs de produits finis, a été mise à jour pour fiabiliser le pilotage. Nous avons maintenu la réalisation des audits RSE sur site selon le planning établi, qui vise à auditer chaque fournisseur une fois tous les 6 ans.

**Les KPIs**

Depuis 2024, nous suivons de nouveaux KPI et objectifs selon 2 projets :

Pour le premier projet Conformité, Loyauté et Secret professionnel, les indicateurs sont les suivants :

**1) Taux de signature annuelle de la Charte Achats de DELTA PLUS par les fournisseurs :**

Nous faisons signer cette charte sur le premier semestre de chaque année, au moment des retours d'évaluations aux fournisseurs.

Ce KPI se mesure en pourcentage de valeur d'achats couverte par la signature. L'objectif à atteindre est 100 %. Il n'est pas encore atteint mais nous avons une progression notable en 2025.

KPI LOYAUTÉ DES PRATIQUES	PURCHASE CHARTER
OBJECTIFS	100 %
Total in purchase value 2023	-
Total in purchase value 2024	84 %
Total in purchase value 2025	99 %

## 2) Taux d'obtention des certificats ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001 de nos fournisseurs de produits.

Nous avons mis en place une base de données pour suivre les informations qualitatives des fournisseurs.

Ce KPI se mesure en pourcentage de valeur d'achat couverte par les différents certificats ISO des fournisseurs.

KPI LOYAUTÉ DES PRATIQUES	ISO 9001 : 2015	ISO 4001 : 2015	ISO 45001 : 2018
<b>OBJECTIFS</b>	95 %	75 %	50 %
Total in purchase value 2023	85 %	60 %	44 %
Total in purchase value 2024	94 %	64 %	49 %
Total in purchase value 2025	94 %	73 %	61 %

## 3) Taux de possession d'un code anticorruption de nos fournisseurs.

Ce KPI se mesure en nombre de fournisseur et

en pourcentage de valeurs d'achats  
L'objectif à atteindre est 100 %.

KPI LOYAUTÉ DES PRATIQUES	ANTICORRUPTION CODE
<b>OBJECTIFS</b>	100 %
Total in purchase value 2023	75 %
Total in purchase value 2024	92 %
Total in purchase value 2025	95 %

Pour la partie cycle de vie produits, le service achats est en support pour de déploiement du projet géré par le service marketing. Les KPIs sont décrits dans la partie dédiée à ce projet.

### CONCLUSION : objectifs et plan d'actions

La démarche Achats Responsables couvre désormais l'ensemble des fournisseurs de produits finis et les actions menées ont pour conséquence une amélioration notable des indicateurs de performances en 2025.

Points forts et conformité : La quasi totalité (99 % de la valeur d'achats) des fournisseurs ont signé la charte Achats du Groupe, ce qui confirme leur accord concernant nos attentes. Les objectifs sont presque atteints concernant les certifications qualité (ISO 9001/ ISO 14001) et totalement atteints pour santé-sécurité (ISO 45001).

### Axes d'amélioration et plans d'actions :

- **Certification ISO** : L'objectif étant atteint pour l'ISO 45001, nous allons augmenter l'objectif à 65 %. Conscients que ces démarches sont longues pour nos partenaires, nous renforcerons néanmoins nos actions de sensibilisation pour accélérer l'obtention de ces certificats.
- **Code anticorruption Fournisseurs** : Le taux de possession n'est pas au niveau attendu. Un plan d'action spécifique sera déployé en 2026, avec pour objectif que tous disposent d'un code anti-corruption d'ici début 2027.





## CONCLUSION DU PILIER SUSTAINABLE ECONOMY : BÂTIR UNE CHAÎNE DE VALEUR ÉTHIQUE

L'exercice 2025 confirme la maturité de DELTA PLUS GROUP dans la gestion de ses enjeux éthiques et relationnels. En sécurisant 100 % de ses effectifs exposés via des formations anti-corruption et en couvrant désormais 100 % de la valeur de ses achats de produits finis par un suivi RSE, le Groupe démontre que son intégrité est le socle de sa performance économique.

Cette année a permis de transformer une démarche de conformité en un véritable outil de pilotage stratégique de la chaîne d'approvisionnement. Si la quasi-totalité de nos fournisseurs de produits finis (99 %) adhère désormais à notre Charte Achats, l'enjeu de 2026 sera d'accompagner nos partenaires vers une excellence normative accrue, notamment sur les certifications environnementales et les codes anti-corruption locaux.

En intégrant l'éthique et la responsabilité sociétale au cœur de ses transactions, DELTA PLUS GROUP s'assure une croissance durable, capable de répondre aux exigences de transparence les plus strictes de ses clients et régulateurs mondiaux.

## VI. CONCLUSION GÉNÉRALE

### 2025, L'ANNÉE DU CHANGEMENT D'ÉCHELLE PAR LA DONNÉE

L'exercice 2025 constitue une étape charnière dans l'histoire de l'engagement RSE de DELTA PLUS GROUP. Dans un contexte mondial marqué par l'accélération des défis écologiques et le durcissement des exigences réglementaires, le Groupe a opéré une transition stratégique majeure : passer d'une somme d'initiatives locales à un **pilotage global, structuré et mesurable de sa performance extra-financière**.

Cette année de transformation a été consacrée à la construction de fondations robustes. En investissant massivement dans la digitalisation (sélection d'outils experts comme Greenly), l'harmonisation des processus (RH, Achats, HSE) et l'élargissement de ses périmètres de reporting, DELTA PLUS GROUP s'est doté d'une vision exhaustive et fiable de ses impacts.

### Ce changement d'échelle se matérialise sur nos trois piliers stratégiques :

- **Sur le pilier PEOPLE :** Le Groupe a renforcé sa cohésion sociale en déployant des standards élevés et harmonisés à l'échelle mondiale, qu'il s'agisse de la sécurité au travail (inspirée du référentiel français), de la protection sociale (via la méthodologie CLEISS) ou du développement des talents. Nous affirmons une culture de la performance responsable, où l'exigence et l'accompagnement vont de pair.

- **Sur le pilier PLANET :** Nous avons franchi le cap décisif de la mesure scientifique. En établissant notre première « baseline » carbone complète (incluant un Scope 3 maîtrisé via des données physiques), en élargissant massivement le suivi de nos déchets et en accélérant les analyses de cycle de vie de nos produits, nous avons identifié précisément nos leviers d'action. L'intégration systématique de l'éco-conception dans nos processus R&D marque notre volonté de nous attaquer au cœur de notre impact : la matière.

- **Sur le pilier SUSTAINABLE ECONOMY :** La maturité est atteinte sur la sécurisation de nos pratiques éthiques internes. Sur notre chaîne de valeur, si la couverture de nos fournisseurs est désormais totale, l'année 2026 sera consacrée à la résorption des écarts de conformité identifiés (environnement, anti-corruption) pour consolider un socle de partenaires fiables et engagés.

### Cap sur 2026 et la CSRD

En 2025, DELTA PLUS GROUP a « appris à se mesurer » à l'échelle mondiale. Fort de ces années de référence (baselines) désormais solides et auditable, le Groupe est prêt à engager la phase suivante : **la définition de trajectoires de progrès chiffrées et ambitieuses à moyen terme**.

L'exercice à venir sera celui de l'accélération et de la mise en conformité avec la nouvelle directive européenne CSRD, abordée non comme une contrainte, mais comme un levier de pilotage stratégique pour confirmer notre position de leader responsable sur le marché des E.P.I.



## ANNEXE I À LA DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE 2025

L'objectif de cette annexe est de présenter de façon synthétique une sélection de KPI en lien avec les sujets sociaux, environnementaux et de gouvernance qui ne sont pas couverts par les 10 thématiques détaillées dans la Déclaration de Performance Extra-Financière.

### People

- L'effectif moyen du Groupe DELTA PLUS est de 3 174 collaborateurs en 2025.
- L'effectif non permanent à fin 2025 est de 353 collaborateurs.
- Pour l'ensemble du Groupe, le nombre de recrutements de salariés permanents (CDI) est de 940.
- La France représente en 2025, 9,22 % des effectifs du Groupe.
- La part des effectifs permanents en France est de 97 %.
- Les cadres (cadres en France, managers pour l'international) représentent 9,83 % des effectifs.
- La part des effectifs non permanents pour l'ensemble du Groupe est de 11,12 %.
- La part de l'effectif du Groupe opérant sous accord collectif est de 71,46 %.
- Il existe un dispositif de profit sharing sur les sociétés françaises ainsi qu'au Pérou et au Mexique.
- La part des effectifs féminin dans le Groupe est de 50,41 %.
- La part des cadres (cadres en France, managers pour l'international) féminin est de 34,38 %.
- La part de l'effectif senior (> 50 ans) est de 22,67 %.
- La part de l'effectif en situation de handicap représente 0,95 % de la population du Groupe.
- En 2025, le nombre d'heures moyen de formation pour les personnes évaluées et formées est de 13 heures pour la France et de 48 heures sur le Groupe.
- En cas de sollicitation, tout réserviste peut bénéficier d'une autorisation d'absence pour une période d'emploi ou de formation au titre de la réserve opérationnelle (lien Nation-armée)

### Sustainable Economy

#### Informatique : sécurité du système IT du Groupe

- Des audits sécurité informatique sont réalisés régulièrement par des sociétés externes. Cela nous permet d'assurer le maintien d'un niveau de sécurité informatique cohérent.
- Une charte informatique est remise aux nouveaux entrants.

#### Lobbying

- En tant qu'acteur incontournable de la protection des hommes et des femmes au travail, DELTA PLUS est naturellement membre d'organisations professionnelles nationales.
- Ces engagements ont pour ambition de travailler en coopération avec tous les acteurs de la protection, de faire entendre notre voix de fabricant indépendant et de proposer les meilleures solutions de protection.
- DELTA PLUS intervient, par exemple, auprès du Synamap, de l'OPPBTP ou de l'OPFSA et du GIPHA ou de l'OPPBT en France, d'ISEA aux États-Unis, de China Textile Association en Chine ou encore d'Animaseg au Brésil.
- De par notre participation à ces organisations, nous pouvons concrètement agir sur des problématiques identifiées en amont en proposant des solutions innovantes et en mettant en lumière des risques pour lesquels une action est nécessaire.
- Les risques liés aux perturbateurs endocriniens sont un des exemples sur lequel nous travaillons, de concert avec les autres acteurs du marché. C'est pourquoi, dans le cadre de REACH notamment, DELTA PLUS renforce ses contrôles sur l'utilisation de substances nocives ou préoccupantes.

#### Gouvernance

- La part du capital détenu par les salariés est de 0,23 % au 31/12/2025.
- Le Conseil d'Administration compte la présence de 2 censeurs en 2025.
- À compter de 2023, un indicateur de mesure de performance RSE a été pris en compte dans la rémunération variable du PDG (décision du Conseil d'Administration de décembre 2022).
- Le nombre d'alertes reçues en 2025 sur le système DPG Warning est de 4.
- Une présentation du bilan RSE de l'année écoulée et de la stratégie RSE de l'année en cours est faite à l'occasion du Conseil d'Administration du mois de Juillet (depuis 2022).

# **RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIF AUX OPTIONS DE SOUSCRIPTION ET D'ACHAT D'ACTIONS** (Article L. 225-184 du Code de Commerce)

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de Commerce, nous vous communiquons aux termes du présent rapport, les informations relatives aux opérations d'options de souscription et/ou achat d'actions réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Il est rappelé que les options ne peuvent être exercées que si, au jour de leur levée, le bénéficiaire est toujours membre du personnel salarié ou mandataire social de la Société DELTA PLUS GROUP, ou d'une Société dont 10 % au moins du capital ou des droits sont détenus, directement ou indirectement, par la Société. En cas de décès, ses héritiers disposent d'un délai de six (6) mois à compter du décès pour exercer les options.

Nous vous indiquons ci-dessous :

- Le nombre, le prix et les dates d'échéance des options de souscription ou d'achat d'actions consenties, durant l'année, par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de Commerce, à chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé ;
- Le nombre et le prix des actions qui, durant l'année, ont été souscrites ou achetées, en levant une ou plusieurs options détenues sur les sociétés visées à l'alinéa précédent, par chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé ;
- Le nombre, les dates d'échéance et le prix des options de souscription d'actions ou d'achat, qui durant l'année et à raison des mandats et fonctions exercés dans la Société, ont été consenties à chacun de ces mandataires par la Société et par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-180 du Code de Commerce.

## **Options d'achat d'actions attribuées pendant l'exercice 2025 :**

Néant.

## **Options d'achat d'actions exerçables et/ou exercées pendant l'exercice 2025 :**

Néant.

Le Conseil d'Administration

# RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION RELATIF AUX ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS (Article L. 225-197-4 alinéa 1 du Code de Commerce)

Chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 alinéa 1 du Code de Commerce, nous vous communiquons aux termes du présent rapport, les informations relatives aux attributions d'actions gratuites effectuées au profit des mandataires et/ou salariés de notre Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Il est rappelé que cette attribution gratuite ne peut avoir pour effet de permettre aux salariés de détenir plus de 10 % du capital social.

Le Conseil d'Administration, en vertu des décisions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la Société, en date du 17 juin 2022, était autorisé à attribuer gratuitement des actions existantes de la Société DELTA PLUS GROUP dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 à L. 225-197-5 du Code de Commerce destinées à encourager l'actionnariat des salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de Commerce.

## Actions Gratuites attribuées au cours de l'exercice 2025 :

Bénéficiaires salariés

Néant.

Bénéficiaire mandataire social

Néant.

## Actions Gratuites définitivement acquises au cours de l'exercice 2025 :

Bénéficiaires salariés

LISTE DES BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE D'ACTIONS GRATUITES DÉFINITIVEMENT ACQUISES LE 09/12/2025	DURÉE DE LA PÉRIODE D'ACQUISITION
Bénéficiaire 1	240	1 an
Bénéficiaire 2	240	1 an
Bénéficiaire 3	1 260	1 an
Bénéficiaire 4	240	1 an
Bénéficiaire 5	240	1 an
Bénéficiaire 6	240	1 an

Bénéficiaire mandataire social

LISTE DES BÉNÉFICIAIRES	NOMBRE D'ACTIONS GRATUITES DÉFINITIVEMENT ACQUISES LE 09/12/2025	DURÉE DE LA PÉRIODE D'ACQUISITION
Jérôme BENOIT	240	1 an

Le Conseil d'Administration





**DELTAPLUS**

**Comptes Consolidés au 31 décembre 2025**  
et annexes



# SOMMAIRE

## PARTIE III : COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025 ET ANNEXES..... 123

### CHAPITRE I : COMPTES CONSOLIDÉS..... 125

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE..... 125

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ..... 126

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ..... 126

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE..... 127

EMPRUNTS..... 128

CAPITAUX DE L'ÉMETTEUR..... 128

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES..... 129

### CHAPITRE II : NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS..... 130

NOTE 1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE GROUPE DELTA PLUS – DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ..... 130

NOTE 2 : FAITS MARQUANTS..... 130

NOTE 3 : SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES..... 132

3.1. Base de préparation des états financiers..... 132

3.2. Hypothèses et estimations..... 132

3.3. Secteurs opérationnels..... 133

3.4. Règles de consolidation..... 133

3.5. Regroupements d'entreprises..... 134

3.6. Conversion des comptes des filiales dans les économies hyperinflationnistes..... 134

3.7. Conversion des comptes des filiales exprimés en monnaies étrangères..... 134

3.8. Transactions libellées en devises..... 134

3.9. Écarts d'acquisition..... 135

3.10. Immobilisations incorporelles..... 135

3.11. Immobilisations corporelles..... 135

3.12. Droit d'utilisation..... 135

3.13. Impairment test..... 136

3.14. Autres actifs financiers..... 136

3.15. Instruments financiers dérivés..... 137

3.16. Stocks..... 137

3.17. Créances et dettes..... 137

3.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie..... 137

3.19. Capital..... 138

3.20. Passifs financiers..... 138

3.21. Impôts..... 138

3.22. Avantages au personnel..... 138

3.23. Paiements fondés sur des actions..... 139

3.24. Provisions non courantes..... 139

3.25. Chiffre d'Affaires..... 139

3.26. Soldes intermédiaires..... 139

3.27. Produits et charges financiers..... 140

3.28. Résultat par action..... 140

3.29. Distribution de dividendes..... 140

NOTE 4 : FACTEURS DE RISQUES..... 140

4.1. Risques financiers..... 140

4.1.1. Risque de liquidité..... 140

4.1.2. Risque de taux d'intérêt et couverture..... 142

4.1.3. Risque de change et de prix de matières premières..... 142

4.2. Risques liés à l'activité du Groupe..... 143

4.2.1. Risques liés à la conjoncture mondiale (politique, économique, et sanitaire)..... 143

4.2.2. Risques liés aux clients..... 143

4.3. Risques juridiques liés à la réglementation applicable..... 143

4.4. Risques environnementaux..... 144

4.5. Risques relatifs aux procédures judiciaires et d'arbitrage..... 144

NOTE 5 : ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE..... 145

5.1. Informations relatives au périmètre de consolidation..... 145

5.2. Modifications du périmètre et autres informations..... 146

5.3. Filiales exclues du périmètre, malgré une participation supérieure à 10 %..... 146

NOTE 6 : COMMENTAIRES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT... 148

6.1. État des immobilisations incorporelles..... 148

6.2. État des immobilisations corporelles..... 150

6.3. Droits d'utilisation..... 152

6.4. Test de perte de valeur des écarts d'acquisition..... 154

6.5. Autres actifs financiers..... 156

6.6. Instruments financiers dérivés..... 157

6.7. Stocks..... 157

6.8. Créances clients et autres créances..... 158

6.9. Trésorerie..... 159

6.10. Capital..... 160

6.11. Paiement en actions..... 160

6.12. Passifs financiers..... 160

6.13. Engagements donnés aux salariés..... 162

6.14. Provisions non courantes..... 163

6.15. Instruments financiers par catégorie..... 163

6.16. Impôts..... 163

6.17. Ventilation du Chiffre d'Affaires..... 166

6.18. Produits et charges opérationnels non courants..... 167

6.19. Résultat financier..... 168

6.20. Charges par nature..... 169

6.21. Charges de personnel..... 171

6.22. Résultat par action..... 171

6.23. Dividendes..... 171

6.24. Engagements donnés et reçus..... 172

6.25. Regroupement d'entreprises..... 173

6.26. Parties liées..... 173

NOTE 7 : INFORMATIONS SECTORIELLES..... 175

NOTE 8 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE..... 176

CHAPITRE III : RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS..... 177



## ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

En milliers d'Euros

ACTIF	NOTE	31/12/2025	31/12/2024
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>			
Écarts d'acquisition	6.4	222 173	210 906
Immobilisations incorporelles	6.1	7 593	4 910
Immobilisations corporelles	6.2	55 035	52 925
Droits d'utilisation	6.3	19 716	21 823
Autres actifs financiers	6.5	4 600	2 326
Actifs d'impôts différés	6.17	2 467	2 892
<b>TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>311 585</b>	<b>295 781</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>			
Stocks	6.7	111 049	119 316
Clients	6.8	68 914	68 229
Autres débiteurs	6.8	27 929	28 310
Trésorerie	6.9	37 105	37 843
<b>TOTAL DES ACTIFS COURANTS</b>		<b>244 997</b>	<b>253 697</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>556 581</b>	<b>549 478</b>

PASSIF	NOTE	31/12/2025	31/12/2024
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	6.10	3 679	3 679
Titres d'autocontrôle		(5 843)	(6 159)
Réserves et résultat consolidés		276 308	274 973
Participations ne donnant pas le contrôle NCI		1 104	1 439
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>275 248</b>	<b>273 933</b>

<b>PASSIFS NON COURANTS</b>			
Passifs financiers non courants	6.12	86 071	90 046
Dettes locatives non courantes	6.12	12 180	15 678
Engagements donnés aux Salariés	6.13	854	787
Provisions non courantes	6.14	1 641	1 315
<b>TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>100 746</b>	<b>107 826</b>

<b>PASSIFS COURANTS</b>			
Fournisseurs d'exploitation et effets à payer		36 860	44 188
Dettes fiscales et sociales		25 955	26 233
Autres dettes		8 850	6 950
Autres passifs financiers courants	6.12	100 966	83 752
Dettes locatives courantes	6.12	7 956	6 596
<b>TOTAL DES PASSIFS COURANTS</b>		<b>180 587</b>	<b>167 719</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>556 581</b>	<b>549 478</b>

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'Euros

	NOTE	31/12/2025	31/12/2024
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>6.18</b>	<b>389 646</b>	<b>400 082</b>
Coût d'achat des marchandises vendues	6.21	(171 560)	(178 485)
<b>Marge brute</b>		<b>218 086</b>	<b>221 597</b>
Charges variables	6.21	(28 968)	(30 752)
Charges fixes	6.21	(56 776)	(55 700)
Charges de personnel	6.22	(88 444)	(85 289)
Autres produits et charges	6.21	525	721
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>44 422</b>	<b>50 577</b>
Produits opérationnels non courants	6.19	3	405
Charges opérationnelles non courantes	6.19	(616)	(1 816)
<b>Résultat opérationnel non courant</b>		<b>(613)</b>	<b>(1 411)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>43 809</b>	<b>49 166</b>
Coût de l'endettement financier brut	6.20	(6 093)	(5 284)
Autres charges financières	6.20	(1 801)	(3 054)
Autres produits financiers	6.20	839	1 309
<b>Résultat avant impôt des Sociétés intégrées</b>		<b>36 753</b>	<b>42 137</b>
Impôt sur le résultat	6.17	(8 903)	(10 765)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>27 850</b>	<b>31 372</b>
<b>Résultat des activités destiné à la vente</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat net des sociétés mises en équivalence		-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>27 850</b>	<b>31 372</b>
Dont part du Groupe		27 248	31 141
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle NCI		601	231
Résultat net par action des activités poursuivies	6.23	3,80	4,35
Résultat net dilué par action des activités poursuivies	6.23	3,80	4,35
Résultat net par action	6.23	3,80	4,35
Résultat net dilué par action	6.23	3,80	4,35

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers d'Euros

	NOTE	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>27 850</b>	<b>31 372</b>
Écarts de conversion		(22 949)	254
Couverture investissements nets activités à l'étranger		(5 923)	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		-	-
Impôts sur les autres éléments du résultat global		-	-
<b>Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net</b>		<b>(28 871)</b>	<b>254</b>
Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite	6.13	(67)	(13)
Impôts		17	3
<b>Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net</b>		<b>(50)</b>	<b>(10)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>		<b>(1 072)</b>	<b>31 616</b>
Dont part du Groupe		540	31 981
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle NCI		(1 642)	(365)



**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**

En milliers d'Euros

	NOTES	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>27 850</b>	<b>31 372</b>
<b>Résultat des activités en cours de cession</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Ajustements :</b>			
Élimination des amortissements	6.1 - 6.2	7 739	6 749
Élimination des amortissements des droits d'utilisation	6.3	8 780	8 129
Élimination des provisions		(2 480)	(702)
Élimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		-	-
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		315	3 011
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>42 204</b>	<b>48 559</b>
Élimination de la charge (produit) d'impôt	6.17	8 903	10 765
Élimination du coût de l'endettement financier net	6.20	6 093	5 284
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>		<b>57 201</b>	<b>64 608</b>
Incidence de la variation du B.F.R.		5 985	(10 062)
Impôts payés		(8 479)	(10 953)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités en cours de cession		-	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>54 707</b>	<b>43 593</b>
Incidence des variations dans le périmètre de consolidation		(17 060)	(10 363)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	6.1 - 6.2	(15 523)	(14 558)
Acquisitions d'actifs financiers	6.5	(2 078)	934
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	-
Cessions d'immobilisations financières	6.5	-	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement		104	150
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles des activités en cours de cession		-	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		<b>(34 557)</b>	<b>(23 837)</b>
Augmentation de capital		-	-
Cession (acquisition) nette d'actions propres		(316)	(205)
Variation dette financière	6.12	3 276	261
Remboursements des dettes locatives	6.12	(8 904)	(8 035)
Intérêts financiers nets versés	6.20	(6 093)	(5 284)
Dividendes payés aux actionnaires du Groupe		(7 806)	(9 664)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		<b>(19 844)</b>	<b>(22 927)</b>
Autres flux de trésorerie liés aux activités en cours de cession		-	-
Incidence de la variation des taux de change		(1 044)	(303)
<b>Variation nette de la trésorerie</b>		<b>(738)</b>	<b>(3 473)</b>
Trésorerie à l'ouverture	6.9	37 843	41 317
Trésorerie à la clôture	6.9	37 105	37 843
<b>Variation de la trésorerie</b>		<b>(738)</b>	<b>(3 473)</b>

## EMPRUNTS

En milliers d'Euros

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Total des emprunts à l'ouverture</b>	<b>196 077</b>	<b>196 643</b>
Souscription d'emprunts	26 759	5 664
Remboursements d'emprunts	(18 261)	(18 434)
Variation des dettes locatives	(4 586)	(1 618)
Variation des concours bancaires	3 355	13 046
Variation des emprunts garantis	248	(26)
<b>Total des flux de trésorerie</b>	<b>7 515</b>	<b>-1 368</b>
Variation de périmètre	8 317	176
Juste Valeur des CAT	-	-
Variation des Calls	(5 737)	-
Effet de change	(49)	34
Réévaluations de contrats antérieurs	1 048	591
<b>Total des mouvements non cash</b>	<b>3 579</b>	<b>801</b>
<b>Total des emprunts à la clôture</b>	<b>207 171</b>	<b>196 076</b>

## CAPITAUX DE L'ÉMETTEUR

En milliers d'Euros

	31/12/2025	31/12/2024
<b>Capitaux propres consolidés</b>	<b>275 248</b>	<b>273 933</b>
Passifs financiers non courants	98 252	105 724
Passifs financiers courants	108 922	90 348
<b>Dettes financières brutes</b>	<b>207 174</b>	<b>196 072</b>
Trésorerie	(37 105)	(37 843)
<b>Dettes financières nettes</b>	<b>170 069</b>	<b>158 229</b>
<b>Dettes bancaires nettes<sup>(1)</sup></b>	<b>165 607</b>	<b>148 510</b>

(1) Dette bancaire nette = dette financière nette retraitée des dettes financières non bancaires pour 4 047 K€ correspondant au call lié à l'acquisition de SAFETYLINK et à l'Earn Out suite à l'acquisition de EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN pour 415 K€.



**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

En milliers d'Euros

	CAPITAL SOCIAL	PRIMES D'ÉMISSION	RÉSERVES	ACTIONS AUTO-DÉTENUES ET ASSIMILÉS	DIFFÉRENCES DE CONVERSION	RÉSULTAT CONSOLIDÉ	CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	PART DES PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>3 679</b>	<b>12 925</b>	<b>218 263</b>	<b>(5 973)</b>	<b>(24 791)</b>	<b>37 965</b>	<b>242 069</b>	<b>873</b>	<b>242 941</b>
Affectation du résultat & reclassement	-	-	37 965	-	-	(37 965)	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(10)	-	850	-	841	(596)	245
<b>Résultat de 2023</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>31 141</b>	<b>31 141</b>	<b>231</b>	<b>31 372</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(10)	-	850	31 141	31 981	(365)	31 616
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks options	-	-	19	-	-	-	19	-	19
Dividendes distribués	-	-	(9 198)	-	-	-	(9 198)	(463)	(9 662)
Variation de l'auto-détention	-	-	1	(186)	-	-	(185)	-	(185)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	7 110	-	697	-	7 808	1 395	9 203
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>3 679</b>	<b>12 925</b>	<b>254 152</b>	<b>(6 159)</b>	<b>(23 244)</b>	<b>31 141</b>	<b>272 494</b>	<b>1 440</b>	<b>273 933</b>
Affectation du résultat & reclassement	-	-	31 141	-	-	(31 141)	-	-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(50)	-	(26 629)	-	(26 679)	(2 244)	(28 923)
<b>Résultat de 2025</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>27 248</b>	<b>27 248</b>	<b>601</b>	<b>27 850</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	(50)	-	(26 629)	27 248	569	(1 643)	(1 073)
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks options	-	-	187	-	-	-	187	-	187
Dividendes distribués	-	-	(7 727)	-	-	-	(7 727)	(102)	(7 828)
Variation de l'auto-détention	-	-	78	316	-	-	394	-	394
Variation de périmètre <sup>(2)</sup>	-	-	237	-	-	-	237	(1 077)	(839)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres <sup>(1)</sup>	-	250	7 738	-	-	-	7 988	2 484	10 474
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>3 679</b>	<b>13 175</b>	<b>285 757</b>	<b>(5 843)</b>	<b>(49 872)</b>	<b>27 248</b>	<b>274 144</b>	<b>1 103</b>	<b>275 247</b>

(1) Les autres impacts sur les capitaux propres sont liés à :

- L'hyperinflation en Argentine pour 9 634 K€ ;
- À la reprise du call de SAFETYLINK pour (5 924) K€.

(2) Variation du pourcentage de détention de DP PHILIPPINES et SAFETYLINK dont l'acquisition a été déterminée préalablement en full goodwill.

## CHAPITRE II NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

### NOTE 1

#### INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE GROUPE DELTA PLUS – DESCRIPTION DE L'ACTIVITÉ

DELTA PLUS GROUP est une Société anonyme de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote sur le marché Euronext Growth Paris.

La Société a été créée en 1986. Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2036, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé à Apt. La Société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Avignon sous le numéro 334 631 868.

Le Groupe DELTA PLUS conçoit et distribue une gamme complète d'Équipements de Protection Individuelle (E.P.I.), en Europe, et dans le reste du monde.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2025 reflètent la situation comptable de DELTA PLUS GROUP et de ses filiales (ci-après « le Groupe DELTA PLUS »), ainsi que les intérêts du Groupe DELTA PLUS dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en Euros, arrondis au millier le plus proche. Les Comptes Consolidés de l'exercice 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le **1<sup>er</sup> avril 2026**. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale des Associés du **19 juin 2026**.

### NOTE 2

#### FAITS MARQUANTS

**Acquisition de 100 % du capital des sociétés BASPA, au Chili, en septembre 2025, GEVANTA en Lituanie en octobre 2025 et EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN, en Belgique, en juillet 2025.**

Les chiffres clés relatifs aux Sociétés entrées dans le périmètre du Groupe en 2025 sont les suivants :

En milliers d'Euros

	BASPA	GEVANTA	EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN
<b>Activité de l'entité structurée</b>			
Lieu de l'établissement principal	Chili	Lituanie	Belgique
Activité principale	Distribution et commercialisation de protection respiratoire réutilisable haut de gamme	Distribution et commercialisation de vêtement de travail haut de gamme	Distribution et commercialisation de solutions d'accès, de circulation et de protection du travail en hauteur
Pourcentage de contrôle et droits de vote détenus	100 %	100 %	100 %
<b>Informations financières (Période du 1<sup>er</sup> juillet 2025 au 31 décembre 2025)</b>			
Chiffre d'Affaires	3 594	4 661	458
Résultat opérationnel courant	650	1 111	-22
Actifs courants	3 525	7 295	504
Actifs non courants	13 889	19	1
<b>Total Actif</b>	<b>17 414</b>	<b>7 314</b>	<b>505</b>
Capitaux propres	5 494	6 758	321
Passifs courants	10 486	0	0
Passifs non courants	1 434	556	184
<b>Total Passif</b>	<b>17 414</b>	<b>7 314</b>	<b>505</b>

L'année 2025 démontre à nouveau la solidité de notre modèle face aux turbulences. Dans un environnement marqué par un « effet ciseaux » macroéconomique, combinant une instabilité institutionnelle en France, des tensions commerciales et géopolitiques mondiales ainsi qu'une forte volatilité

des devises, le Groupe a su faire preuve d'agilité. Si l'activité s'affiche en retrait, l'intégration réussie de nos récentes acquisitions (Baspas, Gevanta) et notre discipline financière nous permettent d'afficher une rentabilité résiliente.





## Activité 2025 : Résilience globale face aux vents contraires

Sur l'ensemble de l'année 2025, le Chiffre d'Affaires consolidé s'établit à 389,6 M€, limitant son repli à -2,6 % par rapport à 2024, contre -4,9 % l'année précédente. Ce chiffre intègre un effet de change défavorable significatif de -14 M€ (soit un impact de -3,5 %), principalement lié à la dépréciation du dollar face à l'euro. En excluant ces effets de change et les variations de périmètre, la baisse organique est contenue à -2 %.

L'analyse géographique démontre la force de notre modèle de diversification :

- Hors Europe (194,1 M€) : La zone affiche une croissance organique solide de +1,5 % sur l'année. Cette performance est portée par le dynamisme de nos zones de conquête, notamment l'Amérique latine et le Moyen-Orient, qui continuent de surperformer et compensent la volatilité observée sur les marchés chinois et nord-américain.
- Europe (195,6 M€) : Le Groupe a évolué dans un environnement macroéconomique exigeant, marqué par un attentisme en France et un cycle industriel dégradé en Allemagne. Le repli organique s'établit à -5,5 %. Face à ce constat, DELTA PLUS GROUP a engagé des actions de transformation commerciale axées sur des segments à plus forte valeur ajoutée, visant à optimiser le mix produit et la création de valeur à moyen terme.

Enfin, notre stratégie d'acquisitions ciblées joue pleinement son rôle d'amortisseur. L'effet périmètre positif de +2,9 % (+11,4 M€ sur l'année) reflète l'intégration réussie de Gevanta (relance de l'Europe de l'Est) et de Baspa (renforcement en Amérique du Sud). À taux de change constant, ces acquisitions permettent au Groupe d'afficher une croissance globale de +0,9%, validant notre modèle de développement stratégique.

Une rentabilité opérationnelle préservée grâce à la solidité de la marge brute, et une stratégie tournée vers l'avenir :

- Un résultat opérationnel courant de 44,4M€, en baisse de -1,2 pt (11,4 % du CA).
- Un résultat net (part du Groupe) de 27,2M€, en baisse de -0,8 pt (7 % du CA).

Dans un contexte de volumes réduits, DELTA PLUS GROUP confirme sa capacité à préserver ses fondamentaux. Grâce à la résilience de notre positionnement prix et à la montée en valeur de notre offre, la marge brute augmente de 60 points de base à près de 56 % du Chiffre d'Affaires. Cette bonne tenue permet d'absorber en partie le maintien de nos investissements structurels et stratégiques. Ainsi, le résultat opérationnel courant s'établit à 44,4 M€, représentant un niveau de rentabilité solide de 11,4 % du

Chiffre d'Affaires, démontrant l'efficacité du modèle économique même dans un cycle bas.

Les éléments non courants sont peu significatifs (-0,6 M€ en 2025, contre -1,8 M€ en 2024).

Le coût de l'endettement financier brut augmente de 0,8 M€ par rapport à 2024, s'établissant à 6,1 M€. Cette évolution reflète d'une part le portage d'un Besoin en Fonds de Roulement élevé sur les trois premiers trimestres de l'année avant sa normalisation en fin d'exercice, et d'autre part le financement des opérations de croissance externe (Gevanta, Baspa) réalisées au cours du second semestre.

Le taux effectif d'impôt se maintient à 24,2 %, en baisse de 1,3 points par rapport à 2024 (25,5 %). Ce niveau résulte principalement de l'impact des charges IFRIC 16 et IAS 29, non fiscalisées, ainsi que d'un niveau de bénéfices plus faible dans les pays à imposition plus réduite.

Le résultat net part du Groupe s'élève quant à lui à 27,2 M€ (7 % du CA).

## Bilan consolidé : BFR optimisé et leviers préservés pour accompagner la croissance

- Des capitaux propres en hausse à 275,2 M€, malgré un effet de change défavorable.
- Un BFR optimisé à 128 jours de Chiffre d'Affaires, par la baisse ciblée des stocks (111 M€).
- Une dette bancaire nette maîtrisée (Gearing à 52,8 %), préservant la flexibilité financière du Groupe pour ses futures acquisitions.

Sur le plan bilanciel, l'exercice 2025 confirme la robustesse de la structure financière de DELTA PLUS GROUP.

Après avoir dû financer un niveau de stocks élevé sur une grande partie de l'année, le Groupe a bénéficié des actions menées avec succès d'optimisation de son Besoin en Fonds de Roulement (BFR). Cette reprise en main opérationnelle se traduit par une réduction de la valeur des stocks, qui s'établit à 111 M€, contre 119,3 M€ un an plus tôt. Au 31 décembre 2025, le BFR s'établit ainsi à 138,7 M€ (en baisse de -2,2 M€) et représente 128 jours de Chiffre d'Affaires, un niveau quasi-stable par rapport aux 127 jours enregistrés en 2024.

Les capitaux propres s'inscrivent en hausse pour atteindre 275,2 M€ au 31 décembre 2025 (contre 273,9 M€ en 2024), et ce, malgré l'impact négatif des écarts de conversion liés à la dépréciation du dollar sur nos investissements à l'étranger.

La dette bancaire nette (avant IFRS 16 et hors dette de call) s'élève à 145,5 M€, contre 126,3 M€ fin 2024. Cette évolution maîtrisée reflète logiquement le financement de notre dynamique de croissance externe et l'intégration des sociétés Baspa (Chili) et Gevanta (Lituanie) acquises au cours du second semestre.

Les ratios d'endettement, calculés sur cette même base, remontent mécaniquement : le Gearing s'établit à 52,8 % des capitaux propres (contre 46 % fin 2024), et le ratio de levier à 2,9 fois l'EBITDA des douze derniers mois (contre 2,3 en 2024). Ces niveaux témoignent d'une gestion prudente. Ils démontrent que le Groupe préserve une flexibilité financière intacte, garantissant le financement de son développement et soutenant sa stratégie d'expansion géographique.

### NOTE 3

## SYNTHÈSE DES PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

### 3.1.

#### Base de préparation des états financiers

- Les Comptes Consolidés de l'exercice 2025 sont établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), tels qu'adoptés dans l'Union Européenne, d'application obligatoire au 31 décembre 2025, disponibles sur le site <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32008R1126> et qui, pour le Groupe DELTA PLUS, ne diffèrent pas des normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB.
- Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IFRS »), les normes comptables internationales (« IAS »), et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe DELTA PLUS avait décidé en 2005 :

- De ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 ;
- De transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Ces normes et interprétations sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés, sauf indication contraire. Les Comptes Consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des éléments suivants évalués à la juste valeur :

- Les instruments financiers dérivés ;
- Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

### Amendements et interprétations entrant en vigueur en 2025

Les nouvelles normes, amendements de normes et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire pour le Groupe à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, sont les suivants :

- Amendement IAS 21 : absence de convertibilité.

Cet amendement applicable sur l'exercice 2025 n'a pas eu d'impact significatif pour le Groupe DELTA PLUS.

### 3.2.

#### Hypothèses et estimations

La Direction du Groupe DELTA PLUS procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les Comptes Consolidés ont été établis en tenant compte du contexte actuel européen de faible croissance économique et financière, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. Les effets immédiats des crises passées ont été pris en compte, notamment dans la valorisation des actifs (tels que les créances clients et les impôts différés actifs) et des passifs. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, il a été pris pour hypothèse que la croissance resterait faible dans le temps en Europe.

La valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe DELTA PLUS en ce qui concerne les flux futurs de trésorerie.

La comptabilisation de certaines provisions, de certains instruments financiers, et l'information fournie au titre des actifs financiers existant à la date de l'établissement des états financiers consolidés, fait appel au jugement. Les éléments faisant l'objet de jugements sont détaillés dans les notes correspondantes.



La Société n'entend pas faire de prévision ou d'estimation de bénéfice.

À l'image des deux dernières années, l'exercice 2026 reste marqué par un niveau élevé d'incertitudes géopolitiques à court terme, dans un environnement toujours affecté par la guerre en Ukraine et par la dégradation récente de la situation au Moyen-Orient, notamment autour de l'Iran et dans la zone du Golfe. Ces développements sont susceptibles d'alimenter la volatilité de certaines devises, ainsi que de générer de nouvelles tensions inflationnistes ciblées, notamment sur les coûts de fret maritime, de transport et sur certaines matières premières. Le management demeure particulièrement vigilant quant aux répercussions potentielles de cette situation sur le Moyen-Orient, une zone qui a constitué ces derniers trimestres un relais de croissance important pour le Groupe.

Cependant, DELTA PLUS GROUP a démontré au cours des derniers exercices sa capacité d'adaptation dans des environnements complexes. La diversification géographique de ses activités constitue un facteur de résilience, de nature à atténuer l'impact d'un ralentissement ponctuel sur une zone donnée. En parallèle, la montée en valeur de l'offre, la discipline opérationnelle du Groupe et l'agilité de sa chaîne de valeur doivent lui permettre d'ajuster, lorsque cela est nécessaire, ses priorités commerciales, industrielles et tarifaires afin de préserver au mieux ses équilibres opérationnels.

Dans ce contexte exigeant, le Groupe aborde 2026 avec ambition et prudence, et vise pour ce nouvel exercice :

- Un retour à la croissance organique, porté par la normalisation de ses marchés historiques et les bénéfices des transformations commerciales engagées ;
- La consolidation de ses positions dans les zones à fort potentiel, notamment en Amérique du Sud, en Amérique du Nord et au Moyen-Orient ;
- La poursuite active de sa stratégie de croissance externe, avec plusieurs dossiers d'acquisition actuellement à l'étude, conduits avec discipline et sélectivité.

Pour soutenir cette trajectoire de croissance durable, fondée sur l'élargissement de son empreinte internationale et la montée en valeur de son offre, DELTA PLUS GROUP entend s'appuyer sur une structure financière solide, offrant la flexibilité nécessaire au financement de son développement à long terme.

### 3.3.

#### Secteurs opérationnels

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe DELTA PLUS :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges ;
- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe DELTA PLUS en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et ;
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le Principal Décideur Opérationnel du Groupe DELTA PLUS a été identifié comme étant le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué qui prennent collégialement les décisions stratégiques.

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe DELTA PLUS. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont les zones géographiques « Europe » et « Hors Europe ».

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les écarts d'acquisition affectables, les stocks, ainsi que les créances clients. Ils n'incluent pas les immobilisations, les impôts différés actifs, les autres actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

### 3.4.

#### Règles de consolidation

Les entrées et sorties de périmètre de consolidation sont réalisées à la date de prise de contrôle, ou de perte de contrôle.

Les prises de contrôle par acquisitions successives ont été prises en compte pour l'établissement des Comptes Consolidés du Groupe DELTA PLUS. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe DELTA PLUS. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Par contrôle, on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables sont pris en considération.

Toutes les transactions internes entre sociétés contrôlées (créances, dettes, produits et charges réciproques) sont éliminées en totalité ainsi que les résultats internes. Les méthodes comptables des filiales ont été alignées sur celles du Groupe DELTA PLUS.

### 3.5.

#### **Regroupements d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée à l'occasion d'un regroupement d'entreprises est évaluée à la somme des justes valeurs des actifs transférés, des dettes contractées et des parts de capitaux propres émises par l'acquéreur.

Les frais d'acquisition que le Groupe DELTA PLUS engage pour effectuer un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

À la date de prise de contrôle, les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris dans un regroupement d'entreprise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS.

Pour chaque prise de contrôle, le Groupe DELTA PLUS décide de reconnaître les participations ne donnant pas le contrôle sur la base de leur juste valeur ou sur la base de leur quote-part d'actif net.

L'excédent entre la juste valeur de la contrepartie transférée, le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise et le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs repris est comptabilisé comme un écart d'acquisition. Lorsqu'il en résulte une différence négative, elle est comptabilisée immédiatement en résultat.

### 3.6.

#### **Conversion des comptes des filiales dans les économies hyperinflationnistes**

La norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyperinflationnistes » s'applique aux entités dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin. Elle requiert de retraiter les états financiers qui ont été établis selon la convention du coût historique.

Le Groupe étant exposé dans ces pays, l'ajustement relatif à l'inflation est détaillé dans la note 6.20 « Résultat financier ».

### 3.7.

#### **Conversion des comptes des filiales exprimés en monnaies étrangères**

La devise d'établissement des Comptes Consolidés est l'Euro. Les filiales hors-Europe ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale. Leurs comptes sont convertis en euros en utilisant la méthode du cours de clôture pour l'ensemble des comptes à l'exception :

- Des capitaux propres qui sont traduits selon la méthode du taux historique ;
- Du résultat global qui est converti au cours moyen de change de la période.

Par exception à cette règle, en l'application des dispositions d'IAS 29, le résultat global des filiales argentines est converti au taux de clôture.

Les écarts d'acquisition et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition par une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

Selon IAS 1 révisée, les écarts de conversion sont comptabilisés sur la ligne écarts de conversion de l'état du résultat global. Les actifs monétaires à long terme détenus par une entité du Groupe sur une filiale étrangère pour lesquels aucun règlement n'est planifié ni susceptible d'intervenir dans un avenir prévisible, constituent une part de l'investissement net à l'étranger. Ainsi, en application des dispositions d'IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », les différences de change portant sur ces éléments sont également enregistrées sur la ligne écarts de conversion de l'état du résultat global. Lorsqu'une activité à l'étranger est cédée avec perte de contrôle, pour tout ou partie, la quote-part afférente des écarts de conversion comptabilisés en réserve est transférée en résultat.

### 3.8.

#### **Transactions libellées en devises**

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en produits ou en charges financières ou en exploitation en fonction de l'imputation de la transaction.



**3.9.****Écarts d'acquisition**

Le Groupe DELTA PLUS évalue les écarts d'acquisition comme étant l'excédent entre :

- D'une part, le total de :
  - La juste valeur de la contrepartie transférée ;
  - Le montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ;
  - La juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise dans le cas d'un regroupement d'entreprises réalisé par étapes ;

Et

- D'autre part, le solde net des montants, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

**Règles spécifiques à la première adoption des IFRS :**

Conformément aux options offertes par IFRS 1 révisée, le Groupe DELTA PLUS n'a pas recalculé les écarts d'acquisition sur les acquisitions réalisées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, ni l'effet dans l'évaluation des participations ne donnant pas le contrôle des changements de pourcentage d'intérêt.

Conformément à IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Conformément à IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur. La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « autres charges opérationnelles ». Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

Lors de la cession d'une activité qui faisait partie d'une unité génératrice de trésorerie à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté, le résultat de cession inclus une quote-part de la valeur nette de l'écart d'acquisition relatif à l'activité vendue. Cette quote-part est évaluée sur la base des valeurs relatives de l'activité cédée et de la part de l'activité conservée.

Compte tenu de la taille du Groupe DELTA PLUS, de son activité centralisée et des synergies importantes entre les sites, un calcul par entité juridique n'est pas possible et n'aurait pas de justification économique. L'écart d'acquisition est affecté au secteur opérationnel auquel il bénéficiera.

**3.10.****Immobilisations incorporelles**

En conformité avec la norme IAS 38, les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût dès lors que les avantages économiques futurs attribuables à l'immobilisation

bénéficient au Groupe DELTA PLUS et que ce coût a pu être évalué de façon fiable.

Les immobilisations incorporelles comprennent marques, savoir-faire et logiciels. Les marques ne sont pas amorties, mais font l'objet d'un impairment test au minimum une fois par an conformément à IAS 36. Les autres immobilisations incorporelles sont amorties par annuités constantes sur une durée de 1 à 5 ans.

**3.11.****Immobilisations corporelles**

Conformément à IAS 16, les immobilisations corporelles sont valorisées au coût, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les terrains ne sont pas amortis. Les autres immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur les durées estimées de leur utilisation :

Les principales durées d'utilité retenues sont :

*Constructions*.....30 à 50 ans

*Matériel industriel*..... 5 à 10 ans

*Agencements* ..... 5 à 15 ans

La charge d'amortissement est comptabilisée en « Charges fixes ».

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée d'utilité estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes. Le coût de remplacement d'un composant d'une immobilisation corporelle est comptabilisé dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif aillent au Groupe DELTA PLUS et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Les coûts d'emprunts liés au financement des investissements importants, encourus pendant la période de construction, sont considérés comme un élément du coût d'acquisition.

**3.12.****Droit d'utilisation**

Pour rappel, l'entrée en vigueur, au 1<sup>er</sup> janvier 2019, de la norme IFRS 16 a amené le Groupe à mettre à jour ses principes comptables relatifs aux contrats de location.

Ces principes sont détaillés ci-après, étant précisé que la majorité des contrats de location conclus par le Groupe DELTA PLUS concerne l'ensemble immobilier et son contrat informatique.

Le Groupe DELTA PLUS a choisi la méthode rétrospective complète pour la première application de la norme. L'historique des contrats des entités a été retraité à partir de leur date d'entrée

en consolidation dans le Groupe. Selon cette méthode, les périodes comparatives sont retraitées. Le Groupe DELTA PLUS comptabilise un droit d'utilisation et une dette locative au titre de l'ensemble de ces contrats, à l'exception de ceux relatifs à des biens de faible valeur et de ceux de courte durée (12 mois ou moins).

Au début du contrat, la dette au titre des loyers futurs est actualisée à l'aide du taux marginal d'emprunt de 1,5 %.

Après le début du contrat, le droit d'utilisation, initialement évalué à son coût, est amorti linéairement sur la durée du contrat de location.

La durée de location des contrats correspond à la période de référence présente dans les éléments juridiques.

L'application d'IFRS 16 a conduit à reconnaître au bilan une dette au titre des loyers futurs et un actif au titre du droit d'utilisation pour la plupart de ces contrats. IFRS 16 a également entraîné les changements de présentation suivants :

- Au bilan : lignes distinctes pour le droit d'utilisation, la dette locative long terme et la dette locative court terme ;
- Au compte de résultat : la charge de loyer précédemment présentée au sein du Résultat opérationnel est désormais présentée en partie en Dotations aux amortissements (au sein du Résultat opérationnel) et en partie en Charges financières.

Dans le tableau des flux de trésorerie : le paiement des loyers précédemment présenté au sein des Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles est désormais présenté en Flux de trésorerie liés aux activités de financement pour le montant affecté au remboursement de la dette locative.

### 3.13.

#### Impairment test

##### 3.13.1. Écarts d'acquisition

Le test annuel de perte de valeur est effectué au cours du dernier semestre de chaque année. Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par UGT au niveau auquel le Groupe DELTA PLUS organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne. Elle correspond généralement à une zone géographique donnée. L'écart d'acquisition est alloué à une UGT ne dépassant pas le niveau du secteur opérationnel (secteur géographique), tel que défini en Note 3.3. Au sein du Groupe DELTA PLUS, les goodwill sont suivis au niveau des deux secteurs opérationnels : « Europe » et « Hors-Europe ».

Les valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux

de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du Chiffre d'Affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Conformément à IAS 36, les pertes de valeurs relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur des écarts d'acquisition sont sensibles aux hypothèses retenues en matière d'évolution des prix de vente et des coûts futurs, de développement à long terme des marchés en croissance et d'autres facteurs. Ces évaluations sont également sensibles aux taux d'actualisation et de croissance à l'infini retenus, le Groupe DELTA PLUS retenant pour chaque secteur un taux d'actualisation spécifique.

##### 3.13.2. Immobilisations corporelles et immobilisations incorporelles amortissables

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable d'un actif est susceptible de ne pas être recouvrable, un test de dépréciation est réalisé. Ce test consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif avec sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de sa valeur d'utilité, celle-ci étant calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est comptabilisée en « Autres charges opérationnelles ».

### 3.14.

#### Autres actifs financiers

Le Groupe DELTA PLUS classe ses actifs selon les catégories suivantes : les prêts et les créances, les actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat et les actifs détenus à des fins de transaction. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition. La Direction détermine la classification lors de la comptabilisation initiale.

##### • Prêts et créances

Les prêts et dépôts sont comptabilisés au coût amorti. Le cas échéant, ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation. La dépréciation correspond à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable et est comptabilisée



en résultat. Une reprise de provision peut être réalisée en cas d'évolution favorable de la valeur recouvrable.

- **Actifs financiers disponibles à la vente**

Ce sont des instruments non dérivés rattachés à cette catégorie ou qui ne sont rattachés à aucune autre catégorie. Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont classés en actifs financiers disponibles à la vente.

- **Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat**

Ce sont les actifs financiers détenus à des fins de transaction. Les actifs financiers sont classés dans cette catégorie s'ils ont été principalement acquis dans le but d'être revendus à court terme. Les Valeurs Mobilières de Placements font partie de la catégorie des actifs financiers détenus à des fins de transaction et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Les instruments dérivés non qualifiés de couverture sont également désignés comme détenus à des fins de transaction. Les profits et pertes sont comptabilisés en résultat.

- **Décomptabilisation des actifs financiers**

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation » est décomptabilisé du bilan en tout ou partie lorsque le Groupe DELTA PLUS n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

- **Dépréciation des actifs financiers**

Le Groupe DELTA PLUS évalue à chaque clôture s'il existe un indicateur objectif de dépréciation. Pour les prêts et créances, le montant de la dépréciation correspond à la différence entre sa valeur comptable et la somme des cash-flows attendus actualisée. La perte de valeur sera comptabilisée en résultat. Pour les instruments de capitaux propres classés dans les titres disponibles à la vente, toute diminution importante ou durable de la juste valeur du titre en deçà de son coût est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation de ce titre. Le cumul de la perte est transféré des capitaux propres au résultat.

### 3.15.

#### **Instruments financiers dérivés**

Le Groupe DELTA PLUS négocie des instruments financiers dérivés dans le cadre de ses échanges commerciaux en Dollars. Le Groupe DELTA PLUS peut être amené à utiliser également des swaps de taux pour gérer son exposition aux risques de taux. L'objectif de ces swaps est de convertir des instruments financiers de taux variable à taux fixe.

Au 31 décembre 2025 aucun contrat de couverture lié aux taux n'était en vigueur chez DELTA PLUS GROUP.

### 3.16.

#### **Stocks**

Les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation si celle-ci est inférieure. Le coût correspond au prix de revient unitaire moyen pondéré. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard moyen pondéré comprenant le coût des matières premières et des charges directes (main d'œuvre, énergie). La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

### 3.17.

#### **Créances et dettes**

Le risque de crédit, ou de contrepartie, est le risque de perte sur une créance ou plus généralement celui d'un tiers qui ne paie pas sa dette à temps. Il est naturellement fonction de trois paramètres : le montant de la créance, la probabilité de défaut et la proportion de la créance qui ne sera pas recouvrée en cas de défaut.

Les garanties existantes sur les créances clients sont des assurances crédit, dénommées domestique et export. Pour la partie domestique, les créances sont remises au contentieux auprès de l'assureur à la date d'échéance + 120 jours. Pour la partie export, les créances sont remises au contentieux à la date d'échéance + 120 jours. Dans les deux cas, l'indemnisation intervient au maximum trois mois plus tard.

Les créances/dettes sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, puis ultérieurement évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation. Une dépréciation de créances est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe DELTA PLUS à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Le montant de la perte est comptabilisé au compte de résultat. Les créances/dettes dont l'encaissement (décaissement) est attendu dans les douze mois sont classées en actif/dettes courant.

### 3.18.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent en soldes bancaires, caisse, placements et équivalents de trésorerie non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité, dont la date d'échéance est généralement inférieure à trois mois.

### 3.19.

#### Capital

##### • Actions ordinaires

Les coûts accessoires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'options sur actions sont comptabilisés nets d'effets d'impôt en déduction des capitaux propres.

##### • Actions d'autocontrôle

Les actions de la Société mère, quel que soit l'objet de leur détention, détenues par la Société mère ou l'une de ses filiales intégrées sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés nets d'effets d'impôt en capitaux propres.

### 3.20.

#### Passifs financiers

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur juste valeur, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque le Groupe DELTA PLUS dispose d'un droit inconditionnel d'en différer le règlement au minimum de douze mois après la date de clôture.

### 3.21.

#### Impôts

L'impôt sur les sociétés comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou dans l'état du résultat global ; auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres ou dans l'état du résultat global.

À la suite de l'instauration de la Contribution Économique Territoriale (C.E.T.) applicable aux filiales françaises dans le cadre de la loi de finances pour 2010, et selon le communiqué du Conseil National de la Comptabilité du 14 janvier 2010, le Groupe DELTA PLUS a opté pour la méthode de comptabilisation suivante :

- La part de la C.E.T. relevant de la Contribution Foncière des Entreprises (C.F.E.) est comptabilisée comme une charge opérationnelle ;
- La part de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E.) est comptabilisée comme un impôt sur le résultat au sens de l'IAS 12.

L'impôt différé est déterminé et comptabilisé selon l'approche bilancielle sur toutes les différences entre

la valeur comptable des actifs et passifs et leur base fiscale. Toutefois, aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant soit disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non reconnus sont appréciés à chaque date de clôture et sont reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts différés, actif et passif, sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

### 3.22.

#### Avantages au personnel

##### • Régimes à cotisations définies

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe DELTA PLUS participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe DELTA PLUS comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe DELTA PLUS n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

##### • Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe DELTA PLUS au titre des régimes de retraite à prestations définies et des indemnités de cessation de service sont calculées annuellement, par des actuaires indépendants, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.





Le calcul de la dette pour engagements salariaux tient compte de :

- L'âge ;
- La catégorie socio-professionnelle ;
- L'âge de départ en retraite ;
- L'ancienneté au moment du départ à la retraite ;
- Le salaire brut annuel majoré d'un coefficient de charges patronales.

Elle intègre également d'autres données indispensables spécifiques au Groupe DELTA PLUS :

- La convention collective ;
- Les hypothèses de progression de salaires ;
- Le taux de rotation prévisionnel des salariés.

Les gains et les pertes actuariels, découlant d'ajustements liés à l'expérience et de la modification des hypothèses actuarielles sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les autres coûts sont comptabilisés en résultat net.

#### • Indemnités de fin de contrat de travail

Des indemnités de fin de contrat de travail sont dues lorsque l'entreprise met fin au contrat de travail d'un salarié avant l'âge normal de son départ en retraite. Le Groupe DELTA PLUS comptabilise en charge les indemnités de fin de contrat de travail en accord avec les lois et réglementations de chaque pays où il est implanté dès qu'il est engagé sans possibilité réelle de se rétracter.

#### • Primes

Certains salariés bénéficient de primes contractuelles qui sont versées ou provisionnées à la clôture.

### 3.23.

#### Paielements fondés sur des actions

Le Groupe DELTA PLUS a mis en place des plans qui seront dénoués en instruments de capitaux propres (options de souscription ou d'achat d'actions ainsi qu'actions gratuites). La juste valeur des services rendus par les salariés en échange de l'octroi d'instruments de capitaux propres est comptabilisée en charges. Le montant total comptabilisé en charges sur la période d'acquisition des droits est déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés.

### 3.24.

#### Provisions non courantes

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation légale ou implicite, résultant d'événements passés, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour le Groupe DELTA PLUS un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions comprennent pour l'essentiel des provisions pour litiges et contentieux. Ces provisions sont destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe DELTA PLUS.

### 3.25.

#### Chiffre d'Affaires

Le montant des produits est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction des retours et de toutes ristournes ou de toutes actions commerciales corrélées aux ventes et après élimination des ventes intra-groupe. Les produits sont comptabilisés à la date où ils peuvent être évalués de façon fiable, où il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe DELTA PLUS et que les critères spécifiques sont remplis pour chacune des activités du Groupe DELTA PLUS décrite ci-après. Le Groupe DELTA PLUS base ses estimations sur son expérience compte tenu du type de clients et de transactions ainsi que des dispositions contractuelles spécifiques.

Les ventes sont enregistrées comme suit :

- Le produit des ventes de biens est enregistré à la date à laquelle le Groupe DELTA PLUS a transféré à l'acheteur, en majorité des grossistes, l'essentiel des risques et avantages liés à la propriété des biens, n'est plus impliqué dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés, et s'attend à recevoir les avantages économiques liés à la transaction. Compte tenu de la nature des produits, des conditions générales de vente, des incoterms de transport et des polices d'assurance, les ventes sont généralement enregistrées à la date à laquelle les produits quittent les entrepôts du Groupe DELTA PLUS.
- Le produit des ventes de services est enregistré en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture, lorsque ce degré d'avancement peut être évalué de manière fiable et que les avantages économiques futurs associés à cette transaction iront au Groupe DELTA PLUS.

### 3.26.

#### Soldes intermédiaires

Le Groupe DELTA PLUS présentait jusqu'en 2013 un sous-total intitulé « marge brute » et un sous-total intitulé « Résultat opérationnel courant » dans le compte de résultat consolidé.

La marge brute était la différence entre le Chiffre d'Affaires tel que défini dans la Note 3.25 et les charges cumulées d'achats de matières premières et d'achats de marchandises.

Aujourd'hui le Groupe n'est plus seulement un distributeur mais également un fabricant. Cet indicateur de marge brute a donc perdu de sa pertinence au fil des années.

Aussi, dorénavant la rentabilité n'est plus mesurée que par le Résultat opérationnel courant.

Conformément à la recommandation CNC 2009-R03 relative au format des états financiers des entités appliquant les IFRS, le sous-total « Résultat opérationnel courant » exclut du résultat opérationnel les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Ce sous-total, présenté de manière distincte du résultat opérationnel, n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres groupes.

### 3.27.

#### Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers comprennent :

- Les charges ou produits d'intérêts sur les emprunts, les autres passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- Les autres frais payés aux banques sur les opérations financières ;
- Les dividendes reçus des participations non consolidées ;
- L'effet de désactualisation des provisions et des créances long terme ;
- Le résultat de change ;
- La perte de valeur constatée au titre des actifs financiers disponibles à la vente ;
- Les pertes et gains réalisés sur instruments dérivés ;
- Les variations de valeur des instruments dérivés détenus à des fins de transaction.

### 3.28.

#### Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues au titre d'auto-détention.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation sont ajustés des effets de tous les instruments de capitaux propres potentiels dilutifs. Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock-options et les actions gratuites.

### 3.29.

#### Distribution de dividendes

Les distributions de dividendes aux actionnaires de la Société mère sont comptabilisées en dettes au cours de la période durant laquelle ils sont approuvés par les actionnaires de la Société mère.

## NOTE 4

### FACTEURS DE RISQUES

La Société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, sur ses résultats ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autre risque significatif hormis ceux présentés et listés sous la présente Note.

Le contrôle, la mesure et la supervision des risques financiers sont sous la responsabilité de la Direction Financière du Groupe DELTA PLUS.

### 4.1.

#### Risques financiers

Les risques listés ci-après sont présentés par ordre d'importance de leur impact potentiel sur les activités du Groupe.

##### 4.1.1. Risque de liquidité

La Direction Financière a pour mission d'assurer le financement et la liquidité du Groupe DELTA PLUS au meilleur coût. Le financement du Groupe DELTA PLUS est assuré par le recours aux marchés des ressources bancaires (emprunts et lignes de crédit), des programmes d'émissions de billets de trésorerie et de contrat d'affacturage sans notification ni recours. Ce contrat d'affacturage couvre moins de 15 % du Chiffre d'Affaires consolidé (environ 10 millions d'Euros de créances non échues à chaque clôture). Le Groupe DELTA PLUS a aussi négocié des lignes de crédit affectées en priorité à la couverture de ses échéances à moins d'un an et de ses financements à court terme, et le Groupe DELTA PLUS conserve une trésorerie de sécurité afin de pouvoir faire face à des besoins de refinancement de la dette à court terme. Nous estimons, compte tenu de nos projections financières actuelles, que nous disposons de ressources suffisantes à la poursuite de nos activités, tant à court terme qu'à long terme.

Hors contraintes particulières liées aux spécificités des marchés financiers locaux, les filiales opérationnelles se financent selon des lignes de crédit et emprunts intragroupe pour les besoins à moyen et long terme.

Le pilotage du risque de liquidité repose aussi sur un système de prévision des besoins de financement à court et long terme, basé sur les prévisions d'activité et les plans stratégiques des entités opérationnelles.

Afin d'assurer une politique financière prudente, le Groupe DELTA PLUS veille à négocier des contrats financiers sans clause de type « covenants ».



Le risque de liquidité est mesuré chez DELTA PLUS GROUP grâce aux indicateurs suivants :

#### • Montant de la dette nette

Au 31 décembre 2025, le montant de la dette financière nette s'élève à 170 069 K€ (y compris 20 136 K€ de dettes relatives à IFRS 16), en hausse de 11 840 K€ par rapport au 31 décembre 2024 (158 229 K€) :

En milliers d'Euros	31/12/2025	31/12/2024
Passifs financiers courants	108 922	90 348
Trésorerie	(37 105)	(37 843)
<b>Endettement financier net courant</b>	<b>71 817</b>	<b>52 505</b>
Passifs financiers non courants	98 252	105 724
<b>Endettement financier net</b>	<b>170 069</b>	<b>158 229</b>
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	57 201	64 608
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	42 204	48 559

Les emprunts courants comprennent au 31 décembre 2025 une dette correspondant à un call (4 047 K€) lié à l'acquisition de SAFETYLINK au premier semestre 2022.

Les emprunts non courants comprennent au 31 décembre 2025 une dette correspondant à un Earn out (415 K€) lié à l'acquisition de EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN au deuxième semestre 2025.

Le détail par nature de l'endettement financier courant et non courant se retrouve en pages 160 et 161 du présent document.

#### • Adéquation du montant de la dette nette court terme avec le BFR opérationnel et notamment le niveau des stocks

La stratégie du Groupe a toujours été, historiquement, de financer les stocks et les créances clients par les découverts bancaires (le niveau de découvert est un choix du Groupe et non une situation subie). Dans ce domaine, le Groupe a effectué au cours des dernières années un important travail d'optimisation de son BFR qui a permis l'amélioration significative de ce ratio.

À titre de comparaison, la dette bancaire nette représentait 61,4 M€ à fin décembre 2011.

La part court terme de cet endettement s'élevait à 53,4 M€ ce qui représentait 103 % de la valeur nette des stocks (52 M€) au 31 décembre 2011.

Au 31 décembre 2025, la dette bancaire nette avant IFRS 16 et hors dette de call s'élève à 145,5 M€ (dont 51,1 M€ de part à court terme).

Les stocks s'élevant à 111,04 M€ au 31 décembre 2025, le financement court terme représente 45,9 % de la valeur des stocks. Ce niveau est donc bien meilleur que le niveau cible historique.

#### • L'indicateur de répartition de la dette financière nette entre la partie court terme et la partie moyen terme

La quote-part du court terme dans le poids de la dette bancaire nette totale est passée de 87 % à fin décembre 2011 à 30,06 % à fin 2025.

L'évolution favorable de ce ratio est la conséquence du rééquilibrage de la structure de la dette et du rallongement de la maturité de la dette consolidée.

#### • Le ratio d'endettement (Gearing)

(Dette financière bancaire nette / Capitaux propres consolidés) : Ce ratio, présenté à l'occasion de chaque communiqué sur les résultats (annuels et semestriels) s'est également amélioré de façon significative entre fin 2011 (104 %) et fin 2025 (60,17 %). Cette amélioration s'est donc poursuivie au cours des dernières années. Il s'agit de niveaux acceptables pour le Groupe. Le ratio « normatif » du Groupe se situe à un niveau d'environ 80 %.

#### • Le taux d'utilisation des découverts

(Montant des lignes de découvert utilisées / montant des lignes de découvert autorisées) : Ce ratio est actuellement inférieur à 50 % d'utilisation.

Cet indicateur est important dans la mesure où il nous permet de nous assurer que notre marge de sécurité en cas de suppression d'une ligne de découvert par l'un de nos partenaires bancaires est suffisante.

#### • Nombre de partenaires bancaires

DELTA PLUS GROUP travaille avec un nombre important de partenaires bancaires, dont dix partenaires majeurs qui depuis de nombreuses années renouvellent annuellement les lignes de crédit à court terme (destinées notamment à financer le BFR et les variations saisonnières du BFR), et ce en relation bilatérale (pas de pool bancaire). Le financement direct par les filiales étrangères progresse également par le biais de financement court terme (découvert principalement).

Cette structure permet au Groupe d'être peu dépendant de l'arrêt des relations avec l'une de ses banques.

En effet, aucune banque ne finance plus de 25 % de notre dette court terme.

Outre le fait de disposer d'un délai de 3 à 6 mois pour trouver une solution de substitution si pareil cas se produisait, le Groupe aurait la possibilité d'utiliser d'autres lignes de découvert qui ne sont pas utilisées aujourd'hui.

En conclusion, à travers le suivi de ces ratios, le Groupe est en mesure de conclure qu'il contrôle et mesure son risque de liquidité et que ce dernier est faible compte-tenu des niveaux historiques atteints par le Groupe sur plusieurs de ces ratios.

#### 4.1.2. Risque de taux d'intérêt et couverture

Le Groupe DELTA PLUS ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêts. Le risque de taux auquel le Groupe DELTA PLUS est exposé provient des lignes de découvert à taux variable. Les variations

de taux d'intérêt ont une incidence directe sur le résultat futur du Groupe DELTA PLUS. Les emprunts initialement émis à taux fixe exposent le Groupe DELTA PLUS au risque de variation de juste valeur lié à l'évolution des taux d'intérêts. L'objectif de la politique de gestion des taux d'intérêts est de minimiser les coûts de financement tout en protégeant les flux de trésorerie futurs contre une évolution défavorable des taux. À cet effet, le Groupe DELTA PLUS peut utiliser les divers instruments dérivés disponibles sur le marché (swaps, tunnels et caps).

La position de taux est centralisée au niveau de la Direction Financière qui est la seule habilitée à pratiquer des opérations de couverture.

Une variation instantanée de  $\pm 1$  % des taux d'intérêt à court terme appliquée aux passifs financiers à taux variable nets de trésorerie aurait un impact maximal, après prise en compte des produits dérivés, estimé à  $\pm 379$  K€ sur le résultat consolidé du Groupe DELTA PLUS avant impôts en 2025.

En milliers d'Euros	ACTIFS FINANCIERS		PASSIFS FINANCIERS		EXPOSITION NETTE AVANT COUVERTURE		INSTRUMENT DE COUVERTURE DE TAUX		EXPOSITION NETTE APRÈS COUVERTURE	
	(a)		(b)		(c) = (b)-(a)		(d)		(e) = (c) + (d)	
	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable	Taux fixe	Taux variable
Moins d'un an	37 105	-	65 945	37 868	28 840	37 868	-	-	28 840	37 868
De 1 à 5 ans	-	-	86 909	-	86 909	-	-	-	86 909	-
Plus de 5 ans	-	-	15 390	-	15 390	-	-	-	15 390	-
<b>Totaux</b>	<b>37 105</b>	<b>-</b>	<b>168 244</b>	<b>37 868</b>	<b>131 139</b>	<b>37 868</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>131 139</b>	<b>37 868</b>

Au 31 décembre 2025, il n'y a pas eu d'évolution significative des expositions à taux variable et à taux fixe avant et après couverture.

Nous considérons que la probabilité d'occurrence de ce risque est faible.

#### 4.1.3. Risque de change et de prix de matières premières

Le Groupe DELTA PLUS exerce une partie de ses activités hors zone Euro, il est donc exposé au risque de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US Dollar.

En 2025, la part du Chiffre d'Affaires réalisée par le Groupe en Euros s'est élevée à environ 180 M€ (soit 43 % du Chiffre d'Affaires consolidé).

Les principales devises de facturation autres que l'Euro ont été : l'US Dollar pour 64 M€ de Chiffre d'Affaires (15 %), le RMB chinois pour 52 M€ de Chiffre d'Affaires (12 %), le Real brésilien pour 18 M€ (4 %), le Peso Argentin pour 15 M€ (4 %) et le Zloty polonais pour 12 M€ (3 %).

Les autres devises, qui représentent un Chiffre d'Affaires de 80 M€ en 2025 (soit 19 % du Chiffre d'Affaires consolidé) sont notamment : le GBP (UK), le PHP (Philippines), le COP (Colombie) le PEN (Pérou), l'UAH (Ukraine), le RUB (Russie), le CAD (Canada), le AUD (Australie), le MXN (Mexique) et diverses devises européennes.

Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et des passifs en devises enregistrés au bilan. L'exposition au risque de change comptable des filiales par rapport à leur monnaie fonctionnelle est appréciée par la Direction Financière du Groupe DELTA PLUS. Il peut, par exception, ne pas avoir de politique de couverture de change lorsque le marché des changes ne permet pas de couvrir certaines devises ou lorsque des circonstances de marché exceptionnelles le justifient.

La sensibilité au risque de change est considérée comme nulle au sein du Groupe DELTA PLUS. L'US Dollar est une monnaie qui influe significativement sur le prix de revient. Les tarifs sont revus régulièrement afin de répercuter les fluctuations significatives





de cette devise et d'en limiter l'impact sur la marge.

Le Groupe DELTA PLUS utilise pour les produits qu'il commercialise des matières dérivées du coton et du pétrole. Il est donc susceptible de subir un risque de fluctuation de prix de ses matières premières. Néanmoins le Groupe DELTA PLUS ayant la capacité de répercuter ces variations de cours dans ses prix de vente, nous considérons que l'importance de ce risque est faible.

Nous considérons que la probabilité d'occurrence de ce risque est moyenne.

#### 4.2.

### Risques liés à l'activité du Groupe

#### 4.2.1. Risques liés à la conjoncture mondiale (politique, économique, et sanitaire)

Les principaux secteurs d'activité de nos clients restent, à l'heure actuelle, le BTP (Bâtiment et Travaux Publics), les activités Oil & Gas et l'industrie.

Le Groupe DELTA PLUS se développe pour proposer des produits répondants aux besoins de différents corps de métiers et activités que sont l'éolien, la logistique, le secteur agro-alimentaire, le médical et l'artisanat et qui se révèlent être de véritables relais de croissance.

On pourrait considérer que les secteurs d'activité du BTP et Oil & Gas, fortement impactés du fait de la crise économique au Moyen Orient, sont susceptibles de présenter un risque pour le Groupe DELTA PLUS. Cependant, compte tenu de la forte croissance de ces mêmes secteurs d'activité dans d'autres zones géographiques et dans lesquelles le Groupe est également présent, ce n'est pas le cas.

En effet, la diversification, sur le plan international, de la clientèle du Groupe DELTA PLUS permet de compenser les faiblesses que peuvent localement rencontrer certains marchés (conflit en Ukraine, instabilité économique en Argentine...).

Ainsi, l'évolution des tendances macroéconomiques, différentes en fonction des pays, permet de lisser les risques pour le Groupe.

Nous considérons que la probabilité d'occurrence de ce risque est localement élevée mais globalement moyenne.

#### 4.2.2. Risques liés aux clients

Le portefeuille clients du Groupe est principalement composé de distributeurs. Il s'agit de distributeurs spécialisés, de généralistes et des chaînes GSB (Grande Surface de Bricolage).

Ce sont ces distributeurs qui approvisionnent directement nos grands comptes utilisateurs (pour la plupart des entreprises du BTP, des infrastructures Oil & Gas ou des entreprises industrielles).

Les distributeurs du Groupe sont couverts pour l'essentiel par des garanties Atradius. Le Groupe n'a été confronté à des problèmes d'insolvabilité que dans de rares cas et/ou pour des montants peu significatifs sur l'ensemble de ses clients.

Le montant des dépréciations des clients et comptes rattachés est détaillé en Note 6.8 de la présente annexe aux Comptes Consolidés.

Chaque filiale veille, lors de la sélection de ses distributeurs, à la qualité de leur assise financière, notamment avec l'aide d'Atradius.

Le Groupe DELTA PLUS n'a pas de dépendance vis-à-vis d'un client en particulier, aucun client ne représente plus de 5 % du Chiffre d'Affaires consolidé.

Les délais de règlement accordé aux distributeurs du Groupe sont en moyenne de 60 jours. Ils peuvent être adaptés en fonction des circonstances (volume, etc.). Dans certains cas, et en fonction de l'analyse du risque pays, des acomptes ou des paiements d'avance sont perçus à la commande.

Pour toutes ces raisons, le Groupe estime ne pas être confronté à un risque significatif vis-à-vis d'un client.

Le risque de crédit client est géré à l'échelle du Groupe DELTA PLUS. Il provient de la trésorerie, des instruments financiers dérivés, des dépôts auprès des banques et des expositions de crédit aux clients. La Direction Financière détermine les délais de paiement maximum et fixe les limites de crédit aux clients à appliquer par les entités opérationnelles. La Direction Financière gère et contrôle l'activité de crédit, les risques et les résultats et est également responsable de la gestion des créances commerciales et de leur recouvrement.

Historiquement, les créances clients pour lesquelles des retards de paiement compris entre 0 et 6 mois sont constatés finissent dans leur grande majorité par être payées.

Les principales politiques et procédures sont définies au niveau du Groupe DELTA PLUS et sont pilotées et contrôlées tant au niveau du Groupe DELTA PLUS qu'au niveau de chaque zone géographique. Un système de tableaux de bord mensuels permet de faire le suivi du crédit.

Nous considérons que la probabilité d'occurrence de ce risque est moyenne.

#### 4.3.

### Risques juridiques liés à la réglementation applicable

La réglementation européenne en vigueur applicable aux Équipements de Protection Individuelle (ci-après « E.P.I. ») est dictée par le règlement européen UE 2016/425 du 9 mars 2016 et précisée par les normes européennes.

Elle s'adresse aux fabricants d'E.P.I. et fixe les conditions de mise sur le marché. Elle définit les exigences essentielles en termes de conception, fabrication et méthodes d'essais auxquelles doivent satisfaire les E.P.I. mis sur le marché en vue d'assurer la sécurité des utilisateurs : performances, tailles, innocuité des matériaux, dextérité, aération, souplesse, ergonomie, marquage, emballage, entretien et stockage.

Le règlement européen UE 2016/425 du 9 mars 2016 a remplacé l'ensemble des dispositions de la directive 89/686/CEE, il est directement applicable dans l'ensemble des États membres de l'Union Européenne depuis le 21 avril 2018. Depuis le 21 avril 2019 tout E.P.I. mis sur le marché doit être conforme au règlement européen UE 2016/425. Le Groupe DELTA PLUS a su s'adapter à ce nouvel environnement réglementaire.

Certains de nos produits sont conformes aux normes américaines (lunettes, masques jetables, bouchons d'oreilles, un casque de chantier, des chaussures, des modèles antichute et un modèle haute visibilité de vêtement ainsi que l'ensemble de nos gants contre les risques de coupure). En effet depuis l'acquisition d'ELVEX (renommée DELTA PLUS CORP), les produits DELTA PLUS ont fait leur entrée sur les marchés de l'Amérique du Nord.

Notre offre produits, comportant des E.P.I. permettant de protéger les utilisateurs de la tête aux pieds, est certifiée conforme aux différentes normes localement applicables. En effet, lorsque cela est requis par la réglementation d'un État, préalablement à la mise sur le marché des produits, DELTA PLUS GROUP procède à la certification de ses produits, par les organismes de certifications localement compétents et conformément aux normes localement applicables (Chine, Espace Economique Commun, CEI, Brésil, Argentine...).

Le risque lié aux nécessités d'adaptation aux évolutions réglementaires, dont la probabilité d'occurrence est moyenne, est pris en compte au quotidien. Le Groupe DELTA PLUS maîtrise donc, grâce à sa démarche de veille interne par un service spécialisé et via son adhésion à différents syndicats professionnels cet aléa réglementaire sur ses produits.

Nous considérons que l'importance de ce risque est moyenne et que sa probabilité d'occurrence est faible.

#### 4.4.

### Risques environnementaux

Le Groupe DELTA PLUS n'est visé par aucune procédure nécessitant la constitution de provisions ou garanties relatives à des risques environnementaux, ou susceptible de présenter, à terme, une obligation d'indemnisation en matière environnementale.

Le Groupe n'a pas identifié de risque significatif liés aux effets du changement climatique, la présentation des mesures que prend la Société pour réduire les risques financiers liés aux effets du changement climatique en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone sont présentés Déclaration de Performance Extra Financière présentée en page 82 du présent Document d'Enregistrement Universel.

Nous considérons que l'importance et la probabilité d'occurrence de ce risque sont faibles.

#### 4.5.

### Risques relatifs aux procédures judiciaires et d'arbitrage

Par hypothèse, le Groupe pourrait être exposé à des risques de responsabilité (légale, contractuelle, extra-contractuelle) et en particulier par la mise en jeu de sa responsabilité du fait des produits défectueux. Des plaintes pénales ou des poursuites judiciaires pourraient être déposées ou engagées contre le Groupe par des utilisateurs finaux des produits, des distributeurs, des employeurs ayant fourni les produits DELTA PLUS à leurs salariés, les autorités réglementaires, ou tout autre tiers utilisant ou commercialisant ses produits qui subiraient un dommage du fait d'un défaut de sécurité du produit ayant porté atteinte à une personne ou à un bien autre que le produit défectueux.

À ce jour, le Groupe n'a fait l'objet d'aucune plainte ou poursuite judiciaire sur ce terrain et a souscrit une assurance responsabilité du fait des produits défectueux prévoyant une couverture à hauteur d'un montant de 10 M€ d'euros par sinistre et par année d'assurance.

Il convient également de souligner que le risque, pour le Groupe DELTA PLUS, de voir sa responsabilité mise en cause du fait de ses produits est d'autant moins élevé que les produits qu'il commercialise respectent les normes localement applicables et font l'objet de certifications par des organismes notifiés préalablement à leur mise sur le marché.

Pour ces raisons, le Groupe estime ne pas être confronté à un risque significatif en matière de responsabilité du fait de ses produits.

Le Groupe n'a été impliqué, au cours de la période de 12 mois précédant la date d'enregistrement du présent Document d'Enregistrement Universel, dans aucune procédure administrative, pénale, judiciaire ou d'arbitrage qui soit susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

À la connaissance de l'Émetteur, le Groupe n'est menacé d'aucune procédure de ce type à la date du présent Document d'Enregistrement Universel.

Nous considérons que ce l'importance de ce risque est moyenne et que sa probabilité d'occurrence est faible.

**NOTE 5****ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE****5.1.****Informations relatives au périmètre de consolidation**

SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES	% D'INTÉRÊT	
	31/12/2025	31/12/2024
<b>En intégration globale :</b>		
ALLSAFE FZE	100 %	100 %
DELTA PLUS COLOMBIA	100 %	100 %
D&S HOLDING	-	100 %
DELTA PLUS CANADA	100 %	100 %
DELTA ARGENTINA	50 %	50 %
DELTA BATIMENT	50 %	50 %
DELTA PLUS BRAZIL PARTICIPACOES LTDA	100 %	100 %
DELTA PLUS CEI	90 %	90 %
DELTA PLUS CENTROAMERICA	100 %	100 %
DELTA PLUS CESKA REPUBLIKA SRO	100 %	100 %
DELTA PLUS CROATIA DOO	100 %	100 %
DELTA PLUS IBERIA	100 %	100 %
DELTA PLUS GAFTA MANUFACTURING CO LLC	100 %	100 %
DELTA PLUS HELLAS SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS INDIA PVT LTD	100 %	100 %
DELTA PLUS MAGYARORSZAG KFT	97 %	97 %
DELTA PLUS MIDDLE EAST FZE	100 %	100 %
DELTA PLUS PERU SAC	100 %	100 %
DELTA PLUS PERSONEL GIYIM VE İŞ GÜVENLİĞİ EKIPMANLARI SANAYİ VE TİCARET LIMITED ŞİRKET	100 %	100 %
DELTA PLUS PHILIPPINES	100 %	60 %
DELTA PLUS POLSKA SP ZOO	100 %	100 %
DELTA PLUS POLSKA SERWIS SP ZOO	100 %	100 %
DELTA PLUS ROMANIA SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS SAS	100 %	100 %
DELTA PLUS SERVICES SAS	100 %	100 %
DELTA PLUS SICUREX SRL	100 %	100 %
DELTA PLUS SLOVENSKO SRO	100 %	100 %
DELTA PLUS UKRAINA SARL	100 %	100 %
DELTA PLUS BENELUX	100 %	100 %
DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING SAS	95 %	100 %
DELTA PLUS CORP	100 %	100 %
DELTAPLUS UK	100 %	100 %
ESLINGAR SA	100 %	100 %
FROMENT SAS	100 %	100 %
ONTARIO GLOVE SAFETY	-	100 %
DELTA PLUS BRASIL INDÚSTRIA E COMÉRCIO DE E.P.I. SOLDA LTDA	100 %	100 %
WUJIANG PINGWANG PRIVATE INDUSTRIAL TRADING	100 %	100 %
DELTA PLUS CHINA CO. LTD	100 %	100 %
DELTA PLUS SYSTEMS SAS	95 %	100 %
ALPIC	95 %	100 %
VERTIC SUISSE	48 %	51 %
DELTA PLUS SYSTEMS NEDERLAND BV	95 %	100 %
BOOTS COMPANY	100 %	100 %
WHITELAKE	100 %	100 %
DELTA PLUS USA	100 %	100 %
ALSOLU SAS	95 %	100 %
DELTA PLUS DEUTSCHLAND	100 %	100 %
MASPICA	100 %	100 %
DERRIGAL	100 %	100 %
SAFETYLINK	80 %	70 %
DP SAFETY	100 %	100 %
ARMOR BV	100 %	100 %
BASPA	100 %	-
GEVANTA	100 %	-
EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN	100 %	-
DELTA PLUS INDIA INDUSTRIAL SAFETY	100 %	100 %

La localisation géographique des NCI (Non-Controlling Interest) se trouve en Hongrie, en Russie, en Suisse, en France, en Argentine et en Australie.

### 5.2.

#### Modifications du périmètre et autres informations

##### Sociétés entrées dans le périmètre :

- BASPA entrée en 09/25
- GEVANTA entrée en 10/25
- EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN entrée en 07/25

##### Sociétés sorties du périmètre :

Néant.

##### Variation du pourcentage d'intérêt :

- SAFETYLINK acquisition de 10 %
- DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING cession de 5 %
- DELTA PLUS PHILIPPINES acquisition de 40 %

##### Fusion entre filiales consolidées :

- ONTARIO GLOVE SAFETY a été dissoute.
- D&S (Holding) a absorbé DEGIL SAFETY PRODUCTS (filiale de D&S), suite à cette fusion-absorption D&S est devenue DELTA PLUS CANADA.

### 5.3.

#### Filiales exclues du périmètre, malgré une participation supérieure à 10 %

	TITRES (K€)	RAISON
DELTA PLUS BULGARIE	2	Société inactive
DELTA PLUS UK	1	Société inactive

La consolidation de ces Sociétés représente un intérêt négligeable.









**NOTE 6****| COMMENTAIRES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT****6.1.****État des immobilisations incorporelles**

<b>VALEURS BRUTES</b> (En milliers d'Euros)	<b>ÉCARTS D'ACQUISITION</b>	<b>CONCESSIONS, MARQUES, LICENCES</b>	<b>LOGICIELS ET AUTRES</b>	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>
<b>Valeur brute au 31/12/2021</b>	<b>45 560</b>	<b>1 099</b>	<b>338</b>	<b>1 437</b>
Variations de périmètre	-	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	255	282	538
Acquisitions	-	(67)	(490)	(557)
Cessions	4 140	(3)	9	6
Écarts de change	94	-	(222)	(222)
Autres	(286)	-	(18)	(18)

<b>Valeur brute au 31/12/2022</b>	<b>203 292</b>	<b>3 144</b>	<b>4 385</b>	<b>7 527</b>
Variations de périmètre	-	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	188	627	815
Cessions	-	-	(139)	(139)
Écarts de change	(3 464)	(106)	(4)	(109)
Autres	-	-	(76)	(76)

<b>Valeur brute au 31/12/2023</b>	<b>199 828</b>	<b>3 226</b>	<b>4 793</b>	<b>8 018</b>
Variations de périmètre	9 428	-	133	133
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	76	2 945	3 021
Cessions	-	(80)	(65)	(145)
Écarts de change	2 234	(82)	(15)	(98)
Autres	23	-	-	-

<b>Valeur brute au 31/12/2024</b>	<b>211 513</b>	<b>3 139</b>	<b>7 791</b>	<b>10 930</b>
Variations de périmètre	19 806	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	0	82	3 210	3 292
Cessions	(6)	(1)	(13)	(14)
Ecarts de change	(8 637)	48	(29)	19
Autres	153	21	(177)	(156)
<b>Valeur brute au 31/12/2025</b>	<b>222 828</b>	<b>3 288</b>	<b>10 783</b>	<b>14 070</b>



VALEURS NETTES (En milliers d'Euros)	ÉCARTS D'ACQUISITION	CONCESSIONS, MARQUES, LICENCES	LOGICIELS ET AUTRES	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
<b>Valeur nette au 31/12/2021</b>	<b>152 997</b>	<b>855</b>	<b>698</b>	<b>1 553</b>
Variations de périmètre	45 560	520	30	550
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	255	282	538
Cessions	-	(67)	(490)	(557)
Dotations	-	(180)	(213)	(394)
Reprises	-	67	491	557
Écarts de change	4 138	(14)	(2)	(16)
Autres	94	-	(149)	(149)

<b>Valeur nette au 31/12/2022</b>	<b>202 789</b>	<b>1 435</b>	<b>646</b>	<b>2 082</b>
Variations de périmètre	-	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	188	627	815
Cessions	-	-	(139)	(139)
Dotations	-	(174)	(179)	(353)
Reprises	-	-	139	139
Écarts de change	(3 577)	(68)	-	(68)
Autres	84	13	(174)	(161)

<b>Valeur nette au 31/12/2023</b>	<b>199 295</b>	<b>1 395</b>	<b>920</b>	<b>2 315</b>
Variations de périmètre	9 428	-	95	95
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	76	2 945	3 021
Cessions	-	(80)	(65)	(145)
Dotations	-	(164)	(207)	(371)
Reprises	518	80	64	145
Écarts de change	1 609	(58)	(9)	(67)
Autres	56	-	(83)	(83)

<b>Valeur nette au 31/12/2024</b>	<b>210 906</b>	<b>1 248</b>	<b>3 660</b>	<b>4 909</b>
Variations de périmètre	19 806	-	(3)	(3)
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	82	3 210	3 292
Cessions	(6)	(1)	(13)	(14)
Dotations	(94)	(175)	(262)	(436)
Reprises	-	1	13	14
Écarts de change	(8 635)	36	(7)	29
Autres	197	23	(218)	(195)
<b>Valeur nette au 31/12/2025</b>	<b>222 174</b>	<b>1 213</b>	<b>6 380</b>	<b>7 593</b>

## 6.2.

### État des immobilisations corporelles

VALEURS BRUTES (En milliers d'Euros)	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	AGENCEMENTS & AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES
<b>Valeur brute au 31/12/2021</b>	<b>2 198</b>	<b>18 689</b>	<b>46 584</b>	<b>67 471</b>
Variations de périmètre	474	10 512	17 024	28 010
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	4 762	7 843	12 605
Cessions	-	(9)	(1 471)	(1 479)
Écarts de change	54	(3 031)	(634)	(3 612)
Autres	-	187	(506)	(319)

<b>Valeur brute au 31/12/2022</b>	<b>2 726</b>	<b>31 112</b>	<b>68 839</b>	<b>102 677</b>
Variations de périmètre	-	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	1 487	3 304	5 630	10 421
Cessions	-	(50)	(2 644)	(2 694)
Écarts de change	(19)	810	(1 056)	(264)
Autres	-	4	(150)	(146)

<b>Valeur brute au 31/12/2023</b>	<b>4 194</b>	<b>35 179</b>	<b>70 620</b>	<b>109 994</b>
Variations de périmètre	-	238	147	385
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	340	2 219	8 977	11 536
Cessions	(1 493)	(5 594)	(1 307)	(8 394)
Écarts de change	79	3 325	126	3 530
Autres	-	(84)	-	(84)

<b>Valeur brute au 31/12/2024</b>	<b>3 121</b>	<b>35 283</b>	<b>78 564</b>	<b>116 968</b>
Variations de périmètre	9	-	6 239	6 248
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	385	1 407	5 060	6 851
Cessions	-	(370)	(1 273)	(1 643)
Écarts de change	(148)	(1 873)	(2 059)	(4 080)
Autres	-	(81)	(20)	(101)
<b>Valeur brute au 31/12/2025</b>	<b>3 366</b>	<b>34 365</b>	<b>86 511</b>	<b>124 242</b>





VALEURS NETTES (En milliers d'Euros)	TERRAINS	CONSTRUCTIONS	AGENCEMENTS & AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES
<b>Valeur nette au 31/12/2021</b>	<b>2 198</b>	<b>13 217</b>	<b>15 184</b>	<b>30 599</b>
Variations de périmètre	474	5 275	7 653	13 402
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	-	4 762	7 843	12 605
Cessions	-	(9)	(1 471)	(1 479)
Dotations	-	(1 824)	(5 547)	(7 372)
Reprises	-	29	1 148	1 176
Écarts de change	54	(2 866)	(246)	(3 058)
Autres	-	47	(506)	(459)

<b>Valeur nette au 31/12/2022</b>	<b>2 726</b>	<b>18 631</b>	<b>24 057</b>	<b>45 415</b>
Variations de périmètre	-	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	1 487	3 304	5 630	10 421
Cessions	-	(50)	(2 644)	(2 694)
Dotations	(19)	(1 262)	(5 012)	(6 293)
Reprises	-	50	1 484	1 533
Écarts de change	(13)	1 068	(388)	666
Autres	14	(9)	(3)	3

<b>Valeur nette au 31/12/2023</b>	<b>4 194</b>	<b>21 732</b>	<b>23 124</b>	<b>49 051</b>
Variations de périmètre	-	143	76	219
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	340	2 219	8 977	11 536
Cessions	(1 493)	(5 594)	(1 307)	(8 394)
Dotations	4	(589)	(6 311)	(6 896)
Reprises	-	4 264	1 127	5 392
Écarts de change	76	1 821	193	2 089
Autres	-	(84)	13	(71)

<b>Valeur nette au 31/12/2024</b>	<b>3 121</b>	<b>23 912</b>	<b>25 893</b>	<b>52 926</b>
Variations de périmètre	9	-	4 446	4 455
Actifs destinés à la vente	-	-	-	-
Acquisitions	385	1 407	5 060	6 851
Cessions	-	(370)	(1 273)	(1 643)
Dotations	-	(1 297)	(5 964)	(7 261)
Reprises	-	273	1 111	1 384
Écarts de change	(148)	(1 346)	(123)	(1 617)
Autres	-	(71)	12	(59)
<b>Valeur nette au 31/12/2025</b>	<b>3 366</b>	<b>22 507</b>	<b>29 163</b>	<b>55 036</b>

### 6.3.

#### Droits d'utilisation

VALEURS BRUTES (En milliers d'Euros)	DROITS D'UTILISATION IMMOBILIER	AUTRES DROITS D'UTILISATION	TOTAL DROITS D'UTILISATION
<b>Valeur brute au 31/12/2021</b>	<b>55 418</b>	<b>2 929</b>	<b>58 347</b>
Variations de périmètre	7 570	-	7 570
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	3 557	1 348	4 906
Cessions	(9 825)	(388)	(10 213)
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	(840)	-	(840)

<b>Valeur brute au 31/12/2022</b>	<b>55 881</b>	<b>3 889</b>	<b>59 770</b>
Variations de périmètre	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	2 265	2 075	4 340
Cessions / Arrivée à terme	264	-	264
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	(11 971)	(1 636)	(13 607)

<b>Valeur brute au 31/12/2023</b>	<b>46 440</b>	<b>4 328</b>	<b>50 767</b>
Variations de périmètre	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	4 642	1 775	6 417
Cessions / Arrivée à terme	-	-	-
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	(3 588)	(1 122)	(4 710)

<b>Valeur brute au 31/12/2024</b>	<b>47 494</b>	<b>4 981</b>	<b>52 475</b>
Variations de périmètre	3 649	-	3 649
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	805	1 264	2 069
Cessions / Arrivée à terme	(56)	-	(56)
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	(1 016)	(1 649)	(2 665)
<b>Valeur brute au 31/12/2025</b>	<b>50 876</b>	<b>4 596</b>	<b>55 471</b>



VALEURS NETTES (En milliers d'Euros)	DROITS D'UTILISATION IMMOBILIER	AUTRES DROITS D'UTILISATION	TOTAL DROITS D'UTILISATION
<b>Valeur nette au 31/12/2021</b>	<b>26 536</b>	<b>1 505</b>	<b>28 042</b>
Variations de périmètre	4 771	-	4 771
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	3 557	1 348	4 906
Cessions	(955)	(388)	(1 343)
Dotations	(7 556)	(263)	(7 819)
Reprises	-	-	-
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	(839)	(429)	(1 268)
<b>Valeur nette au 31/12/2022</b>	<b>25 514</b>	<b>1 774</b>	<b>27 288</b>
Variations de périmètre	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	2 265	2 075	4 340
Cessions / Arrivée à terme	264	-	264
Dotations	(5 997)	(1 405)	(7 402)
Reprises	-	-	-
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	(1 468)	(0)	(1 468)
<b>Valeur nette au 31/12/2023</b>	<b>20 578</b>	<b>2 443</b>	<b>23 022</b>
Variations de périmètre	-	-	-
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	4 642	1 775	6 417
Cessions / Arrivée à terme	-	-	-
Dotations	(6 499)	(1 630)	(8 129)
Reprises	-	-	-
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	512	(0)	512
<b>Valeur nette au 31/12/2024</b>	<b>19 234</b>	<b>2 589</b>	<b>21 823</b>
Variations de périmètre	1 737	-	1 737
Actifs destinés à la vente	-	-	-
Acquisitions	805	1 264	2 069
Cessions / Arrivée à terme	(56)	-	(56)
Dotations	(5 253)	(1 615)	(6 868)
Reprises	-	-	-
Écarts de change	-	-	-
Réévaluations de contrats antérieurs	1 011	(0)	1 011
<b>Valeur nette au 31/12/2025</b>	<b>17 478</b>	<b>2 238</b>	<b>19 716</b>

Les principaux impacts, qualitatifs et quantitatifs, induits par l'application de la norme IFRS 16 sont détaillés ci-dessous :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Chiffre d'Affaires</b>		
Coûts loyers	9 190	8 380
Dotation amortissements	(8 780)	(8 188)
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>410</b>	<b>192</b>
<b>Résultat opérationnel non courant</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>410</b>	<b>192</b>
Coûts de l'endettement financier brut	(341)	(347)
Autres charges financières	-	-
Autres produits financiers	-	-
Résultat opérationnel non courant	3	2
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>73</b>	<b>(153)</b>
Impôt sur le résultat	(25)	81
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>48</b>	<b>(72)</b>

#### 6.4.

#### Test de perte de valeur des écarts d'acquisition

La méthodologie appliquée par le Groupe DELTA PLUS pour effectuer les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition est décrite en note 3.13 page 136.

Le tableau ci-dessous résume l'affectation des écarts d'acquisition aux secteurs :

(En milliers d'Euros)	EUROPE	HORS EUROPE	TOTAL
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION BRUT AU 01/01/2025</b>	<b>107 723</b>	<b>103 681</b>	<b>211 409</b>
Variations de périmètre	493	19 749	20 243
Écart de conversion	-	(8 690)	(8 690)
Hyperinflation	-	(284)	(284)
Autres	-	-	-
Perte de valeur de l'exercice 2025	-	-	-
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION BRUT AU 31/12/2025</b>	<b>108 217</b>	<b>114 456</b>	<b>222 678</b>
<b>TOTAL DES PERTES DE VALEURS</b>	<b>(504)</b>		<b>(504)</b>
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION NET AU 31/12/2025</b>	<b>107 713</b>	<b>114 456</b>	<b>222 174</b>

(En milliers d'Euros)	EUROPE	HORS EUROPE	TOTAL
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION BRUT AU 01/01/2024</b>	<b>98 295</b>	<b>101 505</b>	<b>199 805</b>
Variations de périmètre	9 428	-	9 428
Écart de conversion	-	1 477	1 477
Hyperinflation	-	738	738
Autres	-	(38)	(38)
Perte de valeur de l'exercice 2024	-	-	-
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION BRUT AU 31/12/2024</b>	<b>107 723</b>	<b>103 681</b>	<b>211 409</b>
<b>TOTAL DES PERTES DE VALEURS</b>	<b>(504)</b>	<b>-</b>	<b>(504)</b>
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION NET AU 31/12/2024</b>	<b>107 219</b>	<b>103 681</b>	<b>210 905</b>





La valeur recouvrable des groupes d'UGT est la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée par actualisation des flux de trésorerie estimés. Les flux de trésorerie couvrent une période de 5 ans et sont basés sur les budgets approuvés par la Direction. Au-delà de la période de 5 ans, les flux de trésorerie

sont extrapolés sur la base d'un taux de croissance perpétuelle estimé à 0 % (identique à l'année dernière). Le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe DELTA PLUS.

Les principales hypothèses retenues pour 2025 sont :

	EUROPE	HORS EUROPE
Taux d'actualisation	6,30 %	8,80 %

Les taux d'actualisation sont des taux après impôt appliqués à des flux de trésorerie après impôt. L'utilisation de ces taux donne des valeurs recouvrables identiques à celles qui seraient obtenues en utilisant des taux avant impôt appliqués à des flux de trésorerie avant impôt.

Des analyses de sensibilité de la valeur recouvrable à un changement raisonnablement possible d'une hypothèse clé (notamment sensibilité à la variation d'un demi-point du taux d'actualisation et d'un point du taux de croissance à l'infini) ont été réalisées et ont fait apparaître la situation présentée ci-dessous.

La sensibilité de la valeur recouvrable à une modification du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini se présente de la manière suivante :

UGT EN K€	ÉCART ENTRE LA VALEUR RECOUVRABLE ET LA VALEUR COMPTABLE EN QUOTE-PART	TAUX D'ACTUALISATION	
		+ 0,5 POINT	- 0,5 POINT
EUROPE*	-	(32,140)	37,847
HORS EUROPE	-	(16,293)	18,349

\* Après dépréciation de 504 K€ en 2011.

Il ressort qu'une variation de 0,5 % à la hausse du taux d'actualisation aurait un impact de (32,1) M€ et (16,3) M€ sur la valeur recouvrable des écarts d'acquisition Europe et Hors Europe. Cette variation ne générerait aucune dépréciation.

La sensibilité aux taux d'actualisation mentionnée ci-dessus reflète l'amplitude maximale des sensibilités évaluées par le Groupe DELTA PLUS de la valeur recouvrable aux hypothèses clés des plans à 5 ans.



## 6.5.

### Autres actifs financiers

VALEURS BRUTES (En milliers d'Euros)	TITRES NON CONSOLIDÉS	PRÊTS	AUTRES	TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS
<b>Valeur brute au 31/12/2021</b>	<b>64</b>	<b>38</b>	<b>2 270</b>	<b>2 370</b>
Variations de périmètre	68	1	41	120
Acquisitions	-	29	1 267	1 296
Cessions	(10)	(26)	(26)	(63)
Effets de changes	(2)	6	8	12
Autres	-	-	9	9
<b>Valeur brute au 31/12/2022</b>	<b>130</b>	<b>47</b>	<b>3 569</b>	<b>3 743</b>
Variations de périmètre	0	-	-	0
Acquisitions	-	2 971	-	2 971
Cessions	(64)	(2 968)	(390)	(3 422)
Effets de changes	(2)	(0)	(19)	(22)
Autres	-	-	3	3
<b>Valeur brute au 31/12/2023</b>	<b>64</b>	<b>50</b>	<b>3 162</b>	<b>3 273</b>
Variations de périmètre	-	-	42	42
Acquisitions	-	34	240	274
Cessions	-	-	(1 210)	(1 210)
Effets de changes	-	3	4	7
Autres	3	-	(3)	-
<b>Valeur brute au 31/12/2024</b>	<b>67</b>	<b>86</b>	<b>2 234</b>	<b>2 386</b>
Variations de périmètre	-	-	231	231
Acquisitions	52	1 137	1 599	2 788
Cessions	(116)	-	(594)	(710)
Effets de changes	-	41	(136)	(95)
Autres	-	-	-	-
<b>Valeur brute au 31/12/2025</b>	<b>3</b>	<b>1 264</b>	<b>3 335</b>	<b>4 600</b>





VALEURS NETTES (En milliers d'Euros)	TITRES NON CONSOLIDÉS	PRÊTS	AUTRES	TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS
<b>Valeur nette au 31/12/2021</b>	<b>2</b>	<b>38</b>	<b>2 270</b>	<b>2 309</b>
Variations de périmètre	68,00	1	41	120
Acquisitions	0,04	29	1 267	1 296
Cessions	-	(26)	(26)	(63)
Effets de changes	- 2,28	6	8	12
Autres	-	-	11	11
<b>Valeur nette au 31/12/2022</b>	<b>68</b>	<b>47</b>	<b>3 571</b>	<b>3 684</b>
Variations de périmètre	0	-	-	0
Acquisitions	-	2 971	-	2 971
Cessions	(64)	(2 968)	(390)	(3 422)
Effets de changes	(2)	(0)	(19)	(22)
Autres	-	-	3	3
<b>Valeur brute au 31/12/2023</b>	<b>2</b>	<b>50</b>	<b>3 162</b>	<b>3 213</b>
Variations de périmètre	-	-	42	42
Acquisitions	-	34	240	274
Cessions	-	-	(1 210)	(1 210)
Effets de changes	-	(3)	4	1
Autres	3	7	(3)	7
<b>Valeur nette au 31/12/2024</b>	<b>5</b>	<b>87</b>	<b>2 234</b>	<b>2 326</b>
Variations de périmètre	-	-	231	231
Acquisitions	52	1 137	1 599	2 788
Cessions	(57)	-	(594)	(650)
Effets de changes	-	41	(136)	(95)
Autres	-	-	-	-
<b>Valeur nette au 31/12/2025</b>	<b>0</b>	<b>1 265</b>	<b>3 335</b>	<b>4 600</b>

**6.6.****Instruments financiers dérivés**

Au 31 décembre 2025, il n'y a pas de swap et cap de taux d'intérêts en cours.

**6.7.****Stocks**

Les stocks représentent 3 mois de Chiffre d'Affaires. L'analyse de la structure actuelle des stocks ne met pas en évidence de risque significatif relatif à des problématiques d'écoulement ou d'obsolescence.

Dès lors que le Groupe identifie une problématique de ce type pour une ligne de produit spécifique, des provisions pour dépréciations sont comptabilisées afin de couvrir le caractère obsolète des produits concernés.

La ventilation des stocks par nature se décompose comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Matières premières	24 309	27 382
Marchandises	70 292	77 539
Produits en cours	20 474	20 939
<b>TOTAL STOCK BRUT</b>	<b>115 075</b>	<b>125 857</b>
Dépréciations	(4 026)	(6 544)
<b>TOTAL STOCK NET</b>	<b>111 049</b>	<b>119 316</b>

## 6.8.

### Créances clients et autres créances

Le détail des comptes clients et autres comptes débiteurs se présente comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Créances Clients	73 789	73 167
Dépréciations	(4 876)	(4 938)
<b>Créances Clients Nets</b>	<b>68 914</b>	<b>68 229</b>
Autres débiteurs	22 028	23 183
Dépréciations	(3)	-
Charges constatées d'avance	5 904	5 126
Créances sur parties liées	-	-
<b>Autres Débiteurs Nets</b>	<b>27 929</b>	<b>28 310</b>
Part non courante	-	-
Part courante	96 843	96 538

Les autres débiteurs comprennent des créances fiscales, sociales et des avances fournisseurs.

À la clôture de l'exercice 2025, certaines filiales du Groupe DELTA PLUS disposent de créances cédées à une banque en contrepartie de trésorerie pour 1 061 K€ (au 31 décembre 2024 : 293 K€). Ces transactions ont été comptabilisées comme des

emprunts garantis. En cas de défaillance des entités dans le cadre du contrat de prêt, la banque a le droit de recevoir les flux de trésorerie des créances transférées. Dans le cas contraire, les entités collecteront les créances et donneront de nouvelles créances en garantie.

Les dépréciations de créances commerciales ont évolué comme suit :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	VARIATION PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	REPRISES UTILISÉES	REPRISES NON UTILISÉES	CHANGE	31/12/2025
Provisions créances commerciales	4 938	-	788	(155)	(540)	(156)	4 876
Provisions autres créances	-	-	3	-	-	0	3
<b>Total</b>	<b>4 938</b>	<b>-</b>	<b>791</b>	<b>(155)</b>	<b>(540)</b>	<b>(156)</b>	<b>4 879</b>

### Devises principales

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Euros	29 361	29 599
Dollars	6 775	6 655
Autres devises	32 778	31 977
<b>TOTAL</b>	<b>68 914</b>	<b>68 229</b>



**Maturités des créances clients échues et non provisionnées**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Créances non échues	55 975	55 005
Créances échues de 0 à 3 mois	11 497	12 761
Créances échues de 3 à 6 mois	823	430
Créances échues à plus de 6 mois	618	33
<b>TOTAL</b>	<b>68 914</b>	<b>68 229</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			31/12/2024		
	Créances couvertes	Créances non couvertes	Total Créances	Créances couvertes	Créances non couvertes	Total Créances
Créances échues	8 754	5 669	14 423	7 972	6 724	14 696
Créances non échues	23 335	31 158	54 493	24 610	28 925	53 535
<b>TOTAL</b>	<b>32 089</b>	<b>36 827</b>	<b>68 913</b>	<b>32 582</b>	<b>35 649</b>	<b>68 229</b>

Le montant maximal au risque crédit pour l'année 2025 est de 678 K€. Il correspond aux créances non couvertes qui comprennent des créances clients échues depuis plus de 3 mois et non garantie.

Il y a également des créances échues depuis moins de trois mois pour un montant de 11 497 K€.

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 4,876 K€ (4 938 K€ en 2024). Cette dépréciation a été déterminée en fonction des facteurs identifiés à la clôture. Elle est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe DELTA PLUS est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. L'exposition maximum au risque de crédit à la date de clôture représente la juste

valeur de chaque catégorie de créances précitées. Le Groupe DELTA PLUS ne détient aucune garantie sur ces créances.

La totalité des créances est à moins d'un an.

Le risque de crédit, ou de contrepartie, est le risque de perte sur une créance ou plus généralement celui d'un tiers qui ne paie pas sa dette à temps. Il est naturellement fonction de trois paramètres : le montant de la créance, la probabilité de défaut et la proportion de la créance qui ne sera pas recouvrée en cas de défaut.

Les garanties existantes sur les créances clients sont des assurances crédit, dénommées domestique et export.

Pour la partie domestique, les créances sont remises au contentieux auprès de l'assureur à la date d'échéance + 120 jours. Pour la partie export, les créances sont remises au contentieux à la date de facture +120 jours.

Dans les deux cas, l'indemnisation intervient au maximum trois mois plus tard.

**6.9.****Trésorerie**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Trésorerie	37 104	37 580
Valeurs mobilières de placement	0	264
<b>TOTAL</b>	<b>37 105</b>	<b>37 843</b>

## 6.10.

### Capital

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Capital autorisé</b>		
7 358 708 actions ordinaires d'un montant nominal de 0,50 €	3 679	3 679
<b>Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)</b>		
<b>À l'ouverture de l'exercice</b>	7 159 400	7 162 359
Émises suite à l'exercice de stock-options	-	-
Émises contre trésorerie	-	-
Rachats ou ventes d'actions propres	6 043	(2 959)
Division du nominal de l'action	-	-
<b>À la clôture de l'exercice</b>	7 165 443	7 159 400
<b>Nombre moyen d'actions ordinaires</b>	<b>7 162 422</b>	<b>7 160 880</b>

Toutes les actions de la Société donnent droit au même dividende, certaines bénéficient d'un droit de vote double selon les dispositions des statuts. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

La Société détenait à la clôture 193 265 de ses propres actions pour 5 843 K€ qui ont été présentées en moins des capitaux propres. La moins-value réalisée au cours de l'exercice sur les ventes de titres auto détenus n'a pas d'impact sur le résultat de l'exercice, elle est enregistrée directement dans les capitaux propres. Elle s'est élevée à 129 K€ au 31 décembre 2025.

## 6.11.

### Païement en actions

Le Groupe DELTA PLUS a mis en œuvre un plan d'attribution d'actions gratuites en 2024. Ce plan d'attribution d'actions gratuites prévoit pour chacun des bénéficiaires trois périodes d'acquisition des droits distincts (un an, deux ans et trois ans à compter du 9 décembre 2024).

Le Groupe DELTA PLUS a déterminé la juste valeur des actions octroyées en 2024 sur la base du cours moyen à la date d'attribution sans décote pour illiquidité considérée comme négligeable.

Ce plan d'attribution d'actions gratuites porte sur 9 000 actions valorisées à un montant total de 561 K€.

## 6.12.

### Passifs financiers

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Non Courants</b>		
Emprunts bancaires	85 656	80 328
Dettes locatives non courantes	12 180	15 678
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts	415	9 719
<b>Total non courants</b>	<b>98 252</b>	<b>105 724</b>
<b>Courants</b>		
Emprunts bancaires	33 570	27 308
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts	28 466	21 642
Emprunts garantis	1 061	293
Dettes locatives courantes	7 956	6 596
Découverts bancaires	37 868	34 513
<b>Total courants</b>	<b>108 922</b>	<b>90 353</b>
<b>TOTAL Passifs financiers</b>	<b>207 174</b>	<b>196 077</b>

Les emprunts bancaires sont à échéance 2025 à 2033 et portent intérêts au taux annuel de 1,907 % (2024 : 1,287 %).

Les emprunts courants comprennent au 31 décembre 2025 la dette de call correspondant à l'acquisition de SAFETYLINK (4,047 K€) au premier semestre 2022.

Les emprunts non courants comprennent au 31 décembre 2025 la dette Earn out suite à l'acquisition de EDGE EQUIPMENT ANTWERPEN pour 415 K€.

Les « Emprunts garantis » sont couverts par des créances clients.



## Variation des emprunts

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	AUGMENTATION	DIMINUTION	EFFETS DE CHANGES	VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE	RÉÉVALUATIONS DE CONTRATS ANTÉRIEURS	31/12/2025
Emprunts bancaires	107 636	23 587	(17 404)	(3)	5 410	-	119 227
Autres emprunts	31 362	3 172	(856)	(68)	1 008	(5 737)	28 881
Emprunts garantis	293	247	-	22	499	-	1 061
Dettes locatives	22 274	3 939	(8 525)		1 400	1 048	20 136
<b>Total des emprunts hors découverts bancaires</b>	<b>161 566</b>	<b>30 945</b>	<b>(26 786)</b>	<b>(49)</b>	<b>8 317</b>	<b>(4 688)</b>	<b>169 305</b>

## Révisions des passifs financiers par échéances contractuelles

Au 31 décembre 2025, il n'y a plus d'emprunt à taux variable, hors découvert bancaire autorisé.

La juste valeur des emprunts courants est égale à leur valeur comptable, l'impact de l'actualisation étant non significatif.

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Entre 0 et 12 mois	108 922	91 343
Entre 1 et 5 ans	82 862	96 728
À plus de 5 ans	15 390	8 006
<b>TOTAL</b>	<b>207 174</b>	<b>196 077</b>

## L'analyse des emprunts par devises

(En milliers d'Euros)	31/12/2025			
	EUROS	DOLLARS	AUTRES	TOTAL
Emprunts bancaires non courants	81 787	1 362	2 507	85 656
Dettes locatives non courantes	6 742	-	5 438	12 180
Emprunts bancaires courants	29 841	-	3 729	33 570
Dettes locatives courantes	4 051	-	3 905	7 956
Autres emprunts	27 984	-	898	28 881
<b>TOTAL</b>	<b>150 404</b>	<b>1 362</b>	<b>16 478</b>	<b>168 244</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			
	EUROS	DOLLARS	AUTRES	TOTAL
Emprunts bancaires non courants	80 022	193	114	80 328
Dettes locatives non courantes	8 178	-	7 500	15 678
Emprunts bancaires courants	25 731	1 348	230	27 308
Dettes locatives courantes	4 069	-	2 527	6 596
Autres emprunts	30 410	-	951	31 361
<b>TOTAL</b>	<b>148 409</b>	<b>1 540</b>	<b>11 322</b>	<b>161 271</b>

### 6.13.

#### Engagements donnés aux salariés

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	VARIATION PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	REPRISES UTILISÉES	REPRISES NON UTILISÉES	31/12/2025
Engagements salariaux	787	-	67	-	-	854
<b>Total des engagements en matière de retraite</b>	<b>787</b>	<b>-</b>	<b>67</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>854</b>

Les engagements concernent les indemnités de fin de carrière des filiales implantées en France.

#### Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans

	FRANCE		AUTRES	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation	3,96 %	3,38 %	3,96 %	3,38 %
Augmentation annuelle des salaires	1 % Constant	1 % Constant	1 % Constant	1 % Constant
Taux de charges sociales	35 % - 50 %	35 % - 50 %	25 %	25 %
Turnover	Moyen - Faible	Moyen - Faible	Moyen	Moyen
Âge de départ à la retraite	Âge légal	Âge légal	Âge légal	Âge légal
Table de survie	TV 88 / 90	TV 88 / 90	TV 88 / 90	TV 88 / 90

#### Décomposition du montant comptabilisé au bilan

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Valeur actuelle des obligations	854	787
Coût des services passés non comptabilisés	-	-
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-	-
<b>Dette nette comptabilisée</b>	<b>854</b>	<b>787</b>

#### Analyse des mouvements entre ouverture et clôture de l'engagement brut

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Obligations à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>787</b>	<b>774</b>
Coût des services	(32)	(26)
Coût des services antérieurs	-	-
Intérêts	33	26
Gains/pertes actuariels liés au turnover et à l'évolution des salaires	67	13
Autres impacts en résultat opérationnel	-	-
Variation de périmètre	-	-
<b>Dette nette comptabilisée</b>	<b>854</b>	<b>787</b>

#### Historique sur 5 ans

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021
Valeur actuelle des obligations	854	787	774	1 017	1 374
<b>Engagement nets</b>	<b>854</b>	<b>787</b>	<b>774</b>	<b>1 017</b>	<b>1 374</b>



**6.14.****Provisions non courantes**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	VARIATION PÉRIMÈTRE	DOTATIONS	REPRISES UTILISÉES	REPRISES NON UTILISÉES	ÉCART DE CHANGE	AUTRES VARIATIONS	31/12/2025
Litiges sociaux	156	-	-	-	(79)	-	26	103
Autres litiges	518	260	374	(287)	-	23	(26)	864
Risques Financiers	641	-	34	-	-	-	-	675
<b>Total des provisions non courantes</b>	<b>1 315</b>	<b>260</b>	<b>408</b>	<b>(287)</b>	<b>(79)</b>	<b>23</b>	<b>-</b>	<b>1 642</b>

**6.15.****Instruments financiers par catégorie**

(En milliers d'Euros)	PRÊTS ET CRÉANCES	ACTIFS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	VALEUR AU BILAN DE CLÔTURE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	-	-	-	-	-
Clients (hors avances et acomptes)	68 914	-	-	68 914	68 914
Prêts et autres créances	-	-	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	37 105	-	-	37 105	37 105
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>	<b>106 018</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>106 018</b>	<b>106 018</b>

(En milliers d'Euros)	PASSIFS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	INSTRUMENTS DÉRIVÉS DÉSIGNÉS COMME COUVERTURE	PASSIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	VALEUR AU BILAN DE CLÔTURE	JUSTE VALEUR
Emprunt (y compris la part à moins d'un an)	-	-	149 169	149 169	149 169
Dettes locatives	-	-	20 136	20 136	20 136
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	36 860	36 860	36 860
Instruments dérivés passif	-	-	-	-	-
Concours bancaires courants	-	-	37 868	37 868	37 868
<b>TOTAL PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>244 033</b>	<b>244 033</b>	<b>244 033</b>

La juste valeur des clients, prêts et trésorerie correspond à la valeur au bilan (échéance courte). Les autres justes valeurs sont de niveau 2.

**6.16.****Impôts**

(En milliers d'Euros)	SOLDE	FRANCE	AUTRES
Charge d'impôt exigible	(9 305)	(694)	(8 611)
Charge d'impôt différé	402	1 041	(639)
<b>Total Impôts sur les bénéfices 31/12/2025</b>	<b>(8 903)</b>	<b>347</b>	<b>(9 251)</b>

(En milliers d'Euros)	SOLDE	FRANCE	AUTRES
Charge d'impôt exigible	(10 937)	(2 590)	(8 347)
Charge d'impôt différé	172	216	(44)
<b>Total Impôts sur les bénéfices 31/12/2024</b>	<b>(10 765)</b>	<b>(2 374)</b>	<b>(8 391)</b>

## Preuve de l'impôt

Le taux d'impôt sur les bénéfices de la Société mère est de 25 %.

(En milliers d'Euros)	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	IMPÔTS	TAUX
<b>Impôts théoriques</b>	<b>36 753</b>	<b>(9 188)</b>	<b>(25,00 %)</b>
CVAE	-	(81)	(0,22 %)
Écart taux d'impôt par rapport à la France	-	2 763	7,52 %
Déficits sur la période non activés	-	(3 257)	(8,86 %)
Retenues à la source Dividendes Chine	-	(699)	(1,90 %)
Quote-part de frais s/Dividendes	-	(265)	(0,72 %)
Impact IFRIC 16	-	1 822	4,96 %
Impact IAS 21	-	(16)	(0,04 %)
Impact IAS 29	-	50	0,14 %
Autres	-	(30)	(0,08 %)
<b>Preuve de l'impôt 31/12/2025</b>	<b>42 137</b>	<b>(10 765)</b>	<b>(25,55 %)</b>

(En milliers d'Euros)	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	IMPÔTS	TAUX
<b>Impôts théoriques</b>	<b>42 137</b>	<b>(10 534)</b>	<b>(25,00 %)</b>
CVAE	-	(105)	(0,25 %)
Écart taux d'impôt par rapport à la France	-	2 983	7,08 %
Déficits sur la période non activés	-	(1 444)	(3,43 %)
Retenues à la source Dividendes Chine	-	(560)	(1,33 %)
Quote-part de frais s/Dividendes	-	(298)	(0,71 %)
Impact IFRIC 16	-	(172)	(0,41 %)
Impact IAS 21	-	60	0,14 %
Impact IAS 29	-	(682)	(1,62 %)
Autres	-	(10)	(0,02 %)
<b>Preuve de l'impôt 31/12/2024</b>	<b>42 137</b>	<b>(10 765)</b>	<b>(25,55 %)</b>





## Ventilation des impôts différés par nature de sous-jacent

(En milliers d'Euros)	Immobilisations	Instruments financiers	Stocks	Actifs courants	Plans de retraite	Provisions	Dettes courantes	Autres	Pertes reportables	Total
<b>Impôts différés Actifs</b>										
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>(2 292)</b>	<b>-</b>	<b>4 193</b>	<b>(27)</b>	<b>194</b>	<b>60</b>	<b>655</b>	<b>(79)</b>	<b>-</b>	<b>2 704</b>
Variation des capitaux propres	13	-	-	-	3	-	-		-	16
Charge (ou crédit) au résultat	(706)	-	(34)	147	-	(60)	(618)	542	900	172
Effet du changement de taux d'IS à l'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Différences de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition/cession de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>(2 985)</b>	<b>-</b>	<b>4 159</b>	<b>119</b>	<b>197</b>	<b>(0)</b>	<b>38</b>	<b>464</b>	<b>900</b>	<b>2 892</b>
Variation des capitaux propres	(31)	-	-	-		-	-	56	-	25
Charge (ou crédit) au résultat	(702)	-	(928)	(127)				70	1 404	(284)
Effet du changement de taux d'IS à l'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Différences de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisition/cession de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2025</b>	<b>(3 717)</b>	<b>-</b>	<b>3 231</b>	<b>48</b>	<b>214</b>	<b>(0)</b>	<b>38</b>	<b>350</b>	<b>2 304</b>	<b>2 467</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Total des impôts différés nets	2 467	2 892
<i>Dont impôts différés actifs</i>	2 467	2 892
<i>Dont impôts différés passifs</i>	-	-

## Variation des impôts différés actifs

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Solde net au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>25</b>	<b>16</b>
Imputés directement sur les capitaux propres de l'exercice	-	-
Imputés dans l'état des autres gains et pertes de l'exercice du résultat global	(283)	173
Charges ou (produits) de l'exercice	-	-
Effet du changement de taux d'ID à l'ouverture	-	-
Différences de change	-	-
Acquisitions de filiales	-	-
Cessions de filiales	(167)	(1)
Autres	(1)	-
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2 467</b>	<b>2 892</b>

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Différences permanentes	164	1 992
Déficits activés	2 304	900
<b>Total Impôts différés actifs</b>	<b>2 467</b>	<b>2 892</b>
À moins d'un an	1 977	1 396
À plus d'un an	490	1 496

#### Impôts différés actifs non comptabilisés

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Impôts différés activables	12 897	10 951
dont non reconnus	10 430	8 060
<b>Impôts différés actifs reconnus</b>	<b>2 467</b>	<b>2 892</b>

Il n'y a pas de délai d'imputation des déficits et crédits d'impôt.

Les impôts différés actifs non reconnus s'élèvent à 10 430 K€ au 31 décembre 2025 (8 060 K€ au 31 décembre 2024). Ils concernent des déficits reportables.

#### 6.17.

#### Ventilation du Chiffre d'Affaires

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Ventes de marchandises	381 119	391 284
Ventes de services (net de ristournes)	8 527	8 799
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>389 646</b>	<b>400 082</b>

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ (En millions d'Euros)	2025	2024	ÉVOLUTION 2025/2024	ÉVOLUTION Périmètre et taux de change constants <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires Groupe</b>	<b>389,6</b>	<b>400,1</b>	<b>-2,6 %</b>	<b>-2 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	94,6	95,9	-1,3 %	-2,4 %
2 <sup>e</sup> trimestre	93,2	98,1	-5 %	-1,4 %
3 <sup>e</sup> trimestre	96,7	93,6	+3,3 %	+2 %
4 <sup>e</sup> trimestre	105,1	112,6	-6,6 %	-5,4 %
<b>Chiffre d'Affaires Europe</b>	<b>195,6</b>	<b>198,6</b>	<b>-1,5 %</b>	<b>-5,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	49,5	50	-1 %	-5,2 %
2 <sup>e</sup> trimestre	45,2	47,5	-4,8 %	-7,4 %
3 <sup>e</sup> trimestre	47,4	45,3	+4,6 %	-0,4 %
4 <sup>e</sup> trimestre	53,5	55,8	-4 %	-8,3 %
<b>Chiffre d'Affaires Hors Europe</b>	<b>194,1</b>	<b>201,5</b>	<b>-3,7 %</b>	<b>+1,5 %</b>
1 <sup>er</sup> trimestre	45,1	45,9	-1,6 %	0,7 %
2 <sup>e</sup> trimestre	48	50,6	-5,1 %	+4,2 %
3 <sup>e</sup> trimestre	49,4	48,3	+2,2 %	+4,2 %
4 <sup>e</sup> trimestre	51,6	56,8	-9,2 %	-2,5 %

(1) Sur le quatrième trimestre 2025, l'effet périmètre s'élève à +3,6 % (4,1 M€) et l'effet de change est de -4,9 % (-5,5 M€). En cumulé, sur l'exercice 2025, l'effet périmètre s'élève à +2,9 % (11,4 M€) et l'effet de change est de -3,5 % (-14 M€).



**6.18.****Produits et charges opérationnels non courants**

(En milliers d'Euros)	CHARGES	PRODUITS	NET
Régularisation de stocks	(137)		137
Départs/licenciements/salaires exceptionnels	(441)		(441)
Dotation/reprise de provision sur litiges	(31)		(31)
Autres	(7)		(7)
Plus ou moins value d'éléments d'actif cédés		3	(3)
<b>Total Résultat opérationnel non courant 31/12/2025</b>	<b>(616)</b>	<b>3</b>	<b>(613)</b>

(En milliers d'Euros)	CHARGES	PRODUITS	NET
Régularisation de stocks	(214)		(214)
Départs/licenciements/salaires exceptionnels	(559)		(559)
Frais contentieux litiges		206	206
Garantie Actif et passif	(74)		(74)
Frais acquisitions	(203)		(203)
Déménagements	(487)		(487)
Amendes/Pénalités	(156)		(156)
Ecarts capitaux propres		64	64
Autres	(124)	4	(120)
Plus ou moins-value d'éléments d'actif cédés		130	130
<b>Total Résultat opérationnel non courant 31/12/2024</b>	<b>(1 816)</b>	<b>405</b>	<b>(1 411)</b>



## 6.19.

### Résultat financier

Les gains et pertes de change présentés au compte de résultat en autres charges ou produits financiers correspondent aux résultats issus des décalages entre d'une part le taux de change à la date de comptabilisation des créances et des dettes, et

d'autre part soit le taux à la date de l'extinction de la dette soit le taux de clôture des comptes (taux entre la monnaie de l'opération et la monnaie de fonctionnement de l'entité concernée).

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Charges d'intérêts</b>		
Intérêts découverts bancaires	(3 390)	(3 616)
Intérêts sur emprunts bancaires	(2 363)	(1 322)
Charges d'intérêts nettes relatives aux contrats de location	(341)	(347)
<b>Coûts de l'endettement financier brut</b>	<b>(6 093)</b>	<b>(5 284)</b>
Intérêts sur dépôts bancaires	779	1 306
<b>Autres produits financiers</b>	<b>779</b>	<b>1 306</b>
Gain et perte de change	(899)	(2 177)
Autres charges financières	(842)	(875)
dont :		
<i>Frais bancaires</i>	-	(124)
<i>Escomptes accordés</i>	(634)	(257)
<i>Provision pour risques – DPSH reprise prov titre vertic inc</i>	60	3
<i>Actualisation Call – SafetyLink</i>	(68)	(67)
<i>Autres</i>	(201)	(433)
<b>Autres charges financières</b>	<b>(1 741)</b>	<b>(3 051)</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>(7 056)</b>	<b>(7 029)</b>

La variation du change dans le résultat financier s'explique principalement par la dévalorisation des monnaies russe et argentine. L'an passé, la principale explication du gain de change provenait des filiales turque, colombienne et argentine.

En 2018, l'Argentine est entrée dans la liste des pays hyper-inflationnistes selon les critères définis par la norme IAS 29.

Les sociétés opérant dans un pays à forte inflation au sens de la Norme IAS 29 sont corrigés sur leurs éléments non monétaires des effets de l'inflation entre le taux de clôture et l'indice de référence.

ESLINGAR et DELTA BATIMENT sont les seules entités du Groupe visées par la norme.

Seuls les immobilisations corporelles, incorporelles et le stock sont considérés comme des éléments non monétaires dans les sociétés argentine.

L'indice de référence retenu est l'indice IPC - Indice des prix à la consommation. Au 31/12/2025, il est de 10 121,37 % contre 7 694,01% au 31/12/2024.

Les impacts de l'application de la norme au 31/12/2025 sont de 3 039 K€ en diminution des pertes de change du résultat financier et 4 139 K€ en augmentation des réserves.



(En milliers d'Euros)	31/12/2025	IMPACT IAS 29	31/12/2025 RETRAITÉ
<b>Actifs</b>			
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	9 782	2 621	12 403
Écart d'acquisition	2 868	(1 523)	1 345
Stocks	3 150	1 514	4 663
Autres	13	-	13
Impôts différés	-	-	-
<b>Passifs</b>			
Capitaux propres y compris le résultat	8 254	4 139	12 393
Impôts différés	-	-	-
<b>Compte de résultat</b>			
Résultat financier	(5 270)	3 039	(2 231)
Impôts Société	(28)	5	(23)

**6.20.****Charges par nature**

Les sommes négatives font état d'un produit, les sommes positives font état d'une charge.

**Coût d'achat des marchandises vendues**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Achats de marchandises	87 098	102 978
Achats de matières premières	64 334	73 442
Frais annexes	12 944	12 874
Variations de stocks	7 184	(10 808)
<b>Coût d'achat des marchandises vendues</b>	<b>171 560</b>	<b>178 485</b>

**Charges variables**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Assurances clients	374	378
Commissions sur ventes	2 713	2 769
Transport sur ventes	13 290	15 052
Royalties versées	20	85
Taxes variables	1 960	2 250
RFA-Participation publicitaire	3 127	2 772
Sous-traitance production et autres charges	7 484	7 446
<b>Charges variables</b>	<b>28 968</b>	<b>30 752</b>

## Charges fixes

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Variations de stock produits finis	(1 021)	(421)
Frais annexes au personnel	11 797	11 404
Publicité	4 244	4 700
Coûts immobilier	1 337	2 030
Coûts mobilier	1 117	1 225
Honoraires	5 216	5 102
Services extérieurs	8 098	7 597
Frais de fonctionnement	10 235	10 154
Pertes sur créances irrécouvrables	196	427
Dotations/Reprises dépréciation	(941)	(1 448)
Dotations/Reprises amortissements	16 489	14 934
<b>Charges Fixes</b>	<b>56 765</b>	<b>55 704</b>

## Autres produits et charges

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Subventions d'exploitations	-	-
Royalties perçues	6	5
Autres produits et charges	519	716
<b>Autres produits et charges</b>	<b>525</b>	<b>721</b>

Conformément au Code de Commerce (art. R. 233-14-17°) et au règlement AMF (art 222-8) nous mentionnons que les honoraires des Commissaires aux Comptes de la Société et membres de leur réseau

pris en charge par DELTA PLUS GROUP au titre de l'exercice 2025, en comparaison avec l'exercice 2024, se répartissent de la manière suivante :

(En milliers d'Euros)	CABINET VERAN		CABINET AREXPART		AUTRES	
	Montant (HT)		Montant (HT)		Montant (HT)	
	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2025	31/12/2024
<b>Audit</b>						
<b>Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>						
Émetteur	65	63	66	64	-	-
Filiales intégrées globalement	88	86	23	-	121	156
<b>Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes</b>						
Émetteur	-	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	13	11
<b>Sous-Total</b>	<b>153</b>	<b>149</b>	<b>89</b>	<b>64</b>	<b>134</b>	<b>166</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement</b>						
Juridique, fiscal, social	-	-	-	-	10	12
Autres (> 10 % des honoraires d'audit)	-	-	-	-	3	2
<b>Sous-Total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13</b>	<b>14</b>
<b>TOTAL</b>	<b>153</b>	<b>149</b>	<b>89</b>	<b>64</b>	<b>147</b>	<b>180</b>



**6.21.****Charges de personnel**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et Traitements	71 344	69 145
Charges Sociales	17 081	16 124
Rémunérations payées en actions	19	19
<b>TOTAL</b>	<b>88 444</b>	<b>85 289</b>

**Effectif du Groupe DELTA PLUS (équivalent temps plein)**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Cadres	329	267
Employés et ouvriers	3 419	3 433
<b>TOTAL</b>	<b>3 748</b>	<b>3 700</b>

**6.22.****Résultat par action**

Le calcul du résultat de base et dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société mère est basé sur les données suivantes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net consolidé – Part du Groupe	27 248	31 141
Nombres d'actions au 01/01	7 159 400	7 162 359
Nombres d'actions au 31/12	7 165 443	7 159 400
<b>Nombre moyen d'actions</b>	<b>7 162 422</b>	<b>7 160 880</b>
<b>Bénéfice net par action sur nombre moyen (en Euros)</b>	<b>3,804</b>	<b>4,349</b>
Capital potentiel Options de souscriptions		
<b>Nombre d'actions totales potentielles</b>	<b>7 162 422</b>	<b>7 160 880</b>

(En milliers d'Euros)	RÉSULTAT NET	NOMBRE D' ACTIONS POTENTIEL PRORATISÉ	RÉSULTAT PAR ACTIONS (EUROS)
Résultat net des activités poursuivies Part du Groupe par action de base	27 248	7 162 422	3,80
Options	-	-	-
Actions gratuites attribuées aux salariés	-	-	-
<b>Résultat net des activités poursuivies Part du Groupe dilué par action</b>	<b>27 248</b>	<b>7 162 422</b>	<b>3,80</b>

**6.23.****Dividendes**

Le 13 juin 2024, un dividende de 1,05 € par action a été payé aux actionnaires (soit au total : 7 726 643,40€).

Au regard des résultats de l'exercice 2025, les Administrateurs proposent l'attribution d'un dividende à hauteur de 0,75€ par action (soit au total :

5 519 031,00 €). Le dividende est soumis à l'approbation par l'Assemblée Générale des Associés et il n'a pas été inclus dans les charges à payer dans les états financiers.

## 6.24

### Engagements donnés et reçus

#### Engagements d'investissements et de location

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Engagement pour l'acquisition de biens immobiliers	-	-
Engagement pour l'acquisition d'autres immobilisations	-	-
<b>Contrats de location simple</b>	<b>20 136</b>	<b>22 274</b>
Garanties	61 751	77 430
Autres	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>81 887</b>	<b>99 704</b>

(En milliers d'Euros)	À MOINS D'UN AN	DE 1 À 5 ANS	À PLUS DE 5 ANS	TOTAL
Engagement pour l'acquisition de biens immobiliers	-	-	-	-
Engagement pour l'acquisition d'autres immobilisations	-	-	-	-
Contrats de location simple	-	-	-	-
Garanties	3 632	13	58 105	61 751
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>3 632</b>	<b>13</b>	<b>58 105</b>	<b>61 751</b>

Les garanties données concernent essentiellement les dettes financières présentées au bilan consolidé.

(En milliers d'Euros)

<b>Dettes locatives au 31/12/2024</b>	<b>22 303</b>
Nouveaux engagements	3 939
Remboursement	(8 525)
Variation de périmètre	1 400
Réévaluations de contrats antérieurs	1 048
<b>Dettes locatives au 31/12/2025</b>	<b>20 163</b>



**6.25.****Regroupement d'entreprises**

(En milliers d'Euros)	BASPA	EDGE	ARMOR
<b>Actifs nets acquis et dettes reprises :</b>			
Immobilisations incorporelles, corporelles et financières	6 686	1	221
Stocks	1 089	247	2 148
Créances clients et autres	1 328	196	3 310
Trésorerie et équivalents de trésorerie	95	223	684
Provision pour risque et charge	(260)	-	-
Emprunts portants intérêts	(5 410)	-	-
Autres dettes financières	(593)	-	-
Fournisseurs et autres dettes	(2 949)	(323)	(416)
<b>TOTAL DES ACTIFS NETS IDENTIFIABLES</b>	<b>(14)</b>	<b>344</b>	<b>5 948</b>
Participation ne donnant pas de contrôle	-	-	-
Écart d'acquisition	6 854	493	4 852
<b>TOTAL ÉCART D'ACQUISITION</b>	<b>6 854</b>	<b>493</b>	<b>4 852</b>
<b>Contrepartie transférée :</b>			
Trésorerie	6 840	422	10 800
Complément de prix actualisé - option d'achat pour la part des minoritaires	-	415	-
<b>TOTAL DE LA CONTREPARTIE TRANSFÉRÉE</b>	<b>6 840</b>	<b>837</b>	<b>10 800</b>
<b>COÛTS RELATIFS À L'ACQUISITION COMPTABILISÉS DANS LE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2025</b>	<b>373</b>	<b>-</b>	<b>238</b>

**6.26.****Parties liées**

Le Groupe DELTA PLUS est contrôlé par la Société J.B.P. SAS qui détient 55,1 % du capital. Cette dernière est détenue par la famille BENOIT, actionnaires historiques du Groupe (membres du Conseil d'Administration). La famille BENOIT détient directement 2,5 %

du capital de la Société DELTA PLUS GROUP. Les 42,4 % restant sont détenus à hauteur de 9,1 % par Monsieur Ivo BOSCARDIN et à hauteur des 33,3 % restant par un nombre important d'actionnaires. La Société mère ultime est la Société J.B.P. SAS.

Les transactions suivantes ont été réalisées avec des parties liées :

**Achats de biens et de services**

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Entreprises associées	-	-
Holding <sup>(1) (2)</sup>	2 894	2 826
Filiales du Groupe	-	-
Membres de la famille BENOIT	-	-
Entreprises contrôlées par les principaux dirigeants <sup>(3)</sup>	2 769	1 530
<b>Total des achats de biens et de services</b>	<b>5 663</b>	<b>4 356</b>

(1) Jérôme BENOIT ainsi que trois autres personnes travaillant majoritairement pour le Groupe DELTA PLUS sont salariés ou mandataires de la Société J.B.P. Cette dernière refacture au Groupe DELTA PLUS des prestations d'assistance et de conseil dans les domaines de la gestion, de l'administration et de l'animation des sociétés du Groupe et perçoit une rémunération au titre de ses mandats sociaux.

(2) Jusqu'au 31 décembre 2017, la SCI DPG, qui est détenue par la famille BENOIT, donnait à bail l'ensemble du complexe immobilier situé à Apt abritant le siège social de la plupart des sociétés françaises du Groupe, et comprenant également l'entrepôt logistique d'Apt. Sur le montant annuel 2017 de 1,357 K€, le montant correspondant aux loyers versés par DELTA PLUS GROUP pour l'occupation d'une partie du complexe immobilier est de 28 K€. Le solde, soit 1,330 K€, correspond à l'ensemble des loyers versés par les filiales françaises de DELTA PLUS GROUP pour l'occupation du reste du complexe immobilier. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le preneur à bail de cet ensemble immobilier est désormais J.B.P. Les coûts annuels restent inchangés pour DELTA PLUS GROUP et ses filiales.

(3) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 la Société J.B.P. POLSKA donne à bail un complexe immobilier situé en Pologne abritant les filiales polonaises du Groupe : DELTA PLUS POLSKA et DELTA PLUS POLSKA SERWIS, pour un loyer annuel global de 665 K€. Ce montant intègre également les loyers et charges de location versés par DELTA PLUS CHINA à WSEIP ainsi qu'une avance réalisée par Baspa à la société PNJBP.

Les prestations de services qui apparaissent dans le tableau ci-dessus font toutes l'objet de conventions réglementées entre l'Émetteur et les parties liées, donnant lieu annuellement à l'émission du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées, reproduit en page 216 et suivante du présent document.

Concernant les prestations de services rendues par la SCI DPG, il convient de préciser que seule une partie des prestations mentionnées dans le tableau précédent est facturée à la Société DELTA PLUS GROUP dans le cadre d'une convention réglementée.

## Rémunération des principaux dirigeants

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
Salaires et autres avantages à court terme	395	431
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Autres avantages à long terme	-	-
Indemnités de fin de contrat de travail	-	-
Rémunérations payées en actions	17	1
<b>Total des rémunérations des principaux dirigeants</b>	<b>412</b>	<b>432</b>

## Soldes de clôture liés à la vente et à l'achat de biens et de services

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Créances :</b>		
Entreprises associées	-	-
Holding	-	-
Membres de la famille BENOIT	-	-
Entreprises contrôlées par les principaux dirigeants	-	-
<b>Dettes :</b>		
Entreprises associées	-	-
Holding	22 220	19 277
Membres de la famille BENOIT	-	-
Entreprises contrôlées par les principaux dirigeants	-	-
<b>Total des soldes de clôture liés à la vente et à l'achat de biens et de services</b>	<b>22 220</b>	<b>19 277</b>

Les créances proviennent essentiellement des ventes et sont payables sous 1 mois. Les créances ne sont pas garanties et ne portent pas intérêt.

Les dettes proviennent essentiellement des achats et sont payables sous 1 mois. Les dettes ne portent pas intérêt.

Aucune charge n'a été constatée pour créance irrécouvrable pour des montants dus par des parties liées.



**NOTE 7****INFORMATIONS SECTORIELLES**

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe DELTA PLUS (le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe DELTA PLUS est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Europe et Hors Europe.

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- Du résultat opérationnel courant tel que défini en Note 3.3 de la présente annexe. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits

financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe DELTA PLUS, et ne sont pas allouées aux secteurs.

- Des actifs sectoriels définis comme la somme des écarts d'acquisition, des stocks et des clients.

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe DELTA PLUS pour établir ses états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segments sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe DELTA PLUS.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des zones Europe et Hors Europe.

L'information sectorielle présentée au Principal Décideur et relative aux opérations se poursuivant est présentée ci-après :

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	EUROPE*	*DONT FRANCE	HORS EUROPE	TOTAL	EUROPE*	*DONT FRANCE	HORS EUROPE	TOTAL
<b>Produits :</b>								
Total du Chiffre d'Affaires	329 958	181 268	281 866	611 823	349 402	201 227	299 101	648 503
Chiffre d'Affaires inter-secteurs	(134 372)	(91 666)	(87 805)	(222 177)	(149 821)	(106 735)	(98 601)	(248 421)
<b>Total du Chiffre d'Affaires externes des opérations se poursuivant</b>	<b>195 586</b>	<b>89 602</b>	<b>194 060</b>	<b>389 646</b>	<b>199 582</b>	<b>94 492</b>	<b>200 500</b>	<b>400 082</b>
Résultat opérationnel courant	21 696	5 285	22 727	44 422	24 702	3 264	25 875	50 577
Autres Produits	-	442	491	491	405	280	405	810
Autres Charges	(787)	(409)	(317)	(1 104)	(1 426)	(1 312)	(795)	(2 221)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat Opérationnel	20 909	5 318	22 900	43 809	23 681	2 232	25 485	49 166

(En milliers d'Euros)	31/12/2025				31/12/2024			
	EUROPE*	*DONT FRANCE	HORS EUROPE	TOTAL	EUROPE*	*DONT FRANCE	HORS EUROPE	TOTAL
<b>Bilan :</b>								
<b>Actifs sectoriels</b>	<b>190 316</b>	<b>106 783</b>	<b>211 821</b>	<b>402 137</b>	<b>187 582</b>	<b>106 242</b>	<b>210 868</b>	<b>398 449</b>
Écarts d'acquisition	107 718	84 176	114 456	222 174	107 224	84 171	103 681	210 905
Dépréciations d'actifs passées en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Stocks	49 597	11 773	61 452	111 049	48 023	11 236	71 292	119 316
Clients	33 001	10 834	35 912	68 914	32 334	10 835	35 895	68 229
<b>Passif sectoriels</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



Le tableau ci-dessous réconcilie le résultat opérationnel au résultat net

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>43 809</b>	<b>49 166</b>
Coût de l'endettement financier brut	(6 093)	(5 284)
Autres charges et produits financiers	(963)	(1 745)
Impôt sur le résultat	(8 903)	(10 765)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>27 850</b>	<b>31 372</b>

Le tableau ci-dessous réconcilie les actifs sectoriels au total actif présenté au bilan

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>402 137</b>	<b>398 449</b>
<b>Actifs non alloués :</b>	<b>154 445</b>	<b>151 028</b>
Immobilisations incorporelles	7 593	4 910
Immobilisations corporelles	55 035	52 925
Autres actifs financiers	4 600	2 326
Impôts différés actif	2 467	2 892
Autres débiteurs	27 929	28 310
Trésorerie	37 105	37 843
Actifs destinés à la vente	-	-
Droit d'utilisation	19 716	21 823
<b>Total des actifs du bilan</b>	<b>556 582</b>	<b>549 478</b>

Le tableau ci-dessous réconcilie les passifs sectoriels au total passif présenté au bilan

(En milliers d'Euros)	31/12/2025	31/12/2024
<b>Total des passifs sectoriels</b>	<b>281 333</b>	<b>275 545</b>
<b>Passifs non alloués :</b>	<b>90 119</b>	<b>90 975</b>
Passifs financiers non courants	854	787
Engagements donnés aux salariés	1 641	1 315
Provisions non courantes	12 180	15 678
Dettes locatives non courantes	96 919	82 823
Passif financiers courants	62 815	70 421
Dettes d'exploitation courantes	8 850	6 950
Autres dettes courantes	-	-
Passifs destinés à la vente	7 956	6 596
Dettes locatives courantes	6 596	6 658
<b>Total des passifs du bilan</b>	<b>281 333</b>	<b>275 545</b>

## NOTE 8

### | ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture nécessitant une remarque particulière.

## **CHAPITRE III RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la société DELTA PLUS GROUP,

### **| OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des Comptes Consolidés de la société DELTA PLUS GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les Comptes Consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### **| FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des Comptes Consolidés » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **| JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des Comptes Consolidés de l'exercice. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des Comptes Consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces Comptes Consolidés pris isolément.

Dans le cadre de son développement, le Groupe a été amené à réaliser des opérations de croissance externe ciblées et à reconnaître plusieurs écarts d'acquisition qui apparaissent pour un montant 222 173 milliers d'euros à l'actif tels que décrits dans la note 6.4 de l'annexe aux états financiers consolidés. Les modalités du test de dépréciation mis en œuvre à chaque clôture sont décrites en note 3.13 et le détail des hypothèses retenues présenté en note 6.4.

Nous avons vérifié que les notes 3.9, 3.13 et 6.4 donnaient une information appropriée.

### **| VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les Comptes Consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 821-4 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les Comptes Consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

## **RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

Il appartient à la direction d'établir des Comptes Consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de Comptes Consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des Comptes Consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les Comptes Consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les Comptes Consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les Comptes Consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les Comptes Consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les Comptes Consolidés ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les Comptes Consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des Comptes Consolidés et évalue si les Comptes Consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;



- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les Comptes Consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des Comptes Consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

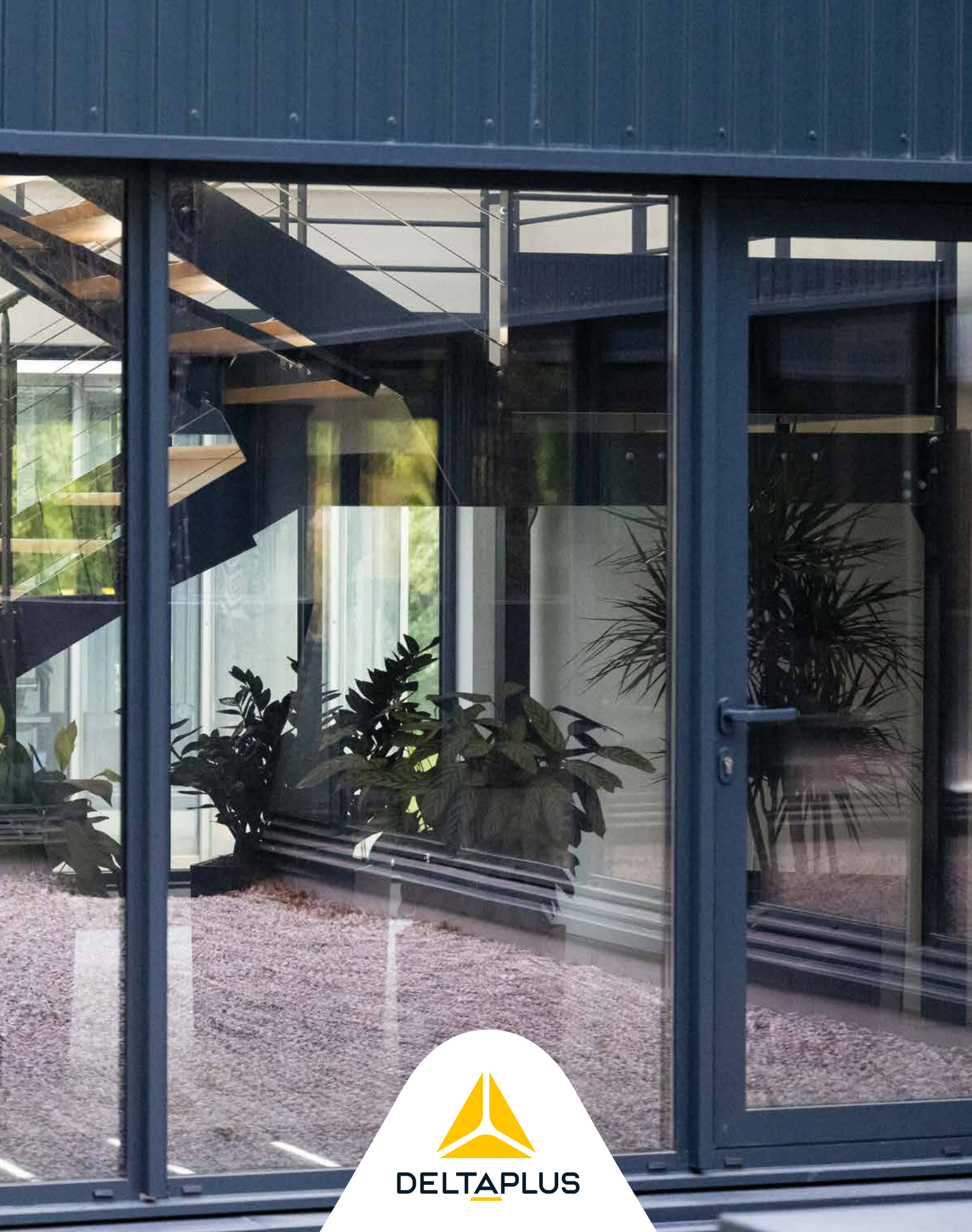
Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société







**DELTAPLUS**

**Comptes Sociaux au 31 décembre 2025**  
et annexes

# CHAPITRE I COMPTES SOCIAUX

## BILAN AU 31/12/2025

(En Euros)

ACTIF	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	240 393	240 393		3 174
Concessions, brevets et droits assimilés	604 450	283 835	320 615	320 615
Fonds commercial	1 068 338	-	1 068 338	1 068 338
Autres immobilisations incorporelles	2 382 610	-	2 382 610	2 382 610
<b>Total (1)</b>	<b>4 295 791</b>	<b>524 228</b>	<b>3 771 563</b>	<b>3 774 737</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	67 300	67 300	-	-
Autres immobilisations corporelles	226 289	92 025	134 263	167 158
Immobilisations en cours/Avances & acomptes	-	-	-	-
<b>Total (2)</b>	<b>293 589</b>	<b>159 325</b>	<b>134 263</b>	<b>167 158</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	309 051 570	33 108 280	275 943 289	253 361 320
Autres titres immobilisés	610	-	610	610
Prêts	35 708 068	2 599 657	33 108 411	37 007 038
Autres immobilisations financières	6 568 372	-	6 568 372	6 854 748
<b>Total (3)</b>	<b>351 328 620</b>	<b>35 707 937</b>	<b>315 620 682</b>	<b>297 223 716</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (4 = 1 + 2 + 3)</b>	<b>355 918 000</b>	<b>36 391 492</b>	<b>319 526 509</b>	<b>301 165 611</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
<b>Total (5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	11 339 583	1 729 550	9 610 033	8 741 536
Autres créances	2 725 571	-	2 725 571	520 578
Charges constatées d'avance	252 592	-	252 592	179 755
<b>Total (6)</b>	<b>14 317 746</b>	<b>1 729 550</b>	<b>12 588 196</b>	<b>9 441 869</b>
<b>Disponibilités</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Valeurs Mobilières de Placement	46 557	-	46 557	66 510
Disponibilités	426 495	-	426 495	161 766
<b>Total (7)</b>	<b>473 052</b>	<b>-</b>	<b>473 052</b>	<b>228 276</b>
<b>ACTIF CIRCULANT (8 = 5 + 6 + 7)</b>	<b>14 790 798</b>	<b>1 729 550</b>	<b>13 061 248</b>	<b>9 670 145</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>				
Écarts de conversion-Actif	672 478	-	672 478	50 269
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>371 381 277</b>	<b>38 121 042</b>	<b>333 260 235</b>	<b>310 886 025</b>



## BILAN AU 31/12/2025

(En Euros)

PASSIF	31/12/2025	31/12/2024
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	3 679 354	3 679 354
Primes d'émission, de fusion, d'apport, etc.	13 175 368	13 175 368
Écarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	367 936	367 936
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves	1 011 508	1 011 508
Report à nouveau	118 800 011	101 762 108
Résultat de l'exercice	22 332 767	24 556 819
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	4 701 969	4 149 585
<b>Total (1)</b>	<b>164 068 913</b>	<b>148 702 678</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	750 500	106 015
Provisions pour charges	-	-
<b>Total (2)</b>	<b>750 500</b>	<b>106 015</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	105 979 829	100 315 933
Emprunts et dettes financières diverses	28 152 863	31 566 737
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 505 320	2 205 566
Dettes fiscales et sociales	629 394	2 233 813
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	27 259 725	20 722 016
<b>Total (3)</b>	<b>167 527 131</b>	<b>157 044 065</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATIONS</b>		
Produits constatés d'avance	-	-
Écarts de conversion – Passif	913 691	5 033 267
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>333 260 235</b>	<b>310 886 025</b>





## COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2025

(En Euros)

	31/12/2025	31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Production vendue (biens)	1 729 240	1 973 877
Production vendue (services)	-	-
Production stockée	-	-
Subventions d'exploitation	4 041 957	5 103 001
Autres produits	5 771 197	7 076 879
<b>Total (1)</b>	<b>7 076 879</b>	<b>6 276 740</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	-	-
Variations de stock de marchandises	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-
Variations de stock de matières premières et autres approvisionnements	-	-
Autres achats & charges externes	8 064 187	5 200 343
Impôts, taxes et versements assimilés	90 273	97 037
Salaires et Traitements	1 329 103	1 281 579
Charges sociales	604 747	537 818
Dotations aux amortissements et provisions	623 633	284 052
Autres charges	31 725	6 239
<b>Total (2)</b>	<b>10 743 668</b>	<b>7 407 068</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (3 = 1-2)</b>	<b>(4 972 471)</b>	<b>(330 189)</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation	29 504 045	32 719 014
Autres intérêts et produits assimilés	3 215 656	4 143 860
Reprises sur provision et transferts de charges	5 307 269	3 238 541
Différences positives de changes	18 258	143 643
<b>Total (4)</b>	<b>38 045 228</b>	<b>40 245 058</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions	7 672 478	7 850 269
Intérêts et charges assimilées	3 549 579	7 129 877
Différences négatives de change	96 049	32 306
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total (5)</b>	<b>11 318 107</b>	<b>15 012 451</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (6 = 4-5)</b>	<b>26 727 121</b>	<b>25 232 607</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (7 = 3 + 6)</b>	<b>21 754 650</b>	<b>24 902 418</b>
Produits exceptionnels		194 039
Charges exceptionnelles	552 384	601 024
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(552 384)</b>	<b>(406 985)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les bénéfices	(1 130 501)	(61 386)
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>22 332 767</b>	<b>24 556 819</b>

## CHAPITRE II ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

Total du bilan avant répartition : 333 260 235 €

Résultat : bénéfice = 22 332 767 €

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 6 mars 2026 par le Conseil d'Administration de DELTA PLUS GROUP.

### 1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

#### 1.1. Application des conventions comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluations retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport aux méthodes pratiquées l'exercice précédent. Seules sont exprimées les informations significatives.

#### 1.2. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée le cas échéant.

En fin d'exercice, les actifs et passifs en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes latentes éventuelles font l'objet d'une provision.

#### 1.3. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires). Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Frais de recherche et de développement	2, 3 et 5 ans
Marques	non amorties
Savoir-faire et protection des modèles	3 et 5 ans
Logiciels	1 an ou 5 ans
Aménagements, agencements et installations	de 5 à 10 ans
Matériels de bureau et informatique	de 1 à 3 ans
Mobiliers	de 5 à 10 ans

La Société ne dispose d'aucune immobilisation décomposable conformément aux dispositions de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016.

#### 1.4. Immobilisations financières

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'acquisition y compris les frais d'acquisition.

Des dépréciations peuvent être constituées si la valeur comptable est supérieure à la valeur d'utilité, cette valeur d'utilité étant notamment déterminée par référence à la quote-part des capitaux propres, aux perspectives de développement et au Chiffre d'Affaires réalisé par la filiale. Les perspectives de développement sont appréciées sur la base d'une expérience passée et de divers facteurs.

Il est donc possible que les réalisations futures diffèrent des estimations retenues pour l'appréciation de la valorisation du portefeuille de titres.

Sur l'exercice, des dépréciations ont été constatées sur les titres de participations des filiales :

- DP CORPORATION pour 4 500 K€
- DP BOOTS pour 2 500 K€

Sur l'exercice, des reprises de dépréciations ont été constatées sur les titres de participations des filiales :

- DP BRÉSIL pour 3 457 K€
- DP TURQUIE pour 1 800 K€

Sur l'exercice, aucune dépréciation n'a été constatée sur les prêts accordés aux filiales.

Sur l'exercice, aucune reprise de provision pour dépréciation n'a été constatée sur les prêts accordés aux filiales.

#### 1.5. Créances et dettes

Les créances et dettes sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Les créances sont dépréciées en fonction du risque de non-recouvrement.



### 1.6.

#### **Valeurs Mobilières de Placement**

Les Valeurs Mobilières de Placement sont présentées dans la ligne « Disponibilités » et figurent dans ce bilan à leur valeur d'acquisition.

### 1.7.

#### **Provisions pour risques et charges**

Les provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC n° 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements en cours ou survenus durant l'exercice rendent probables. Elles comprennent notamment les indemnités estimées par la Société et ses conseils au titre des litiges, contentieux et actions en réclamations de la part de tiers.

Des provisions pour pertes de changes ont été comptabilisées à la clôture au 31 décembre 2025 pour 672 K€.

### 1.8.

#### **Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel**

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### 1.9.

#### **Changement de méthode comptable**

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la Société DELTA PLUS GROUP applique les dispositions du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 de l'autorité des Normes Comptables relatif au plan comptable général, homologué par arrêté du 26 décembre 2023. Ce règlement vient modifier le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 et les règlements successifs qui lui ont succédé.

Ce nouveau règlement introduit plusieurs modifications :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel désormais très limité ;
- La suppression de la technique de transfert de charges ;
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers.

Les dispositions de ce règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Ainsi, les principaux impacts de présentation par rapport aux comptes N-1 approuvés par l'Assemblée Générale sont notamment les suivants :

Dans le compte de résultat :

- La rubrique de « reprise sur provisions (et amortissements), transferts de charges » est rattachée à la nouvelle rubrique « Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions », les transferts de charges étant supprimés.
- Les cessions et mises au rebut des immobilisations sont comptabilisées en résultat d'exploitation, sauf événement majeur et inhabituel.

Dans le bilan :

- Les « charges constatées d'avance » figurent désormais dans les « Créances » et non en bas de l'actif après les « disponibilités », les comptes courants d'associés sont désormais présentés en « autres dettes » et non en « emprunts et dettes financières diverses ».

Cette nouvelle règle de présentation n'a aucun impact sur le résultat net de la Société.

## 2.

### **AUTRES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS**

L'exercice 2025 a été marqué par une forte activité de croissance externe, notamment à travers les opérations suivantes :

Le Groupe a poursuivi sa stratégie d'expansion internationale et de renforcement de ses parts de marché via plusieurs acquisitions clés :

- Acquisition de 100 % des titres de BASPA SPA au Chili : achat intégral des TITRES de la Société BASPA SPA ;
- Acquisition de 100 % des titres de GEVANTA UAB en Lituanie : achat intégral des TITRES de la Société Gevanta UAB dans le périmètre du Groupe ;
- Renforcement aux Philippines : Acquisition de 40% des titres de DELTAPLUS PHILIPPINES INC ;
- Exercice d'option sur SAFETYLINK PTY Ltd. en Australie : Acquisition de 10% des titres de SAFETYLINK PTY Ltd. via l'exercice d'un Call.



### 3. NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### 3.1. Frais d'établissement

Non applicable.

#### 3.2. Frais de recherche

Ils concernent des projets nettement individualisés et pour lesquels de sérieuses chances de rentabilité commerciale existent.

Ils se décomposent comme suit :

Salaires et charges	51 563
Frais de recherche et développement fusion DELTA PLUS BOOTS	20 600
Matière	-
Sous-traitance	168 230
<b>TOTAL</b>	<b>240 393</b>

Ces frais de recherche sont totalement amortis au 31 décembre 2025.

#### 3.3. Fonds commercial

Le fonds commercial s'élève à 1 068 338 €. Pour 868 338 € rattaché à la filiale DELTA PLUS PHILIPPINES INC. Il s'agit d'une acquisition réalisée en 2016. Pour 200 000 €, le fonds provient de la fusion de DELTA PLUS BOOTS. Il s'agit du fonds Netco acquis en janvier 2020.

Suite au règlement 2015-06 de l'ANC relatif à la valeur du fonds commercial à l'actif, nous avons procédé à un test de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'est apparu et de ce fait aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

En outre, le fonds n'ayant pas de durée d'utilisation limitée, il n'a fait l'objet d'aucun amortissement.

#### 3.4. Savoir-faire

La Société a acquis en 2006 un « know how » dans le domaine des chaussures de sécurité pour 220 K€. Cet actif a été amorti sur 3 ans pour prendre en compte le risque d'obsolescence du savoir-faire.

#### 3.5. Actif immobilisé (en Euros)

Les mouvements de l'exercice sont les suivants :

VALEURS BRUTES	À L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	À LA CLÔTURE
Immobilisations incorporelles	4 295 791	-	-	4 295 791
Immobilisations corporelles	293 588	-	-	293 588
Immobilisations financières	331 188 654	34 658 691	14 518 725	351 328 620
<b>TOTAL</b>	<b>335 778 033</b>	<b>34 658 691</b>	<b>14 518 725</b>	<b>355 918 000</b>

AMORTISSEMENTS & PROVISIONS	À L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	À LA CLÔTURE
Immobilisations incorporelles	521 055	3 174	-	524 229
Immobilisations corporelles	126 431	32 895	-	159 326
Autres immobilisations financières	33 964 937	7 000 000	5 257 000	35 707 937
<b>TOTAL</b>	<b>34 612 423</b>	<b>7 036 069</b>	<b>5 257 000</b>	<b>36 391 492</b>

#### 3.6. Créances représentées par des effets de commerce

Non applicable.

#### 3.7. État des créances (en Euros)

	MONTANT BRUT	À UN AN AU PLUS	À PLUS D'UN AN
Actif immobilisé	90 861 637	-	90 861 637
Actif circulant	14 317 745	14 317 745	-
<b>TOTAL</b>	<b>105 179 382</b>	<b>14 317 745</b>	<b>90 861 637</b>

**3.8.****Produits à recevoir (en Euros)**

Le montant des produits à recevoir Groupe au 31/12/2025 sont inclus dans les postes suivants du bilan :

	MONTANT
Factures à établir Groupe et hors Groupe	380 802
Indemn. Sécu à recevoir	2 473
État – produits à recevoir	1 223
<b>TOTAL</b>	<b>384 498</b>

**3.9.****Valeurs Mobilières de Placement****Actions propres :**

Pour information 186 965 actions propres détenues par la Société ont été classées en immobilisations financières pour 5 797 K€.

• Autres OPCVM : Néant.

**3.10.****Charges constatées d'avance**

Cette rubrique ne contient que des charges ordinaires liées à l'exploitation normale de l'entreprise.

**4.****| NOTES SUR LE BILAN PASSIF****4.1.****Capital social : Actions ou parts sociales**

Aucune modification liée au capital social n'a eu lieu au cours de l'exercice :

NATURE	NOMBRE	VALEUR NOMINALE
Capital social	7 358 708	0,50

**4.2.****Variation des capitaux propres (en Euros)**

<b>Capitaux propres N-1</b>	<b>144 553 093</b>
Augmentation de capital	-
Prime d'apport, Obsar	-
Résultat N	22 332 767
Dividendes (hors actions propres)	(7 518 916)
<b>Capitaux propres N</b>	<b>159 366 944</b>

**4.3.****Provisions (en Euros)**

	À L'OUVERTURE	AUGMENTATION	DIMINUTION	À LA CLÔTURE
Provisions réglementées	4 149 584	552 384	-	4 701 968
Provisions pour risques & charges	106 015	750 500	106 015	750 500
<b>Total</b>	<b>4 255 599</b>	<b>1 302 884</b>	<b>106 015</b>	<b>5 452 468</b>

Les provisions pour risques couvrent les pertes de change et les charges constatées d'avance sur des projets d'acquisition qui ne devraient pas aboutir.

**4.4.****État des dettes (en Euros)**

	MONTANT BRUT	À 1 AN AU +	+ 1 AN - 5 ANS	À + DE 5 ANS
Emprunt obligataire	-	-	-	-
Emprunts auprès des Établissements de crédit	103 415 550	27 852 054	62 371 779	13 191 718
Intérêts courus/emprunts et concours bancaires	356 408	356 408	-	-
Dettes financières diverses	28 152 863	28 152 863	-	-
Fournisseurs	5 505 320	5 505 320	-	-
Dettes fiscales & sociales	629 394	629 394	-	-
Autres dettes	27 259 725	27 259 725	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>165 319 260</b>	<b>89 755 764</b>	<b>62 371 779</b>	<b>13 191 718</b>

**4.5.****Dettes représentées par des effets de commerce**

Non applicable.

**4.6.****Charges à payer (en Euros)**

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan

<b>Emprunts &amp; dettes auprès des établissements de crédit</b>		<b>356 408</b>
Intérêts courus sur emprunts auprès des établissements de crédit	344 707	
Banques intérêts courus	11 701	
<b>Associés intérêts courus</b>		<b>941 780</b>
Intérêts courus	941 780	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>4 481 459</b>
Fournisseurs factures non parvenues (Groupe et hors Groupe)	4 481 459	
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>424 492</b>
Provisions congés payés	81 081	
Personnel charges à payer	172 166	
Charges sociales sur provisions congés payés	35 819	
Charges sociales sur charges à payer	98 334	
Organismes sociaux charges à payer	1 447	
État charges à payer	35 645	
<b>TOTAL</b>		<b>6 204 139</b>

**4.7.****Produits constatés d'avance**

Non applicable.

**5.****| NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT****5.1.****Ventilation du Chiffre d'Affaires**

Le Chiffre d'Affaires est essentiellement constitué de prestations facturées aux filiales du Groupe.

Le Chiffre d'Affaires se répartit pour 713 K€ vers la France et 927 K€ vers l'étranger.

**5.2.****Autres produits**

Ils concernent principalement les redevances facturées aux filiales pour 3 939 K€.

**5.3.****Résultat exceptionnel (en Euros)**

<b>Il est constitué des éléments suivants :</b>	
Dotations aux amortissements dérogatoires	(552 384)
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>(552 384)</b>

**5.4.****Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en Euros)**

	<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>IMPÔT*</b>	<b>RÉSULTAT NET APRÈS IMPÔT</b>
Résultat courant	21 754 650	256 132	21 498 518
Résultat exceptionnel	(552 384)	(138 096)	(414 288)
Intégration fiscale	-	(1 248 537)	(1 248 537)
Participation des salariés	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>21 202 266</b>	<b>(1 130 501)</b>	<b>22 332 767</b>

\* Les montants entre parenthèses présentés dans cette colonne correspondent à des produits d'impôt.

DELTA PLUS GROUP a opté pour le régime de l'intégration fiscale. Elle représente la tête du Groupe composé des Sociétés DELTA PLUS SAS, DELTA PLUS SERVICES SAS, FROMENT, DELTA PLUS SYSTEMS HOLDING, DELTA PLUS SYSTEMS, ALPIC, et ALSOLU.

L'intégration fiscale a généré un produit de 1 248 537 € sur l'exercice 2025.

## 5.5.

### Incidence des évaluations fiscales dérogatoires (en Euros)

Résultat net de l'exercice	22 332 767
Impôt sur les bénéfices	(1 130 501)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>21 202 266</b>
Variation des provisions réglementées	552 384
<b>Résultat avant impôts, hors évaluations fiscales dérogatoires</b>	<b>21 754 650</b>

## 5.6.

### Accroissements et allègements de la dette future d'impôts (en Euros)

	MONTANT
<b>Accroissements</b>	
Total des bases concourant à augmenter la dette future	-
<b>Allègements</b>	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation	60 317
Total des bases concourant à diminuer la dette future	-
Total des déficits reportables	-
Total des moins-values à long terme	-
Montant de la dette future	-

## 6.

### AUTRES INFORMATIONS

## 6.1.

### Rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations brutes versées au dirigeant par la Société s'élève à 241 K€ (hors actions gratuites attribuées). Le détail des

rémunérations versées au dirigeant est repris dans l'annexe 3 du rapport de gestion.

## 6.2.

### Effectif moyen

	PERSONNEL SALARIÉ	PERSONNEL MIS À DISPOSITION
Cadres	7	-
Agents de maîtrise & techniciens	-	-
Employés	1	-
Ouvriers	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>-</b>

## 6.3.

### Identité de la Société mère consolidant les comptes de la Société

Non applicable.



**6.4.****Engagements****Engagements donnés**

- Effets escomptés non échus : -
- Avals, cautions et sûretés réelles : 61 395 K€
- Crédit-bail mobilier : -
- Crédit-bail immobilier : -
- Engagements de retraite : -

La Société confirme que cette présentation des engagements n'omet pas l'existence d'un engagement significatif.

**Engagements reçus**

Néant.

**Autres engagements**

La Société détient une option d'achat sur 20 % des

titres de la Société SafetyLink. En septembre 2025, elle a exercé son option sur 10 %. Elle a également octroyé une option de vente au cessionnaire pour ces titres. Ces deux options sont exerçables entre août et septembre 2026.

**6.5.****Crédit-bail**

Néant.

**6.6.****Liste des transactions avec les parties liées**

Aucune transaction d'une importance significative, non conclue à des conditions de marché au sens du décret n° 2009-267, concernant les parties liées n'a été opérée au cours de l'exercice.

**6.7.****Attributions gratuites d'actions et d'options de souscription d'actions****Principales caractéristiques du plan**

	Actions gratuites					
DÉLAI D'EXERCICE	Tranche 1 09/12/2025		Tranche 2 09/12/2026		Tranche 3 09/12/2027	
BÉNÉFICIAIRES	Acquises	Attribuées	Acquises	Attribuées	Acquises	Attribuées
Total tenant compte des ruptures de contrat de travail	2 700	2 700	0	3 150	0	3 150

	VALEUR BRUTE BILAN	NOMBRE	CUMP	COURS MOYEN	COURS CLÔTURE	PROVISION ACTIONS GRATUITES EN CHARGES DE PERSONNEL
Actions pour actions gratuites	46 557	6 300	7,39	-	-	20 530
<b>Sous total CACEIS</b>	-	-	-			-
Actions CACEIS non affectées	284 135	38 479	7,38	51	49	-
Actions CACEIS non affectées	4 145 766	109 396	37,90	62	56	-
Actions CACEIS non affectées	1 185 766	109 396	33,50			-
<b>TOTAL CACEIS</b>	<b>35 396</b>	<b>37,90</b>	<b>29,55</b>			-
Animation de cours	180 937	3 694	48,98	51	49	-
<b>Animation de cours SG SECURITIES</b>	<b>180 937</b>	<b>7 037</b>	<b>48,98</b>	<b>62</b>	<b>49</b>	-
<b>TOTAL</b>	<b>5 843 161</b>	<b>193 265</b>				-

## 6.8.

## Liste des Filiales et Participations

Renseignements détaillés concernant les filiales et participations.

FILIALES (plus 50 % du capital détenu)	CAPITAL SOCIAL	AUTRES CAPITAUX PROPRES	QUOTE PART DU CAPITAL DÉTENUE	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DÉTENUS			PRÊTS ET AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ	CHIFFRE D'AFFAIRES HORS TAXES DU DERNIER EXERCICE ÉCoulé	DIVIDENDES ENCAISSÉS PAR LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE	RÉSULTAT
				BRUTE	DÉPRÉCIATION	NETTE				
Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la Société :										
DELTA PLUS SAS	3 149 261,00	14 369 226,40	100,00%	6 852 458,40	0,00	6 852 458,40	0,00	75 866 711,89	2 700 000,00	1 413 730,98
DELTA PLUS S	6 560 000,00	-1 528 419,00	100,00%	5 706 000,00	0,00	5 706 000,00	0,00	62 184 702,00	0,00	-188 215,00
DELTA A	10 000,00	-765 899,00	50,00%	5 000,00	0,00	5 000,00	2 847 264,82	0,00	0,00	-66 860,00
DPSH	1 017 000,00	12 834 239,18	100,00%	1 023 099,00	0,00	1 023 099,00	39 707 049,67	47 411 530,21	0,00	5 040 098,32
MASPICA	1 050 000,00	27 982 831,33	100,00%	43 185 014,82	0,00	43 185 014,82	0,00	43 525 032,86	4 700 000,00	4 494 134,22
DERRIGAL	1 443 785,00	2 842 852,59	100,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	7 481 183,60	0,00	249 940,39
DELTA PLUS E	60 104,00	3 401 326,53	100,00%	3 039 190,28	0,00	3 039 190,28	0,00	1 827 131,47	289 000,00	171 490,46
DEWER SECURITY SA	198 315,00	424 767,56	99,88%	2 714 039,09	0,00	2 714 039,09	0,00	9 196 942,64	399 524,94	462 366,75
DELTA PLUS P	1 342 958,00	2 846 348,68	100,00%	1 347 696,75	0,00	1 347 696,75	0,00	10 267 425,57	1 500 000,00	671 125,65
DP POLOGNE SERWISS	1 094 191,00	2 720 031,11	100,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	16 130 249,78	0,00	-251 624,41
DP SLOVENSKO	6 639,00	788 013,11	100,00%	6 092,00	0,00	6 092,00	0,00	2 771 546,89	255 000,00	243 753,71
CESKA REPUBLICA	12 666,00	573 765,23	100,00%	12 665,81	0,00	12 665,81	0,00	2 532 519,57	230 000,00	260 153,34
DELTA PLUS M	13 492,00	-596 714,33	96,67%	86 060,04	86 060,04	0,00	456 640,00	1 628 145,59	0,00	27 073,34
DELTA PLUS SIC	520 000,00	1 654 665,29	100,00%	2 852 449,02	0,00	2 852 449,02	0,00	9 333 167,24	1 157 494,00	959 108,90
DELTA PLUS CR	31 734,00	1 320 533,73	100,00%	214 529,91	0,00	214 529,91	0,00	3 777 706,07	0,00	126 305,40
DELTA PLUS H	330 000,00	1 320 835,51	100,00%	480 447,18	0,18	480 447,00	0,00	4 032 335,62	0,00	388 512,61
DELTA PLUS R	103 453,00	496 133,48	100,00%	95 000,00	0,00	95 000,00	0,00	2 649 672,21	251 160,36	255 958,34
DP UK	38 575,00	-38 575,00	0,00%	1 283,86	0,00	1 283,86	0,00	0,00	0,00	0,00
FVL FV	2 988 297,00	121 212,74	100,00%	12 851 049,87	7 520 229,87	5 330 820,00	0,00	4 625 534,55	0,00	69 642,98
FROMENT SAS	250 000,00	625 062,00	99,95%	1 028 536,93	0,00	1 028 536,93	0,00	1 759 142,00	214 000,00	109 339,03
DELTA PLUS C	11 245 849,00	19 163 587,63	100,00%	11 245 764,00	0,00	11 245 764,00	0,00	72 934 159,92	7 820 569,03	8 979 834,75
WPPIT	2 764 441,00	2 429 830,65	100,00%	2 764 441,00	0,00	2 764 441,00	0,00	33 396 465,78	1 723 136,77	267 948,15
DELTA PLUS I	1 296 465,00	10 190 917,01	100,00%	2 811 090,34	0,00	2 811 090,34	0,00	15 417 625,89	266 400,00	1 913 404,85
AS	111 560,00	1 885 217,22	100,00%	17 802 389,00	0,00	17 802 389,00	428 835,02	8 237 752,92	1 000 000,00	1 203 499,82
DP MIDDLE EAST	29 810,00	3 470 414,13	100,00%	29 809,70	0,00	29 809,70	0,00	23 739 094,07	5 800 000,00	5 028 352,61
DP GAFTA MANUFACTURING	67 513,00	517 659,47	100,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	2 343 190,23	0,00	678 377,62
DELTA PLUS P2	562 185,00	1 572 017,91	100,00%	340 326,42	0,00	340 326,42	0,00	4 607 709,35	86 792,00	504 296,82
DELTA PLUS U2	850 000,00	-3 193 410,10	100,00%	850 000,00	850 000,00	0,00	800 000,00	1 567 122,37	0,00	-342 033,96
DP CEI	224 346,00	-1 744 621,16	90,14%	207 337,41	207 337,41	0,00	1 800 000,00	10 188 787,19	0,00	1 988 483,27
DP ES	568 253,00	7 222 198,94	100,00%	10 717 110,29	9 200 000,00	1 517 110,29	0,00	9 330 723,33	0,00	-4 370 383,69
DELTA PLUS P	12 367 186,00	2 486 658,63	100,00%	12 602 737,84	0,00	12 602 737,84	0,00	0,00	0,00	664 414,10
PROSAFETY	2 718 535,00	-2 718 535,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	1 200 000,00	0,00	0,00	0,00
DELTA PLUS T	4 794 782,00	-3 734 269,23	100,00%	4 915 946,00	1 499 303,00	3 416 643,00	0,00	5 209 500,45	0,00	851 372,81
DELTA PLUS EL	6 596 916,00	-1 616 993,18	100,00%	19 572 159,30	4 500 000,00	15 072 159,30	29 456 813,78	0,00	0,00	-1 837 052,82
ERB	36 497 405,00	-10 426 377,73	100,00%	0,00	0,00	0,00	425 530,00	23 954 946,23	0,00	-5 520 928,22
DELTA PHI	2 518 202,00	-980 948,57	100,00%	1 227 699,61	0,00	1 227 699,61	0,00	5 100 602,51	0,00	1 135 164,55
DELTA ASP	402 265,00	-402 265,00	0,00%	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 000,00	0,00
CENTRO A	31,00	1 237 245,58	100,00%	76 940,33	0,00	76 940,33	562 470,77	2 116 101,77	0,00	74 306,37
DP CANADA	864,00	-864,00	100,00%	6 646 576,14	4 200 000,00	2 446 576,14	0,00	5 011 878,93	0,00	-1 042 488,48
DELTA BATIMENT	736 683,00	8 203 209,34	50,00%	0,00	0,00	0,00	1 751 254,55	637 063,03	0,00	16 707,86
SAFETYLINK	65,00	5 761 274,62	70,00%	14 632 036,69	0,00	14 632 036,69	0,00	9 036 533,50	235 968,00	967 053,01
HUNTER MANUFACTURA	1 054 620,00	2 037 656,86	100,00%	8 941 348,21	0,00	8 941 348,21	91 463,55	6 210 483,22	0,00	508 486,56
BOOTS COMPANY	100 000,00	5 469 455,74	100,00%	13 843 300,70	2 500 000,00	11 343 300,70	0,00	8 735 352,37	0,00	-582 512,34
ARTEX	50 000,00	3 929 004,90	100,00%	10 894 094,01	0,00	10 894 094,01	0,00	3 602 109,40	0,00	518 778,96
DP COLOMBIA		2 046 133,31	100,00%	2 675 794,81	0,00	2 675 794,81	0,00	7 353 432,12	0,00	706 298,73
ARMOR	18 000,00	1 603 454,00	0,00%	11 322 934,77	0,00	11 322 934,77	0,00	13 057 459,96	400 000,00	670 323,07
DELTA PLUS INDIA IND.	1 047 096,00	-177 403,00	0,00%	1 047 096,18	0,00	1 047 096,18	0,00	1 757 688,83	0,00	-371 267,09
GEV	2 896,00	5 944 828,35	100,00%	11 037 808,91	0,00	11 037 808,91	0,00	4 661 394,24	0,00	809 887,11
BAS	5 854 806,00	-262 956,77	100,00%	12 758 972,94	0,00	12 758 972,94	4 000 000,00	3 594 140,08	0,00	-98 266,02
TOTAUX	112 701 244,00	129 718 676,16		260 464 327,56	30 562 930,50	229 901 397,06	83 527 322,16	588 801 997,45	29 504 045,10	27 758 093,36

## 6.9.

## Évènements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture nécessitant une remarque particulière.



7.

## Changement de méthode comptable 2025 – Rappel des comptes arrêtés et publiés au titre de la clôture 2024 :

### BILAN AU 31/12/2024

(En Euros)

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	240 393	237 220	3 174	-
Concessions, brevets et droits assimilés	604 450	283 835	320 615	320 615
Fonds commercial	1 068 338	-	1 068 338	868 338
Autres immobilisations incorporelles	2 382 610	-	2 382 610	-
<b>Total (1)</b>	<b>4 295 791</b>	<b>521 055</b>	<b>3 774 737</b>	<b>1 188 953</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	67 300	67 300	-	-
Autres immobilisations corporelles	226 289	59 131	167 158	72 160
Immobilisations en cours/Avances & acomptes	-	-	-	-
<b>Total (2)</b>	<b>293 589</b>	<b>126 431</b>	<b>167 158</b>	<b>72 160</b>
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	284 726 601	31 365 280	253 361 320	245 874 106
Autres titres immobilisés	610	-	610	610
Prêts	39 606 695	2 599 657	37 007 038	36 219 251
Autres immobilisations financières	6 854 748	-	6 854 748	7 129 350
<b>Total (3)</b>	<b>331 188 654</b>	<b>33 964 937</b>	<b>297 223 716</b>	<b>289 223 317</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (4 = 1 + 2 + 3)</b>	<b>335 778 035</b>	<b>34 612 423</b>	<b>301 165 611</b>	<b>290 484 429</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approvisionnements	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
<b>Total (5)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	9 961 544	1 220 008	8 741 536	6 190 041
Autres créances	511 120	-	511 120	902 884
<b>Total (6)</b>	<b>10 472 664</b>	<b>1 220 008</b>	<b>9 252 656</b>	<b>7 092 925</b>
<b>Disponibilités</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Valeurs Mobilières de Placement	66 510	-	66 510	476 670
Disponibilités	161 766	-	161 766	395 817
<b>Total (7)</b>	<b>228 276</b>	<b>-</b>	<b>228 276</b>	<b>872 487</b>
<b>ACTIF CIRCULANT (8 = 5 + 6 + 7)</b>	<b>10 700 940</b>	<b>1 220 008</b>	<b>9 480 932</b>	<b>7 965 412</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	179 755	-	179 755	152 104
Écarts de conversion-Actif	50 269	-	50 269	96 541
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>346 708 999</b>	<b>35 832 432</b>	<b>310 876 567</b>	<b>298 698 485</b>



## BILAN AU 31/12/2024

(En Euros)

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	3 679 354	3 679 354
Primes d'émission, de fusion, d'apport, etc.	13 175 368	12 925 368
Écarts de réévaluation	-	-
Réserve légale	367 936	367 936
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves	1 011 508	1 011 508
Report à nouveau	101 762 108	86 335 304
Résultat de l'exercice	24 556 819	24 379 970
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	4 149 585	3 328 607
<b>Total (1)</b>	<b>148 702 678</b>	<b>132 028 048</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	106 015	121 052
Provisions pour charges	-	-
<b>Total (2)</b>	<b>106 015</b>	<b>121 052</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	100 315 933	113 542 413
Emprunts et dettes financières diverses	51 878 992	45 139 116
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 205 566	1 973 224
Dettes fiscales et sociales	2 224 355	782 219
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	409 761	2 266 730
<b>Total (3)</b>	<b>157 034 607</b>	<b>163 703 702</b>
<b>COMPTES DE RÉGULARISATIONS</b>		
Produits constatés d'avance	-	-
Écarts de conversion - Passif	5 033 267	2 845 684
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>310 876 567</b>	<b>298 698 485</b>





**COMPTE DE RÉSULTAT AU 31/12/2024**

(En Euros)

	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Production vendue (biens)	-	-
Production vendue (services)	1 973 877	1 790 047
Production stockée	-	-
Subventions d'exploitation	-	4 293
Autres produits	5 103 001	4 482 400
<b>Total (1)</b>	<b>7 076 879</b>	<b>6 276 740</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	-	-
Variations de stock de marchandises	-	-
Achats de matières premières et autres approvisionnements	-	-
Variations de stock de matières premières et autres approvisionnements	-	-
Autres achats & charges externes	5 200 343	4 691 424
Impôts, taxes et versements assimilés	97 037	89 128
Salaires et Traitements	1 281 579	1 264 265
Charges sociales	537 818	497 471
Dotations aux amortissements et provisions	284 052	449 932
Autres charges	6 239	3 098
<b>Total (2)</b>	<b>7 407 068</b>	<b>6 995 318</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (3 = 1-2)</b>	<b>(330 189)</b>	<b>(718 577)</b>
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation	32 719 014	30 110 864
Autres intérêts et produits assimilés	4 143 860	3 530 343
Reprises sur provision et transferts de charges	3 238 541	105 000
Différences positives de changes	143 643	25 078
<b>Total (4)</b>	<b>40 245 058</b>	<b>33 771 284</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements et provisions	7 129 876	5 924 550
Intérêts et charges assimilées	7 850 269	3 290 142
Différences négatives de change	32 306	76 608
Charges nettes sur valeurs mobilières de placement	-	-
<b>Total (5)</b>	<b>15 012 451</b>	<b>9 291 300</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (6 = 4-5)</b>	<b>25 232 607</b>	<b>24 479 983</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (7 = 3 + 6)</b>	<b>24 902 418</b>	<b>23 761 407</b>
Produits exceptionnels	187 799	13 817
Charges exceptionnelles	594 784	777 215
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>(406 985)</b>	<b>(763 398)</b>
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les bénéfices	(61 386)	(1 381 961)
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>24 556 819</b>	<b>24 379 970</b>





## **CHAPITRE III** **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la Société DELTA PLUS GROUP,

### **| OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DELTA PLUS GROUP relatifs à l'exercice clos 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **| FONDEMENT DE L'OPINION**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

### **| OBSERVATION**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant la mise en œuvre de l'ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers qui introduit plusieurs modifications :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel désormais très limité ;
- La suppression de la technique de transfert de charges ;
- La modification du plan de comptes et l'introduction d'une nouvelle nomenclature ;
- De nouveaux modèles d'états financiers.

Les dispositions de ce règlement s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation et les créances rattachées, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2025 s'établit à 275 943 289 euros, sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés pour être ramenés à leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note 1.4 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de rentabilité des activités concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des plans stratégiques établis par chacune de ces activités sous le contrôle de la direction générale.



## | VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de Commerce.

Nous attestons que la déclaration de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de Commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes annuels et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

### **Informations relatives au gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de Commerce.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## | RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## | RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société





**DELTAPLUS**

**Informations boursières et capital**



## CHAPITRE I FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

### 1.1.

#### MANDATS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

Les durées d'exercice des mandats d'Administrateur au sein de l'Émetteur sont de six (6) ans. Les informations concernant les dates d'expiration des mandats des membres du Conseil d'Administration figurent en page 52.

### 1.2.

#### INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE SERVICES LIANT LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, ET/OU DE LA DIRECTION, À L'ÉMETTEUR OU À L'UNE QUELCONQUE DE SES FILIALES

Les transactions réalisées entre l'Émetteur et les membres du Conseil d'Administration et ou de la Direction sont décrites en page 173 et suivantes sous la Note 6.26 de l'annexe aux Comptes Consolidés.



### 1.3.

#### LES COMITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil est assisté autant que de besoin par trois comités : le Comité Exécutif, le Comité de Direction et le Comité des Rémunérations.

##### 1.3.1.

##### Le Comité Exécutif

Ce premier comité est composé des principaux directeurs du Groupe DELTA PLUS. Il est chargé de la définition des stratégies et de la fixation des objectifs opérationnels correspondants dans les domaines budgétaire, financier et de l'optimisation du développement des ressources humaines.

Il se réunit trimestriellement.

##### 1.3.2.

##### Le Comité de Direction

Ce second comité est composé des principaux directeurs et des responsables fonctionnels et opérationnels du Groupe DELTA PLUS (il compte notamment deux femmes parmi les sept directeurs non mandataires sociaux). Il est en charge de la mise en œuvre des orientations stratégiques prises par le Comité Exécutif et du suivi des performances et des résultats du Groupe DELTA PLUS.

Il s'attache à répondre aux problématiques opérationnelles rencontrées dans le fonctionnement quotidien du Groupe DELTA PLUS.

Il se réunit tous les mois au siège de la Société.

##### 1.3.3.

##### Le Comité des Rémunérations

En 2025 il était composé de 2 membres à savoir Monsieur Bruno MATHIEU et Monsieur Pierre GRADENIGO. Il détermine les orientations de la politique salariale appliquée au sein du Groupe DELTA PLUS et présente au Conseil d'Administration ses préconisations relativement à la détermination des rémunérations et avantages à allouer aux hauts cadres et dirigeants du Groupe DELTA PLUS.

Ses recommandations prennent systématiquement en compte le respect des conditions de performance des dirigeants.

Ce comité se réunit au minimum une fois par an, préalablement au Conseil d'Administration statuant sur la rémunération des dirigeants et préalablement à l'application des mesures salariales.



## CHAPITRE II SALARIÉS



### 2.1.

#### | NOMBRE DE SALARIÉS

L'effectif total du Groupe DELTA PLUS était de 3 748 collaborateurs à fin 2025.

Pour plus de détails concernant les effectifs et la répartition des salariés, se reporter à la Déclaration

de Performance Extra Financière présentée en page 82 du présent Document d'Enregistrement Universel.

### 2.2.

#### | PARTICIPATIONS ET STOCK-OPTIONS DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

	PARTICIPATIONS AU 31/12/2025		PARTICIPATIONS AU 31/12/2024		STOCK-OPTIONS ATTRIBUÉES MAIS NON ENCORE EXERCABLES/ EXERCÉES AU 31/12/2025		ACTION GRATUITES ATTRIBUÉES MAIS NON ENCORE ACQUISES AU 31/12/2025	
ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS	Nombre de titres	Détention capitalistique	Nombre de titres	Détention capitalistique	Nombre de titres	Détention capitalistique	Nombre de titres	Détention capitalistique
M. Jérôme BENOIT	136 344	1,85 %	135 104	1,85 %	-	-	560	-
J.B.P. SAS	4 052 312	55,07 %	4 052 312	55,07 %	-	-	-	-
M. Ivo BOSCARDIN	670 000	9,10 %	670 000	9,10 %	-	-	-	-
NOMBRE TOTAL DE TITRES AFFECTES AUX DIRIGEANTS	4 858 416	66,02 %	4 858 416	66,02 %	-	-	-	-
<b>NOMBRE TOTAL DE TITRES</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100 %</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100 %</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100 %</b>	<b>7 358 708</b>	<b>100 %</b>

### 2.3.

#### | CONTRAT PRÉVOYANT LA PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE L'ÉMETTEUR

Néant.

## CHAPITRE III PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Renvoi au Rapport de Gestion page 39.

## CHAPITRE IV OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS

Renvoi à la Note 6.26 de l'Annexe aux Comptes Consolidés page 173.

## CHAPITRE V INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR

### 5.1.

#### INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES

Les informations financières historiques, sont reproduites pages 26 et 27 du présent Document d'Enregistrement Universel et consultables dans les rapports financiers annuels 2023 et 2024 sur le site internet de la Société ([https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres) sous les onglets « Résultats » puis « 2022 » / puis « 2023 »).

### 5.2.

#### INFORMATIONS FINANCIÈRES PROFORMA

Néant.

### 5.3.

#### ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat consolidé (en milliers d'Euros)

	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021 <sup>(1)</sup>
<b>Chiffre d'Affaires</b>	<b>389 646</b>	<b>400 082</b>	<b>420 565</b>	<b>420 209</b>	<b>344 213</b>
Coût d'achat des marchandises vendues	(171 560)	(178 485)	(198 546)	(203 320)	(162 913)
Charges variables	(28 968)	(30 752)	(29 998)	(34 447)	(30 216)
Charges fixes	(56 776)	(55 700)	(53 556)	(51 601)	(39 335)
Charges de personnel	(88 444)	(85 289)	(81 516)	(79 269)	(64 251)
Autres produits et charges	525	721	909	821	592
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>44 422</b>	<b>50 577</b>	<b>57 858</b>	<b>52 393</b>	<b>48 090</b>
Produits opérationnels non courants	3	405	215	153	142
Charges opérationnelles non courantes	(616)	(1 816)	(1 831)	(3 557)	(2 886)
<b>Résultat opérationnel non courant</b>	<b>(613)</b>	<b>(1 411)</b>	<b>(1 616)</b>	<b>(3 404)</b>	<b>(2 744)</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>43 809</b>	<b>49 166</b>	<b>56 242</b>	<b>48 989</b>	<b>45 347</b>
Coût de l'endettement financier brut	(6 093)	(5 284)	(4 849)	(3 560)	(2 156)
Autres charges financières	(1 801)	(3 054)	(3 963)	(863)	(590)
Autres produits financiers	839	1 308	1 413	587	216
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>36 753</b>	<b>42 137</b>	<b>48 843</b>	<b>45 153</b>	<b>42 816</b>
Impôt sur le résultat	(8 903)	(10 765)	(10 227)	(10 405)	(10 082)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>27 850</b>	<b>31 372</b>	<b>38 616</b>	<b>34 748</b>	<b>32 734</b>
<b>Résultat des activités abandonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat net des sociétés mises en équivalence	-	-	-	-	-
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>27 850</b>	<b>31 372</b>	<b>38 616</b>	<b>34 748</b>	<b>32 734</b>
Dont part du Groupe	27 248	31 141	37 965	33 803	32 441
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	601	231	651	946	293
Résultat net par action	3,80	4,35	5,30	4,72	4,53
Résultat net dilué par action	3,80	4,35	5,30	4,72	4,53

Les chiffres présentés entre parenthèses dans le tableau ci-dessus correspondent à des valeurs négatives.

(1) Comptes ajustés selon IFRS 16.



## État du résultat global consolidé (en milliers d'Euros)

	31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021 <sup>(1)</sup>
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>27 850</b>	<b>31 372</b>	<b>38 616</b>	<b>34 748</b>	<b>32 734</b>
Écarts de conversion	(22 948)	254	(19 774)	(2 933)	10 201
<b>Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>(22 948)</b>	<b>254</b>	<b>(19 774)</b>	<b>(2 933)</b>	<b>10 201</b>
Gains et pertes actuariels sur engagement de retraite	(67)	(13)	243	357	252
Impôts	17	3	(67)	(89)	(90)
<b>Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net</b>	<b>(50)</b>	<b>(10)</b>	<b>176</b>	<b>267</b>	<b>162</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>4 851</b>	<b>31 616</b>	<b>19 018</b>	<b>32 083</b>	<b>43 098</b>
Dont part du Groupe	6 494	31 981	22 062	32 690	43 119
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	(1 642)	(365)	(3 045)	(608)	(21)

Les chiffres présentés entre parenthèses dans le tableau ci-dessus correspondent à des valeurs négatives.

(1) Comptes ajustés selon IFRS 16.

## Bilans

Pour plus de détails, se reporter aux pages 125 à 129 et 182 à 184 du présent Document d'Enregistrement Universel, ainsi qu'aux rapports financiers annuels 2023 et 2024 consultables sur le site internet de la Société ([https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres) sous les onglets « Résultats » puis « 2023 » / puis « 2024 ») respectivement pages 123-127 et 180-182 (pour 2023), et pages 127-131 et 184-186 (pour 2024) des rapports financiers annuels 2023 et 2024.

## Tableau des flux de trésorerie

Pour plus de détails, se reporter à la page 127 du présent Document d'Enregistrement Universel, ainsi qu'aux rapports financiers annuels 2023 et 2024 consultables sur le site internet de la Société ([https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres) sous les onglets « Résultats » puis « 2023 » / puis « 2024 ») respectivement pages 125 et 129 des rapports financiers annuels 2023 et 2024.

## 5.4.

**VÉRIFICATIONS DES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES ANNUELLES**

Les informations financières historiques relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2025 présentées dans le présent Document d'Enregistrement Universel ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 177 et 196 du présent document, et ne contiennent aucune observation.

## 5.5.

**DATES DES DERNIÈRES INFORMATIONS FINANCIÈRES**

Les dernières informations financières publiées sont celles relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2025, présentées dans le présent Document d'Enregistrement Universel reproduites en page 125.

## 5.6.

**INFORMATIONS FINANCIÈRES INTERMÉDIAIRES ET AUTRES**

Il n'a pas été publié d'informations financières intermédiaires par l'Émetteur depuis la publication des informations financières semestrielles 2025.

## 5.7.

**POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES**

Renvoi au rapport du Conseil d'Administration en page 44.

## 5.8.

**PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE**

Le Groupe n'a été impliqué, au cours de la période de 12 mois précédant la date d'enregistrement du présent Document Universel d'Enregistrement, dans aucune procédure administrative, pénale, judiciaire ou d'arbitrage qui soit susceptible d'avoir un effet

défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

À la connaissance de l'Émetteur, le Groupe n'est menacé d'aucune procédure de ce type à la date du présent Document d'Enregistrement Universel.

#### 5.9.

### **CHANGEMENT SIGNIFICATIF DANS LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE**

Il n'y a pas eu d'évolution significative dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur au cours de l'exercice 2025.

## **CHAPITRE VI** **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE CAPITAL SOCIAL**

### 6.1.

#### **MONTANT DU CAPITAL SOCIAL**

Au 31 décembre 2025, le capital était de 3 679 354 €, divisé en 7 358 708 actions de cinquante centimes d'euro (0,50 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et réparties entre les actionnaires en proportion de leurs droits.

### 6.2.

#### **TITRES NON REPRÉSENTATIFS DU CAPITAL**

Il n'existe pas de titres non représentatifs du capital.

### 6.3.

#### **ACTIONS AUTO DÉTENUES DESCRIPTIF PROGRAMME RACHAT D'ACTIONS EN VIGUEUR**

Renvoi au rapport du Conseil d'Administration en page 39.

### 6.4.

#### **VALEURS MOBILIÈRES CONVERTIBLES, ÉCHANGEABLES OU ASSORTIES DE BONS DE SOUSCRIPTION, DONNANT ACCÈS AU CAPITAL**

Au 31 décembre 2025, il n'existe pas de stock-options. Il existe 9 000 actions gratuites attribuées dont 2 700 définitivement acquises par les bénéficiaires au 31/12/2025 et 425 non attribuées en raison de départs des bénéficiaires concernés.

Ce plan d'attribution d'actions gratuites a été couvert par des titres auto détenus.

#### 6.4.1.

##### **Attributions gratuites d'actions et de stock-options**

Renvoi aux rapports du Conseil d'Administration en pages 121 et 122.

### 6.4.2.

#### **Dilution totale susceptible de résulter de l'exercice de l'intégralité des instruments dilutifs**

Au 31 décembre 2025, l'Émetteur détient 189 571 de ses propres actions (sur les 735 870 actions pouvant être acquises en auto détention). Sur ces actions, 3 694 actions sont détenues dans le cadre du programme de rachat d'actions mis en œuvre au titre du contrat de liquidité conclu avec le prestataire TP ICAP, les 185 877 actions restantes sont détenues en vue de couvrir des attributions gratuites d'actions ou d'options d'achat d'actions actuelles ou futures.

Au 31 décembre 2025, seules 9 000 actions ont été attribuées (2 700 sont devenues définitivement acquises par leurs bénéficiaires) sous forme d'actions gratuites sur les 185 877 détenues en vue de couvrir les attributions gratuites d'actions ou d'options d'achat d'actions actuelles ou futures.

Il résulte de l'attribution gratuite de ces 9 000 actions que les bénéficiaires attributaires en deviendront propriétaires après l'écoulement de la période d'acquisition. S'agissant d'une attribution d'actions existantes, cela n'aura eu aucun impact dilutif sur la répartition capitalistique de l'Émetteur ni la répartition des droits de vote théoriques, demeurés inchangés.

Pour ce qui est de la répartition des droits de votes effectivement exerçables en Assemblée Générale, l'ajout de ces 9 000 droits de votes n'aura aucun effet dilutif significatif.

### 6.5.

#### **CAPITAL AUTORISÉ NON ÉMIS - CONDITIONS RÉGISSANT TOUT DROIT D'ACQUISITION**

Renvoi au rapport du Conseil d'Administration en page 57.



**6.6.****OPTION(S) OU ACCORD(S) PORTANT SUR LE CAPITAL DE L'ÉMETTEUR ET/OU DE SES FILIALES**

À la connaissance de l'Émetteur, à la date du présent Document d'Enregistrement Universel, le capital de l'Émetteur ne fait l'objet d'aucune option.

L'émetteur détient au 31 décembre 2025 une option d'achat sur 20 % des actions de la Société SAFETYLINK (Australie). Cette option est exerçable à partir de 2028.

**6.7.****ÉVOLUTION DU CAPITAL DE L'ÉMETTEUR DURANT LA PÉRIODE COUVERTE PAR LES INFORMATIONS FINANCIÈRES HISTORIQUES**

CAPITAL DE L'ÉMETTEUR	EXERCICE 2025		EXERCICE 2024		EXERCICE 2023	
	NOMBRE DE TITRES	VALEUR NOMINALE	NOMBRE DE TITRES	VALEUR NOMINALE	NOMBRE DE TITRES	VALEUR NOMINALE
Titres début d'exercice	7 358 708	0,50 €	7 358 708	0,50 €	7 358 708	0,50 €
Titres émis	-	-	-	-	-	-
Titres remboursés ou annulés	-	-	-	-	-	-
Titres fin d'exercice	7 358 708	0,50 €	7 358 708	0,50 €	7 358 708	0,50 €
Montant du capital social	3 679 354 €		3 679 354 €		3 679 354 €	

**6.8.****OBJET SOCIAL**

Selon l'article 2 des statuts de l'Émetteur :

« La Société a pour objet :

- La participation directe ou indirecte dans toutes opérations industrielles commerciales ou immobilières quelconques, par voie de création de sociétés nouvelles, apport, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, prise en gestion, association ou autrement ;
- La gestion d'un portefeuille de titres de participations ;
- Et plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières et immobilières. »

La durée des fonctions des Administrateurs est de six ans. Les Administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le nombre des Administrateurs personnes physiques et des représentants permanents d'administrateurs personnes morales ayant dépassé l'âge de soixante-quinze ans ne peut être supérieur au tiers (arrondi au chiffre entier immédiatement supérieur) des Administrateurs en fonctions. En cas de dépassement de cette proportion, l'Administrateur ou le représentant permanent le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel est survenu le dépassement.

- Le Conseil d'Administration nomme un Président parmi ses membres personnes physiques.

Nul ne peut être nommé Président du Conseil d'Administration s'il est âgé de plus de soixante-quinze ans. Si le Président en exercice vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il a atteint l'âge de soixante-quinze ans.

Le Président peut être nommé pour toute la durée de son mandat d'Administrateur, sous réserve du droit du Conseil de lui retirer ses fonctions de Président et de son droit d'y renoncer avant la fin de son mandat.

Le Président est rééligible.

**6.9.****DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET À LA DIRECTION GÉNÉRALE****6.9.1.****Conseil d'Administration**

(extrait des articles 15 à 21 des statuts)

- La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus sauf l'effet des dispositions légales en cas de fusion.

Chaque Administrateur doit être propriétaire, pendant toute la durée de son mandat, d'une action au moins.

- Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et toutes les fois qu'il le juge convenable, au lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger.

Les convocations sont faites par le Président ou, en son nom, par toute personne qu'il désignera ; si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers des Administrateurs en exercice peut demander au Président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées en vertu des deux alinéas précédents.

Pour la validité des délibérations du Conseil, la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs en exercice est nécessaire et suffisante. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

### 6.9.2

#### **Direction Générale (extrait de l'article 22 des statuts)**

La Direction Générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale visées au paragraphe ci-dessus dans les conditions de quorum et de majorité de délibération du Conseil d'Administration.

Les actionnaires et les tiers sont informés de ce choix dans des conditions réglementaires.

Lors de sa séance du 30 mars 2011, le Conseil d'Administration de l'Émetteur a décidé de nommer Monsieur Jérôme BENOIT aux fonctions de Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de l'Émetteur, il n'a pas été fait le choix de dissocier les fonctions de Président du Conseil d'Administration de celles de Directeur Général.

### 6.9.3

#### **Règlement intérieur du Conseil d'Administration**

Le règlement intérieur du Conseil d'Administration adopté lors de la séance du 5 décembre 2013 est reproduit ci-après.

## **PRÉAMBULE**

Le Conseil d'Administration du 5 décembre 2013, considération prise de la dimension et la structure de la Société DELTA PLUS GROUP (ci-après la « Société »), a décidé de se référer au code de gouvernance d'entreprise pour les valeurs petites et moyennes proposé par Middlenext (ci-après le « code Middlenext »).

Le présent règlement du Conseil d'Administration de la Société a vocation à inscrire la conduite de la direction de la Société dans le respect des principes fondamentaux du gouvernement d'entreprise, par la mise en œuvre des recommandations issues du code Middlenext. Il poursuit un objectif de valorisation du management de la Société dans l'esprit de la politique de gouvernement d'entreprise.

## **I : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Conformément aux dispositions statutaires, le Conseil d'Administration est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

Il doit comporter au moins un Administrateur indépendant en son sein lorsque le nombre d'Administrateurs ne dépasse pas cinq, et deux Administrateurs indépendants au moins lorsque le nombre d'Administrateurs dépasse cinq. En cas d'impossibilité, le Conseil devra en expliquer les raisons.

Il appartient au Conseil d'Administration d'examiner, au cas par cas, la situation de chacun de ses membres au regard des critères d'indépendance énumérés par le code Middlenext. Il porte chaque année à la connaissance des actionnaires, et particulièrement lors de l'Assemblée Générale amenée à se prononcer sur l'élection d'Administrateurs, les conclusions de son examen et renouvelle chaque année son examen.

## **II : RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Conformément aux dispositions statutaires, le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle, par ses délibérations, les affaires qui la concernent.

Outre la nomination du Président Directeur Général, du Directeur Général et de tout éventuel Directeur Général Délégué de la Société, le Conseil d'Administration a pour missions principales de :

- Définir la stratégie de la Société et du Groupe ;
- Veiller au respect de l'intérêt social de la Société et d'en protéger les actifs ;
- Arrêter les comptes annuels et semestriels ;
- Prendre connaissance des caractéristiques essentielles des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques retenus et mis en œuvre par la Société ;



- Veiller à ce que les risques majeurs encourus par la Société et par le Groupe soient proportionnés aux stratégies et objectifs et qu'ils soient pris en compte dans la gestion de la Société ;
- Vérifier la qualité, la fiabilité et la sincérité de l'information fournie aux actionnaires sur la Société et sur le Groupe, et notamment assurer que le dispositif de contrôle interne et de gestion des risques est de nature à donner une image sincère et fidèle de la Société et du Groupe ;
- Nommer, organiser et fixer les principes et modalités d'organisation des différents Comités (Comité des Rémunérations...) destinés à assister le Conseil d'Administration et veiller à ce que le Conseil d'Administration soit tenu informé des travaux et conclusions de ces différents Comités ;
- Promouvoir une politique responsable sur le plan social et environnemental ;
- Autoriser le Directeur Général et/ou tout éventuel Directeur Général Délégué à octroyer les cautions avales et garanties au nom de la Société ;
- Fixer la rémunération des mandataires sociaux, en tenant compte des propositions du Comité des Rémunérations ;
- Convoquer et fixer l'ordre du jour des Assemblées Générales des actionnaires de la Société.

### III : FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### 1. Tenue des réunions

Conformément aux dispositions statutaires, le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et toutes les fois qu'il le juge convenable, au lieu indiqué dans la convocation, en France ou à l'étranger. Il se réunit à minima trois (3) fois par an. Pour la validité des délibérations du Conseil d'Administration, la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs en exercice est nécessaire et suffisante.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les Administrateurs participant à la séance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les Administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence.

Cette disposition n'est pas applicable pour l'adoption des décisions suivantes :

- Arrêté des comptes annuels et consolidés ;
- Établissement du rapport de gestion ;
- Nomination et révocation du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués.

Par conséquent, toute personne physique qui accepte les fonctions d'Administrateur ou de représentant

permanent d'une personne morale administrateur prend l'engagement d'assister de façon régulière aux réunions du Conseil d'Administration.

#### 2. Mise en place de comités spécialisés

Le Conseil d'Administration constitue les Comités destinés à l'assister dans les conditions légales, notamment :

- Un Comité des Rémunérations ;
- Un Comité Exécutif ;
- Un Comité de Direction.

### IV : RÈGLES DE DÉTERMINATION DE LA RÉMUNÉRATION DES MEMBRES

L'Assemblée Générale détermine annuellement le montant global de la somme fixe annuelle allouée aux membres du Conseil d'Administration.

Ce montant est réparti entre l'ensemble des membres du Conseil d'Administration en tenant compte de leur participation effective aux réunions du Conseil d'Administration.

Par exception, les Président, Directeur Général et Directeurs Généraux Délégués ne perçoivent pas somme fixe annuelle au titre de leur participation aux réunions.

### V : RESPONSABILITE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les membres du Conseil d'Administration ont le devoir de connaître les obligations générales ou particulières qui leur incombent du fait de leur charge, de même que les textes légaux ou réglementaires qui l'encadrent.

Les membres du Conseil d'Administration sont tenus de garder secrète jusqu'à ce qu'elle soit rendue publique par la Société toute information concernant la Société ou le Groupe dont ils pourraient avoir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Les membres du Conseil d'Administration s'engagent à n'effectuer, directement ou indirectement, pour leur propre compte ou pour celui de tiers, aucune opération sur les titres de la Société au vu d'informations qui leur auraient été communiquées dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et qui ne seraient pas connues du public. En outre, les Administrateurs s'interdisent de procéder à toutes interventions en bourse sur les titres de la Société ainsi qu'à tout exercice d'options pendant une période :

- Débutant le 30<sup>e</sup> jour calendaire précédant la publication des Comptes Consolidés annuels et semestriels de la Société et s'achevant le lendemain de ladite publication ;
- Débutant le 15<sup>e</sup> jour calendaire précédant la publication du Chiffre d'Affaires consolidé trimestriel de la Société et s'achevant le lendemain de ladite publication.

Les Administrateurs s'engagent à :

- Prévenir le Président du Conseil d'Administration de toute situation de conflit d'intérêts, même potentiel, entre leurs devoirs à l'égard de la Société et leurs intérêts privés et / ou autres devoirs ;
- S'abstenir de participer au vote sur toute délibération les concernant directement ou indirectement ;
- Informer le Président du Conseil d'Administration de toute opération ou convention conclue avec une Société du Groupe à laquelle ils seraient partie prenante ;
- Informer le Président du Conseil d'Administration de toute mise en examen, condamnation pour fraude, incrimination et /ou sanction publique, interdiction de gérer ou d'administrer qui aurait été prononcée à leur encontre ainsi que de toute faillite, mise sous séquestre ou liquidation à laquelle ils auraient été associés.

## VI : PUBLICITÉ DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le présent règlement intérieur fera l'objet d'une publication sur le site Internet de l'Émetteur par inclusion au Document d'Enregistrement Universel et/ou au Rapport Financier Annuel.

## VII : CHAMP D'APPLICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le présent règlement intérieur s'applique à l'ensemble des membres du Conseil d'Administration. Il a été communiqué à tous les administrateurs et il devra être communiqué à tout candidat aux fonctions d'administrateur, de même qu'à tout représentant permanent d'une personne morale avant son entrée en fonction.

### 6.10.

#### **DROITS, PRIVILÈGES ET RESTRICTIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS**

Il n'y a pas de distinction par catégorie des actions composant le capital de l'Émetteur, il n'y a donc pas de droit, privilège ou restriction par catégorie d'actions.

#### 6.10.1.

##### **Droit de vote double (selon l'article 32 des statuts)**

Toutefois, les actions nominatives et entièrement libérées, détenues par le même actionnaire depuis au moins quatre ans et régulièrement inscrites sur le registre de la Société, disposeront d'un droit de vote double. Ce droit de vote double est accordé également dès leur émission aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires anciens à raison d'actions anciennes pour lesquelles ils bénéficient déjà de ce droit.

Suite à l'entrée en vigueur de la loi n° 2014-384 du 29 mars 2014, le Conseil d'Administration a soumis à l'Assemblée Générale la proposition de maintenir le droit de vote double après quatre années de détention des titres DELTA PLUS GROUP par un même actionnaire.

L'adoption de cette résolution a permis de déroger au dispositif légal (supplétif de volonté) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2014, prévoyant l'attribution d'un droit de vote double après deux années de détention des titres par un même actionnaire.

#### 6.10.2.

##### **Répartition statutaire des bénéfices (selon l'article 14 des statuts)**

Toutes les actions sont de même catégorie. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

#### 6.10.3.

##### **Boni de liquidation (extrait de l'article 40 des statuts)**

Le solde disponible après remboursement du nominal libéré et non amorti des actions est réparti entre les actionnaires proportionnellement à leur part dans le capital.

### 6.11.

#### **CONDITIONS DE MODIFICATION DES DROITS DES ACTIONNAIRES**

Toute modification des droits des actionnaires est soumise aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

#### 6.11.1.

##### **Assemblée Générale d'actionnaires**

###### **6.11.1.1. Convocation**

Sauf exceptions prévues par la loi, l'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration.

La convocation est faite quinze jours au moins à l'avance, sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur convocations suivantes, soit par lettre ordinaire ou par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque actionnaire, soit par avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social ; dans ce dernier cas, les actionnaires sont, en outre, convoqués par lettre ordinaire.

###### **6.11.1.2. Lieu de réunion**

Les assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France





ou à l'étranger, suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans celle-ci.

#### 6.11.1.3. Ordre du jour

L'ordre du jour de chaque Assemblée Générale est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs actionnaires, dans les conditions fixées par la loi.

#### 6.11.1.4. Composition

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de son identité et de la propriété de ses actions sous la forme, soit d'une inscription nominative, soit du dépôt aux lieux mentionnés dans l'avis de convocation du certificat d'un intermédiaire agréé constatant l'indisponibilité des actions jusqu'à la date d'assemblée. Ces formalités doivent être accomplies cinq jours avant la date de réunion de l'Assemblée Générale. Toutefois, le Conseil d'Administration ou le bureau de l'assemblée auront toujours la faculté d'accepter les inscriptions nominatives et les dépôts des certificats précités, en dehors du délai ci-dessus prévu.

#### 6.11.1.5. Représentation

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire en vertu d'un pouvoir dont la forme est déterminée par le Conseil d'Administration.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et Administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement actionnaires.

Une personne morale est valablement représentée par tout représentant légal ayant qualité ou par une personne spécialement habilitée à cet effet, ou à défaut, par son représentant permanent au sein du Conseil d'Administration, qui est réputé de plein droit avoir mandat à cet effet.

#### 6.11.1.6. Vote

Tout actionnaire a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente, sans aucune limitation, à la seule exception des cas prévus par la loi.

Toutefois, les actions nominatives et entièrement libérées, détenues par le même actionnaire depuis au moins quatre ans et régulièrement inscrites sur le registre de la Société, disposeront d'un droit de vote double. Ce droit de vote double est accordé également dès leur émission aux actions nominatives nouvelles attribuées gratuitement aux actionnaires anciens à raison d'actions anciennes pour lesquelles ils bénéficient déjà de ce droit.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire le choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.

Les votes sont exprimés par mains levées, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs actionnaires représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'Assemblée.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire dont il peut obtenir l'envoi dans les conditions indiquées par l'avis de convocation de l'Assemblée, et dans les conditions prévues par la loi.

#### 6.11.2.

##### **Document pouvant différer ou empêcher un changement de contrôle de l'émetteur**

Néant.

#### 6.11.3.

##### **Existence de seuils statutaires pour la divulgation de l'existence de participation(s)**

Néant.

#### 6.11.4.

##### **Dispositions statutaires relatives à la modification du capital de l'émetteur**

Les statuts ne prévoient pas de disposition plus stricte que les dispositions légales applicables concernant la modification du capital de l'Émetteur.

#### 6.11.5

##### **Forme des actions**

Sauf disposition légale contraire, conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts de l'Émetteur, les actions sont inscrites au gré des propriétaires :

- En compte nominatif pur ;
- En compte nominatif administré ;
- Ou au porteur, chez un intermédiaire agréé.

Les actions sont admises aux opérations de EUROCLEAR.

#### 6.11.6.

##### **Titres au porteur identifiables**

En vertu de l'article 11 des statuts, « la Société est habilitée à consulter un organisme centralisateur à l'effet de connaître l'identité de tout ou partie de ses actionnaires et de rendre les titres au porteur identifiables. »

## CHAPITRE VII CONTRATS IMPORTANTS

Au cours des deux exercices précédant l'élaboration du présent Document d'Enregistrement Universel, l'émetteur a été partie à des contrats importants (autre que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires).

### 7.1.

#### CONTRAT D'ACQUISITION DE 100 % DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ ARMOR BV EN SEPTEMBRE 2024

Dans la lignée de sa stratégie de croissance externe et de renforcement sur les segments haut de gamme, DELTA PLUS GROUP a acquis le **25 septembre 2024** la Société **Armor**, spécialiste des chaussures de sécurité premium au Benelux.

Cette opération complète le maillage géographique du Groupe et renforce son expertise dans la protection des pieds, suivant une logique similaire aux acquisitions précédentes de Maspica (2022) ou de DP Safety au Mexique.

#### Détails de l'acquisition de la Société Armor

- **Spécialisation et Marché** : Fondée en 1999 à Groningen (Pays-Bas), Armor est un acteur de référence pour la distribution de chaussures de sécurité haut de gamme dans la région du Benelux.
- **Synergies Industrielles** : 85 % des ventes d'Armor proviennent de la marque Sixton, dont les produits sont fabriqués par Maspica, une filiale détenue à 100 % par DELTA PLUS GROUP depuis 2022.
- **Performance Financière** :
  - Armor a réalisé un Chiffre d'Affaires de **13,2 millions d'euros** en 2023.
  - Sa croissance annuelle moyenne s'élève à environ **15 %** sur les six dernières années.
  - La répartition géographique de son activité est de **80 %** aux Pays-Bas et **20 %** en Belgique.
- **Impact sur le Groupe** : Après élimination des flux intra-groupe avec Maspica, cette acquisition apporte environ 5 millions d'euros de Chiffre d'Affaires additionnel à DELTA PLUS GROUP, avec un effet positif sur la rentabilité opérationnelle.

## CHAPITRE VIII INFORMATION(S) PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATION(S) D'EXPERTS ET DÉCLARATION D'INTÉRÊT

L'Émetteur n'a reçu aucune information provenant de tiers, ni aucune déclaration d'experts ou déclaration d'intérêt relative à son activité.





## CHAPITRE IX DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC

### 9.1.

#### LIEUX OÙ PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS LES DOCUMENTS JURIDIQUES RELATIFS À L'ÉMETTEUR

Les documents juridiques relatifs à l'Émetteur peuvent être consultés au siège social de DELTA PLUS GROUP, BP 140 – ZAC La Peyrolière – 84405 Apt Cedex ; il s'agit de :

- a. L'acte constitutif et des statuts de l'Émetteur ;
- b. Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le Document d'Enregistrement Universel ;

- c. Les informations financières historiques de l'Émetteur et les informations financières historiques de l'Émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du Document d'Enregistrement Universel.

Conformément à l'article 221-3 du Règlement général de l'AMF (« RGAMF »), l'information réglementée au sens de 221-1 du RGAMF est disponible sur le site internet de l'émetteur ([https://www.deltaplusgroup.com/fr\\_FR/actualites-financieres-informations-reglementees](https://www.deltaplusgroup.com/fr_FR/actualites-financieres-informations-reglementees)).

## CHAPITRE X INFORMATION SUR LES PARTICIPATIONS

Renvoi à la Note 5 de l'annexe aux Comptes Consolidés page 145.









**DELTAPLUS**

**Personnes responsables**  
du Document d'Enregistrement Universel



# **CHAPITRE I PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DU CONTRÔLE DES COMPTES**

## **1.1.**

### **RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL**

Monsieur Jérôme BENOIT,  
Président Directeur Général  
de la Société DELTA PLUS GROUP

## **1.2.**

### **DÉCLARATION**

« J'atteste, que les informations contenues dans le présent Document d'Enregistrement Universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes annuels et les Comptes Consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicable et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion sur les Comptes Sociaux et sur les Comptes Consolidés, figurant en page 39, présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats de l'entreprise et de la situation financière de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés. »

Le 28 avril 2026

Jérôme BENOIT  
Président Directeur Général

## **1.3.**

### **RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Monsieur Jérôme BENOIT,  
Président Directeur Général  
DELTA PLUS GROUP  
BP 140 – ZAC La Peyrolière  
84405 Apt Cedex  
Téléphone : 04 90 74 20 33  
Fax : 04 90 74 06 03

## **1.4.**

### **RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES**

#### **1.4.1.**

#### **Commissaires aux Comptes titulaires**

VERAN & ASSOCIÉS  
Monsieur Jean-Michel BECHET  
Membre de la Compagnie Régionale de Nîmes  
La Cristole  
298, rue du Bon Vent  
84140 MONTFAVET

Commissaire aux Comptes titulaire de la Société nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2021 pour un mandat de six exercices expirant lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

#### **TALENZ ARES AUDIT**

Monsieur Johan AZALBERT  
Membre de la Compagnie Régionale de Nîmes  
26, boulevard Saint-Roch  
BP 278 – 84011 AVIGNON Cedex 1

Commissaire aux Comptes titulaire de la Société nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2021 pour un mandat de six exercices expirant lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

#### **1.4.2.**

#### **Commissaires aux Comptes suppléants**

Monsieur Jean-Pierre LAMPERTI  
78, avenue Bernard-Blua  
ZA Saint-Claude  
83990 SAINT-TROPEZ

Commissaire aux Comptes suppléant de la Société nommé par l'Assemblée Générale du 18 juin 2021 pour un mandat de six exercices expirant lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

Monsieur Paul-Louis CESTIER  
26, boulevard Saint-Roch  
84000 AVIGNON

Commissaire aux Comptes suppléant de la Société nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 2021 pour un mandat de six exercices expirant lors de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2026.

**1.5.****RÉMUNÉRATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Conformément au Code de Commerce (art. R. 233-14-17°) et au règlement général de l'AMF (art. 222-8) nous mentionnons les honoraires des Commissaires aux Comptes de la Société et des membres de leur réseau pris en charge par DELTA PLUS GROUP au titre de l'exercice 2025, en comparaison avec les exercices 2024 et 2023, ces informations sont reproduites à la Note 6.21 de l'annexe des Comptes Consolidés, soit en page 170 et suivante du présent Document d'Enregistrement Universel.



## **CHAPITRE II RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES**

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de la Société DELTA PLUS GROUP,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de Commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de Commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **| CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

### **| CONVENTIONS DÉJÀ APPRouvÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

En application de l'article R. 225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Compte courant**

Entité cocontractante : J.B.P.

Personne concernée : M. Jérôme BENOIT

Nature : Au titre de l'exercice 2025 le compte courant de la Société J.B.P. dans les livres de la Société DELTA PLUS GROUP qui s'élève à 22 220 K€ au crédit a généré une charge d'intérêt de 941 K€ (montant capitalisé).

#### **Convention de prestation de service**

Entité cocontractante : J.B.P.

Personne concernée : M. Jérôme BENOIT

Nature : Assistance et conseil dans les domaines de l'administration, de la gestion, de l'animation des sociétés du Groupe par la Société J.B.P. à la Société Holding DELTA PLUS GROUP. En contrepartie de l'assistance dont elle bénéficie, la Société Holding est redevable à l'égard de la Société J.B.P. d'une somme annuelle de 530 000 € HT, montant constaté en charge sur l'exercice 2025.



### Location immobilière

Entité cocontractante : J.B.P.

Personne concernée : M. Jérôme BENOIT

Nature : Le montant des loyers versés par la Société DELTA PLUS GROUP à la Société J.B.P. s'élève à 46 115 €, auquel s'ajoute le montant de la taxe foncière.

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société



# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL PAR ANNULATION D' ACTIONS, PROPOSÉE À L' ASSEMBLÉE**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Assemblée générale extraordinaire du 19 juin 2026 – résolution n° 10

À l'Assemblée Générale de la Société DELTA PLUS GROUP,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la Société DELTA PLUS GROUP et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de Commerce, en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaire au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de Commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée Générale et serait donnée pour une période de 18 mois.

Votre Conseil vous demande de lui déléguer, pour une période de 18 mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre Assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Assemblée générale extraordinaire du 19 juin 2026 – résolution n° 11

À l'Assemblée Générale de la Société DELTA PLUS GROUP,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre Société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-177 et R. 225-144 du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur l'autorisation d'attribution d'options d'achat d'actions au bénéfice des mandataires et/ou de membres du personnel salarié ou de certains d'entre eux de la société DELTA PLUS GROUP et des société qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Ces options donnant droit à l'achat d'actions de la société DELTA PLUS GROUP d'une valeur nominale de 0,50 € chacune, provenant des rachats effectués par celle-ci dans les conditions prévues par la loi.

Les options d'achat consenties en vertu de la présente délégation ne pourraient donner droit à un nombre total d'actions de la société supérieur à 10 % du capital social de la société à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 38 mois à attribuer des options de souscription d'actions.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix d'achat des actions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription des actions sont précisées dans le rapport du Conseil d'Administration et qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes légaux et règlementaires.

Le rapport de votre Conseil d'Administration appelle de notre part les observations suivantes, il ne fait pas état :

- Des modalités proposées pour la fixation du prix de d'achat des actions (article R. 225-144 du Code de Commerce) ;
- Des motifs de l'ouverture des options de souscription ou d'achat d'actions (article R. 225-144 du Code de Commerce).

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION DE DIVERSES VALEURS MOBILIÈRES AVEC MAINTIEN ET/OU SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Assemblée générale extraordinaire du 19 juin 2026 – résolution n° 12

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 (émission de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance) et L. 225-135 et suivants (suppression du droit préférentiel de souscription) du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'Administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, réservée à tout établissement de crédit et tout prestataire de services d'investissement, pour un montant maximal de 20 % du capital social de la Société, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport de lui déléguer, pour une durée de 26 (vingt-six mois) mois, la compétence pour décider l'opération suivante et fixer la condition définitive de cette émission et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription dans le cadre d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code Monétaire et Financier et dans la limite de 20 % du capital social par an.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de Commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration au titre de la 10<sup>e</sup> résolution.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la 12<sup>e</sup> résolution, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans la 12<sup>e</sup> résolution.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de Commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'Administration en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et en cas d'émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DU CAPITAL RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Assemblée générale extraordinaire du 19 juin 2026 – résolutions n<sup>os</sup> 13 et 14

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du Code de Commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'Administration de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée à des salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce, adhérents à un plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire qui seraient mis en place, pour un montant maximum de 3 % du capital, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de Commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du Travail.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de Commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Le rapport du Conseil d'Administration appelle de notre part l'observation suivante : concernant les modalités de fixation du prix ce rapport renvoie aux dispositions prévues par l'article L. 3332-20 du Code du Travail sans que la méthode qui sera retenue, le cas échéant, parmi les deux prévues par cet article soit précisée.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de Commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'Administration.

Fait à Montfavet et Avignon, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

**VERAN & Associés**  
**Jean-Michel BECHET**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société

**TALENZ ARES AUDIT**  
**Johan AZALBERT**  
Commissaire aux Comptes  
Représentant la Société



**1.****| TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL**

La table de concordance répond aux dispositions des Annexes 1 et 2 du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la forme, le contenu, l'examen et l'approbation du prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé, et abrogeant le règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission.

Cette table de concordance renvoie ainsi aux pages du présent Document d'Enregistrement Universel.

<b>RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT EUROPÉEN N° 809/2004/CE</b>	<b>PAGES</b>
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES</b>	<b>214</b>
<b>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>	<b>214</b>
<b>3. INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES</b>	<b>26</b>
3.1. Informations financières historiques sélectionnées pour l'Émetteur pour chaque exercice	26
3.2. Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	29
<b>4. FACTEURS DE RISQUE</b>	<b>140</b>
<b>5. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</b>	<b>10</b>
5.1. Histoire et évolution de la Société	10
5.2. Investissements	36
<b>6. APERÇU DES ACTIVITÉS</b>	<b>14</b>
6.1. Principales activités	14
6.2. Principaux marchés	16
6.3. Événements exceptionnels	N/A
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	N/A
6.5. Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'Émetteur concernant sa position concurrentielle	18
<b>7. ORGANIGRAMME</b>	<b>12</b>
7.1. Description sommaire du Groupe	12-13
7.2. Liste des filiales importantes	12-13, 145
<b>8. PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS</b>	
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	36
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	135, 150
<b>9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</b>	<b>39</b>
9.1. Situation financière	41-46
9.2. Résultat d'exploitation	41-46
<b>10. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</b>	<b>127-129</b>
10.1. Informations sur les capitaux de l'Émetteur	128-129
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'Émetteur	127



10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'Émetteur	32-35
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'Émetteur	34
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2 et 8.1	34
<b>11. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES</b>	<b>37</b>
<b>12. INFORMATION SUR LES TENDANCES</b>	<b>31</b>
<b>13. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</b>	<b>133</b>
<b>14. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</b>	<b>205</b>
14.1. Organes d'administration	205
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction Générale	53
<b>15. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES</b>	<b>64</b>
15.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature	64-68
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'Émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	64-68
<b>16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</b>	<b>52</b>
16.1. Date d'expiration des mandats actuels	52
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration	53, 207
16.3. Informations sur le Comité d'Audit et le Comité des Rémunérations de l'Émetteur	52-53, 205
16.4. Déclaration indiquant si l'Émetteur se conforme, ou non, au régime de gouvernement d'entreprise	52, 205
<b>17. SALARIÉS</b>	<b>201</b>
17.1. Nombre de salariés	201
17.2. Participations et stock-options des Administrateurs	201
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'Émetteur	204
<b>18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</b>	<b>49</b>
18.1. Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	49
18.2. Droits de vote différents des actionnaires susvisés	49-50
18.3. Contrôle de l'Émetteur	50
18.4. Accord, connu de l'Émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	50
<b>19. OPÉRATIONS AVEC DES APPARENTÉS</b>	<b>173</b>
<b>20. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR</b>	<b>202</b>
20.1. Informations financières historiques	26, 202
20.2. Informations financières pro forma	N/A
20.3. États financiers	202
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	203
20.5. Date des dernières informations financières	203

20.6. Informations financières intermédiaires	203
20.7. Politique de distribution des dividendes	203, 44
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	203
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	204
<b>21. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>	<b>204</b>
21.1. Capital social	204
21.2. Acte constitutif et statuts	205-209
<b>22. CONTRATS IMPORTANTS</b>	<b>210</b>
<b>23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DÉCLARATIONS D'EXPERTS ET DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS</b>	<b>210</b>
<b>24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC</b>	<b>211</b>
<b>25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS</b>	<b>211</b>

## 2.

### | TABLE DE CONCORDANCE AVEC LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

<b>1. COMPTES ANNUELS</b>	<b>181</b>
<b>2. COMPTES CONSOLIDÉS</b>	<b>123</b>
<b>3. RAPPORT DE GESTION</b>	<b>39</b>
<b>4. PERSONNES RESPONSABLES</b>	<b>213</b>
4.1. Personnes responsables des informations contenues dans le Document d'Enregistrement Universel	214
4.2. Déclaration des personnes responsables du Document d'Enregistrement Universel	214
<b>5. RAPPORTS DES CONTRÔLEURS LÉGAUX</b>	<b>177, 196</b>
5.1. Rapport général des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels	196
5.2. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés	178
<b>6. TABLEAU DES HONORAIRES DES CONTRÔLEURS LÉGAUX</b>	<b>170</b>



**DELTA PLUS GROUP**

ZAC LA PEYROLIÈRE – B.P. 14  
84405 APT CEDEX – FRANCE  
T.+ 33 (0)490 742 033  
F.+33 (0)490 740 603

**[relation.investisseur@deltaplus.eu](mailto:relation.investisseur@deltaplus.eu)****[www.deltaplusgroup.com](http://www.deltaplusgroup.com)**

SA au capital de 3 679 354 Euros  
RCS AVIGNON B 334 631 868  
SIRET 334 631 868 00026 – NAF 7010 Z  
N° TVA Intracommunautaire : FR 33 334 631 868

**[www.deltaplus.eu](http://www.deltaplus.eu)**

DELTA PLUS GROUP est cotée auprès de Euronext Growth  
sous le code ISIN FR0013283108  
DELTA PLUS est membre du SYNAMAP

*enjoy safety.*